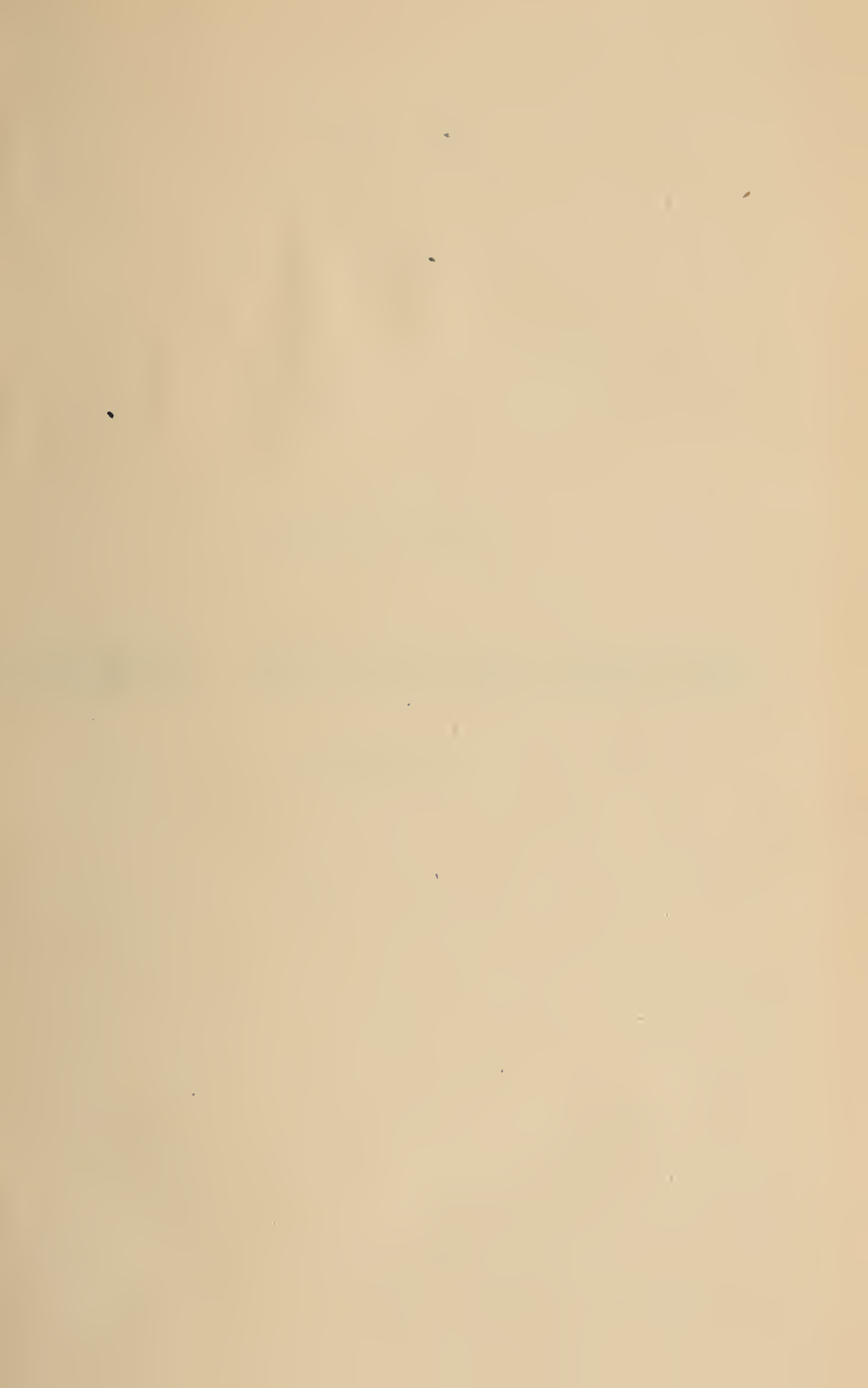

U d'/of OTTAWA
39003013764146









HISTOIRE

DE LA

GUERRE FRANCO-ALLEMANDE

1870-71



AMÉDÉE LE FAURE

HISTOIRE DE LA GUERRE FRANCO-ALLEMANDE 1870-71

ILLUSTRÉE DE 110 PORTRAITS
ET DE 32 CARTES ET PLANS

NOUVELLE ÉDITION REVUE ET ANNOTÉE
PAR DÉSIRÉ LACROIX
Ancien Secrétaire de la Rédaction du *Moniteur de l'Armée*



TOME II

PARIS
GARNIER FRÈRES, LIBRAIRES-ÉDITEURS
6, RUE DES SAINTS-PÈRES, 6

HISTOIRE

DE LA

GUERRE FRANCO-ALLEMANDE

1870-71

CHAPITRE PREMIER

Indécisions du commandement à Châlons. — Départ pour Reims. — Communications avec le maréchal Bazaine. — Démarche de M. Rouher. — Plan du général de Palikao.

I

Le 17 août, à huit heures du matin, un conseil de guerre fut réuni au camp de Châlons, sous la présidence de l'empereur qui se trouvait depuis la veille à Mourmelon. Le maréchal de Mac-Mahon, arrivé dans la nuit, le général Trochu, le général Schmitz son chef d'état-major, le général Berthaut, commandant des mobiles de la Seine, le prince Napoléon enfin assistaient à cette entrevue, dans laquelle de graves résolutions furent prises. Ainsi que nous l'avons dit précédemment, le général Trochu fut nommé gouverneur de Paris : il fut décidé que les

mobiles de la Seine, très incomplètement armés et organisés, seraient ramenés par le général. L'empereur devait abandonner l'armée, et gagner la capitale. Enfin, le maréchal de Mac-Mahon, appelé au commandement des troupes de Châlons, mais cependant placé sous les ordres du maréchal Bazaine « afin de mettre de l'unité dans les opérations militaires, » avait mission de se rabattre sur Paris.

Cette dernière décision si importante fut arrêtée sur les instances du prince Napoléon, très vivement appuyé par le général Trochu qui a lui-même rapporté tous les incidents de cette séance. Ce projet si sage de la retraite sur Paris ne devait malheureusement pas être longtemps maintenu.

A la suite de cette réunion, le maréchal de Mac-Mahon adressa au ministre de la guerre un de ses aides de camp, le commandant Duperré, pour avertir le général de Palikao de ce qui venait d'être décidé : il télégraphia également au maréchal Bazaine pour lui demander ses instructions, et envoya même un officier qui ne put dépasser Verdun.

Dans la soirée du 17, vers huit heures du soir, l'empereur reçut de Metz la dépêche suivante :

Gravelotte, 16 août, 11 heures du soir.

Ce matin, à neuf heures, l'ennemi a attaqué la tête de nos campements, à Rezonville. Le combat a duré depuis ce matin jusqu'à huit heures du soir. Cette bataille a été acharnée. Nous sommes restés sur nos positions, après avoir éprouvé des pertes sensibles. La difficulté aujourd'hui est principalement dans la diminution de nos parcs de réserve, et nous aurions peine à supporter une journée comme celle d'aujourd'hui, avec ce qui nous reste dans nos caissons.

D'un autre côté, les vivres sont aussi rares que les munitions ; je suis obligé de me reporter sur la ligne de Vigneulles à Lessy, pour me ravitailler. Les blessés ont été évacués ce soir sur Metz. Il est probable, selon les nouvelles que j'aurai de la concentration des armées des Princes, que je me verrai obligé de prendre la route de Verdun par le Nord.

P. S. La concentration des 3e et 4e corps n'était pas complète quand l'attaque a commencé. Ce n'est que dans l'après-midi, que le maréchal Le Bœuf et le général de Ladmirault ont pu arriver sur le terrain d'action en opérant, par mes ordres, un mouvement tournant sur la gauche de l'ennemi, qui a été obligé de se déployer sur sa droite.

Cette dépêche, bientôt suivie de renseignements plus précis, allait amener de graves modifications au plan adopté le 17 dans le conseil de guerre de Chalons.

Dès le soir même, le général de Palikao adressait à l'empereur la dépêche suivante :

L'impératrice me communique la lettre par laquelle l'empereur annonce qu'il veut ramener l'armée à Paris ; je supplie l'empereur de renoncer à cette idée qui paraîtrait l'abandon de l'armée de Metz qui ne peut faire, en ce moment, sa jonction à Verdun. L'armée de Châlons sera, avant trois jours, de 85,000 hommes, sans compter le corps de Douay qui rejoindra dans trois jours, et qui est de 18,000 hommes.

Ne peut-on pas faire une puissante diversion sur les corps prussiens déjà épuisés par plusieurs combats ? l'impératrice partage mon opinion.

Le ministre de la guerre ne pouvait ajouter que le Cabinet tout entier se montrait opposé à l'idée du retour de l'empereur à Paris ; mais le 18, l'impéra-

trice refusa d'approuver une proclamation du général Trochu, qui commençait par ces mots :

Nommé par l'empereur, *que je précède de quelques heures*, au poste de gouverneur de Paris....

Après beaucoup d'hésitation, Napoléon III ajourna son départ qui avait été fixé au 19, et demeura à Châlons, que le prince Napoléon venait de quitter. pour se rendre à Florence, dans l'espoir de décider le roi d'Italie à conclure une alliance avec la France.

De nouveaux renseignements sur la situation de l'armée de Metz, étaient arrivés au quartier impérial. Le 17, le maréchal Bazaine avait envoyé le télégramme suivant :

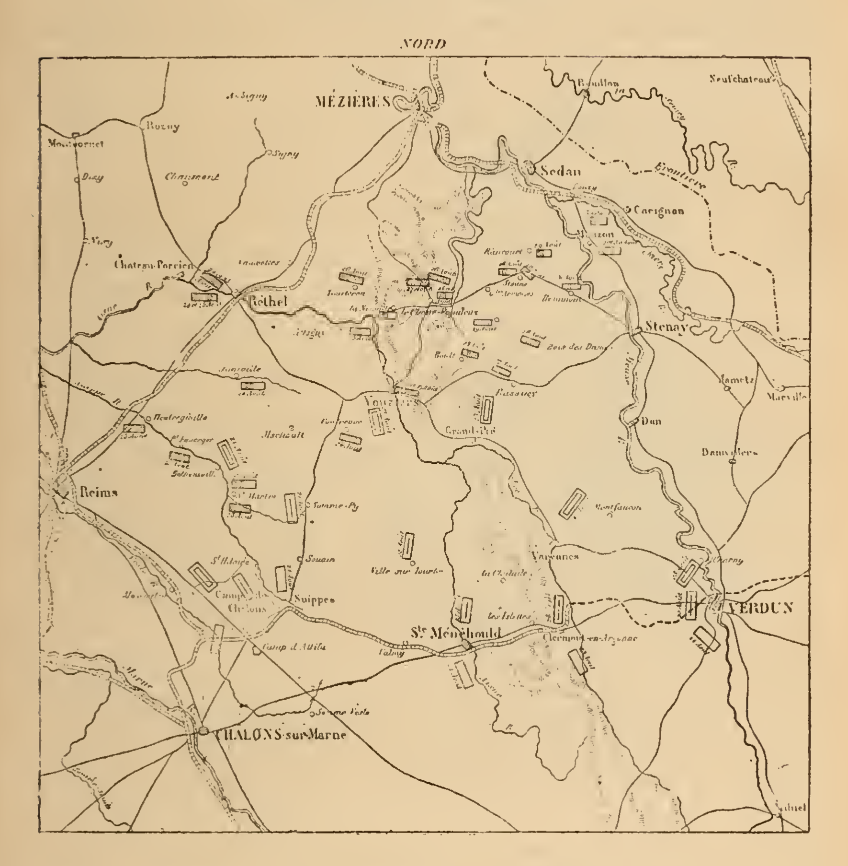
Je pense pouvoir me mettre en marche après demain, en prenant une direction plus au nord, de façon à venir déboucher sur la gauche de la position d'Handieumont dans le cas où l'ennemi l'occuperait en force, pour nous barrer la route de Verdun, et éviter des combats inutiles qui retardent notre marche.

Le maréchal Bazaine avait transmis cette dépêche, lorsqu'il reçut de l'empereur le télégramme suivant :

Dites-moi la vérité sur votre situation, afin de régler ma conduite ici. Répondez-moi en chiffres.

Le maréchal adressa aussitôt à Châlons un de ses aides de camp, le commandant Magnan. Parti de Metz le 17 dans la nuit, cet officier arriva au quartier impérial le 18, vers dix heures du matin.

MARCHE *projetée et marche réelle de l'Armée de Chalons sur Metz.*



Voici le texte du rapport dont il était porteur :

J'ai l'honneur de confirmer à l'empereur ma dépêche télégraphique en date de ce jour, et de joindre, à cette lettre, copie de celle que j'ai adressée à Votre Majesté hier au soir à onze heures.

On dit aujourd'hui que le roi de Prusse serait à Pange ou au châ-

teau d'Aubigny, qu'il est suivi d'une armée de 100,000 hommes, et, qu'en outre, des troupes nombreuses ont été vues sur la route de Verdun et à Monts-sur-les-Côtes. Ce qui pourrait donner une certaine vraisemblance à cette nouvelle de l'arrivée du roi de Prusse, c'est, qu'en ce moment où j'ai l'honneur d'écrire à Votre Majesté, les Prussiens dirigent une attaque sérieuse sur le fort de Queuleu. Ils auraient établi des batteries à Magny, à Mercy-le-Haut et au bois de Pouilly. Dans ce moment, le tir est même assez vif. Quant à nous, les corps sont peu riches en vivres. Je vais tâcher d'en faire venir par la ligne des Ardennes, qui est encore libre. M. le général Soleille que j'ai envoyé dans la place, me rend compte qu'elle est peu approvisionnée en munitions, et qu'elle ne peut donner que 800,000 cartouches, ce qui, pour nos soldats, est l'affaire d'une journée. Il y a également un petit nombre de coups pour pièces de 4, et, enfin, il ajoute que l'établissement pyrotechnique n'a pas les moyens nécessaires pour confectionner des cartouches. M. le général Soleille a dû demander à Paris ce qui est indispensable pour remonter l'outillage ; mais cela arrivera-t-il à temps? Les régiments du corps du général Frossard n'ont plus d'ustensiles de campement, et ne peuvent faire cuire leurs aliments. Nous allons faire tous nos efforts pour reconstituer nos approvisionnements de toutes sortes, afin de reprendre notre marche dans deux jours, si cela est possible. Je prendrai la route de Briey ; nous ne perdrons pas de temps, à moins que de nouveaux combats ne déjouent mes combinaisons.

Je joins une note de M. le général Soleille, commandant l'artillerie de l'armée, qui indique le peu de ressources qu'offre la place de Metz, pour le ravitaillement, en munitions, de l'artillerie et de l'infanterie.

En même temps qu'il envoyait le commandant Magnan à l'empereur, le maréchal Bazaine chargeait l'intendant de Préval de réunir des approvisionnements à Montmédy et à Longuyon. Son intention était donc nettement exprimée : il comptait s'éloigner de

Metz en prenant par le nord, et en s'inspirant des circonstances.

Comment concilier ces affirmations de retraite avec les ordres donnés par le commandant en chef à ses lieutenants? Nous aurons plus d'une fois encore à signaler ces contradictions sur lesquelles il n'est plus besoin d'insister après le jugement de Trianon.



Le général de Palikao (1).

La dépêche du maréchal Bazaine fit naître à Châlons une grande indécision: se rabattre sur Paris, c'était abandonner celui que l'on appelait encore le glorieux Bazaine ; s'élever vers Metz, au contraire, c'était compromettre la dernière armée de la France dans une entreprise hasardeuse qui exigeait des troupes aguerries et une organisation tout autre

(1) Le général Cousin de Montauban (Charles-Guillaume-Appoline-Antoine), comte de Palikao, est né à Paris le 14 juin 1796. A 18 ans, le 10 juillet 1814, il entra au service comme garde du corps. Admis

que celle qu'il avait été possible d'établir dans un aussi court délai.

Le maréchal de Mac-Mahon à qui incombait la principale responsabilité, se montrait absolument opposé à cette marche de flanc imaginée par le général de

comme élève sous-lieutenant à l'École d'État-major, il fut nommé sous-lieutenant en 1824.

En 1832 il fut appelé au 2e régiment de chasseurs d'Afrique où il était promu capitaine le 2 octobre. C'est sur cette terre d'Afrique, qui pendant vingt-quatre années consécutives, fut le théâtre de ses exploits, qu'il se signala dans toutes les expéditions et qu'il conquit tous ses grades : chef d'escadron le 4 septembre 1836, lieutenant-colonel du 1er régiment de chasseurs d'Afrique le 7 mai 1843, colonel le 3 août 1845, il passa à la tête du 2e régiment de chasseurs d'Afrique. C'était le régiment dans lequel il avait commencé, comme simple lieutenant, sa glorieuse carrière militaire.

Un fait des plus importants, qui eut pour la France et pour la consolidation définitive de son gouvernement en Algérie, vient se placer ici à l'actif de la vie militaire du colonel Montauban ; ce fut lui qui, le 23 décembre 1847, à la tête de quelques cavaliers, s'empara d'Abd-el-Kader, et reçut sa soumission au marabout de Sidi-Brahim. Fait commandeur de la Légion d'honneur le 23 janvier 1848 et promu général de brigade le 21 septembre 1851 il exerça divers commandements et rendit des services si importants qu'il fut nommé divisionnaire le 28 décembre 1855. Après les faits qui se passèrent à l'entrée du Peïho, le 25 juin 1859, et qui eurent en France et en Angleterre un si triste retentissement, une seconde campagne en Chine fut résolue de concert avec les Anglais. L'Empereur Napoléon III appela le général Montauban au commandement en chef de cette nouvelle expédition (Décret du 13 novembre 1859). La campagne fut dirigée avec habileté et les premiers combats furent d'heureux succès pour nos armes ; le glorieux combat de Palikao livré le 21 septembre 1860, valut au général le titre de comte de Palikao qui lui fut conféré par décret impérial du 22 janvier 1862. La prise de

Palikao qui l'avait fait adopter par le Conseil des ministres.

Quant à l'empereur, indécis, sans volonté, il flottait d'une opinion à l'autre, ne sachant que résoudre. Le 17, dans le conseil de guerre, il était partisan du retour à Paris ; le 18, il télégraphiait à l'impératrice : « Je me rends à votre opinion. » Sollicité à la fois par l'empereur et par le ministre de la guerre, le maréchal de Mac-Mahon céda le 19, et adressa au général de Palikao, le télégramme suivant : « Veuillez dire

Pékin, le 12 octobre, et le traité de paix conclu le 25 terminèrent cette campagne.

Le 26 décembre, le général de Montauban était élevé à la dignité de grand'croix de la Légion d'honneur.

Il fut fait sénateur en 1861, et le 28 novembre de la même année la médaille militaire lui était conférée. A sa rentrée en France, le comte de Palikao eut pendant quelque temps le commandement du 2e corps, à Lille ; puis celui du 4e corps, à Lyon, et de la 8e division militaire (22 juin 1865). C'est dans cette position que le trouvèrent les événements préliminaires de la guerre contre l'Allemagne.

Appelé au ministère le 9 août 1870, on a vu quelle tâche ardue il eut à accomplir dans ces hautes fonctions jusqu'au moment où la Révolution du 4 septembre lui donna pour successeur le général Le Flo.

Les lourdes responsabilités qui incombèrent au général comte de Palikao, ont été expliquées dans son livre qu'il a publié en 1871, et intitulé : *Un ministère de la guerre de vingt-quatre jours*. Le général n'eut plus de commandement ; mais, ayant commandé en chef un corps d'armée, il fut maintenu, sans limite d'âge, dans la première section du cadre de l'état-major général. Il est mort au mois de janvier 1878. Il comptait alors 56 années de services, 29 campagnes, 10 citations, 1 blessure. (D. L.)

au Conseil des ministres que je ferai tout pour rejoindre Bazaine. »

La conviction ne s'était pas faite dans son esprit, il voyait toujours les dangers aussi sérieux, mais on avait invoqué des considérations politiques devant lesquelles il avait dû s'incliner. Enfin, il est permis de supposer que les nouvelles apportées par le commandant Magnan n'étaient pas étrangères à cette détermination. L'aide de camp du maréchal Bazaine avait, en effet, signalé tous les dangers de la marche de l'armée de Metz, suivie par les Prussiens, et menacée à chaque pas dans sa retraite. Il est d'autant plus probable que cette considération exerça sur l'esprit du maréchal de Mac-Mahon une influence sérieuse, que nous verrons plus loin le commandant en chef de l'armée de Châlons céder, après de nouvelles hésitations, à un argument du même ordre.

Le 19 août, vers dix heures, la marche sur Metz semblait donc résolue, mais les nouvelles de la bataille du 18 allaient modifier ces résolutions. Nous avons suivi l'action dans tous ses détails, nous avons pu constater ses résultats, il ne sera donc pas sans intérêt de rapporter les dépêches successivement envoyées par le maréchal Bazaine dans les journées des 18 et 19 août.

La première, datée du 18, 10 h. 30 du matin, est une réponse à un télégramme antérieur du maréchal de Mac-Mahon :

Je reçois votre dépêche du 16 août ce matin seulement. Je présume que le ministre vous aura donné des ordres, vos opérations étant

tout à fait en dehors de ma zone d'action pour le moment, et je craindrais de vous indiquer une fausse direction.

Tout en ne répondant qu'à une demande adressée de Bar-sur-Aube, cette dépêche s'appliquait cependant très justement au télégramme que le maréchal de Mac-Mahon avait expédié le 17. Malheureusement, l'importance des nouvelles qui suivirent empêchèrent de prêter à ces avis, l'attention qu'ils méritaient.

Metz, 18 août, 2 h. soir.

Par suite des combats successifs que j'ai livrés, le 14 et le 16, ma marche sur Verdun a été arrêtée, et je suis obligé de séjourner dans la partie nord de Metz pour me ravitailler en munitions surtout, et en vivres. Depuis ce matin, l'ennemi montre de fortes masses qui paraissent se diriger sur Briey, et peuvent avoir l'intention d'attaquer le maréchal Canrobert qui occupe Saint-Privat-la-Montagne, se reliant par sa gauche avec Amanvillers, point d'appui de la droite du 4e corps. Nous sommes donc de nouveau sur la défensive, jusqu'à ce que je sache la véritable direction des troupes qui sont devant nous, et surtout celle de l'armée de réserve, que l'on dit être à Pange, rive droite de la Moselle, sous les ordres du roi, dont le quartier général serait au château d'Aubigny. Transmettez cette dépêche à l'empereur et au ministre de la guerre. Je crains pour la voie ferrée des Ardennes.

Il n'est pas inutile de faire remarquer que dans cette dépêche datée du 18, *deux heures*, le maréchal ne présente la bataille que comme possible, alors qu'elle était en réalité engagée depuis midi.

A quatre heures, nouveau télégramme adressé à l'empereur :

En ce moment quatre heures, une attaque, conduite par le roi de Prusse en personne, avec des forces considérables, est dirigée sur tout le front de notre ligne. Les troupes tiennent bon jusqu'à présent, mais des batteries ont été obligées de cesser leur feu.

A sept heures cinquante, enfin :

J'ignore l'importance des approvisionnements de Verdun. Je crois qu'il est nécessaire de n'y laisser que ce dont j'aurai besoin, si je parviens à gagner la place. J'arrive du plateau, l'attaque a été très vive; en ce moment, sept heures, le feu cesse. Nos troupes sont constamment restées sur leurs positions. Un régiment, le 60e a beaucoup souffert en défendant la ferme Saint-Hubert (1).

Nous avons vu précédemment que c'était le 80e, et non le 60e, qui avait défendu la ferme.

Cette dépêche fut la dernière transmise par le télégraphe ; les Prusiens ayant coupé le fil de Thionville.

L'arrivée successive de ces dépêches à Châlons était bien faite pour raviver l'indécision des jours précédents : le maréchal parlait, en effet, de gagner Verdun, mais il ajoutait aussitôt : « Si je parviens à gagner la place. » Après avoir signalé, enfin, le danger qui menaçait le maréchal Canrobert qui tenait la route de Briey, il n'indiquait aucun résultat. En outre, l'interruption des transmissions télégraphiques était un grave symptôme qui ajoutait un com-

(1) Cette dépêche du maréchal répondait au télégramme suivant de l'empereur :

Camp de Châlons, 18 août, 5 h. 25 soir.

Faut-il laisser à Verdun le grand approvisionnement qui y est

mentaire menaçant aux réticences du maréchal. De tous ces faits, il était naturel de conclure que les Prussiens qui, le 16, avaient coupé la route de Mars-la-Tour, s'étaient, le 18, rendus maîtres de celle de Briey. Si le maréchal avait pu passer en effet, comment l'ennemi aurait-il détruit le télégraphe?



Le colonel d'Abzac (1).

Ces pensées firent revenir le maréchal de Mac-Mahon sur sa décision : lorsqu'il avait cédé aux arguments politiques émis par l'empereur et ses ministres, et consenti à marcher en avant, les renseignements transmis par le commandant Magnan permettaient de croire que l'armée de Metz allait

(1) M. d'Abzac, né le 22 mars 1822, à Saintes dans la Charente-Inférieure, sortit de l'Ecole de Saint-Cyr, en 1843, comme sous-lieutenant élève à l'Ecole d'état-major. Le 20 août 1870 il fut nommé colonel et il devint premier aide de camp du maréchal de Mac-Mahon lorsque celui-ci succéda à M. Thiers à la présidence de la Répu-

quitter la place. Du moment qu'elle semblait condamnée à rester sous le canon des forts, il devenait par trop périlleux d'adopter le plan du général de Palikao.

Le 20, le commandant en chef de l'armée de Châlons annonça au ministre qu'il partirait le lendemain pour Reims :

Si Bazaine perce par le Nord, je serai plus à même de lui venir en aide ; s'il perce par le Sud, ce sera à une telle distance que je ne pourrai, dans aucun cas, lui être utile. Je laisse ici une division de cavalerie, pour enlever tout ce qu'il est possible. Donnez des ordres pour que la ligne de communication soit établie par Soissons ou par Épernay.

Le 21, au matin, le camp de Châlons fut levé ; les hommes, pourvus de vivres, se mirent en route, pour gagner les emplacements qui leur avaient été assignés, derrière le canal de la Marne à l'Aisne. Ce mouvement s'exécuta au milieu d'un désordre profond qui faisait mal augurer de la campagne. L'intendance, ne pouvant tout emporter, fit brûler les approvisionnements et les baraquements que l'on n'avait pas eu le temps d'enlever entièrement. Le nombre des traînards fut immense : cette marche de quarante kilomètres accomplie en un jour par des troupes peu aguerries eut de funestes conséquences.

blique. Promu général de brigade en 1873, il resta en disponibilité après la démission du maréchal comme président de la République. (D. L.)

Plusieurs régiments se désagrégèrent, des bandes de maraudeurs se formèrent. Enhardis par l'impunité qui semblait assurée, ces hommes se répandirent sur les routes en mendiant, d'autres pillèrent à la gare les convois du chemin de fer, et la population de Reims put assister à cet étrange spectacle de soldats vendant dans les rues, à des prix dérisoires, des vivres volés. Ce n'était pas là l'armée ; elle devait prouver, elle, que mal dirigée, sans chefs, sans discipline même, elle savait combattre et mourir ; mais le désordre, le manque de répression, l'apathie de l'état-major encourageaient ces excès, qu'il eût semblé d'autant plus naturel de prévoir, que l'on avait affaire à des troupes peu disciplinées, manquant de cohésion, à des soldats rappelés de la veille sous les drapeaux.

Ce triste spectacle ne fit que fortifier le maréchal de Mac-Mahon dans ses résolutions : le 21, vers sept heures du soir, il était donc fermement décidé à résister à toutes les instances, et à ramener ses troupes autour de la capitale, lorsqu'il fut averti que l'empereur le faisait demander, pour entendre M. Rouher qui arrivait de Paris. Les détails de cette entrevue ont été révélés devant la commission parlementaire par le maréchal de Mac-Mahon et l'ancien ministre. Il ne sera pas inutile de citer leurs paroles :

En présence de l'empereur, dit le maréchal, M. Rouher m'exposa que rien n'exigeait que l'armée se portât sur Paris, que cet abandon de Bazaine serait des plus fâcheux, aurait à Paris les plus graves inconvénients, et, qu'en définitive, le Conseil des ministres et l'im-

pératrice étaient d'avis que je me portasse au secours de Bazaine.

J'exposai, à mon tour, à M. Rouher que je ne me croyais pas en état de risquer de me trouver au milieu des armées prussiennes; que, d'après les renseignements qui m'étaient parvenus la veille au soir, je devais supposer le maréchal Bazaine entouré à Metz par une armée de 200,000 hommes; qu'en avant de Metz, dans la direction de Verdun, se trouvait l'armée du prince de Saxe, estimée à 80,000 hommes; enfin, que le prince royal de Prusse arrivait près de Vitry-le-François à la tête de 150,000 hommes : qu'en me portant vers l'Est, je pouvais me trouver dans la position la plus difficile, et éprouver un désastre que je voulais éviter. J'ajoutai que l'armée de Bazaine pouvant être battue, il était de la plus haute importance de conserver à la France l'armée de Châlons qui, bien que composée en partie de régiments de marche, avait néanmoins assez d'anciens cadres pour servir à réorganiser une armée de 250,000 à 300,000 hommes.

Je concluais en disant que je me dirigerais positivement le surlendemain, 23, sur Paris, à moins de recevoir, dans l'intervalle, les instructions que j'avais demandées au maréchal Bazaine.

L'empereur ne fit aucune objection; car, ainsi que je l'ai déjà dit, il me laissait libre d'agir comme je le jugeais convenable.

De son côté, M. Rouher s'exprime ainsi :

La première question qui fut posée entre nous fut celle ci : « Fallait-il aller vers l'Est au secours de Bazaine, ou revenir sur Paris? » Je me permis de présenter au maréchal certaines considérations, au point de vue militaire, qui me paraissaient justifier la marche sur Metz. C'était bien grave de ne pouvoir délivrer cette armée. « Le prince royal est en marche sur Paris, disais-je au maréchal, il ne peut arriver que dans huit jours; vous pourriez, peut-être, faire votre jonction avec Bazaine, et revenir sur le Prince royal. Vous reviendrez protéger Paris dans des conditions de victoire, et sauvegarder tous nos intérêts. »

Je trouvai le maréchal de Mac-Mahon très opposé à ces idées. Il me dit : « C'est impossible d'aller secourir Bazaine. Bazaine n'a pas

de munitions, n'a pas de vivres, et sera obligé de capituler, et nous arriverions trop tard. — Qui vous a donné, lui dis-je, ces renseignements sur le manque de munitions et de vivres de Bazaine? » Alors, il se retourna vers le général Faure : « Voyons, général, qu'en pensez-vous? — Maréchal, c'est impossible, répondit le général Faure ; vous n'avez qu'une marche à suivre, c'est de revenir sur Paris. » Immédiatement, je dis au maréchal : « Il ne peut pas me convenir de discuter une question pareille, où je n'ai aucune compétence, aucune notion stratégique. Vous dites que c'est impossible : je m'incline. Vous avez raison. »

Alors l'empereur, qui nous avait laissés discuter ensemble, me dit : — Mais alors qu'est-ce qu'il faut faire? » Je lui répondis : « Si on ne peut pas aller au secours de Bazaine, il faut nommer le maréchal de Mac-Mahon généralissime, lui donner le commandement de toutes les troupes du camp de Châlons, et de toutes les troupes qui sont dans Paris, et revenir avec votre armée sur Paris, car Votre Majesté ne peut retourner isolée, il faut qu'elle revienne au milieu de ses soldats. Si la pensée de l'empereur est de nommer le maréchal de Mac-Mahon généralissime, il faut que le maréchal entre immédiatement en fonctions et prépare toutes les mesures qui doivent présider au siége de Paris, et assurer la plus complète défense. Si Sa Majesté y consent, je la prie de me dicter par 1°, 2°, 3°, etc., tout ce qu'il y a à faire dans ce but. » L'empereur consentit à ce que je lui proposais. Le maréchal de Mac-Mahon dit : — « Je remercie l'empereur des fonctions de généralissime qu'elle veut bien me confier ; je suis prêt à les accepter, et je suis prêt également à entrer en fonctions. »

A la suite de cet entretien, une proclamation à l'armée fut rédigée; le texte a été conservé; on y trouve cette phrase :

..... Mon désir le plus ardent était de me porter au secours du maréchal Bazaine; mais cette entreprise était impossible. Nous ne pouvions nous rapprocher de Metz, avant plusieurs jours; d'ici à cette époque, le maréchal Bazaine aura sans doute brisé les obstacles

qui l'arrêtent; d'ailleurs, pendant notre marche directe sur Metz. Paris restait découvert, et une armée prussienne nombreuse pouvait arriver sous ses murs... Je vais vous conduire sous les murs de Paris...

Le 21, au soir, il était donc bien décidé que l'on renoncerait absolument à suivre le plan du général de Palikao, et qu'au lieu d'aller tenter une aventure périlleuse, l'armée, la dernière armée de la France, viendrait couvrir la capitale. La date même du mouvement avait été fixée au 23.

A la suite de l'entrevue de Reims, M. Rouher se rendit à Paris, et fit part au général de Palikao de la démarche qu'il avait cru devoir faire, et du résultat qu'il avait obtenu. Le ministre ne dissimula pas son mécontentement. Il croyait fermement que la marche sur Metz, qu'il avait lui-même combinée, pouvait sauver la France : à ces considérations d'ordre purement stratégique, s'en ajoutaient d'autres : le retour à Paris de l'empereur devait compromettre la dynastie qu'une victoire seule pouvait raffermir. En outre, l'insistance de M. Thiers et du général Trochu à combattre le projet du général de Palikao, avait eu pour résultat de le rendre plus cher à l'impératrice et au ministre de la Guerre.

A côté du pouvoir impérial fort discrédité, l'opposition grandissait chaque jour; on reconnaissait enfin la sagesse de ses déclarations pacifiques. M. Thiers, si maltraité dans les séances du mois de juillet, alors qu'il s'était efforcé d'arrêter cette déclaration de guerre funeste, était devenu le héros du jour. Par un

suffrage unanime, l'Assemblée l'avait nommé membre du Conseil de défense. Le général Trochu était également bien vite devenu populaire : on rappelait à tout propos le livre prophétique qu'il avait publié en 1867, et dans lequel il montrait la faiblesse de notre armée. Une lettre du gouverneur de Paris publiée dans le journal le *Temps* (20 août) prouvait au Cabinet qu'il ne pouvait aveuglément compter — *dans toutes circonstances* — sur le complaisant concours du général :

L'idée de maintenir l'ordre par la force de la baïonnette et du sabre dans Paris, livré aux plus légitimes angoisses et aux agitations qui en sont les suites, me remplit d'horreur et de dégoût.

Cette franche déclaration n'était pas de nature à satisfaire un gouvernement qui, si l'on s'en rapporte à son origine, ne devait pas partager de telles répugnances.

En résumé, écrit le rapporteur de la commission parlementaire, M. Saint-Marc-Girardin, la nomination du général Trochu, faite en dehors de la régente et du Conseil des ministres, a été une cause nouvelle d'ébranlement dans un gouvernement déjà fort ébranlé, et là encore, dans ces derniers moments de l'empire, l'intervention personnelle de l'empereur a été funeste à l'empire. Si l'empereur était revenu à Paris, s'il eût repris le pouvoir, si le dessein du général Trochu eût été achevé, cela eût-il sauvé l'empire? nous ne le croyons pas; mais l'entreprise, une fois manquée, avait l'inconvénient de créer une difficulté de plus. Si elle s'était accomplie, elle obligeait le général Trochu à défendre l'empire contre la révolution. Manquée, avant même un commencement d'exécution, elle avait le danger d'isoler le général dans le gouvernement, sans l'en séparer,

et d'introduire un désaccord quotidien dans l'action des pouvoirs publics. Se voyant suspect, le général Trochu se fit indifférent; il ne nuisit pas, mais il n'aida pas; se résignant à voir passer devant lui, à l'intérieur, les événements qu'il ne pouvait pas conduire.

On pouvait désapprouver les ordres du général Trochu, dit, dans sa déposition, M. Jérôme David, lui faire des observations; mais il est certain, je le dis franchement, qu'on ne pouvait pas le renverser, car, en le renversant, on s'exposait à susciter dans Paris une de ces commotions profondes qu'il fallait éviter à tout prix.

Cet aveu, un peu naïf, de l'un des derniers ministres de l'empire, explique l'attitude du gouvernement. Impuissant à rien réprimer, tiraillé dans des sens divers par l'impératrice d'un côté, par l'empereur de l'autre, sans énergie, sans volonté, sentant bien toute l'impopularité qui s'attachait à ce régime, le Cabinet du 10 août en était réduit à supporter ce qu'il ne pouvait empêcher. De là, cette hostilité constante entre le ministre de la guerre et le gouverneur de Paris. La Commission de défense, créée dans les derniers jours, combattait avec énergie le projet de la marche sur Metz. M. Thiers nous a, dans sa déposition, tracé un tableau intéressant de ces séances :

Bientôt l'expédition de Sedan devint notre principale affaire. Ce qui me révoltait dans cette expédition projetée, c'était de penser qu'on allait prendre notre dernière armée pour l'envoyer périr dans les Ardennes.

Les motifs qu'on avait pour tenter cette expédition étaient obscurs, difficiles à pénétrer, et nous formions toutes sortes de conjectures. En général, on disait que dans le gouvernement, c'était l'impératrice qui voulait l'expédition, par une sorte de point d'honneur

qu'elle s'était fait à l'égard de Metz et du maréchal Bazaine, qu'il était odieux, disait-elle, de laisser périr sans secours. Cette idée aurait été généreuse et juste, si on n'avait pas laissé écouler tant de temps depuis nos premiers revers. Mais, je répétais tous les soirs, et M. le général Trochu avec moi, que les Prussiens avaient eu le temps d'envelopper l'armée de Metz, qu'entre cette armée et Paris, il y avait un mur d'airain formé de 300 mille hommes, et impossible à percer; que le seul résultat qu'on pût obtenir, c'était de perdre inutilement nos dernières forces organisées; que la défense de Paris se concevait avec une armée de secours campant et manœuvrant autour de ses murs, que sans une armée de ce genre, le siège de Paris serait une affreuse famine destinée à finir par une reddition à merci et miséricorde; qu'on se priverait donc, inévitablement et fatalement, du seul moyen de rendre efficace la résistance de Paris, et que si l'armée de Sedan ne périssait pas, le moins qui pût lui arriver serait d'être bloquée comme celle de Metz. — « Vous avez un maréchal bloqué, disais-je, vous en aurez deux. »

Cette courte digression n'était pas inutile, elle fait comprendre combien le projet de la marche sur Metz était cher au général de Palikao : outre les avantages stratégiques qu'il lui semblait offrir, il était combattu par le gouverneur de Paris !

Le ministre de la Guerre, instruit par M. Rouher des résolutions qui venaient d'être arrêtées à Reims, réunit aussitôt le Conseil. « A l'unanimité », dit le général de Palikao, « à *la presque* unanimité », dépose M. Rouher, il fut résolu qu'un nouvel effort serait tenté auprès du maréchal de Mac-Mahon. Le 22, à une heure, la dépêche suivante fut, de Paris, adressée à Reims :

Le sentiment unanime du Conseil, en l'absence de nouvelles du maréchal Bazaine, est plus énergique que jamais. Ni décret, ni lettre,

ni proclamation ne doit être publié. Un aide de camp du ministre de la guerre part pour Reims, avec toutes les instructions nécessaires. Ne pas secourir Bazaine, aurait à Paris les plus graves conséquences. En présence de ces désastres, il faudrait craindre que la capitale ne se défendît pas. Votre dépêche à l'impératrice nous donne la conviction que notre opinion est partagée. Paris sera à même de se défendre contre l'armée du Prince royal de Prusse; les travaux sont poussés très promptement; une armée se forme à Paris. Nous attendons une réponse par le télégraphe.

Au moment où cette dépêche parvenait à l'empereur à Reims, on venait enfin de recevoir des nouvelles du maréchal Bazaine. Le 19, le commandant en chef de l'armée du Rhin avait écrit un rapport qu'il remit le 20 au garde forestier Braidy, qui le porta à Verdun, d'où il fut aussitôt transmis par le télégraphe. Ce rapport allait amener de graves résolutions : il est donc nécessaire d'en étudier les termes :

Ban Saint-Martin, 19 août 1870.

Le maréchal Bazaine à S. M. l'empereur, au camp de Châlons.

L'armée s'est battue hier toute la journée sur les positions de Saint-Privat et de Rozérieulles, et les a conservées. Le 4e et 6e corps seulement ont fait, vers neuf heures du soir, un changement de front, l'aile droite en arrière, pour parer à un mouvement tournant par la droite, que les masses ennemies tentaient d'opérer à l'aide de l'obscurité. Ce matin, j'ai fait descendre de leurs possitions les 2e et 3e corps, et l'armée est, de nouveau, groupée sur la rive gauche de la Moselle, de Longeville au Sansonnet, formant une ligne courbe passant par le haut du Ban Saint-Martin, derrière les forts de Saint-Quentin et de Plappeville. Les troupes sont fatiguées de ces combats incessants qui ne leur permettent pas les soins matériels, et il est

indispensable de les laisser reposer deux ou trois jours. Le roi de Prusse était ce matin avec M. de Moltke à Rezonville, et tout indique que l'armée prussienne va tâter la place de Metz. Je compte toujours prendre la direction du Nord, et me rabattre ensuite par Montmédy sur la route de Sainte-Menehould à Châlons, si elle n'est pas fortement occupée. Dans ce cas, je continuerai sur Sedan, et même Mézières, pour gagner Châlons.

Cet étrange rapport était bien de nature à égarer l'esprit : la journée du 18 était-elle un succès pour nos troupes? sans doute, d'après la dépêche, puisque « nous avions gardé nos positions. » Ne dirait-on pas une armée maîtresse de ses mouvements, qui prend quelques jours d'un repos bien gagné, et qui va continuer sa route? Pas une ligne de ce rapport n'indique l'intention de demeurer sous le canon de la place, et cependant, si nous ouvrons le livre du maréchal, après le récit de la bataille, nous trouvons ces mots :

Nous étions investis. Après une succesion aussi rapprochée de si rudes combats, il ne fallait plus penser à une reprise immédiate de l'offensive.

Pour le maréchal de Mac-Mahon, ce langage était clair, l'armée de Metz devait être en marche depuis le 21 ou le 22 : l'indécision des jours précédents disparaissait; on savait maintenant ce que voulait le maréchal Bazaine, ce qu'il allait faire. Il fixait même son itinéraire. Dans ces conditions, ne convenait-il pas d'imposer silence aux objections, si fortes la veille, et de courir au secours de l'armée de Metz,

qui allait se trouver en présence de toutes les forces allemandes, et devait par conséquent succomber?

La résolution du maréchal de Mac-Mahon fut vite prise : nous l'avons vu, le 19, se décider à marcher, sur un renseignement précis transmis par le commandant Magnan. A cette heure, les indications étaient plus complètes encore. Aussi, sans perdre de temps, le maréchal adressa-t-il un télégramme au ministre de la Guerre, pour l'informer que son parti était définitivement arrêté, et qu'il marchait sur Metz...

C'est cette dépêche du maréchal Bazaine, dit le maréchal de Mac-Mahon, qui seule modifia mes projets, et me décida à me diriger sur Metz.., J'envoyai alors au maréchal Bazaine la dépêche suivante : « Reçu votre dépêche du 19. Je suis à Reims, je marche dans la direction de Montmédy. Je serai après-demain sur l'Aisne, d'où j'opérerai, suivant les circonstances, pour venir à votre secours (1). »

Nous aurons à nous occuper plus loin de cette dé-

(1) Si la dépêche du maréchal Bazaine exerça une influence discutable sur les décisions du maréchal de Mac-Mahon, il est certain également que les considérations politiques, successivement invoquées par l'impératrice, l'empereur et le ministre de la guerre ne furent pas étrangères à cette détermination. Pour ne pas entrer à ce sujet dans une discussion inutile, nous nous bornerons à une seule preuve, bien concluante, il est vrai, c'est une lettre adressée par l'empereur « au de Moltke de l'Angleterre » sir Bergoyne; elle contient cette phrase : « ...Revenu à Châlons, j'ai voulu conduire la dernière armée qui nous restait à Paris; mais là encore des complications politiques nous ont forcés à faire la marche la plus imprudente et la moins stratégique qui a fini par le désastre de Sedan.

pèche, mais au moment où l'armée de Châlons va commencer son mouvement, il est nécessaire d'étudier de près le plan du général de Palikao, tel qu'il a été exposé par le général lui-même dans son ou-



Le maréchal Bazaine (1).

vrage (2), devant la commission d'enquête parlementaire, et enfin à Trianon.

Deux opérations furent proposées au conseil par le ministre de la guerre. La première consistait à

(1) Mort à Madrid, le 23 septembre 1888.
(2) *Un ministère de la guerre de vingt-quatre jours.*

former à la Ferté-sous-Jouarre un pivot solide avec le 13e corps d'armée, commandé par le général Vinoy, et à faire exécuter à l'armée de Châlons une conversion à droite, en s'appuyant sur ce pivot, et en se rapprochant de Château-Thierry, afin de prendre en flanc l'armée prussienne dans sa marche sur Paris.

Le Prince Royal n'abandonnant pas la ligne de la Marne, ce premier projet n'eut pas de suites.

Le second, celui qui doit nous occuper, avait en vue la jonction des armées de Châlons et de Metz.

J'avais, pour préférer cette dernière manœuvre, dit le ministre de la guerre, plusieurs motifs : le premier était de ne pas abandonner l'armée de Bazaine que l'on ne pensait pas alors en état de tenir aussi longtemps qu'elle l'a fait; le second motif était que la réunion de l'armée de Bazaine à celle de Châlons devait avoir pour résultat de donner de meilleurs cadres à l'armée de Châlons, et le nombre à l'armée de Bazaine. J'estimais que les deux armées réunies pouvaient former une masse de 280,000 hommes.

D'après le général de Palikao, l'armée de Châlons devait être divisée en trois colonnes : aile droite, centre, et aile gauche (*voir la carte précédente*). L'aile droite étant plus exposée à une rencontre avec l'ennemi était composée de deux corps : les 1er (Ducrot) et 12e (Lebrun); le centre était formé par le 7e corps, sous les ordres du général Douay; le 5e (de Failly) s'avançait à gauche. Voici maintenant les divers itinéraires :

L'aile droite arrivait le 24 à Verdun, après quatre journées de marche de 12, 26, 12 et 24 kilomètres,

par Suippe (de Mourmelon), Sainte-Menehould, Clermont et Verdun.

Le centre atteignait également Verdun, mais le 25 seulement; il passait par Somme sur Py (de Mourmelon) 20 kilomètres, Ville-sur-Tourbe 16 kilomètres, Sainte-Menehould 12 kilomètres, Clermont 12 kilomètres, Verdun 24 kilomètres.

L'aile gauche, enfin, avait son itinéraire tracé par Betheniville (de Mourmelon) 18 kilomètres, Vouziers 26 kilomètres, Grandpré 15 kilomètres, Varennes 20 kilomètres, Charny, ou Verdun 24 ou 25 kilomètres.

En résumé, l'armée française devait se trouver le 25 aux environs de Verdun : une bataille était probable pour le 26 contre les seules forces du prince de Saxe (dont nous verrons plus loin la composition); le Prince Royal, trompé sur les mouvements de l'armée de Châlons, n'ayant pu remonter à temps pour prendre part au combat. Le maréchal de Mac-Mahon, après une victoire facile remportée sur les 60,000 hommes du prince de Saxe, venait heurter les troupes du prince Frédéric-Charles, pris ainsi entre deux armées.

Tel était le plan du général de Palikao. Avait-il de grandes chances de succès? C'est ce que nous n'avons pas à discuter : le général s'est livré à de longues dissertations, pour prouver que cette marche de flanc était beaucoup moins dangereuse que nombre d'autres qui avaient réussi; il a cité, notamment, l'exemple de la campagne de 1866, et dans le

procès de Trianon, il a déclaré que ceux qui contestaient son plan, étaient des « stratégistes en chambre ». Nous ne nous hasarderons pas dans un semblable débat, nous bornant à faire observer que c'est peut-être le ministre qui fait de la théorie, lorsque, pour défendre sa marche de flanc, il invoque des exemples qui ne prouvent rien. Le mouvement le plus dangereux peut amener un succès avec de bonnes troupes, bien dirigées, pourvues amplement de vivres. Suit-il de là que ce même mouvement doive réussir, lorsqu'au lieu de cette armée aguerrie, on a de jeunes soldats découragés par des défaites successives, lorsque tous les services sont désorganisés, et que l'on ne peut être entièrement sûr ni de la discipline des troupes, ni de l'expérience des administrateurs? La faute immense du ministre de la guerre est d'avoir concerté son plan à Paris, sans voir les soldats, sans se rendre un compte exact de l'effort qu'ils pouvaient donner. S'il avait assisté à la marche de Châlons à Reims, s'il avait vu le pillage des trains, il aurait compris qu'il était excessif de demander à cette armée jeune, sans cohésion, ce que l'on avait le droit d'attendre de vieilles troupes.

Mais, ce n'est pas même là la question qu'il s'agit d'examiner :

En exposant les détails de la marche sur Metz, tels que je les avais soumis au Conseil des ministres, loin de moi la pensée de contrôler l'opération tentée d'une autre manière par le maréchal de Mac-Mahon.

Ce passage du livre du général de Palikao établit une confusion ; il donne à entendre qu'au moment où la marche a été entreprise, les deux projets pouvaient être également suivis. C'est là une erreur que l'ancien ministre de la guerre a reconnue lui-même dans sa déposition devant le conseil de guerre de Trianon :

Cette première idée, dit-il, (celle qui consistait à porter sur Verdun l'armée de Châlons), qui était bonne le 17 ou le 18 août, *ne se trouvait plus aussi réalisable le* 22.

Et plus loin :

...Le plan que j'avais conçu pour Verdun ne me paraissant plus offrir les mêmes avantages, je pensai qu'il fallait peut-être se porter un peu plus au nord.

. . . .

En terminant enfin sa déposition, le général ajoutait :

Après avoir abandonné Verdun, je me suis complètement rallié au projet de marche sur Montmédy, et c'est en vue de cette marche sur Montmédy que j'ai donné des ordres.

Or, si l'on se reporte aux ordres dont il est ici question, et qui sont relatifs à la ligne de fer des Ardennes, on s'aperçoit qu'ils sont datés des 19 et 20 août.

En se servant des propres déclarations du général de Palikao, on est donc amené à reconnaître :

1° Que le projet de marche sur Verdun était devenu inexécutable le 22;

2° Que le projet de marche sur Montmédy, conçu en dehors du maréchal de Mac-Mahon, a été agréé par le ministre de la guerre dès le 20 août, c'est-à-dire à un moment où le commandant en chef de l'armée de Châlons ne poursuivait qu'un objectif : la retraite sur Paris.

Le maréchal de Mac-Mahon a donc *subi* et non *conçu* ce projet : tel est la vérité.

Comment le ministre de la guerre n'a-t-il pas vu que les difficultés, déjà si réelles de la marche par Verdun devenaient presque insurmontables, alors qu'il s'agissait de Montmédy ? Non seulement la route était plus longue, mais l'on se trouvait avoir la frontière à dos, circonstance terrrible en cas d'échec.

Et ici, il nous faut aborder une question difficile, mal connue encore, celle de la dépêche du maréchal Bazaine, qui est connue sous le nom de dépêche Stoffel. Cette affaire ayant donné lieu à une instruction suivie d'une ordonnance de non-lieu, nous devons nous borner aux seuls faits qui sont indispensables et qui, d'ailleurs, révélés dans le procès du maréchal Bazaine, sont aujourd'hui du domaine de l'histoire.

Le 20 août, le maréchal Bazaine adressa de Metz trois dépêches destinées à l'empereur, au ministre de la guerre, au maréchal de Mac-Mahon. Le texte des deux premières importe peu, les renseignements n'ont qu'une valeur secondaire ; le maréchal ne parle pas de ses projets ultérieurs, mais la dépêche adres-

sée au maréchal de Mac-Mahon contenait une restriction importante :

J'ai dû prendre position près de Metz, pour donner du repos aux soldats et les ravitailler en vivres et en munitions. L'ennemi grossit toujours autour de moi, et je suivrai très probablement, pour vous rejoindre, la ligne des places du nord, et vous préviendrai de ma marche, *si je puis toutefois l'entreprendre sans compromettre l'armée.*

Nous avons vu le 19 le maréchal de Mac-Mahon se décider à marcher, lorsqu'il croyait l'armée de Metz en route dans la direction de Verdun, revenir sur cette décision, en apprenant la bataille du 18, puis se résoudre enfin le 22 à ce mouvement qu'il jugeait si dangereux, si imprudent, au reçu de la dépêche si précise du 19, qui se résume ainsi : « Je viens. » Il n'y a aucun doute à avoir, le maréchal de Mac-Mahon l'a dit formellement : « C'est cette dépêche, elle seule, qui m'a décidé à marcher. »

Au moment où le mouvement va s'opérer, où rien n'est encore commencé, où la route de Paris est ouverte, que l'on suppose un télégramme apprenant au maréchal de Mac-Mahon que Bazaine n'a pas quitté Metz, qu'il ne sait même pas s'il pourra s'éloigner de la place, ne peut-on présumer qu'elle sera la résolution adoptée? Elle est évidente et indiscutable.

Eh bien! cette dépêche est partie, *mais elle n'est pas arrivée à sa destination.*

Nous nous trouvons ici en présence d'un des plus graves problèmes qu'ait fait naître la dernière guerre,

il est donc utile de pousser plus loin : de suivre jusqu'au bout ces trois dépêches du 20 août, dont l'une aurait pu peut-être sauver la France.

Le 21 août, un agent de Thionville, Flahaut, emporta les trois dépêches, et les remit à midi au colonel Turnier à Thionville. Ces trois dépêches chiffrées furent adressées au colonel Massaroli, commandant de place de Longwy, par le sieur Guyard ; elles furent, en outre, expédiées à Givet par le sous-lieutenant du génie de Bazelaire. De Givet et de Longwy, elles furent transmises par le télégraphe. Enfin, l'original fut porté de Longwy par deux agents de police, Rabasse et Miès, et remis au colonel Stoffel.

Ainsi, trois sources différentes : Givet, Longwy, les agents de police : et cependant, la dépêche adressée au maréchal de Mac-Mahon n'arriva pas à destination, tandis que les autres, celles qui ne contenaient aucun renseignement, furent reçues.

Par quelle suite de fatalités cet oubli put-il se produire ? A qui doit remonter la responsabilité ? Ce sont là des questions auxquelles, aujourd'hui encore, il est impossible de répondre avec quelque précision. Mais, voici une autre observation qui ajoute à la gravité de ce fait dont les conséquences devaient être si terribles pour la France. La dépêche si importante, si grave du maréchal Bazaine, cette dépêche qui n'arriva pas au maréchal de Mac-Mahon, le général de Palikao la reçut. Le fait est indiscutable, c'est le général lui-même qui l'a reconnu devant le conseil de guerre : il l'a reçut le 23 août, et il n'en

fit pas part au commandant de l'armée de Châlons « parce qu'il ne pouvait prévoir que le maréchal de Mac-Mahon n'aurait pas connaissance d'une dépêche qui avait été adressée en triple expédition. »

Devançons maintenant les événements de quelques jours. Le 27 août, le maréchal de Mac-Mahon, sans confiance dans le mouvement qu'il opérait, télégraphia au ministre de la guerre qu'il allait se rabattre sur Mézières, et comme raison suprême de cette retraite, il ajouta : « ... Depuis le 19, je n'ai aucune nouvelle de Bazaine. » Et, dans sa réponse, le ministre ne parla pas de cette dépêche qu'il savait maintenant ne pas avoir été reçue par le maréchal, tout au contraire — nous le verrons d'ailleurs plus loin — il poussa le maréchal en avant.



Le général Soleille (1).

(1) Mort le 16 décembre 1873, à l'âge de soixante-sept ans.

Interrogé sur ce point, l'ancien ministre de la guerre a fait cette réponse :

Je suis toujours resté dans la conviction intime que le maréchal de Mac-Mahon marcherait vers le maréchal Bazaine, à moins qu'il n'en reçût des lettres qui lui indiquassent qu'il ne pouvait pas sortir, ni se porter en avant, pour faire la jonction annoncée.

Est-ce donc à cause de cette « conviction intime » que le 23, pas plus que le 27, le ministre de la guerre ne crut pas devoir communiquer au maréchal de Mac-Mahon la dépêche significative du maréchal Bazaine ?

Nous n'avons pas à insister sur cette question qu'il était de notre devoir d'aborder.

L'armée de Châlons quitte Reims pour entreprendre cette dangereuse marche qui doit aboutir à Sedan : nous la rejoindrons plus tard.

CHAPITRE II

Dispositions prises par les Allemands, en vue du blocus de Metz. — Emplacements des troupes : chemin de fer de Remilly à Pont-à-Mousson, télégraphes, ponts. — Indécisions du maréchal Bazaine. — La question des munitions. — La dépêche du 23. — Tentative avortée du 26. — Conseil de guerre du château de Grimont. — L'armée restera provisoirement sous Metz. — Dépêches du 29 et du 30. — Bataille de Servigny (31 août, 1er septembre).

I

Le lendemain de la bataille de Saint-Privat, à laquelle les Allemands ont donné le nom de Gravelotte, le général de Moltke arrêta le plan de l'investissement de Metz. Un ordre, en date du 19 août, 11 heures du matin, décidait que six corps d'armée prussiens demeureraient sur la rive gauche de la Moselle, tandis que la rive droite ne serait gardée que par le 1er corps et la division de réserve Kummer.

Ces dispositions suffisent à montrer que l'état-major allemand redoutait une sortie dans la direction de l'ouest, et n'ajoutait qu'une médiocre importance à une tentative sur l'autre rive de la Moselle.

Le prince de Saxe était chargé du commandement d'une nouvelle armée formée des 4e corps, 12e corps,

de la Garde et des 5e et 6e divisions de cavalerie. Nous nous occuperons plus tard de cette armée destinée à agir conjointement avec le Prince Royal.

Le 19 août, le prince Frédéric-Charles régularisa la situation par l'ordre suivant, daté de Doncourt, 11 heures du soir, qu'il faut citer en entier, car il fait connaître exactement les projets de l'ennemi, et les positions occupées autour de la place par les différents corps allemands :

Chargé par S. M. le roi du commandement supérieur de l'armée d'investissement de Metz, se composant de la 1re armée (y compris la division Kummer), des 2e, 3e, 9e et 10e corps, j'indique ci-dessous les règles générales de conduite :

Les troupes de blocus de la rive droite de la Moselle se composant du 1er corps de la 1re armée et de la division Kummer, qui vient de lui être attachée, ont la tâche suivante :

1° Resserrer la place par une ligne d'avant-postes, dans laquelle la cavalerie doit jouer un grand rôle, de manière à empêcher sûrement toute communication avec l'extérieur.

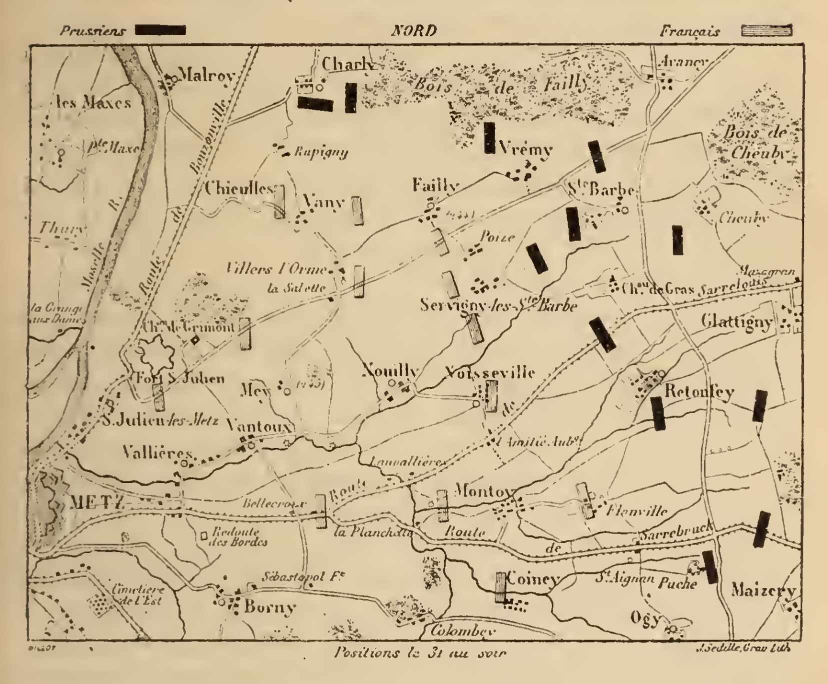
2° Répartir les troupes, de telle sorte que dans le cas où l'ennemi ferait une tentative pour percer sur Thionville, elles puissent être réunies à temps sur la rive droite de la Moselle, dans une position qui devra être choisie à cet effet.

Dans le cas où l'ennemi tenterait une entreprise de ce genre, les troupes d'investissement de la rive gauche viendront en aide à celles de la rive droite, en se portant vigoureusement sur le flanc gauche de l'ennemi ; elles passeraient à cet effet la Moselle sur des ponts qui devront être jetés vers Hauconcourt, et protégés par de petites têtes de pont.

Le 10e corps est chargé de jeter les ponts, et de faire les travaux de fortification nécessaires au-dessous de Metz.

3° La tête de ligne du chemin de fer qui nous relie avec l'Allemagne et notre premier centre de magasins sont à la station de Remilly.

SERVIGNY (31 août et 1er septembre 1870).



Positions le 31 au soir

Pour la protéger contre une sortie, le 1er corps devra choisir une position où il serait, en cas de besoin, soutenu par les troupes les plus rapprochées, qui viendraient se placer sur ses deux ailes.

4° Si l'ennemi, voulant entreprendre une opération d'une grande portée, dirige toutes ses forces sur un autre point, les troupes exposées à son choc devront céder, et éviter d'engager un combat sérieux contre des forces supérieures.

Pour les troupes d'investissement sur la rive gauche de la Moselle, les faits suivants sont à observer :

1° Si l'ennemi cherche à percer du côté de Thionville, par la vallée de la Moselle, sur la rive gauche, il faut qu'il se heurte contre une position préparée à l'avance par le 10e corps chargé de l'investissement de ce côté ; cette position devra, en même temps, couvrir le

pont qui sera jeté sur la Moselle. Dans ce cas, le corps le plus voisin du 10e, marcherait sur le flanc gauche de l'ennemi, et de la rive droite de la Moselle, on enverrait à l'aide par le pont.

2° L'armée ennemie battue et renfermée dans Metz pourrait, après s'être tant soit peu rétablie, essayer de percer à l'ouest. La ligne d'investissement devra être couverte par des abatis, des tranchées-abris et des retranchements se reliant exactement les uns aux autres ; et la tentative de l'ennemi, devra être arrêtée sur cette ligne, d'abord par les troupes placées en première ligne, puis par les corps de réserve qui devront s'y porter en toute hâte.

3° Si l'ennemi tente de pousser en avant, ou de percer en remontant sur la vallée de la Moselle vers Pont-à-Mousson, il devra être arrêté par le 7e corps ; à cet effet, ce corps d'armée s'établira en amont de Metz, à cheval sur la rivière, assurera ses communications en jetant des ponts, fortifiera sa position, et y résistera à l'ennemi, jusqu'à ce qu'il reçoive du secours sur ses deux ailes.

Le 8e corps, se reliant au 7e et sur la gauche, occupera la ligne d'investissement jusqu'à hauteur de la ferme de Moscou, et devra la fortifier. La ferme de Moscou forme au nord la limite du rayon d'investissement assigné à la 1re armée, sur la rive gauche de la Moselle.

Au nord du 8e corps et se reliant à lui, la ligne d'investissement sera occupée par le 2e corps, qui devra la fortifier ; il aura provisoirement son quartier-général à Vernéville, et sera chargé de couvrir la route de Woippy à Saint-Privat.

Le 10e corps aura la tâche de couvrir d'abatis les coteaux de la rive gauche de la Moselle, de former une ligne de communication jusqu'à la rive gauche de la rivière, d'établir les ponts qui doivent être jetés, et de les fortifier sur les deux rives.

Les corps ainsi placés en première ligne, pour former l'investissement sur la rive gauche de la Moselle, organiseront le service de la répartition de leurs troupes, de telle sorte :

1° Qu'il y ait sur la ligne d'investissement fortifiée de forts avant-postes prêts à marcher.

2° Qu'une partie suffisante du corps soit commandée chaque jour pour le service des travailleurs, la ligne d'investissement devant être constamment renforcée.

3° Que le reste du corps soit établi en arrière, dans des camps de baraques bien construits, et que l'on améliorera tous les jours, et placés assez près pour que les troupes puissent être amenées rapidement sur la ligne.

Le 3e corps formera la réserve de l'aile droite de la ligne d'investissement, et établira aux environs de la ferme de Caulre des camps réguliers que l'on devra perfectionner chaque jour.

Le 9e corps formera la réserve de l'aile gauche, et sera établi dans des camps de baraques, entre Saint-Ail et Sainte-Marie-aux-Chênes.

L'emplacement des quartiers généraux des divers corps est encore à déterminer ; ils doivent être, autant que possible, reliés entre eux et avec mon quartier général (établi provisoirement à Doncourt) par une ligne télégraphique. On commencera par établir demain une ligne télégraphique partant de Saint-Privat, passant par Vernéville, et allant rejoindre le télégraphe du chemin de fer, dans la vallée de la Moselle, au-dessus de Metz.

Les subsistances de l'armée d'investissement sont assurées :

1° Par le magasin principal de Remilly ;

2° Par le magasin de Pont-à-Mousson, ce magasin sera alimenté par celui de Remilly ; on détachera immédiatement, pour y faire le service, comme garnison d'étapes et spécialement pour y réunir des voitures, un bataillon et un escadron de la division Kummer.

3° Par des réquisitions ; elles devront être exécutées avec la coopération de l'intendance et l'aide de la cavalerie d'une manière systématique et étendues aussi loin que possible sur les derrières de l'armée.

Les limites pour les réquisitions sont les suivantes : Toutes les localités situées sur la rive droite de la Moselle, et sur la rive gauche celles qui se trouvent au sud de la route de Gravelotte à Conflans, à l'exception de celles qui sont situées sur la route même, sont à la disposition de la 1re armée.

La 1re armée devra détacher 2 régiments de cavalerie, sous les ordres d'un commandant de brigade, pour cerner Thionville sur les deux rives de la Moselle.

La lecture attentive de cet ordre fait connaître dès

à présent les dispositions principales prises en vue du blocus. Nous aurons plus loin à entrer dans des détails plus étendus, lorsqu'il nous faudra décrire les travaux d'investissement ; nous retrouverons enfin, lors du siège de Paris, des mesures analogues, mais, dès à présent, on peut résumer en quelques mots le plan de conduite adopté par le prince Frédéric-Charles :

1° L'armée française ne pouvant nécessairement tenter sa sortie que par une ou plusieurs des routes principales qui débouchent de Metz, ce sont ces routes que les corps prussiens auront plus spécialement à surveiller et à garder.

2° Deux lignes d'investissement autour de la place seront formées, toutes deux hérissées d'obstacles chaque jour plus redoutables. La première, défendue seulement par de puissants avant-postes, ne pourra être franchie par les Français sans un vigoureux effort, qui donnera le temps aux troupes allemandes de soutien de prendre plus en arrière la position qui aura été assignée à l'avance, et qui, fortifiée avec soin, pourvue de tranchées et de batteries, opposera à l'assaillant, épuisé par une première lutte, un obstacle infranchissable.

Tels sont les deux principes qui se dégagent nettement de l'ordre si complet du prince Frédéric-Charles ; il y a pour nous intérêt à les bien méditer. En dehors de considérations d'un tout autre ordre, sur lequel nous aurons plus d'une fois à revenir, en parlant des actes du maréchal Bazaine, ils expliquent, en effet, comment les Allemands ont pu résoudre ce problème, qui la veille encore eût semblé impossible : investir, avec des forces relativement peu

considérables, une armée retranchée dans une place forte comme Metz, ou dans une capitale comme Paris.

Le premier soin de l'ennemi fut de construire un chemin de fer de Remilly à Pont-à-Mousson, de façon à contourner la place de Metz. On conçoit sans peine l'utilité que ce travail devait avoir pour les Prussiens. Il leur permettait, en effet, de faire venir de l'intérieur de l'Allemagne, les vivres et les munitions qui leur étaient indispensables. Commencé dès le soir de la bataille de Rezonville, le 16 août, ce chemin de fer mesurait environ trente-six kilomètres ; il traversait un pays accidenté. Trois à quatre mille ouvriers furent employés à cette œuvre qui ne fut terminée qu'à la fin de septembre.

Afin de rendre l'investissement plus complet, dès le premier jour, diverses mesures furent prises par ordre du prince Frédéric-Charles.

Des ponts furent jetés sur la Moselle, au nord de Metz, à Hauconcourt, et au sud d'Argancy ; les quartiers généraux des différents corps furent reliés par un fil télégraphique. Des observatoires munis de lunettes furent placés autour de la ville sur les principales hauteurs : à l'ouest de Jussy sur le Horimont ; à Sainte-Barbe, sur la hauteur au sud de Montoy ; à Mercy-le-Haut et sur le Saint-Blaise. La conduite qui amène à Metz les eaux de Gorze fut barricadée dans la vallée de la Mance, à l'ouest d'Ars et à Vaux, après que les eaux eurent été détournées. Nous verrons plus loin que cette conduite servit plus d'une fois

aux émissaires qui voulaient pénétrer dans la place, ou sortir de Metz.

II

Tandis que les Allemands s'occupaient activement d'investir l'armée française dans son camp retranché, le maréchal Bazaine était toujours en proie aux mêmes indécisions ; le 22 août, il adressait à l'empereur la note suivante :

Il n'y a rien de changé dans la situation. L'ennemi continue à nous investir ; il élève des batteries, coupe les routes et intercepte toutes nos communications. Nous poussons les travaux des forts et leur armement. Nos positions sont elles-mêmes protégées par de nombreux ouvrages, que j'ai fait exécuter, et que l'on consolide chaque jour.

On porte l'effectif de l'armée ennemie à 350,000 hommes.

Le 23, nouvelle dépêche, aussi peu explicite :

Les derniers renseignements indiquent un mouvement du gros des forces ennemies, et il ne resterait, à cheval sur les deux rives de la Moselle, que les armées du prince Frédéric-Charles et du général Steinmetz.

Des témoins oculaires affirment avoir vu des équipages de ponts entre Ars et Gravelotte. Si les nouvelles ci-dessus se confirment, je pourrai entreprendre la marche que j'avais indiquée précédemment par les forteresses du nord, afin de ne rien compromettre.

Nos batteries ont été réorganisées et approvisionnées, ainsi que l'infanterie. L'armement de la place de Metz est presque complet, et j'y laisserai une division, car les travaux de Saint-Julien et de Queuleu sont loin d'être terminés. L'état moral et sanitaire des troupes laisse moins à désirer. Nos pertes ont été si considérables dans ces derniers

combats, que les cadres sont très affaiblis. J'y pourvoirai autant que possible.

Au moment où le maréchal écrivait à l'empereur qu'il se préparait à entreprendre sa marche vers le nord, il resserrait ses lignes autour de la place, semblant ainsi abandonner complètement l'idée d'une sortie.

La Garde était ramenée au pied des pentes est du Saint-Quentin, sa droite au chemin de la Ronde ; le 4e corps retirait sa gauche jusqu'à Tignomont, où il se reliait avec le 3e, placé en arrière des forts Saint-Quentin et Plappeville, et s'étendant jusqu'à la colline de Charles-Quint, où il rejoignait le 2e corps. La division de cavalerie de Forton était à Chambière. Le 22 août, ces dispositions furent encore modifiées ; le 3e corps passa sur la rive droite de la Moselle, à Saint-Julien, Queuleu et Montigny.

Le 22 août, le général Soleille adressa au quartier général du Ban-Saint-Martin, un important rapport. A diverses reprises, le maréchal s'était vivement préoccupé de l'état des munitions, le commandant en chef de l'artillerie de l'armée fournissait les renseignements les plus précis, et affirmait que les batteries étaient réapprovisionnées, et que tous les parcs étaient complets, sauf celui du 6e corps, qui n'avait pas rejoint. Le général Soleille terminait par ces mots :

A la suite des journées des 16 et 18, les troupes ont pu croire un instant que les munitions leur feraient défaut. Pour relever leur

moral, je pense, monsieur le maréchal, qu'il ne serait pas inutile que l'armée sût qu'elle est aujourd'hui, 22 août, complètement réapprovisionnée et prête à marcher.

Ce conseil si sage du général Soleille ne fut pas suivi, l'armée ne fut pas instruite de l'heureuse nouvelle ; l'état-major se borna, sur l'ordre du maréchal, à introduire au milieu de prescriptions diverses, un mot de cette question qui devait malheureusement passer inaperçu.

Quant aux vivres, la situation n'était guère favorable ; d'après un rapport de l'intendant en chef en date du 20 août, il y avait du blé pour quinze jours, de la farine pour quinze, du sucre pour quinze, café vingt-six, eau-de-vie huit, lard un et demi, avoine douze, viande six. En présence de tels renseignements, fort heureusement exagérés, le devoir imposait au commandant en chef de chercher à faire rentrer dans la place toutes les provisions des villages voisins. L'armée venait de donner, dans les trois batailles des 14, 16 et 18, des preuves assez réelles de sa solidité, pour qu'en attendant des actions plus sérieuses, on pût lui confier des missions de ce genre. Dans la journée du 18, la cavalerie n'avait pas eu à combattre : il eût donc été facile de la charger d'expéditions, chaque jour renouvelées, et qui auraient eu ce double résultat d'augmenter les approvisionnements de l'armée, et d'augmenter l'ardeur des soldats.

Le 22 août, un employé du chemin de fer de l'Est

vint prévenir le maréchal qu'il avait pu traverser les lignes prussiennes, et qu'il lui avait été possible de s'assurer que le principal magasin de vivres de l'ennemi se trouvait à Remilly, c'est-à-dire à douze kilomètres environ de nos troupes. En se reportant à l'ordre précité du prince Frédéric-Charles, il sera facile de reconnaître l'exactitude du renseignement.

Une sortie dans cette direction pouvait avoir d'heureux effets ; non-seulement elle devait amener l'enlèvement, ou tout au moins la destruction des approvisionnements allemands, mais encore elle permettait d'inquiéter les travailleurs occupés à la construction du chemin de fer de Remilly à Pont-à-Mousson. Le maréchal était si bien informé de la construction de cette voie ferrée qu'il la signalait à l'empereur dans une de ses dépêches.

Malgré l'évidence de toutes ces raisons, le maréchal ne donna aucun ordre, ne prescrivit aucune mesure.

Le 23 août, cependant, il parut se décider à tenter un effort : et ici se place un incident important.

Un des officiers les plus remarquables du grand état-major, le colonel Lewal (1), aujourd'hui général.

(1) Après la guerre il fut nommé chef d'état-major du 15e corps. Promu général de brigade le 21 avril 1874, c'est lui qui fut placé le 17 septembre 1877 à la tête de la nouvelle Ecole de guerre, tant sa compétence était reconnue. Divisionnaire le 19 février 1880, il reçut le commandement de 33e division ; puis, le 13 mars 1883 il commande le 17e corps d'armée. Le général Lewal fut appelé, le 3 janvier 1885, à remplacer le général Campenon comme ministre

a affirmé qu'il se trouvait au Ban-Saint-Martin, auprès du maréchal, le 23 août, lorsque fut apportée, par un agent demeuré inconnu, une dépêche qui annonçait le mouvement de l'armée du maréchal de Mac-Mahon. Cette affirmation a été contredite par le maréchal Bazaine, qui a soutenu que le colonel Lewal confondait le 23 avec le 29, jour où est arrivée une dépêche du général Ducrot.

Sur une aussi délicate question, il n'est possible que de citer les faits rapportés de part et d'autre. Le maréchal objecte qu'entre les deux journées du 23 et du 29, il y a une similitude absolue. A ces deux dates, en effet, tout a été préparé pour une sortie prochaine : de là l'erreur supposée du colonel, erreur qui, d'après le maréchal, peut d'autant mieux s'expliquer que les événements accomplis en trois années sont certes de nature à permettre une absence de mémoire.

De son côté, le colonel Lewal précise : il ne peut confondre le 23 avec le 29, par cette raison que le 26 il a parlé de l'arrivée de cette dépêche à plusieurs témoins, entre autres au colonel d'Andlau, et quinze jours plus tard, au maréchal Canrobert, qui s'est

de la guerre; on se réjouissait fort de voir confier ce poste à l'auteur de *La Réforme de l'Armée*, mais il conserva si peu de temps son portefeuille qu'il n'eut pas même la satisfaction d'exécuter le moindre de ses projets; malgré cela ses nombreux ouvrages sur *Les Études de Guerre*, sur *La Tactique*, ses *Lettres à l'Armée*, ses *Entretiens sur l'Administration militaire* ont exercé une *décisive influence* sur la reconstitution militaire. (D. L.)

absolument refusé à croire à cette nouvelle. Or, il est bien évident que si trois ans après, une erreur de mémoire peut se reproduire, elle n'est plus possible sur un aussi grave sujet, lorsqu'il ne s'agit que d'un délai de quinze et même de huit jours ; enfin, la confidence faite au colonel d'Andlau, ne permet même pas de s'arrêter à cette objection, car alors le colonel Lewal aurait été obligé, le 26, de deviner qu'il arriverait le 29 une dépêche.

Enfin, la similitude des deux journées signalée par le maréchal Bazaine, n'est-elle pas un indice grave ? pourquoi, le 29, les mêmes faits que le 23, sinon parce qu'une même cause les a produits ; une même cause, c'est-à-dire l'arrivée d'une dépêche rendant obligatoire une sortie de l'armée de Metz.

On a dit que cette dépêche ne pouvait provenir du maréchal de Mac-Mahon, car le télégramme qui annonçait sa venue, et que nous avons reproduit dans le chapitre précédent, était chiffré, tandis que celui dont parle le colonel Lewal, était bien évidemment en clair, puisqu'il a été lu par le maréchal sans hésitation. Mais pourquoi se refuser à admettre l'existence d'autres dépêches provenant de divers généraux ? Nous verrons plus loin que le général Ducrot en a envoyé une, arrivée le 29 à Metz ; nous savons que le général Margueritte en a expédié deux. Pourquoi ne serait-ce pas une de ces dernières ? Le messager est demeuré inconnu : mais combien sont morts obscurément de ces généreux citoyens qui avaient accepté cette dangereuse mission de trans-

mettre les dépêches entre les chefs d'armée? D'ailleurs, si le porteur n'a pu être retrouvé, il a été vu tout au moins, vu dans le bureau même du maréchal, le 23 août, à la date indiquée par le colonel Lewal par un franc-tireur, aujourd'hui officier, le sous-lieutenant Mouth, qui a profité de ses indications pour sortir à son tour de Metz.

Si nous renouvelons ce débat, ce n'est pas pour établir la culpabilité du maréchal Bazaine, cette tâche est inutile; le jugement de Trianon nous fait un devoir de nous abstenir de tout commentaire, mais c'est que ces faits se relient directement au sujet, et permettent d'expliquer, en partie au moins, les événements qui vont suivre.

Quoiqu'il en soit donc de ce point si vivement discuté, un projet de sortie fut adopté par la rive droite de la Moselle; l'armée devait s'efforcer de gagner Thionville. De nombreuses promotions avaient été faites pour combler les vides causés par le feu de l'ennemi; un corps de cavalerie avait été créé sous le commandement du général Desvaux, enfin le maréchal avait décidé que la division Castagny serait laissée à Metz avec la division Laveaucoupet pour la défense de la place.

Le 25 au soir, le commandant en chef donna un ordre de marche qui devait être exécuté le 26 au matin. Tous les corps d'armée avaient leurs positions indiquées; Sainte-Barbe semblait être l'objectif que l'on devait s'efforcer d'atteindre. Chose étrange cependant, le maréchal qui venait de faire l'ex-

périence du 14, et qui devait savoir à quoi s'en tenir sur la nécessité de multiplier le moyens de passage, avait négligé de prescrire d'emporter un équipage de pont, de telle sorte, qu'en cas de succès, l'armée se voyait réduite à défiler sur l'unique pont de Thionville, et donnait le temps aux troupes allemandes, surprises par une attaque imprévue suivie d'une marche rapide, de rejoindre et de combattre. Le passage de la Moselle s'opéra avec la plus regrettable lenteur ; à part le 2e corps qui traversa la ville et prit par le pont des Morts, et le 3e corps déjà établi sur la rive



Le général Montaudon (1).

(1) Le général Montaudon était divisionnaire depuis le 16 décembre 1869. Après sa rentrée de captivité il eût le commandement du 1er corps de l'armée de Versaille. Blessé deux fois au combat du pont de Neuilly, il reçut la croix de Grand Officier, le 2 janvier 1871. De 1873 à 1879, il commanda le 2e corps à Amiens et fut retraité le 10 avril 1883. Le général Montaudon a été conseiller

droite, toute l'armée dut passer sur des ponts provisoires. Commencé à cinq heures du matin, le défilé ne fut terminé qu'à trois heures de l'après-midi. Pendant ce temps, les avant-postes du 3e corps avaient préparé l'action, en reprenant aux Prussiens le bois de Colombey et Noisseville, sans rencontrer de résistance sérieuse.

La pluie tombait avec une extrême violence, une tempête véritable ne tarda pas à arrêter le mouvement. Sur l'ordre du maréchal Bazaine, les divers chefs de corps se réunirent à la ferme de Grimont.

Le procès-verbal de ce conseil de guerre a été rédigé par le colonel Boyer, mais il contient de graves inexactitudes, et a donné lieu à de nombreuses réclamations. Nous devons donc résumer rapidement les faits, rapporter les opinions émises, en tenant compte de toutes les rectifications qui se sont produites. Il est indispensable, en effet, d'insister sur cette réunion, car elle eut une influence considérable sur les événements ultérieurs.

Le matin même, le général Soleille et le général Coffinières s'étaient rendus auprès du maréchal Bazaine, et lui avaient représenté la situation sous les plus tristes aspects. L'armée n'avait de munitions que pour une bataille, affirmait le premier ; la place ne pouvait se passer encore du concours de l'armée, soutenait le gouverneur de Metz.

Comment concilier ces appréciations avec les

général de La Souterraine (Creuse) et député de la Somme. Il est mort le 20 janvier 1899. (D. L.)

déclarations antérieures? Comment, par exemple, le général Soleille exprimait-il un tel découragement, alors que le 22, il avait fait connaître que l'armée était complètement réapprovisionnée ? Entre le 22 et le 26, il ne s'était produit qu'un fait de nature à augmenter la confiance; la découverte toute fortuite de 4 millions de cartouches à la gare. Le maréchal ne releva pas ces contradictions si visibles, il ne chercha pas à s'entourer de renseignements plus précis ; aux affirmations pessimistes du général Coffinières, il ne songea pas à opposer la parole du maréchal Le Bœuf qui avait demandé à être chargé de la défense de Metz, et avait répondu, après un examen attentif des fortifications, de la conservation de la place.

Sans débat, le maréchal accueillit ces indications qui répondaient à ses plus chers désirs, et c'est dans le but unique de faire partager ses appréhensions aux divers chefs de corps, de couvrir sa responsabilité, qu'il prescrivit à ses lieutenants de se réunir au château de Grimont.

Les déclarations si graves des généraux Soleille et Coffinières ne soulevèrent par une réclamation.

Comment chercher à sortir, en effet, si l'on était exposé à manquer de munitions! le général Bourbaki a déclaré que son intention était de proposer une vigoureuse tentative, mais que la parole du général Soleille lui avait fait croire qu'il était impossible de prendre l'offensive.

En présence d'une telle situation, il fut décidé que

l'on demeurerait provisoirement sous le canon de Metz.

Pas une fois, le nom du maréchal de Mac-Mahon ne fut prononcé, pas un renseignement sur l'armée de Châlons ne fut transmis au conseil. Appelés à se prononcer sur des résolutions aussi graves, les chefs de corps manquaient des éléments les plus importants.

Que le maréchal Bazaine eût reçu ou non la dépêche du 23, il n'en était pas moins informé cependant des intentions du ministre de la guerre. Il n'en savait pas moins que l'armée réorganisée sous le commandement du duc de Magenta était destinée à agir de concert avec les troupes de Metz.

A défaut d'indications plus précises, enfin, il connaissait les dépêches qu'il avait lui-même expédiées à Châlons, ces dépêches qui toutes indiquaient la sortie par le nord comme imminente. Il y avait là, de sa part, un engagement d'autant plus formel qu'il ne pouvait ignorer l'influence que ce renseignement devait avoir exercé sur les résolutions du maréchal de Mac-Mahon.

Mais, en admettant même qu'il y eût doute dans son esprit, n'était-il pas indiqué d'exprimer ses craintes, de faire part de ces appréhensions aux généraux réunis à Grimont? Si le maréchal Bazaine réclamait, vraiment, un avis sérieux et motivé. Il devait mettre ses lieutenants en état de prononcer en toute connaissance de cause, et, cependant, il ne leur dit pas un mot des nombreuses dépêches échangées, des engagements pris.

Si nous avions su que le maréchal de Mac-Mahon marchait vers nous, a déclaré dans l'enquête le maréchal Canrobert, bien que convaincus que son armée n'en fût pas une, nous aurions dit au commandant en chef : marchons sur la tête, s'il le faut, mais marchons.

Que conclure de ce silence, sinon que le maréchal Bazaine n'avait d'autre but que de diminuer sa part de responsabilité ?

Étrange conduite à coup sûr ! car le règlement n'autorise pas le général en chef à s'abriter derrière les décisions d'un conseil de guerre ; ce sont des avis qu'il reçoit, rien de plus, mais son pouvoir demeure entier, et entière aussi sa responsabilité.

Toujours sous Metz avec munitions d'artillerie pour un combat seulement. Impossible de forcer les lignes ennemies, dans ces conditions, derrière ses positions retranchées. Aucune nouvelle de Paris ni d'esprit national. Urgence d'en avoir : agirai efficacement, si mouvement offensif à l'intérieur force l'ennemi à battre en retraite.

On n'a pas, croyons-nous, attaché jusqu'ici à cette dépêche l'importance qu'elle mérite. Dans le débat de Trianon, elle n'a été citée que pour mémoire, et cependant, si nous ne nous trompons, en même temps qu'elle est l'explication, — ne pas confondre avec justification, — de la conduite du maréchal, elle est la preuve la plus évidente que la marche de l'armée de Châlons était connue à Metz.

D'après les dépêches antérieurement reçues, le maréchal de Mac-Mahon ne pouvait suivre en effet, que deux plans : ou se rabattre sur Paris, ou mar-

cher sur Metz. La première hypothèse ne permettait pas d'espérer une retraite des Prussiens ; il fallait donc que le maréchal Bazaine fut instruit du mouvement sur Montmédy, ou le considérât tout au moins comme très probable, pour qu'il pût admettre la possibilité d'une retraite éventuelle de l'ennemi.

Ainsi, cette armée de Metz, si vigoureuse, qui avait si bravement donné à Borny, à Rezonville, à Saint-Privat, était, de par la volonté de son chef, réduite à ce rôle secondaire, humiliant, de poursuivre les Prussiens vaincus ! Et cette tâche, à coup sûr difficile, de triompher des Allemands, le maréchal en abandonnait le lourd fardeau à des régiments de marche, à des conscrits mal organisés, imparfaitement pourvus !

Cette dépêche, presque ignorée, est donc pour nous la preuve que le maréchal Bazaine était informé de la marche de l'armée de Châlons.

Hâtons-nous de le dire aussi : il n'est pas, dans notre histoire, douloureuse quelquefois, glorieuse le plus souvent, une aussi triste page, une telle preuve de coupable faiblesse !

Quant à l'opinion exprimée par le maréchal que l'on ne pouvait percer ce jour-là, elle est formellement démentie par les témoignages des chefs de corps.

Je crois, déclare le maréchal Le Bœuf, que le 26, on a manqué une occasion favorable de sortir du camp retranché de Metz.

Dans l'ouvrage déjà cité du capitaine Gœtze, nous relevons enfin ce passage :

Les travaux d'investissement étaient, le 26, encore fort peu avancés, et l'ajournement de l'attaque fut tout à l'avantage de l'armée de blocus.

Le 29 août, un émissaire de Thionville apporta à Metz la dépêche suivante :

Général Ducrot commande corps Mac-Mahon; il doit se trouver aujourd'hui 27 à Stenay, gauche de l'armée. Général Douay, à la droite, sur la Meuse. Se tenir prêt à marcher au premier coup de canon.

Le colonel Turnier, commandant de place à Thionville, avait reçu, le 23, dans l'après-midi, de Montmédy, une dépêche en chiffres avec cette recommandation :

Envoyez au maréchal Bazaine la dépêche ci-après, très importante; faites-la lui parvenir par cinq ou six émissaires différents, auxquels vous remettrez les sommes, quelles qu'elles soient, qui leur seraient nécessaires pour accomplir leur mission.

Malgré cet avis d'urgence, le colonel Turnier ne jugea pas à propos de remettre la dépêche aux deux émissaires, Marchal et Flahaut, qui portèrent à Metz, le 29, l'avis du général Ducrot.

Cet inexplicable oubli n'eut cependant pas de fâcheuses conséquences, car le 30, le maréchal Bazaine reçut, par un émissaire (Macherez) venu de Verdun, la dépêche chiffrée du maréchal de Mac-Mahon, du 22, que nous avons précédemment citée.

Dès lors, l'inaction n'était plus possible ; le 29,

dans la soirée, l'ordre avait été donné aux corps de se tenir prêts pour le lendemain à midi. Quelques heures plus tard, contre-ordre avait été envoyé aux troupes. A l'arrivée de la dépêche, le 30, le mouvement suspendu fut repris et ordonné pour le 31.

L'étude des dispositions arrêtées pour cette sortie, qui devait être décisive, montrera si le commandant en chef de l'armée de Metz avait vraiment la volonté de s'éloigner de la place.

Le maréchal Bazaine se refusa à engager l'action de bonne heure. En agissant ainsi, son but était d'attirer le gros de l'ennemi sur la rive droite, de façon à donner plus de facilité à l'armée de secours pour approcher de la place. Il pensait, en outre, éviter une attaque de flanc de la part des troupes de la rive gauche, « qui sans cela pouvaient descendre la Moselle, parallèlement à moi, et peut-être me gagner de vitesse avec des forces suffisantes pour m'inquiéter sérieusement. Enfin, j'évitais la route qui suit le fond de la vallée, dominée par des hauteurs, au pouvoir de l'armée allemande sur les deux rives (1). »

Devant le conseil de guerre de Trianon, le maréchal Bazaine a fourni une autre explication, qui permet de conclure que l'intention du maréchal n'était pas de pousser l'opération à fond :

... Je ne voulais pas trop me lancer, et je voulais pouvoir revenir du côté où on pouvait avoir besoin de moi.

(1) *L'Armée du Rhin.*

En un mot, et pour parler net, le maréchal, fidèle à sa tactique habituelle, ne prenait à l'action générale qu'une part très secondaire : il se contentait de livrer bataille sous le canon même de la place, laissant à l'armée du maréchal de Mac-Mahon, que l'on croyait peu éloignée, tous les hasards, tous les dangers de l'entreprise.



Le général Coffinières de Nordeck (1).

A leur arrivée sur le plateau, les troupes s'établirent : le 3e corps en arrière de Noisseville, la droite refusée sur la route de Sarrelouis, la gauche sur la hauteur entre Nouilly et Mey. Arrivé vers huit heures et demie du matin, le 3e corps reçut l'ordre de faire le café et d'attendre l'entrée en ligne des autres troupes.

(1) Le général Coffinières de Nordeck, général de division depuis 1865 était chargé, avant la guerre, du commandement du génie de la place de Metz, et c'est au moment de la guerre qu'il devint commandant de la place elle-même. Après la guerre il fut

Le 4e corps prit la gauche du 3e, à cheval sur la route de Sainte-Barbe.

Le 6e corps prolongea la ligne, en refusant sa gauche sur la route de Bouzonville.

Le 3e corps formait donc la droite, le 4e corps le centre, et le 6e la gauche.

En seconde ligne, le 2e corps prit position derrière le 3e, la droite à la ferme Bellecroix, la gauche sur les hauteurs de la rive droite du ravin de Valliéres, le flanc droit couvert par la division de cavalerie.

Entre le Saint-Julien et le bois de Grimont, à cheval sur la route de Bouzonville, la Garde se massa comme réserve de notre gauche.

Le maréchal Bazaine avait donné ses instructions pour l'attaque ; le 3e corps cherchera à aborder les positions de Sainte-Barbe par la gauche, le 4e prendra par la droite (Failly, Vremy), le 6e corps s'avancera par Chieulles et se reportera par Antilly, appuyant sa gauche par Avancy, le 2e corps suivra la marche du 3e, la Garde restera en réserve.

En face des Français, les Allemands occupaient les positions suivantes :

A la droite (allemande), la division Kummer reliée à Argancy aux troupes du 10e corps et tenant Malroy-Charly et Rupigny avec une brigade.

Le 1er corps d'armée (Manteuffel) avec sa 1re divi-

nommé, en 1873, membre d'une commission mixte des travaux publics; puis, atteint par la limite d'âge, il passa dans la section de réserve en 1880 et admis à la retraite en 1881. Il est mort à Paris, le 7 janvier 1887. (D. L.)

sion sur la ligne Failly-Servigny, avec une brigade en réserve entre Vremy et Sainte-Barbe. Noisseville, Montoy et Colombey étaient gardés par deux régiments de dragons, qui se reliaient aux troupes de la 2ᵉ division du 1ᵉʳ corps, dont les deux brigades occupaient la Grange-aux-Bois, Ars-Laquenexy, Mercy-le-Haut, et Courcelles-sur-Nied.

A la gauche du 1ᵉʳ corps, se trouvaient la 3ᵉ division de cavalerie et la brigade Woyna du 7ᵉ corps.

L'ensemble de ces troupes comprenait environ 45,000 hommes, avec 108 pièces : nos forces étaient supérieures de moitié. Une action énergique, rapidement conduite, assurait donc le succès.

La matinée vit plusieurs engagements sans importance. La brigade Lapasset enleva Colombey vers huit heures. La Grange-aux-Bois fut également prise. A dix heures, un régiment de cavalerie et une batterie du 6ᵉ corps débouchèrent en avant du bois de Grimont, et engagèrent le feu, durant une heure environ, avec la division Kummer.

Ces petits combats donnèrent l'éveil aux Prussiens, et leur permirent de faire filer leurs troupes de la rive gauche sur la rive droite.

Pendant ce temps, le maréchal Bazaine s'occupait d'établir sur la route de Sainte-Barbe deux batteries de 12.

Vers deux heures, le maréchal réunit les divers chefs de corps sur le terrain, et leur communiqua les dépêches du général Ducrot et du maréchal de Mac-Mahon. Il les prévint que le signal de l'action

serait donné par le feu des pièces de réserve pour lesquelles des épaulements venaient d'être construits.

III

A quatre heures du soir, le signal est enfin donné : deux coups de canons partent de la route de Sainte-Barbe.

Le maréchal Le Bœuf prescrit aussitôt d'attaquer Nouilly et Noisseville. Le premier village, après une courte résistance de quelques compagnies du 3e régiment prussien, tombe au pouvoir des troupes de la division Metman ; la division Montaudon rencontre une résistance plus sérieuse. La brigade Clinchant, qui forme la tête, parvient à se maintenir sur la route de Sarrelouis, mais elle se heurte, aux environs de Noisseville, à trois brigades allemandes soutenues par une division de landwehr. Le général Changarnier fait battre la charge, et nos soldats s'engagent : Montoy et Flanville tombent en notre pouvoir, tandis que deux escadrons de dragons, appuyés par deux bataillons de la brigade Lapasset, s'emparent de Coincy. Les troupes, vigoureusement entraînées, s'élancent vers Noisseville : les Allemands saisissent l'occasion, et derrière nous, réoccupent Montoy. Le 62e de ligne fait demi-tour, rentre dans le village, et tue ou prend tout ce qui s'y trouve. Le 3e corps continue alors vers Noisseville, où les Prussiens sont fortement retranchés. Le combat se prolonge

jusqu'à six heures et demie, et le village tombe enfin en notre pouvoir. L'ennemi se retire alors en toute hâte sur Servigny, où il est serré de près par le 3e corps. La division Metman est désignée pour attaquer Servigny par le sud, tandis que le 4e corps l'abordera de front. Afin de se couvrir sur la droite, le maréchal Le Bœuf demande au général Frossard de faire avancer la division Fauvart-Bastoul et de faire appuyer le centre ; le 32e de ligne et quelques escadrons sont envoyés dans cette direction. La division Bastoul débouche de la Planchette vers six heures du soir, arrive à Montoy, et se porte sur Flanville, qu'elle atteint vers dix heures du soir.

D'après les instructions du commandant en chef, le général Ladmirault n'a engagé ses troupes, que lorsqu'il a vu commencé le mouvement du maréchal Le Bœuf. La division du Cissey tient la droite, la division Grenier est à gauche, le général Lorencez forme réserve avec ses quatre régiments. Le village de Villers-l'Orme enlevé, l'attaque contre Servigny se prononce. L'artillerie ennemie est bientôt réduite au silence par une batterie de 18 pièces que le maréchal Le Bœuf a établie à gauche de Noisseville, et par le feu des tirailleurs du 95e de ligne. La brigade de Brayer, le 20e chasseurs en tête, se jette sur le village, mais derrière leurs barricades, les Allemands tirent à coup sûr ; ramenées en arrière par d'incessants efforts pour gagner du terrain. Sur la gauche, la brigade de Golberg et la division Grenier s'efforcent de déborder les Prussiens, mais Poix est pro-

tégé par de nombreuses tranchées garnies de tirailleurs. En outre, l'artillerie ennemie cause, de ce côté, de sérieux ravages dans nos rangs. Plus au sud, la division Metman s'est engagée; le général de Potier, qui commande la 1re brigade, s'empare de quelques maisons. Mais un retour offensif des Allemands rejette les Français à trois ou quatre cents mètres dans un ravin, d'où nos soldats entretiennent énergiquement le feu. Enserré de front, au sud et au nord, le village résiste encore : les huit bataillons prussiens de la 1re division du 1er corps ont l'infériorité du nombre, mais l'avantage de la position leur permet de tenir jusqu'à la nuit.

Un dernier effort est jugé nécessaire : un officier d'ordonnance, envoyé par le maréchal Le Bœuf au général Ladmirault, annonce que le 4e corps éprouve une sérieuse résistance. La division Aymard, du 3e corps, reçoit l'ordre d'appuyer les troupes du général Ladmirault. L'attaque est aussitôt ordonnée, et quelques bataillons du 3e corps parviennent à entrer dans le village. Plusieurs maisons crénelées demeurent au pouvoir des Allemands que l'on ne parvient pas à déloger.

A notre gauche le 6e corps s'est, pendant ce temps, emparé de Chieulles et de Vany, et se borne, sur l'ordre du maréchal Bazaine, à faire contre Failly une démonstration que l'obscurité ne tarde pas à arrêter.

A notre droite, la brigade Lapasset a été assez vivement engagée; elle a repoussé deux brigades

ennemies, qui ont successivement attaqué Colombey.

Le mouvement a donc en partie réussi : commencé trop tard, il n'a pu nous conduire qu'à Servigny.



Le général Frossard (1).

Le plus grand désordre règne dans ce village, qui a été occupé de nuit. Pour attaquer, les troupes ont

(1) Le général Frossard (Charles-Auguste), né à Versailles en 1807. Ancien élève de l'Ecole Polytechnique, toute sa carrière s'accomplit dans l'arme du génie. Après la guerre d'Italie, Napoléon III l'appela près de lui comme aide de camp et en 1867 il le

dû franchir deux ravins, des bois, des vignes ; tout est mêlé, confondu, et le général Aymard ne parvient qu'à grand'peine à organiser la défense. Un mouvement malheureux, qui consiste à opérer la substitution d'un régiment à un autre, augmente encore la confusion, et l'ennemi profite de cet instant pour attaquer vigoureusement. Le 85e de ligne tient bon, mais le 44e ne peut se maintenir, et nous sommes forcés de battre en retraite.

Trois fois, nos soldats cherchent à reprendre les positions ; trois fois, ils sont ramenés jusque dans les ravins, à 400 mètres de Servigny.

Dans la nuit, le général Ladmirault envoie quelques éclaireurs vers Servigny ; ils sont arrêtés par une barricade qui ferme le passage. Le village semble solidement occupé ; à la lueur d'une ferme qui brûle, on voit des masses considérables, et l'on entend la musique des régiments qui accourent.

choisit comme gouverneur du prince impérial. Après son retour de captivité, en juin 1871, le général reprit sa place de membre titulaire du Comité consultatif des fortifications dont il était le président avant la guerre, et coopéra activement à l'étude des nouvelles défenses territoriales. Il entra en même temps, comme membre de la commission de défense des côtes, dont il avait été vice-président. Une décision présidentielle, en date du 28 janvier 1874, le nomma président du Comité des fortifications. Il était membre, également, du Comité de défense institué en juillet 1872 et juin 1873, et membre du Conseil supérieur de la guerre. Par suite des commandements en chef qu'il avait exercés, le général Frossard, au lieu de rentrer dans la 2e section du cadre de l'état-major général, fut maintenu dans le cadre d'activité. Il est mort à Châteauvillain le 6 septembre 1875, âgé de 68 ans. (D. L.)

Tandis que la nuit interrompt le combat, il nous faut maintenant retourner en arrière, et voir ce qui se passe chez l'ennemi.

Nous avons dit que les Allemands n'avaient en ligne, au début, que la division Kummer, le 1er corps, une division de cavalerie et une brigade du 7e corps.

Le prince Frédéric-Charles, averti du mouvement opéré par les Français, donna l'ordre à la 25e division du 9e corps de se porter sur Antilly ; la 18e se concentrait sur l'autre rive à Roncourt ; le 10e corps marchait sur Argancy et Hauconcourt. Le prince Frédéric-Charles se tenait à Marange, et le général Steinmetz au sud, à Sainte-Blaise.

A onze heures du soir, le général Manteuffel, adressa au général Steinmetz le rapport suivant :

Combat terminé à la nuit complète. La position maintenue, et l'ennemi partout repoussé. Munitions complétées ; demain matin, à quatre heures, mes troupes seront sous les armes.

Le 1er septembre, au jour, les Allemands occupent les emplacements suivants :

La 49e brigade (de Wittich) du 9e corps est à Antilly, avec une partie de l'artillerie du corps.

La 50e brigade est dans le bois de Failly, et tient les lignes Malroy-Charly-Failly avec l'aide d'une partie de la brigade mixte de la division Kummer. A Vremy et à Sainte-Barbe, l'artillerie du 1er corps et

une batterie du 9e sont défendues par quelques bataillons.

Failly-Poix-Servigny sont gardés par la 1re division du 1er corps : la 3e division de landwehr en réserve : de Château-Gras à Retonfey, la droite de la brigade Memerty, avec trois batteries et un régiment de dragons.

De Retonfey à Marsilly, le terrain est battu par la 3e division de cavalerie.

A Courcelles-sur-Nied et Frontigny, le reste de la brigade Memerty et la 28e brigade.

Aux environs de Laquenexy, la 4e brigade (2e division, 1er corps).

En dehors de ces troupes, de puissants renforts (9e et 10e corps) peuvent entrer en ligne ; plus en arrière encore, les 2e et 3e corps, campés entre Saint-Privat et Briey, sont à vingt-cinq kilomètres du champ de bataille.

En résumé, la ligne Failly-Servigny est occupée par deux divisions allemandes, soutenues par six brigades d'infanterie et trois de cavalerie. Deux corps et demi sont en marche.

Les Français tiennent les positions suivantes :

A l'extrême droite, la division Castagny entre Queuleu et Colombey. La brigade Lapasset est à Coincy et Colombey, la division Bastoul à Flanville, la division Vergé en réserve à Bellecroix, avec un régiment détaché en arrière de Noisseville.

Dans le 3e corps, la division Montaudon occupe Noisseville et Montoy . les divisions Metman et Ay-

mar sont sur la gauche, face à Servigny. Le 4e corps prolonge la ligne entre Servigny et Poix. Le 6e, déployé à la gauche, a son aile droite devant Failly, et s'étend par Vany et Chieulles jusqu'à la Moselle. Les voltigeurs de la Garde sont en arrière du 4e corps; les grenadiers en avant du château de Grimont. Les réserves d'artillerie et de cavalerie sont en arrière.

Le maréchal Bazaine, après avoir assisté au combat, s'est retiré à la nuit dans le village de Saint-Julien, sans donner un ordre. A quatre heures du matin, enfin, le 1er septembre, il expédie aux différents chefs de corps les instructions suivantes :

Selon les dispositions que l'ennemi aura pu faire devant vous, nous devons continuer l'opération entreprise hier, qui doit nous conduire à occuper : 1° Sainte-Barbe ; 2° faciliter notre marche sur Bettlainville. Dans le cas contraire, il faut tenir dans nos positions, s'y fortifier, et ce soir, nous reviendrons alors sous Saint-Julien et Queuleu.

Ce langage est bien clair : il est pour les chefs de corps l'explication des retards de la veille. Si l'action a été engagée à quatre heures du soir, c'est que le maréchal Bazaine n'a pas l'intention de rompre l'investissement. Cette dépêche est le digne pendant de celle du 18 août adressée au maréchal Canrobert :

Tenez de façon à permettre un changement de front..

Pas une heure, pas un instant, ne se produit dans

l'esprit du commandant en chef, une pensée énergique ; il faut battre en retraite, aujourd'hui comme hier.

Et c'est à une armée de 120,000 hommes, l'élite de nos troupes, commandée par trois maréchaux, que s'adressent de tels ordres !

Dès le matin, le maréchal Le Bœuf fait demander au maréchal Bazaine de pouvoir disposer de la division Castagny, qui se trouve à la droite ; le commandant en chef refuse cette autorisation, mais il place le 2e corps sous les ordres du maréchal Le Bœuf.

A six heures du matin, le brouillard commence à se dissiper, et l'action recommence. Mais ce ne sont pas les Français qui attaquent ; les instructions du maréchal sont peu faites pour inspirer de l'audace ; nos généraux se tiendront sur la plus stricte défensive.

Les Prussiens ont placé deux batteries entre Poix et Servigny, de façon à battre la chaussée, tandis que deux autres, postées sur la pente au sud-est de Servigny, sont dirigées contre Noisseville. Le feu gagne promptement toute la ligne. A sept heures, cinq bataillons des 1re et 2e brigades prussiennes s'avancent contre Noisseville ; ils sont appuyés par une brigade de landwehr. Plus à gauche (droite française), la 3e brigade marche également de Retonfey sur Noisseville. Les batteries ennemies reçoivent de nombreux renforts, et bientôt la canonnade redouble d'intensité. Elle est dirigée non-seulement contre Noisseville, mais encore contre Montoy et Flanville.

En même temps, Flanville est attaqué par un bataillon du 41e prussien, et au sud par la brigade Woyna.

L'attaque des Prussiens contre Noisseville n'est pas heureuse ; le village est tenu par la brigade Clinchant et le 32e de ligne. Leur feu, bien dirigé, secondé par les tirailleurs des autres divisions du 3e corps, rejette en arrière les deux premières brigades du 1er corps (Manteuffel). La brigade de landwehr s'avance pour les soutenirs, mais ses efforts sont impuissants : tous les assauts, successivement livrés, n'amènent aucun résultat. Ordre est alors donné de ramener les troupes allemandes en arrière; l'ennemi. suivant sa tactique habituelle, va nous écraser avec son artillerie.

A neuf heures et demie, 114 pièces tirent sur Noisseville, Montoy, Flanville. Sur la gauche, la brigade Woyna dirige également son feu sur ce dernier village. La division Bastoul, qui occupe cette position, souffre d'autant plus cruellement qu'elle n'a pas d'artillerie. Aussi, devant l'attaque de la brigade Woyna, que soutiennent bientôt les deux régiments de la brigade Memerty, le général Fauvart-Bastoul recule, évacuant successivement Flanville, Montoy et Coincy, et se plaçant en arrière du ravin de Colombey. Les régiments du 3e corps, notamment le 51e, qui concourraient avec la division du 2e corps à la défense de ces positions. avaient précédemment été rappelés par le général Clinchant, pour couvrir Noisseville.

L'ennemi profite aussitôt de ce mouvement, il garnit d'artillerie toutes les crêtes et la route de Sarrebrück, et forme un demi-cercle autour de Noisseville.

Le maréchal Le Bœuf voyant sa droite menacée, donne l'ordre au général Fauvart-Bastoul de reprendre ses positions. Ce vigoureux officier obéit aussitôt, et se maintient sur un terrain balayé par les obus. Le maréchal Le Bœuf se rend alors un compte plus exact de la situation, il reconnaît qu'il est impossible de demeurer exposé à un tel feu, auquel on ne peut répondre ; il prescrit au général Fauvart-Bastoul de battre en retraite, mais celui-ci froissé « du ton blessant de l'ancien major général, demande un ordre écrit (1). » Le mouvement en arrière de la division du 2e corps découvre la division Montaudon qui est obligée de reculer sur la Planchette.

A ce moment, le maréchal Le Bœuf, se souvenant des instructions qu'il a reçues le matin, et jugeant inutile de tenir plus longtemps, écrit au maréchal Bazaine demeuré au village de Saint-Julien qu'il va organiser la retraite. Ses pièces sont écrasées par l'artillerie allemande et peuvent à peine se mettre en batterie. Privé de l'appui des canons de réserve qui sont restés sous les forts, tourné par sa droite, supportant, sans être appuyé, tout l'effort de l'ennemi, le 3e corps ne peut continuer la lutte.

Avant de se retirer cependant, il soutient encore une

(1) Wachter. *La Guerre de* 1870-1871.

dernière attaque à Noisseville. Vers 10 heures, quatre brigades, dont deux de landwehr, marchent contre ce village. Un instant nos tirailleurs arrêtent l'ennemi, mais les maisons écrasées d'obus prennent feu, le maréchal Le Bœuf a son chef d'état-major, le général Manèque, tué à ses côtés, nos bataillons sont décimés par l'artillerie allemande. A onze heures la retraite s'opère en bon ordre sur Lauvallier.



Le général Lebrun (1).

Au moment même où s'exécute ce mouvement, le maréchal Bazaine, sortant de son inertie, vient de décider une vigoureuse offensive. Dix régiments de cavalerie soutenus par la Garde doivent pousser en avant, mais,

(1) Le général Lebrun (Barthélemy-Louis-Joseph), né à Landrecies, le 22 octobre 1809, sortit de Saint-Cyr en 1831, avec le numéro 1, pour entrer à l'Ecole d'application d'état-major; il fit longtemps campagne en Afrique, où il fut nommé capitaine en 1838, chef d'escadron en 1849 étant au siège de Rome; il retourna en

en présence de la puissante artillerie de l'ennemi, ce projet est aussitôt abandonné que conçu.

On ne s'explique pas cette résolution tardive de prononcer l'offensive, alors que notre artillerie de réserve est maintenue en arrière, que l'ordre ou l'autorisation de battre en retraite, si l'on rencontre une résistance trop sérieuse, a été expédié le matin, enfin que la Garde reste inactive alors qu'il suffirait aux voltigeurs de marcher pour arrêter l'ennemi. Si le

Algérie et devint lieutenant-colonel en 1852. Il obtint son grade de colonel le 6 janvier 1855, étant en Crimée. Chef d'état-major du général de Mac-Mahon, il était auprès de lui le jour de l'assaut de Malakoff. Promu général de brigade le 12 mars 1859, lors de la formation de l'armée d'Italie, il alla pour la troisième fois comme chef d'état-major du futur duc de Magenta. Il fut chef d'état-major de la Garde impériale, fonction qu'il conserva jusqu'au 12 août 1866, jour de sa promotion au grade de général de division. A la fin de 1869, l'empereur qui avait pour lui beaucoup d'estime et d'affection le prit comme aide de camp ; il occupait encore ces fonctions lorsque la guerre fut déclarée. C'est alors qu'il fut nommé premier aide-major de l'armée du Rhin, mais il préféra prendre le commandement du 12e corps. On a vu comment il mena son 12e corps à Mouzon et à Beaumont où il rallia les débris du 5e corps. On a vu aussi, comment le 31 août, avec un héroïsme digne de l'admiration de tous le général Lebrun, à Bazeille, toujours au premier rang de sa division, tint tête pendant six heures à trois corps de l'armée allemande pour y défendre le passage du pont. Il fut blessé d'un éclat d'obus et eut deux chevaux tués sous lui.

Après la guerre le général Lebrun fut commandant du 3e corps d'armée à Rouen, en 1879 il quitta ce commandement, mais il restait dans le cadre d'activité, comme ayant commandé un corps d'armée devant l'ennemi. Le général est mort le 12 octobre 1889. (D. L.)

maréchal Bazaine ne voulait pas engager prématurément ses réserves, il lui suffisait de prescrire à la division Castagny de s'acquitter plus sérieusement de sa mission, en attirant à elle une partie des forces adverses en avant de Colombey. Enfin, si l'offensive était vraiment dans la pensée du maréchal Bazaine, pourquoi ne pas ordonner aux 4e et 6e corps de prendre à la lutte une part plus sérieuse ? Ces six divisions demeurent en ligne à la gauche du 3e corps sans agir ; le maréchal Canrobert et le général Ladmirault se bornent à engager quelques tirailleurs, et leur inaction motivée, sans nul doute, par l'ordre du matin, permet aux Prussiens de jeter toutes leurs forces sur le 3e corps privé d'une de ses divisions.

Du 6e corps, la division Tixier à seule à lutter en avant de Failly qu'elle ne parvient pas à enlever.

En 1884, *les Mémoires du général Lebrun* que sa veuve publié sont des plus intéressants; ils retracent les nombreux souvenirs militaires du général sur les cinq dernières années de l'Empire; il s'est attaché à signaler toutes les fautes qui, à son sens, avaient été commises, d'une part par le gouvernement de l'empereur et d'autre part, par les pouvoirs publics, depuis 1866 jusqu'en 1870, fautes auxquelles il faut attribuer nos épouvantables désastres dans le cours de cette dernière année. En racontant la bataille de Sedan, le général rend hommage à la belle conduite des officiers et des soldats du 12e corps, qui ont si valeureusement combattu sous son commandement. Dans ses récits le général Lebrun s'étend longuement sur les incidents de la mémorable charge de Sedan et il assure que c'est le colonel de Bauffremont qui l'a commandée. (D. L.)

Au centre, le 4e corps ne prononce pas sérieusement son attaque contre les retranchements de Poix, et se borne à soutenir une canonnade assez nourrie.

La proportion des pertes prouve, d'ailleurs, que du côté des 6e, 4e et 2e corps l'action n'a pas été bien sérieuse. Les Français eurent 3,547 hommes hors de combat, et sur ce chiffre le 3e corps entre pour plus des deux tiers (1); quatre généraux avaient été atteints : Manèque (mort de ses blessures) Montaudon, Osmont, Lafaille.

La mort du général Manèque causa dans l'armée une impression très profonde; comme le général Decaen tué à Borny, le général Manèque avait la confiance de tous.

Du côté des Prussiens, les pertes furent moindres; elles ne dépassèrent pas 3,000 hommes. Le 1er corps était le plus éprouvé.

A la suite de la bataille de Servigny, les troupes françaises reprirent leurs positions autour de la place; elles ne devaient plus les quitter que le jour de la capitulation.

A l'heure même où se livrait cette inutile bataille de Servigny, l'armée du maréchal de Mac-Mahon succombait à Sedan. Nous devons maintenant revenir en arrière, pour suivre tous les mouvements de cette armée, depuis son départ de Reims.

(1) Déposition du maréchal Le Bœuf.

CHAPITRE III

Marche de la 3e armée allemande du 19 au 25 août. — Tentative sur Toul. — Massacre de Passavant. — Prise de Vitry. — Marche de la 4e armée allemande (armée de la Meuse). — Tentative sur Verdun. — Nouvelle direction prescrite aux deux armées allemandes. — Marche vers le nord. — Combat de Buzancy. — Mouvements de l'armée du maréchal de Mac-Mahon. — Rethel. — Le Chêne. — Le retour sur Paris empêché par le général de Palikao. — Marche sur Stenay. — Marche sur Beaumont et Mouzon. — Combat de Nouart. — Combat de Stonne. — Bataille de Beaumont.

I

Les ordres formels du général de Moltke prescrivaient aux trois armées allemandes de se soutenir mutuellement, de n'avancer que lorsque la marche serait également possible sur toute la ligne. Au début de la campagne, le 3, puis le 7 août, nous avons vu le général Steinmetz retenu par le grand quartier général, pour donner le temps au prince Frédéric-Charles d'opérer sa concentration.

Le général de Moltke transmit à la 3e armée des instructions analogues. Il prescrivit au Prince Royal, que nous avons précédemment vu arriver avec son armée sur la Moselle, d'attendre le résultat de l'action engagée autour de Metz.

Peut-être après l'éclatant succès du Prince Royal à Wœrth eût-il été possible d'agir plus énergiquement. Si les deux premières armées allemandes semblaient suffisantes pour retenir sous Metz le maréchal Bazaine, le Prince Royal ne courait aucun danger, en marchant franchement sur Châlons, de façon à empêcher les troupes du maréchal de Mac-Mahon de se réorganiser, tout au moins en partie ; si, au contraire, les 250,000 hommes de Steinmetz et du prince Charles ne paraissaient pas assez forts, pourquoi ne pas appeler à eux dès le 13, la 3e armée allemande, ou tout au moins son aile droite qui, ce jour même, entrait en communication avec l'extrême-gauche de la 2e armée ? Il a semblé que dans les journées qui ont précédé le 19 août, le Prince Royal, surveillant à la fois Metz et Châlons, avait perdu une occasion précieuse de prendre parti ; cette délicate question ayant été posée, nous devions en dire un mot, sans y insister autrement.

Le 18 août, la 3e armée se trouvait concentrée au sud de Toul. Le 19, la nouvelle de la bataille de Saint-Privat fit reprendre le mouvement. Le 2e corps bavarois formant l'aile droite se porta à Lay Saint-Rémy ; au centre, le 5e corps, suivi de la division wurtembergeoise, marcha sur Vaucouleurs ; à l'aile gauche, le 11e corps atteignit la Meuse à Pagny-la-Blanche-Côte. En seconde ligne, le 1er corps bavarois se plaça derrière le 11e corps à Colombey au sud de Toul, le 6e corps marcha sur Vezelize. Des deux divisions de cavalerie de la 3e armée, la 4e qui, depuis plusieurs

jours, battait le terrain en avant, se replia derrière le 5e corps pour se reposer ; la 2e chargée précédemment d'éclairer l'armée au sud et au sud-ouest, appuya vers Vaudemont. Cette division avait reçu la mission de renseigner le quartier général allemand sur la route suivie par le corps de Failly. Nous avons dit, déjà, que l'on ignorait absolument la direction prise par le 5e corps français et que ce n'est que très tard que l'on eut, à cet égard, des indications suffisamment précises.

Le 20, le mouvement continua, le 2e corps bavarois (moins une brigade détachée sur Toul) poussa ses têtes de colonnes jusqu'à Saint-Aubin, le 5e corps atteignit Treveray, le 11e Gondrecourt ; le 1er corps bavarois toujours en seconde ligne, et le 6e s'avancèrent jusqu'à Void et Pagny-la-Blanche-Côte. Le Prince Royal se rendit à Pont-à-Mousson, pour recevoir des instructions, et transporta son quartier général à Vaucouleurs.

Deux jours de repos furent accordés à l'armée, afin de donner le temps aux troupes du prince de Saxe, dont nous parlerons plus loin, de prononcer leur mouvement.

Le 23, le 2e corps bavarois atteignit Tronville, au nord-ouest de Ligny ; le 5e corps et la division wurtembergeoise Stainville ; le 11e corps Moutiers-sur-Saulx ; le 1er corps bavarois et le 6e suivirent à peu de distance.

Tandis que s'opérait cette marche, dans cette même journée du 23, les Allemands tentaient de s'emparer

de la place de Toul. Le 4e corps de la 3e armée avait échoué le 16 août, mais le Prince Royal donna l'ordre de faire un nouvel effort. Toul barrait, en effet, le chemin de fer de Frouard à Paris, et obligeait les convois allemands à un long et dangereux détour de soixante kilomètres, par Colombey.

La brigade détachée du 2e corps bavarois fut chargée de l'opération, et renforcée par le 38e régiment et la réserve d'artillerie du 6e corps. 36 épaulements furent construits sur les hauteurs de Dommartin à l'est, tandis que deux batteries bavaroises prenaient position au nord sur le mont Saint-Michel. L'artillerie ennemie se trouvait donc à moins de deux mille mètres de la place. A huit heures et demie, sur le refus du commandant français de se rendre, le feu commença. A une heure, 3,000 obus avaient été lancés dans la ville, plusieurs incendies s'étaient déclarés, le commandant Huck, sommé une seconde fois, déclara persister dans sa résolution de se défendre.

La 3e armée allemande, ayant besoin de toutes ses forces, pour exécuter l'important mouvement qui avait été prescrit, on renonça à poursuivre le bombardement, et même à investir complètement la place : un détachement fut seulement laissé devant Toul.

Le 24, le 2e corps bavarois atteignit Bar-le-Duc ; le 5e et la division wurtembergeoise gagnèrent Robert-Espagne au sud-ouest de Bar-le-Duc, le 11e corps arriva à Saint-Dizier. La 4e division de cavalerie éclairait le terrain en avant, vers Vassy et Vitry. La

petite place de Vitry était occupée par le 4e bataillon de gardes mobiles de la Marne ; le capitaine de l'état-major des places, M. Hamen, qui commandait, jugeant que la résistance était impossible, fit partir les mobiles ; le bataillon venait d'atteindre Sivry-sur-Ante, lorsqu'il fut rencontré par des détachements de cavalerie. Un peu interdits par cet obstacle imprévu, ces jeunes soldats formèrent le carré : voulaient-ils résister ou se rendre, le fait n'a pas été suffisamment éclairci. Canonnés par l'ennemi, chargés par des uhlans et des hussards, ils ne tardèrent pas à être hors d'état de continuer la lutte. Plusieurs tombèrent, 850 environ furent faits prisonniers, mais une catastrophe plus grave attendait les captifs. En traversant le village de Passavant, un mobile quitta les rangs pour aller boire au ruisseau. Un Prussien tira sur lui, croyant qu'il se sauvait. Ce coup de feu, donnant partout l'alarme, amena une terrible confusion, et fut le signal d'un honteux massacre. Trente-deux de ces malheureux furent tués sur place, 92 mutilés (1). Ajoutons, car de tels détails doivent être conservés, que les auteurs de ces cruautés étaient des uhlans du 15e et des hussards du 16e régiment.

(1) Plusieurs mobiles se réfugient sur des arbres; les Prussiens tirant sur eux, les font tomber et les achèvent à coups de crosse. Les cavaliers parcourent les vignes, les vergers, sabrant les fuyards. Ceux mêmes qui sont restés sur la route sont frappés. Le canonnier Jeannet est percé d'outre en outre d'un coup de sabre qui blesse un autre mobile derrière lui. Ceux qui sont épargnés sont envoyés à Glogau, où ils subissent une captivité de sept mois. A leur retour ils

Ce fut là la première rencontre des mobiles avec l'ennemi.

A la même date, deux escadrons du 5e dragons poussaient jusqu'à Châlons, et s'empressaient de prévenir le Prince Royal que le camp était levé.

Cette nouvelle fit modifier les dispositions arrêtées : un ordre du grand quartier général prescrivait de se concentrer au nord-est de Vitry, sur la ligne Changy-Possesse-Givry, et de s'arrêter le 26. Mais, l'indication reçue le 24 par le Prince Royal fit activer la marche : le 2e corps bavarois poussa jusqu'à Charmont ; le 1er atteignit Saint-Mard et Givry ; le 5e et la division wurtembergeoise gagnèrent Heiltz-le-Maurupt ; le 11e enfin s'arrêta à Heiltz-l'Evêque. La 3e armée était donc concentrée, le 25 au soir, sur la rive droite de l'Ornain. La 4e division de cavalerie avait continué sa marche en avant, s'était emparée de Vitry, qui, privée de sa garnison, n'avait fait aucune résistance, puis avait poussé des reconnaissances au-delà de Châlons et de Mourmelon.

Avant de retourner dans le camp français, il nous faut dire maintenant quelques mots de la marche accomplie par la 4e armée allemande.

Nous avons vu, précédemment, que, le soir même de la bataille de Saint-Privat, une nouvelle armée, composée de la Garde, des 12e et 4e corps, avait été

ont élevé un monument commémoratif du massacre de Passavant. Deux plaques en marbre portent : l'une le nom des morts; l'autre cette inscription : *Aux victimes du* 25 *août* 1870, *leurs amis*, *leurs compagnons d'armes* (D. L.).

placée sous le commandement du prince de Saxe, avec la mission de soutenir le Prince Royal. L'armée de la Meuse, — c'est le nom qu'on lui donne, — commença son mouvement vers l'ouest dans la soirée du 19. Le 4e corps, qui s'était tenu aux environs de Toul après sa tentative du 16, franchit la Meuse à Commercy; le 12e corps campa sur l'Orne, aux environs de Conflans, la Garde à Hannonville. Une nombreuse cavalerie était jointe à l'armée de la Meuse : elle comprenait la 5e division de cavalerie, qui formait l'extrême droite à Briey ; la 6e division à Ville-sur-Iron ; la cavalerie de la Garde ; enfin, la division de cavalerie saxonne, qui poussait ses coureurs en avant, vers Jeandelize.

La journée du 20 fut employée à préparer le mouvement, à assurer les convois.

Le 21, la cavalerie partit en avant, battant le pays d'Etain à Fresnes. Le 23, elle franchit la Meuse.

Avant de continuer cette marche, l'armée du prince de Saxe tenta de s'emparer de Verdun, qui ferme la route de Paris. Cette difficile mission incombait au 12e corps, qui formait l'aile droite. Le 23, ces deux divisions atteignirent Eix et Fresnes. A huit heures du matin, le 24, l'avant-garde de la 23e division (12e corps) parvint à se loger dans le faubourg Pavé et à s'y maintenir, malgré un feu très vif. Nulle précaution n'avait été prise pour assurer les abords de cette place, si sérieusement menacée cependant. A l'est de la ville, des vignes, des vergers s'étendaient jusqu'aux glacis ; et c'est grâce à ces abris, que l'en-

nemi put pénétrer dans le faubourg. Quinze batteries ouvrirent le feu sur la ville ; mais leur action fut peu sensible. Malgré la faiblesse de sa garnison, le commandant lutta énergiquement ; et les Saxons, convaincus de l'inutilité de leurs efforts, renoncèrent à l'opération. En somme, ce ne fut là qu'un combat sans importance : de part et d'autre les pertes furent nulles. Cependant le ministre de la guerre, général de Palikao, attribua à cette affaire une portée notablement exagérée : « ... Les Prussiens, dit-il au Corps législatif, fort maltraités par notre artillerie, ont été repoussés sur toute la ligne. Les pertes sont considérables... »

Un moment arrêté, le mouvement se continua le jour même : la 3e division passa la Meuse, à quelques kilomètres de Verdun, près de Charny, tandis que la 24e et la réserve d'artillerie franchissaient la rivière à Dieue, au-dessous de la place.

Les divisions de cavalerie se trouvaient : la 5e à Esnes et à Jouy ; la division saxonne à Nixeville ; la 6e division à Souilly.

Le 25, la marche se poursuivit : la 5e division de cavalerie, la 6e et la division saxonne poussèrent jusqu'à Sainte-Menehould, Clermont et Revigny, assurant et couvrant la marche de l'infanterie. Le 12e corps atteignit Dombasle, la Garde, Thiaucourt, et le 4e corps, à la gauche, se porta sur Laheycourt, au nord de Ravigny. La jonction était donc faite entre les 4e et les 3e armées allemandes. A cette date du 25, le 1er corps bavarois, qui formait la droite de la

3e armée, était à Saint-Mard et Givry en contact avec le 4e corps (4e armée).

Cette journée du 25 août devait amener d'importantes modifications dans la marche de la 4e armée



Le général Félix Douay (1).

comme de la 3e. Au moment même où les escadrons du 5e dragons faisaient connaître au Prince Royal

(1) Le général Félix Douay, né à Paris le 14 avril 1810, était le frère d'Abel Douay, le général de division tué glorieusement à Wissembourg, et de Gustave Douay, colonel du 70e tué à Solférino. Abel Douay, débuta comme engagé volontaire en 1832 dans les équipages de ligne où il gagna ses premiers galons et son

l'évacuation de Châlons, les cavaliers de la 4e armée transmettaient au prince de Saxe des renseignements analogues.

Quelle direction avait suivie le maréchal Mac-Mahon ? Sur ce point, l'indécision était grande. On ne tarda pas, cependant, à connaître la présence des Français à Reims, et des indications plus précises, mais encore incomplètes, venues notamment de Belgique, permirent au général de Moltke de deviner le projet adopté, bien malgré lui, par le maréchal de Mac-Mahon.

épaulette de sous-lieutenant. Passé dans l'infanterie de marine il y fut nommé capitaine, puis entra avec son grade au 32e de ligne; chef de bataillon en 1849, lieutenant colonel en 1853, il gagna son grade de colonel en Crimée. Il fit la campagne d'Italie à la tête des voltigeurs de la Garde; sa brillante conduite et sa bravoure à Magenta lui valurent d'être promu général de brigade le 10 juin 1059. Il fit la campagne du Mexique pendant laquelle il devint général de division. Il était commandant de la 1re division d'infanterie du 1er corps d'armée à Paris et aide de camp de l'empereur lorsqu'éclata la guerre avec l'Allemagne; on a vu avec quelle bravoure il combattit à Mouzon, le 31 août, puis sur le plateau d'Illy. Compris dans la capitulation de Sedan le général Douay, à son retour de captivité eut le commandement du 4e corps de l'armée de Versailles, avec lequel il entra le premier dans Paris par la porte de Saint-Cloud, reprise sur les insurgés de la Commune. Le 11 juin 1873, il fut nommé membre du Comité de défense et le 28 septembre suivant, commandant du 6e corps. Le général Douay, conserva ce commandement jusqu'au 11 février 1879, époque à laquelle il fut nommé un des trois inspecteurs généraux d'armées. Il est mort le 4 mai 1879, comptant 46 années de services, 21 campagnes, trois blessures et trois citations à l'ordre de l'armée. (D. L.)

Dans ces conditions, il devenait nécessaire d'arrêter des résolutions nouvelles : on ne pouvait, en effet, continuer sur Châlons et Paris, en laissant derrière soi une armée dont on ignorait la force. En quelques heures, toutes les dispositions furent prises, un nouveau plan de campagne fut arrêté, et reçut, dès le soir même, un commencement d'exécution.

C'est là, évidemment, la page la plus remarquable de la guerre pour les Prussiens ; jusqu'ici, ils avaient eu pour eux la fortune, la négligence, l'incapacité, la faiblesse de leurs adversaires : le nombre avait remplacé le génie ; mais ce plan, concerté en quelques heures, exécuté sans hésitation, à travers mille obstacles, suffirait à prouver la supériorité de l'organisation militaire de l'Allemagne.

Au moment d'entreprendre cette longue et difficile opération, le général de Moltke se souvint-il de la campagne de 1792 ? Quoiqu'il en soit, il ne sera pas sans intérêt de citer une page de Jomini. Il s'agit des résolutions que pouvait adopter l'armée du duc de Brunswick. Après avoir énuméré diverses hypothèses, et s'être demandé s'il convenait « de se jeter avec le gros de ses forces sur l'armée de Lafayette, ébranlée par la fuite de son chef, et plongée dans la stupeur et le désordre, ou bien marcher sur Paris, l'historien militaire ajoute :

Sous les rapports stratégiques, comme sous ceux de la politique, le premier de ces partis était le plus convenable ; on pouvait employer 30,000 hommes à observer Luckner et les places de gauche, tandis que 60,000 combattants eussent accablé l'armée *sous*

Sedan, qui se trouvait alors sans chef, Dumouriez n'en ayant point encore pris le commandement. Cette manœuvre eût été d'autant plus sage qu'en l'exécutant avec vivacité, on la terminait en dix jours, et rien ne s'opposait ensuite à ce qu'on reprît le chemin de Paris (1).

Si l'armée française évacuait son camp à l'approche d'une masse si formidable, on l'eût poursuivie avec impétuosité et probablement entamée. Se jetait-elle dans une place, alors les alliés... eussent employé tous leurs moyens pour la contraindre à capituler... Marcher à Paris, avec 80,000 hommes, laissant 100,000 français derrière soi, eût été sans doute un moyen d'en faire partir l'Assemblée nationale ; cependant, si cette Assemblée, transférée derrière la Loire, eût armé la population enthousiaste du Midi, et rassemblé toutes ses troupes disponibles, l'issue de cette promenade n'aurait-elle pas tourné à la honte de ses conseillers ?

Ce plan n'est-il pas exactement celui du général de Moltke? Par un hasard étrange, il n'y manque même pas ces deux noms : *Sedan*, *Metz !*

Les deux armées (4e et 3e) présentaient un front de soixante-quinze kilomètres environ, de la route Verdun-Clermont à Vitry.

Seule, la 4e armée semblait en mesure de rencontrer les troupes françaises sur la Meuse : l'armée du Prince Royal, avancée plus au sud, avait un plus long chemin à parcourir. La 4e armée devait donc prendre de fortes positions défensives, de façon à retarder la marche des Français, et à donner le temps au Prince Royal d'accourir.

Le soir même du 25, des instructions dans ce sens furent envoyées du quartier général allemand

(1) Le général Luckner se trouvait sous Metz avec une partie des forces françaises.

établi à Bar-le-Duc aux commandants des 3e et 4e armées. Deux officiers du grand état-major, les lieutenants-colonels De Verdy Du Vernois et Bronsard de Schellendorf étaient chargés d'ajouter de vive voix toutes les explications nécessaires.

Le 26 au matin, le grand mouvement de conversion à droite commença. Le quartier général de la 4e armée fut porté de Fleury à Dombasle, le 12e corps s'avança de Dombasle et Jubécourt sur Varennes, la Garde de Triaucourt à Dombasle, le 4e corps de Nettancourt et Laheycourt sur Fleury. La nombreuse cavalerie de l'armée de la Meuse fut envoyée plus au nord ; la 5e division sur Autry et Grandpré, la 6e sur Tahure, la division saxonne sur Clermont, Neuvilly. Les avant-postes de la cavalerie furent portés plus avant, aux environs de Dun et Buzancy.

Ces mouvements firent rencontrer la cavalerie française. Aux environs de Fléville une patrouille du 18e uhlans dut se retirer devant un escadron. Vers Buzancy, les Allemands se heurtèrent à une colonne qui les força à battre en retraite. A Grandpré, enfin, des cavaliers envoyés à la découverte reçurent des coups de feu.

Ces nouvelles transmises au quartier général, prouvèrent que les troupes allaient prochainement se trouver en présence.

En marchant en avant, le 12e corps saxon détruisit le chemin de fer de Verdun à Clermont : le 26 une compagnie de pionniers fit sauter trois arches du pont d'Aubreville

A la même date, le 17e régiment de hussards (5e division) envoyé aux environs de Montmédy, coupait la voie ferrée à l'ouest de la place.

La 3e armée opéra les mouvements suivants : le 1er corps bavarois s'avança à Erize-la-Petite, et le 2e à gauche à Triaucourt, ces deux corps formant la réserve de l'armée de la Meuse, le 5e corps et la division wurtembergeoise restèrent à Heiltz-le-Maurupt et le 11e corps à Heiltz-l'Évêque. La 4e division de cavalerie poussa ses escadrons de Châlons dans la direction de Reims et d'Épernay. Plusieurs dragons furent tués aux environs de cette dernière ville, par les soldats du génie.

Le 27, les deux divisions d'infanterie du 12e corps prirent position sur la rive droite de la Meuse, la 24e division à Stenay, la 23e à Dun. On songea d'abord à détruire les ponts de Stenay, mais on reconnut que la Meuse était guéable sur plusieurs points, on renonça donc à couper les ponts, et on se contenta de les barricader. La Garde se porta sur Maufaucon, le 4e corps sur Froméreville et Germonville. Le quartier général s'établit à Malencourt.

La 5e division de cavalerie s'avança sur Grandpré évacué par les Français, la 6e division gagna Vouziers, tandis que la cavalerie saxonne était envoyée dans la direction de Nouart, avec ordre de pousser des reconnaissances sur Buzancy et Grandpré.

Une brigade de cavalerie saxonne (deux régiments et une batterie) rencontra à un kilomètre environ de Buzancy, le 12e chasseurs à cheval français, suivi en

réserve par le 4e chasseurs d'Afrique. Un combat très vif s'engagea : le commandant du régiment français, lieutenant-colonel De la Porte fut blessé et pris. Les Saxons eurent un major et une trentaine d'hommes hors de combat. L'entrée en ligne de plusieurs régiments ennemis et de quelques batteries de la Garde décida à la retraite le 12e chasseurs qui avait été seul engagé. Les chasseurs d'Afrique restèrent en réserve sur l'ordre du général français prévenu de la rencontre.

Le contact était cette fois bien établi entre les deux adversaires : nous étudierons donc simultanément leurs mouvements, mais avant, il nous faut revenir en arrière et suivre les troupes françaises depuis leur départ de Reims.

II

Le 23 au matin, par une pluie qui détrempait le sol, l'armée du maréchal de Mac-Mahon commença son mouvement.

Le 7e corps (Douay) formait la droite, il porta ses deux premières divisions, sa cavalerie et l'artillerie à Dontrien et Saint-Martin-l'Heureux, la 3e division en arrière de Prosnes.

Le 1er corps (Ducrot) gagna Saint-Hilaire-le-Petit et Betheniville.

Le 5e corps (De Failly), s'établit à Pont-Faverger et à Selles.

Le 12e (Lebrun) formant la gauche, atteignit Saint-Masme et Heutrégéville.

A l'avant-garde de l'armée, la division de Margueritte gagna Monthois, avec la mission de garder les débouchés de l'Argonne.

Sur le flanc droit, la cavalerie Bonnemain couvrit la Suippe, aux environs de Vaudesincourt.

A sept heures du soir, un ordre venu du grand quartier général à Pont-Faverger, prescrivit de continuer la marche dans la direction Vouziers, Rethel.

Le 24, le 7e corps gagna Semide et Contreuve, le 1er Juniville et Ville-sur-Retourne, le 5e et le 12e à Rethel : le quartier général à Rethel. La cavalerie Margueritte demeura à Monthois, le général Bonnemain atteignit Pont-Faverger.

La nécessité de s'appuyer à une ligne de chemin de fer pour se ravitailler, le manque de tout centre d'approvisionnement, l'insuffisance manifeste de l'admistration de l'armée avaient forcé le maréchal de Mac-Mahon à prendre ainsi vers le Nord, au lieu de suivre une ligne plus directe. Les mêmes raisons firent perdre une partie de la journée du 25, consacrée à des distributions de vivres.

Le 7e corps atteignit seulement Vouziers, le 1er Attigny, le 5e Amagne.

Les troupes n'avaient donc avancé que de quelques kilomètres : encore le 12e corps, la cavalerie Bonnemain, et le quartier général demeurèrent-ils à Rethel.

Un ordre imprévu fit quitter aux chasseurs

d'Afrique du général Margueritte leur position de Monthois : ils furent envoyés à gauche, au Chêne-Populeux. La droite de l'armée, privée de ces utiles auxiliaires, ne fut donc plus suffisamment éclairée.



Le général de Failly (1).

Le 26, la marche fut reprise. Cette fois, on quittait le chemin de fer, et l'on se dirigeait plus fran-

(1) Le général de Failly (Pierre-Louis-Charles-Achille), né à Rozoy-sur-Serre (Aisne), en 1810. De retour de captivité il publia un mémoire intitulé : *Campagne de* 1870, *opérations et marches du* 5e *corps jusqu'au* 31 *août*, dans lequel il cherche à justifier la perte de la bataille de Beaumont.

Quand la limite d'âge vint l'atteindre, en 1875, il fut maintenu

chement vers l'est : Stenay était l'objectif indiqué.

Le 7e corps demeura à Vouziers, le 1er gagna Voncq et Montgon, le 5e atteignit le Chêne Populeux, le 12e Tourteron.

L'armée était donc obligée d'opérer une demi conversion sur sa droite, pour incliner à l'Est, après avoir marché au Nord. Ces mouvements étaient doublement fâcheux, ils fatiguaient inutilement les troupes, ils nous faisaient perdre enfin un temps précieux.

Le quartier général s'établit à Tourteron. Sur la demande du maréchal de Mac-Mahon, le prince impérial quitta l'armée et gagna Mézières.

Dans cette journée du 26, on devait reconnaître combien était regrettable l'ordre qui avait envoyé à la gauche de l'armée les chasseurs d'Afrique du général Margueritte si utiles à droite.

Le général Douai avait pour instruction de demeurer à Vouziers, afin de donner le temps au centre et à la gauche d'arriver à sa hauteur. La situation qu'il occupait en contact presque direct avec l'ennemi, dont on ne connaissait pas encore les mouvements, mais dont plusieurs faits indiquaient la présence, parut au général Douay commander certaines précautions. Aussi, bien que n'ayant pas d'ordres, il crut devoir faire passer son corps sur la rive droite de l'Aisne, en laissant seulement sur la rive gauche

dans la 1re section du cadre de l'état-major général, au lieu de passer dans la section de réserve, parcequ'il avait commandé en chef un corps d'armée devant l'ennemi. Il est mort le 15 novembre 1892. (D. L.)

une brigade de la division Liébert. La brigade Bordas de la division Dumont fut envoyée en avant, avec mission d'occuper Grandpré et Buzancy. Elle était soutenue par une batterie et le 4e hussards. Des reconnaissances rencontrèrent des parties ennemis à Fléville, Mare et Senuc. Comme nous l'avons vu précédemment, aucun combat ne fut engagé : nos cavaliers se replièrent sur Grandpré.

Le général Bordas, d'après les instructions reçues, avait dirigé un régiment, le 72e, sur Buzancy, et s'était porté avec le gros des troupes sur Grandpré. Devant cette menace, d'ailleurs peu sérieuse des Allemands qui n'avaient que quelques escadrons de cavalerie à nous opposer, le général Bordas ne crut pas devoir tenir : il prévint par un mot le commandant du 7e corps de la présence de forces ennemies *supérieures*. Sur cette indication, le commandant du 7e corps rappela le 72e, et détacha deux escadrons de lanciers à Grandpré, pour surveiller l'adversaire. Les renseignements précipitamment transmis faisant craindre une action sérieuse, le général Douay avertit le maréchal, envoya le général Dumont avec sa seconde brigade rallier et ramener les trois régiments du général Bordas : il se prépara, enfin, à livrer bataille dans ses positions de Vouziers. L'absence de la cavalerie Margueritte amenait donc un ralentissement de la marche, et causait aux soldats une fatigue inutile. Le 7e corps n'avait, en effet, rencontré, nous l'avons montré plus haut, que quelques escadrons de cavalerie ennemie.

Cependant, cette journée avait eu, malgré tout, un bon résultat : plusieurs hussards allemands étaient tombés en notre pouvoir, et par eux on avait appris la marche et la position approximative des armées du Prince Royal et du prince de Saxe. Le commandant Seigland, du 7e corps, se rendit auprès du maréchal de Mac-Mahon, et lui transmit les renseignements que l'on venait d'obtenir (1).

Le maréchal modifia, aussitôt, ses dispositions précédentes, il mit la cavalerie Bonnemain à la disposition du 7e corps. Le 5e corps fut dirigé du Chêne sur Buzancy ; le 1er de Semuy-Voncq sur Vouziers. Les hauteurs de Voncq furent occupées par la réserve sous les ordres du général de Bellemare. Le 12e corps s'avança de Tourteron sur le Chêne.

C'était là une position de combat, non plus de marche : trois corps en première ligne avec une division de cavalerie, le 12e corps en réserve avec les chasseurs d'Afrique. Un moment, en effet, le maréchal eut l'idée d'attendre les Allemands, et d'engager l'action. Il prescrivit même des travaux défensifs, et à Vouziers et Voncq notamment, le génie s'occupa à remuer la terre.

Le 27, les corps de l'armée française marchèrent pour occuper les divers emplacements qui venaient de leur être indiqués. Le 5e corps partit sur deux colonnes au point du jour pour gagner Buzancy, et former ainsi la gauche de la ligne française. Les

(1) *Belfort, Reims Sedan. Le 7e corps de l'armée du Rhin*, par le prince G. Bibesco.

2e et 3e divisions s'avancèrent sur Briquenay par Châtillon et Belleville, la 1re division prit la gauche avec la cavalerie Brahaut, et se dirigea sur Bar et Buzancy par Brieul-sur-Bar. Aux environs de Bar, la brigade de cavalerie de Bernis se heurta à une reconnaissance allemande. Nous avons dit précédemment quelques mots du combat de cavalerie qui suivit entre Bar et Busancy.

A la suite de cette action, le général de Failly dut modifier encore une fois son itinéraire ; des ordres du maréchal de Mac-Mahon lui prescrivaient de retourner à Brieul et Châtillon pour « suivre et couvrir une concentration de toute l'armée sur le Chêne et plus au nord. »

Le maréchal de Mac-Mahon avait renoncé à attendre la bataille à Vouziers. Mieux renseigné sur les forces écrasantes dont pouvait disposer l'ennemi, suffisamment instruit par l'expérience des obstacles qui l'attendaient, témoin attristé du manque de cohésion de son armée, le maréchal revint à son idée première, retourner à Paris.

C'est dans cette pensée qu'il indiqua à ses troupes les mouvements suivants :

5e corps sur Poix par le Chêne.

7e corps de Vouziers sur Vendresse.

Le 12e du Chêne sur Vendresse.

La cavalerie Bonnemain d'Amagne sur Launois, les chasseurs d'Afrique de Stonne sur Singly.

Tous les parc et les bagages sur Mézières.

Cette dernière ville était l'objectif du maréchal :

de là, on se retrouvait en communication avec la capitale.

L'empereur, consulté, approuva le projet de retraite.

Le duc de Magenta télégraphia, aussitôt à Paris, pour informer le ministre de la résolution adoptée. Les deux dépêches suivantes partirent du Chêne le 27. La première, adressée au maréchal Bazaine, était ainsi conçue :

Maréchal Mac-Mahon prévient maréchal Bazaine que l'arrivée du Prince Royal à Châlons le force à opérer sa retraite sur Mézières et de là à l'ouest, s'il n'apprend pas que le mouvement de retraite du maréchal Bazaine soit commencé.

Au moment où le maréchal de Mac-Mahon écrivait cette dépêche, il venait d'être averti, par le député des Ardennes, M. de Montagnac, que l'armée de Metz était toujours sous les murs de la place.

En outre, le maréchal expédiait à Paris la dépêche suivante :

Les 1re et 2e armées, plus de 200,000 hommes, bloquent Metz, principalement sur la rive gauche ; une force, évaluée à 50,000 hommes, serait établie sur la rive droite de la Meuse, pour gêner ma marche sur Metz. Des renseignements annoncent que l'armée du Prince Royal de Prusse se dirige aujourd'hui sur les Ardennes avec 50,000 hommes. Elle serait déjà à Ardeuil. Je suis au Chêne avec un peu plus de 100,000 hommes. *Depuis le 19, je n'ai aucune nouvelle de Bazaine* (1). Si je me porte à sa rencontre, je serai attaqué

(1) Nous soulignons à dessein ces mots, car il est essentiel d'appeler sur eux l'attention. Déjà, d'ailleurs dans un chapitre précédent,

de front par une partie des 1re et 2e armées, qui, à la faveur des bois, peuvent dérober une force supérieure à la mienne ; en même temps attaqué par l'armée du Prince Royal de Prusse me coupant toute ligne de retraite. Je me rapproche demain de Mézières, d'où je continuerai ma retraite, selon les événements, vers l'ouest.

Tout était exact et juste dans cette dépêche, tout sauf les effectifs de l'ennemi, bien supérieurs à ceux qu'annonçait le maréchal. Et cependant, loin de se rendre à ses raisons si concluantes, le ministre persista dans son opinion, et il adressa les deux dépêches suivantes à l'empereur et au maréchal de Mac-Mahon :

Paris, 27 août, 11 h. soir.

Guerre à empereur.

Si vous abandonnez Bazaine, la révolution est dans Paris, et vous serez attaqué vous-même par toutes les forces de l'ennemi. Contre le dehors, Paris se gardera. Les fortifications sont terminées. Il me paraît urgent que vous puissiez parvenir jusqu'à Bazaine. Ce n'est pas le Prince Royal de Prusse qui est à Châlons, mais un des princes frères du roi de Prusse, avec une avant-garde et des forces considérables de cavalerie. Je vous ai télégraphié ce matin deux rensei-

nous avons abordé cette délicate question, que deux mots suffiront à rappeler. Le 23, le général de Palikao avait reçu une dépêche du maréchal Bazaine d'une exceptionnelle gravité, puisqu'elle était de nature à arrêter la marche de l'armée de Châlons. Le ministre a déclaré qu'il avait jugé inutile de parler de cette dépêche au maréchal de Mac-Mahon, car il pensait qu'elle était parvenue au quartier général comme à Paris. Mais, le 27, devant cette phrase : *Depuis le* 19, *je suis sans nouvelles de Bazaine*, le général dut comprendre que, par suite d'une fatalité inexplicable, — ou du moins inexpliquée, — la dépêche n'était pas arrivée à son adresse. Et cependant, pas plus e 27 que le 23, le ministre ne parla de cette dépêche !

gnements qui indiquent que le Prince Royal de Prusse, sentant le danger auquel votre marche tournante expose et son armée et l'armée qui bloque Bazaine, aurait changé de direction, et marchait vers le nord. Vous avez au moins trente-six heures d'avance sur lui, peut-être quarante-huit. Vous n'avez devant vous qu'une partie des forces qui bloquent Metz, et qui, vous voyant vous retirer de Châlons à Reims, s'étaient étendues vers l'Argonne. Votre mouvement sur Reims les avait trompés comme le Prince Royal de Prusse. Ici, tout le monde a senti la nécessité de dégager Bazaine, et l'anxiété avec laquelle on vous suit est extrême.

Paris, 28 août, 1 h. 30 matin.

Guerre à maréchal Mac-Mahon,

Au nom du Conseil des ministres et du Conseil privé, je vous demande de porter secours à Bazaine, en profitant des trente heures d'avance que vous avez sur le Prince Royal de Prusse. Je fais porter le corps de Vinoy sur Reims.

Une partie du corps Vinoy, la division d'Exea, se trouvait déjà à Reims.

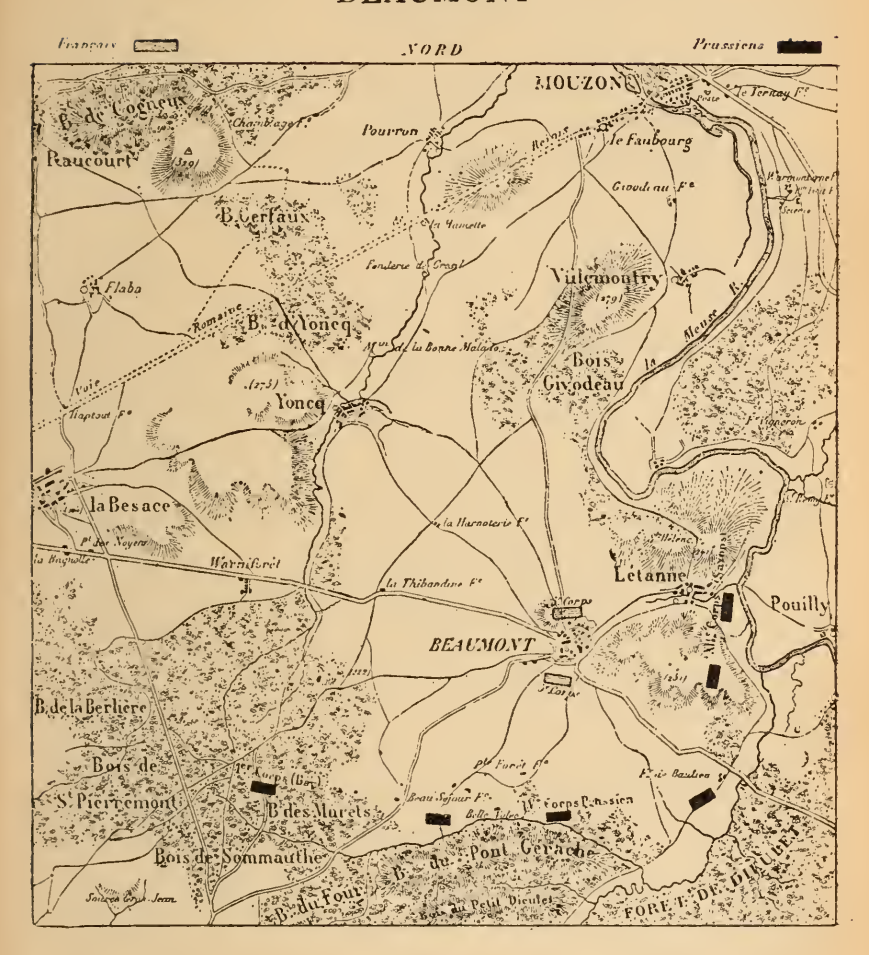
Le maréchal de Mac-Mahon céda devant ce grand mot : la raison d'État, invoquée par le ministre.

Le 28 au matin, de nouveaux ordres furent expédiés pour reprendre la direction de Montmédy. En voici le résumé :

Le 5e corps, tenant maintenant la tête à droite, se dirigea sur Nouart par Buzancy. Le 7e, suivant le 5e, campera en avant de Buzancy.

En tête de la colonne de gauche, le 12e corps s'avancera du Chêne sur Stonne et la Besace ; le 1er corps, en seconde ligne, arrivera de Vouziers au Chêne. La cavalerie Bonnemain se trouvera du côté des grandes Armoises; plus à gauche encore, les chasseurs d'Afrique du général Margueritte battront le pays

BEAUMONT



dans la direction de Mouzon. Cette dernière direction fut ensuite modifiée, et le maréchal indiqua Sommanthe, au sud-est de Beaumont, à la place de Mouzon.

La marche s'exécuta dans de déplorables conditions : les hommes fatigués de ces contre-temps, de ces ordres opposés, mal pourvus de vivres, piétinaient sur le sol détrempé par une pluie incessante. Tous ces jeunes soldats, rappelés depuis peu sous les drapeaux, mal encadrés, peu disciplinés, exprimaient hautement leur mécontentement. Avec les privations et la fatigue, l'inquiétude et la méfiance étaient entrées dans les rangs. Lentement, comme à regret, les hommes se traînaient sur les routes, lisant sur le visage de leurs chefs les soucis qui les assiégeaient. Durand les haltes, on écoutait les récits des paysans qui voyaient des Prussiens partout : sombres récits ! ici, un village brûlé ; là, des habitants fusillés sans pitié. Autour de soi, on sentait comme un réseau d'ennemis !

Puis une confusion sans nom, les colonnes se mêlaient, se croisaient, amenant des encombrements inextricables d'hommes, de caissons, de chevaux embourbés.

Si le général de Palikao avait pu être témoin de ce désordre, s'il avait vu cette marche, il aurait compris combien il est excessif de demander à des troupes jeunes, sans cohésion, sans énergie, sans administration, de gagner de vitesse des soldats victorieux, confiants, bien pourvus.

Le 5e corps, arrivé vers neuf heures du matin à Boult-aux-Bois, se trouva en présence de l'ennemi, qui marchait sur Stenay. La brigade Maussion fut aussitôt envoyée sur le plateau voisin de Briquenay,

à droite de la route. La division Goze se déploya sur un second plateau, parallèlement à la vallée qui fait face à Buzancy; la division Lespart demeura en réserve. La cavalerie se jeta sur la gauche, et attaqua les escadrons ennemis, qui canonnés par quelques pièces, se retirèrent au delà de Buzancy.

Le général de Failly reçut à ce moment du commandant en chef les instructions suivantes, datées du Chêne :

Il est de la plus haute imp tance que nous traversions la Meuse le plus tôt possible ; poussez donc ce so r dans la direction de Stenay, aussi loin que vous pourrez. Le général Douay, qui vous suit, a été invité à suivre votre dernière colonne ; il campera au delà de Bar. Si l'ennemi vous force à quitter momentanément la grande route, faites-le connaître au général Douay, pour que sa tête de colonne prenne la même direction. Nous marchons sur Montmédy, pour délivrer le maréchal Bazaine. Attendez-vous demain à rencontrer une vive résistance pour enlever Stenay...

Le général de Failly (1) envoya aussitôt un officier au général Douay, qui arrivait seulement à Boult-aux-Bois. Le commandant du 7e corps déclara qu'il était impossible à ses troupes épuisées de pousser plus avant.

Vers trois heures, le 5e corps reprit sa marche pour exécuter les ordres du maréchal. A huit heures du soir, la division Lespart, retardée par le mauvais état des routes, rendues presque impraticables par une pluie persistante, atteignit le plateau de Bois-

(1) *Opérations et marches du* 5e *corps*, par le général de Failly.

des-Dames. Le reste du corps d'armée campa dans la plaine, à Belval. Un officier du quartier général transmit le soir au général de Failly l'ordre de continuer sur Beaufort et Beauclair, et d'attendre, dans ces positions, de nouvelles instructions relatives à l'attaque de Stenay.

Le 7e corps avait, le 28 au soir, ses troupes campées : la 1re division à Quatre-Champs ; la 3e à Belleville ; le reste à Boult-aux-Bois.

Le 1er corps était au Chêne.

Le 12e corps, après une marche de dix-huit heures, était arrivé à la Besace.

Sur la droite, plusieurs escarmouches avaient eu lieu. Aux environs de Germont, la 13e brigade de cavalerie allemande avait échangé des coups de feu avec nos avant-postes. Près de Harricourt, des patrouilles de cavalerie de la Garde prussienne et du 12e corps avaient été rejetées par la brigade du général Grenier et la cavalerie de Bernis. A Nouart, l'action fut un peu plus sérieuse : une reconnaissance saxonne essuya quelques décharges de mitrailleuses, mais elle parvint à se rendre compte de notre marche sur Stenay. A Bois-des-Dames, un détachement saxon fut chassé par une compagnie de la division de Lespart. Dans la soirée enfin, des coups de feu furent échangés dans la direction de Nouart. Aucune de ses actions n'avait la moindre importance sans doute ; mais elles prouvaient qu'une bataille était imminente.

Tandis que nous perdions notre temps, en effet,

en marches et en contre-marches, les Prussiens, obéissant à un plan bien dessiné, avaient gagné du terrain.

Le 27, les deux armées occupaient les positions suivantes : 4e ARMÉE : Le 12e corps entre Dun et Stenay. Des travaux avaient été commencés par les pionniers pour mettre Dun en état de défense ; la Garde à Montfaucon, le 4e corps à Froméréville et Germonville. 3e ARMÉE : Le 1er corps bavarois à Rarecourt, le 2e à Froidos, le 5e à Sainte-Menehould, la division wurtembergeoise à Vieil-Dampierre, le 11e à Givry en Argonne, le 6e à Saint-Jean-de-Possesse.

Dès ce moment, il était facile de deviner que, fidèles à leur tactique habituelle, et profitant de l'avantage du nombre, les Allemands allaient chercher à envelopper l'armée du maréchal de Mac-Mahon, arrêtée sur la Meuse par le 12e corps, et la Garde, prise de flanc sur sa droite par les deux corps bavarois et le gros de la 4e armée, et attaquée de revers par les corps de la 3e armée. Et, comme si ces 230,000 hommes n'étaient pas suffisants pour venir à bout des 100,000 Français, le 2e et le 3 corps reçurent l'ordre de quitter leurs positions autour de Metz, pour rejoindre l'armée de la Meuse. Cet ordre ne tarda pas, il est vrai, à être rapporté.

Dans la journée du 28, les différents corps de la 4e armée allemande se trouvaient : le 12e toujours entre Dun et Stenay, la Garde à Banthéville avec son avant-garde à Remonville, le 4e corps à Montfaucon, la cavalerie à Nouart, à Beaumont, Busancy,

Grandpré, Vouziers, nous pressant à la fois de front et sur notre flanc droit.

De la 3e armée, le 1er corps bavarois était à Varennes, le 2e à Vienne, le 5e corps à Berzieux et à Ville-sur-Tourbe, le 11e à Courtemont, le 6e à Sainte-Menehould. L'armée de la Meuse avait mis à la disposition de la 3e armée les 5e et 6e divisions de cavalerie qui prenaient position à Autry, à Grandpré et à Monthois, puis à Vouziers ; la 4e division de cavalerie s'avançait jusqu'à Leval, la 2e gagnait Suippes de Châlons.

Le plan du général de Moltke s'exécutait donc sans obstacles : les corps allemands formaient un vaste demi-cercle autour de l'armée française qui se trouvait prise comme dans un filet. Chaque jour, l'étreinte se resserrait.

Le moment décisif était proche.

Mais, pour recueillir tous les fruits de cette sage tactique, il était essentiel de ne rien risquer avant la journée du 29, afin de permettre à la 3e armée de joindre la 4e. Les instructions transmises au prince de Saxe, commandaient donc de concentrer sur la rive gauche tous les corps de l'armée de la Meuse, et de choisir une bonne position défensive.

En conformité de ces ordres, le 12e corps, formant l'aile droite, devait s'établir entre Aincreville et Cléry-le-Grand. A l'aile gauche, la Garde avait son objectif au sud de Benthéville, le 4e corps à Nantillois. La cavalerie seule devait rester en contact avec les Français sur la route Vouziers-Buzancy-Nouart.

La 3e armée était chargée d'occuper la ligne Grandpré-Monthois.

Les 5e et 6e divisions de cavalerie marchèrent sur Semuy-Attigny et envoyèrent des patrouilles à Rethel et à Faux, où le chemin de fer de Mézières fut coupé sur une étendue de 150 mètres. La 4e division gagna Voncq. Les différents corps devaient s'établir : le 1er bavarois à Saint-Juvin et à Sommerance, le 2e à Fléville, le 5e à Grandpré, le 11e à Senuc, les Wurtembergeois à Vaux-lès-Moujon, le 6e à Vienne, enfin la 2e division de cavalerie Manre. Le quartier général s'établit à Grandpré.

Le mouvement ordonné à la 3e armée s'effectua sans rencontre. Quant à la 4e armée, dès huit heures du matin, elle occupait les emplacements qui lui avaient été indiqués.

La veille, le maréchal de Mac-Mahon avait ainsi, que nous l'avons dit, donné contre-ordre au général de Failly, et lui avait prescrit d'attendre de nouvelles instructions pour marcher sur Stenay. Le maréchal avait reçu, en effet, de ses avant-postes et de Sedan, des renseignements suffisamment précis sur la position de l'ennemi. Comprenant que le passage de la Meuse à Stenay présentait des difficultés trop grandes, il avait résolu de s'élever au nord pour franchir la rivière à Mouzon. Dans cette pensée, il indiqua aux différents corps les emplacements à gagner : le 12e corps devait s'avancer de la Besace sur Mouzon ; le 1er corps du Chêne sur Raucourt ; le 5e du Bois-des-Dames et Belval sur Beaumont; le 7e de Boult-aux-

Bois sur la Besace. La cavalerie Bonnemain des Grandes-Armoises à Raucourt, les chasseurs d'Afrique de Sommauthe à Mouzon.

Le 12e corps, le 1er et la cavalerie purent occuper les positions prescrites. Mais il n'en fut pas de même du 7e et du 5e corps.

Dès le matin, les avant-postes du 7e corps rencontrèrent les Allemands. Arrivés à Authe, les Français furent entourés par la cavalerie. La division Dumont se forma aussitôt pour l'attaque ; mais l'ennemi refusa l'action, se bornant à surveiller et à suivre tous nos mouvements. La marche fut reprise ; mais, à chaque instant on s'attendait à combattre. Dans ces conditions, il était impossible de faire beaucoup de chemin : il fallut renoncer à gagner la Besace, et s'arrêter à Oches : les 1re et 2e divisions au nord du village, avec l'artillerie ; la 3e en arrière-garde au sud : les charrois dans le village. Le 7e corps est chargé d'escorter un convoi de 1,500 voitures, qui ajoutait aux embarras et aux fatigues.

Ajoutons que la situation du 7e corps s'opposait à un effort énergique. Non-seulement les troupes du général Douay bivouaquaient dans la boue, — c'était malheureusement la condition générale, — mais, depuis deux jours, elles n'avaient pas reçu de distributions régulières (1).

Pour le 5e corps, la journée du 27 devait avoir de plus graves conséquences.

(1) Wachter. — *La Guerre de* 1870-71.

Le maréchal avait envoyé un officier de son état-major, le capitaine de Grouchy, au général de Failly, pour lui odonner de ne pas continuer sur Stenay. Cet officier fut, malheureusement, enlevé par une



Le général de Mac-Mahon (1).

patrouille allemande. Le commandant du 5e corps attendit jusqu'à dix heures, puis ne recevant rien, il

(1) Marie-Edme-Patrice, comte de Mac-Mahon, duc de Magenta, né à Sully-sur-Loire, le 13 juin 1808. Descendant d'une vieille famille irlandaise, il était le fils d'un lieutenant-général qui fut pair de France sous la Restauration. Après la guerre le maréchal fut placé à la tête de l'armée de Versailles qui réprima l'insurrection de la commune. Le 24 mai 1873, il fut élu président de la République à la suite de la démission de M. Thiers ; le 30 janvier 1879, il donna sa démission et disait dans le message qu'il adressa à la Chambre et au Sénat. « En quittant le pouvoir, j'ai la consolation de penser

pensa que le maréchal était revenu à l'idée d'occuper Stenay, et donna des ordres pour que le mouvement fût repris.

Le 5e corps s'avança en deux colonnes : la première formée par la division Lespart et la cavalerie Brahaut marcha sur Beauclair par Bois-des-Dames et Champy.

La deuxième colonne (divisions Goze et Labadie avec l'artillerie de réserve) prit pour objectif Beaufort.

Au moment où les avant-postes débouchaient des hauteurs de Bois-des-Dames, vers onze heures et demie, ils furent accueillis par le feu de l'artillerie ennemie, postée à 3,000 mètres, près de la route Nouart-Stenay.

Comment les troupes du prince de Saxe pouvaient-elles se trouver dans cette direction, alors que nous les avons vues se conformer aux prescriptions du quartier général et se concentrer sur la rive droite de la Meuse ? C'est ce que peu de mots suffiront à expliquer.

que durant les cinquante-trois années que j'ai consacrées au service de mon pays, comme soldat et comme citoyen, je n'ai jamais été guidé par d'autres sentiments que ceux de l'honneur et du devoir et par un dévouement absolu, à la patrie. » A partir de cette époque le maréchal se retira complètement dans la retraite Il est mort le 17 octobre 1893, au château de La Forest (Loiret). Le corps du maréchal fut ramené à Paris, où le 22 octobre, ses obsèques furent célébrées aux frais de l'Etat avec une imposante solennité, et ses restes furent déposés aux Invalides. (D. L.)

A huit heures du matin, le prince de Saxe avait terminé le mouvement qui lui avait été ordonné, lorsqu'il apprit à Cunel que les Français avaient, pendant la nuit, évacué Bar et Nouart, et remontaient plus au nord. Il prescrivit aussitôt à la 4e armée de s'avancer sur la route Buzancy-Stenay, la Garde marchant sur Buzancy, le 12e corps sur Nouart, le 4e formant réserve à Rémonville et Bayonville. La cavalerie devait battre le pays aux environs de Beaumont.

C'était aux avant-postes du 12e corps que les troupes du général de Failly venaient de se heurter. La 46e brigade saxonne occupait la ligne des hauteurs de Barricourt à Nouart avec un régiment de cavalerie et deux batteries.

Au nord de Nouart, se trouvent des hauteurs, près du village de Champey. Le général de Lespart déploya aussitôt deux compagnies en tirailleurs, qui tinrent l'ennemi en respect, et prit position. Au bruit du canon, la seconde colonne s'avança, mais très lentement, à cause des difficultés du terrain. Vers midi et demi, les 1re et 2e divisions s'établirent sur le plateau, et l'artillerie française répondit aux pièces saxonnes.

L'ennemi n'avait d'abord engagé que sa cavalerie, qui, vigoureusement reçue, ne tarda pas à se replier. Après une assez vive canonnade, les Saxons firent attaquer le village de Champey, que tenait le 17e de ligne français, soutenu par le 27e et le 19e chasseurs. Le 103e régiment saxon, puis le 102e débouchèrent des bois, et attaquèrent de front ; mais ils furent

rejetés, après avoir essuyé le feu des batteries françaises qui les prenaient de front et d'écharpe. La position semblant trop forte pour être enlevée facilement, l'ennemi voulut la tourner ; il venait d'ailleurs de recevoir deux brigades de renfort (45e et 48e). Les régiments saxons reçurent l'ordre de prendre par Fossé, à l'ouest, et Beauclair, à l'est, de façon à menacer nos deux flancs. Mais, pendant l'engagement, le général de Failly avait reçu enfin le double des ordres du matin ; il arrêta donc le combat, abandonna la direction de Stenay, et se dirigea sur Beaumont. Une batterie de 30 pièces prit position en arrière, et canonna vigoureusement l'ennemi, tandis que la retraite s'opérait par Sommauthe et Belval. Ce combat ne nous avait pas coûté plus de 300 hommes. Les Saxons avaient eu 355 hommes et 12 officiers hors de combat. Mais cette action avait ajouté encore à la fatigne et à la démoralisation des troupes, obligées d'accomplir une marche forcée. Ce ne fut qu'à cinq heures du matin, en effet, que les troupes arrivèrent à leurs campements, après avoir semé la route de traînards.

Le soir du 29 août, le mouvement des deux armées allemandes pouvait être considéré comme terminé. Les projets du maréchal de Mac-Mahon étaient en partie connus de l'état-major prussien, et les papiers trouvés dans la matinée sur le capitaine de Grouchy avaient complété, quelquefois même rectifié les renseignements transmis par les reconnaissances. Quelques erreurs assez notables se glissaient cepen-

dant dans les calculs du général de Moltke; pour n'en citer qu'une, les Saxons avaient transmis cette indication que pas un corps français n'avait passé la Meuse, et le 12e corps, ainsi que les chasseurs d'Afrique de la division Margueritte occupaient déjà Mouzon. Dans ces conditions, il était nécessaire de tout combiner pour l'action prochaine. Le 29 au soir, un conseil de guerre fut tenu au quartier général du roi, à Grandpré ; à onze heures, des instructions détaillées furent envoyées aux commandants de corps, prescrivant d'engager l'action dans la direction de Beaumont.

L'armée de la Meuse devait marcher sur la ligne Beauclair-Fossé, soutenue par les deux corps bavarois ; la 3e armée avait pour mission de se tenir sur la gauche, afin de fermer aux Français la retraite par l'ouest.

Les ordres étaient ainsi établis :

Dans la 4e armée, le 12e corps, à l'aile droite, s'avancera entre deux colonnes : la première, par Beauclair et Laneuville, sur Beaulieu ; la seconde, par Beaufort et la forêt de Dieulet, sur la ferme de la Belle-Tour. Le 4e corps, à l'aile gauche, marchera par Barricourt, Nouart, Champey, le bois de Belval, sur la ferme de Belle-Tour.

La Garde s'avancera sur Nouart. Dans la 3e armée, le 1er corps bavarois se dirigera sur Beaumont par Buzancy et Sommauthe : le 2e corps marchera en réserve derrière le 1er.

Le 5e corps marchera par Briquenay et Authe sur

Saint-Pierremont et Oches, la division wurtembergeoise se portera au-delà de Châtillon et du Chêne, le 11e corps sur le Chêne : la 5e division de cavalerie par Quatre-Champs sur Châtillon, la 2e sur Buzancy, la 6e sur Semuy, le 6e corps, enfin, devra occuper Vouziers, pour couvrir le flanc gauche de l'armée contre le corps de Vinoy dont on annonçait l'approche, sans pouvoir préciser la direction suivie.

D'après les instructions du maréchal de Mac-Mahon, cette journée du 30 que le général de Moltke avait fixée comme date de la première action, devait être employée à franchir la Meuse : le 1er corps à Remilly, le 7e à Villers devant Mouzon, le 5e à Mouzon ; la position de Carignan devait être atteinte par les troupes. Le corps Ducrot et la division de cavalerie Bonnemains ne rencontrèrent pas l'ennemi, et purent arriver sans encombre à Remilly où ils trouvèrent deux ponts établis par le génie. Nous allons avoir plus loin à signaler l'insuffisance de ces moyens de passage.

Le corps du général Douay, retardé par ses bagages, ne put commencer son mouvement qu'assez tard : le maréchal de Mac-Mahon se rendit auprès du général Douay, pour activer la marche. Afin de diminuer l'encombrement, deux autres directions par Yoncq et Autrecourt furent indiquées au 7e corps : à neuf heures du matin, il ne restait plus en arrière que la division Dumont au sud-est de Verrières. Vers midi, la brigade Bittard des Portes fut attaquée par l'avant-garde du 5e corps prussien (3e armée) qui s'était avancée par Germont. Les batteries ennemies,

couvertes par le 4e dragons, avaient pris position sur la pente occidentale de la hauteur d'Oches. L'infanterie prussienne se plaça à gauche de l'artillerie et aussi sud d'Oches. L'avant-garde allemande, sous les ordres du général de Voigts-Rhetz, comprenait cinq bataillons d'infanterie, deux régiments de cavalerie et deux batteries.

Les tirailleurs français se déployèrent aussitôt, et une batterie se plaça à l'ouest de la Berlière. Le général Douay donna l'ordre de cesser le feu, et de poursuivre le mouvement de retraite, au moment même où l'avant-garde ennemie, rejointe par le gros des forces, engageait une nombreuse artillerie, et se préparait à attaquer.

Au delà du défilé de Stonne, le 7e corps entendit le canon dans la direction de Beaumont : il était évident que le 5e corps était sérieusement attaqué ; mais les ordres du maréchal étaient formels : il fallait à tout prix passer la Meuse le jour même, la marche continua : les deux premières colonnes filèrent, l'une par Huttes-lès-Raucourt sur Raucourt, l'autre sur Mouzon par la Besace et Yoncq. La brigage Bittard des Portes rencontra l'ennemi, un peu avant trois heures, mais les mitrailleuses suffirent à arrêter les Allemands qui n'avaient que de la cavalerie.

Une brigade de la division Conseil-Dumesnil se trompa de route, et au lieu de se diriger sur Yoncq, continua dans la direction de Beaumont. A peu de distance de Varniforêt, elle se heurta contre la division bavaroise Papenheim. Les Français se formè-

rent en toute hâte, les 3e et 21e de ligne parvinrent à arrêter l'ennemi, et à permettre au convoi de s'échapper, mais nos pertes furent relativement sérieuses : les deux généraux Betteville et Morand qui dirigeaient la brigade, « jusqu'à ce qu'on l'eût dédoublée par l'arrivée de nouveaux régiments de marche attendus (1), » furent grièvement blessés. Quelques renforts envoyés par la seconde colonne du 7e corps, soutinrent la retraite qui s'opéra dans le plus profond désordre.

Le général Conseil-Dumesnil avait franchi la Meuse vers trois heures à Villers.

Le général Douay avait pour instruction de gagner également Villers, mais il pensa qu'il pouvait être sur ce point prévenu par l'ennemi, et il se dirigea sur Remilly. Inspiration heureuse, car dès quatre heures les Prussiens détruisaient le pont de Villers.

A Remilly, on trouva le 1er corps et la cavalerie Bonnemains qui continuaient lentement le passage de la Meuse : les deux divisions du 7e corps prirent position en face du défilé, attendant impatiemment de pouvoir traverser sur l'autre rive. Ce ne fut qu'à dix heures du soir que le 1er corps et la cavalerie eurent terminé. Affaissé par le poids des voitures, le pont était devenu dangereux, d'autant plus que les inondations tendues à Sedan élevaient le niveau de la Meuse. L'encombrement était tel, écrit M. Wachter,

(1) Lecomte. — *Relation historique de la guerre franco-allemande.*

que les corps mirent six heures en moyenne pour franchir les quatre kilomètres qui séparent Remilly de Douzy sur la Chiers ; et dire que l'état-major français ne pensait pas au magnifique pont du chemin de fer situé en face de Bazeilles, à trois quarts de lieues de Remilly.

Les chevaux effrayés de ne pouvoir distinguer ce plancher mouvant caché sous les eaux, et qui se dérobe sous leurs pieds à chacun de leurs pas, n'avancent qu'avec répugnance, les oreilles dressées. Droits sur leurs étriers, enveloppés dans leurs grands manteaux blancs, les cuirassiers passent silencieux : ils semblent portés par les eaux. Deux feux allumés sur chacune des rives, aux deux extrémités du pont, éclairent seuls, de leur lumière blafarde, hommes et chevaux ; leurs flammes se reflètent d'une façon étrange, dans les casques brillants des cavaliers et donnent à ce spectacle quelque chose de fantastique (2).

A deux heures du matin, l'artillerie et deux régiments du 7e corps avaient seuls pu effectuer leur passage. A ce moment, le général Douay reçut de nouvelles instructions du maréchal : l'armée devait se concentrer sous les murs de Sedan. Au reçu de cet ordre, le commandant du 7e corps prescrivit au général Dumont de faire continuer le passage de sa seconde brigade à Remilly, et il se dirigea, avec la division Liébert et l'artillerie de réserve, vers Sedan par la rive gauche. A cinq heures du matin, les troupes exténuées, arrivèrent dans la place.

Reste le 5e corps, dont nous devons plus spéciale-

(2) Prince Bibesco. — *Belfort. Reims, Sedan. — Le 7e corps de armée du Rhin.*

ment nous occuper, car cette journée du 30 août avait été, pour lui, particulièrement funeste.

III

Les troupes du 5e corps étaient entrées à Beaumont dans la nuit du 29 au 30, fatiguées par une marche pénible, découragées par ce contact constant avec l'ennemi. Aussi, au lieu de songer que les Prussiens, éloignés seulement de cinq kilomètres, pourraient bien attaquer, au lieu de prendre les précautions que commandait la plus élémentaire prudence, du soldat au général, chacun n'eut qu'une préoccupation : se reposer. Pas de grand'garde placée, pas d'avant-postes, pas de reconnaissances, pas un coup d'œil jeté sur la carte, pour étudier les positions. Au sud de la ville, au bas des pentes de Dieulet, la division Goze campa avec quelques régiments de la division Guyot de Lespart ; au nord, le reste de la division Lespart, la brigade qui restait au général Labadie (la brigade Lapasset était, on s'en souvient, restée à Metz), l'artillerie et le génie.

Située sur les derniers versants de l'Argonne, la petite ville de Beaumont est dominée, entourée de toute part par une ceinture de collines et de bois. Au sud, c'est l'épaisse et profonde forêt de Dieulet, qui forme comme un amphithéâtre. Au nord, les *Glorieltes*, collines élevées qui courent sur un espace de 1,500 mètres vers l'est, et s'arrêtent brusquement à

la Meuse. A l'ouest, la ville communique avec l'intérieur de l'Argonne. Un coup d'œil jeté sur le terrain indiquait donc la nécessité d'occuper fortement les Gloriettes. De cette position dominante, on pouvait reconnaître l'approche de l'ennemi, obligé de s'engager sur une pente de près de trois kilomètres.

Faut-il croire à cette raison étrange exposée dans un livre bizarre, heurté, mais contenant aussi nombre de détails précis et de faits intéressants (1) ?

... Si tout le corps d'armée avait campé au nord de Beaumont, l'état-major et les officiers supérieurs n'eussent pas pu prendre leur logement dans le bourg, y coucher et y déjeuner le lendemain. Car il est contraire à toute règle que l'état-major forme l'arrière-garde, et s'expose à être enlevé par l'ennemi.

L'artillerie et les munitions étaient dans un pli de terrain.

Le 30, à cinq heures du matin, le maréchal de Mac-Mahon arriva à Beaumont, et pressa le général de Failly de continuer sa route. Les troupes étaient fatiguées, il est vrai, mais Mouzon ne se trouve qu'à deux lieues, et il importait de mettre la Meuse entre nos troupes et l'ennemi. Le général de Failly ne comprit pas le danger imminent, cependant.

A neuf heures, écrit le commandant du 5e corps dans sa brochure, tous les généraux de division, tous les chefs de service se réunirent, et les différents rapports ne signalèrent aucuns détails particuliers qui pussent faire supposer que la marche du 5e corps eût été suivie

(1) *L'armée de Mac-Mahon et la bataille de Beaumont*, par M. Defourny, curé de Beaumont.

par l'ennemi. Les grand'gardes placées n'avaient pas signalé sa présence, et les renseignements recueillis donnaient lieu de penser qu'il avait continué sa marche sur Stenay.

De quels rapports, de quelles grand'gardes, de quels renseignements parle le général de Failly? Étranges rapports que ceux qui assurent que l'ennemi n'a pas suivi notre marche, et qu'il a pris une autre direction, alors qu'il n'a pas cessé d'être en contact avec nous. Étranges avant-postes enfin que ceux qui tout à l'heure laisseront les Prussiens s'avancer, et surprendre cette masse confuse!

Il faut malheureusement constater que le général de Failly fut prévenu plusieurs fois de l'arrivée des Allemands. Les noms ont été publiés de ceux qui, depuis le matin, se rendirent auprès du général et l'avertirent; mais ces avis « n'excitèrent que des railleries ».

Vers midi, les chevaux sont à l'abreuvoir, les hommes à la maraude ou en corvée, lorsqu'un cri terrible se fait entendre : « l'ennemi ». Un premier coup de canon est tiré : nous sommes surpris!

En un instant, le désordre est au comble : les soldats sont découragés avant de combattre, les habitants s'enfuient vers le nord, les officiers cherchent leurs troupes, le général et son état-major interrompent leur déjeuner, et pour que pas une note, même burlesque, ne manque à ce tableau, un officier supérieur s'écrie : « Voilà notre artillerie qui s'exerce ».

Mais, même surpris, même mal commandés, nos soldats se battent. Régiments par régiments, ou

mieux compagnies par compagnies, les rangs se forment, les troupes se jettent au feu, et engagent un combat décousu, sans but, mais meurtrier.

Les Prussiens ont débouché des bois par quatre ou cinq chemins forestiers.

A la droite, la 23e division saxonne avec la réserve d'artillerie du 12e corps ; au centre, la 24e division marchant sur la ferme de Belle-Tour. A l'aile gauche, la 8e division du 4e corps s'est avancée par Belval, à travers le bois du Petit-Dieulet, suivie de la 7e division. Près du hameau de Petite-Forêt, le capitaine prussien Wermelskirch, qui commande la batterie d'avant-garde, met ses pièces en position ; quatre autres batteries viennent successivement les soutenir. A douze cent mètres de là, sur la droite, en avant de la Belle-Tour, cinq batteries tirent également sur le camp français.

Au nord de la ville, nos troupes que n'atteint pas encore le feu de l'ennemi, s'établissent sur les hauteurs de la Thibaudine, de Moulin-à-Vent et de la Harnoterie ; mais au sud, les obus tombent de tout côté, le désordre est au comble.

Cependant, la brigade Saurin et une partie de la brigade Fontanges, la brigade Nicolas, s'efforcent de résister. Chose triste à dire, pas un général n'est présent ; le colonel de Béhagle, du 11e de ligne, prend le commandement, mais il est tué aussitôt. On lutte au hasard, les hommes se dispersent en tirailleurs, s'abritent du mieux qu'ils peuvent. Les 86e, 61e, 68e, 11e et 46e sont là, les soldats confondus. Pas une pièce

ne les appuie, mais l'action du chassepot est si énergique, que trois fois les Prussiens reculent ; une compagnie du régiment du Schleswig-Holstein, n° 86, lâche pied, en montant la colline, entre la Petite-Forêt et l'Hospice. Quelques-uns de nos soldats du 61e, emportés par leur ardeur, vont se faire tuer à la lisière du bois. Nos pertes sont cruelles ; le 68e perd son chef, le lieutenant-colonel Paillier, trois chefs de bataillon, trente officiers et 753 hommes. Le colonel Berthe, du 86e, est gravement blessé ; le commandant de Lacvivier, du 46e, est atteint.

Cependant, quelques pièces françaises parviennent à se mettre en batterie au delà du bourg, derrière le Moulin-à-Vent, et tirent sur la maison de l'Hospice, près de la Petite-Forêt : c'est là que s'abritent les Prussiens.

Mais, après une heure un quart de lutte, les Français sont forcés de reculer : ils gagnent les hauteurs situées au nord de la ville.

Vers deux heures, l'ennemi paraît sur trois colonnes devant Beaumont : l'une de ces colonnes traverse le bourg : les deux autres passent de chaque côté. L'artillerie suit à fond de train, et se place à gauche et sur la route du Chêne. A droite, les Saxons tirent de Létanne. A l'aile gauche, les Bavarois du 1er corps, depuis longtemps entrés en ligne, soutiennent le feu contre la Harnoterie, où le général Fontanges a rallié sa brigade. Pendant plus d'une heure, le feu des chassepots, de l'artillerie et des mitrailleuses postées sur le monticule, en arrière de Beaumont, arrête les

Allemands sur la pente qui s'élève jusqu'aux collines du nord. A trois heures, enfin, les Français, menacés sur leur droite par les Bavarois, tournés sur leur gauche par les Saxons, qui se glissent le long de la Meuse, pour leur couper la retraite; attaqués de front par le 4e corps prussien, battent en retraite, et abandonnent la ferme de la Harnoterie, incendiée par les obus allemands.

Les Saxons établissent une batterie de vingt-quatre pièces sur la colline de Sainte-Hélène et tirent sur nos troupes qui se retirent par les hauteurs de Failly et de la Sartelle sur Villemontry et Mouzon. Après avoir inutilement tenté de tenir sur chaque colline, les Français s'arrêtent enfin sur le mont de Brenn, qui a une longueur d'environ deux kilomètres, et dont l'extrémité septentrionale vient mourir au faubourg de Mouzon. Les Prussiens, qui nous suivent pas à pas, placent leurs pièces sur la hauteur boisée du Faîté. A la gauche française, le 88e de ligne tient une ferme située à trois kilomètres environ de Mouzon. Une brigade du 12e corps, commandée par le général Cambriels, est envoyée de Mouzon pour protéger la retraite. Le 5e cuirassiers traverse la Meuse à gué, et reçoit l'ordre de charger. Cette charge paraît au colonel de Contenson aussi inutile que dangereuse : il en fait l'observation, mais l'ordre est maintenu. Il s'élance alors, en tête de ses escadrons, est ramené en arrière, et se précipite de nouveau au milieu de la fumée qui indique la présence des Allemands. Le colonel est tué, et avec lui tombent le lieutenant-colo-

nel et un chef d'escadron. Quelques hommes s'échappent seuls ; ils se dirigent vers la Meuse au galop, arrachent leur cuirasse, et se jettent dans la rivière, où les balles prussiennes ne les épargnent pas (1).

Enveloppée dans le flot des fuyards, la brigade Cambriels ne peut se déployer, elle recule, mais avec ordre, et s'arrête enfin aux portes de Mouzon où une barricade a été formée avec quelques charrettes pleines de pierres : le 58e et le 22e, soutenus par deux pièces de 4 et par une batterie établie au-dessus de Mouzon, entretiennent vigoureusement le feu, pour donner le temps de s'écouler à cette masse confuse, dans laquelle tous les régiments sont confondus. Le pont ne peut suffire ; en aval, le gué du Pré-des-Bœufs est signalé, la cavalerie et l'artillerie se précipitent, mais le fond se creuse, la profondeur augmente bientôt, c'est un abîme où pêle-mêle diparaissent canons, hommes et chevaux.

A neuf heures du soir, des coups de feu isolés se font encore entendre. Depuis longtemps, cependant, la bataille est terminée. Les Prussiens envoient quelques obus qui mettent le feu à deux fabriques. Enfin, le dernier bataillon français qui garde le pont de Mouzon se retire : l'armée est en retraite sur Sedan.

A une heure du matin, une vive fusillade se fait entendre pendant dix minutes, puis tout se tait. Quelques compagnies du 88e que nous avons vu défendre la ferme Giraudeau n'avaient pu s'échapper ; profi-

(1) Habeneck. — *Les régiments martyrs.*

tant de la nuit, elles attaquent l'ennemi, et réussissent dans leur hardie tentative. Mais le colonel — nommé depuis la veille — est tué, le lieutenant-colonel Demange et le commandant Escarfeuil tombent blessés.

Vers trois heures un quart, le roi de Prusse était arrivé avec son état-major et le général de Moltke à Sommauthe, sur un des plus hauts sommets qui commencent de ce côté la chaîne Argonnaise, et d'où l'on domine une partie de la forêt de l'Argonne, il avait assisté à la déroute des Français.

Le maréchal de Mac-Mahon, entrant à Mouzon pendant l'action, avait arrêté la division Grandchamp que le général Lebrun voulait envoyer au secours du 5e corps: seule la brigade Cambriels avait été chargée de soutenir la retraite. Mais, sur la rive gauche, de nombreuses batteries françaises avaient retardé la marche de l'ennemi, et s'étaient opposées à un mouvement tournant de la cavalerie saxonne, qui avait traversé la Meuse à Pouilly.

Les pertes des Français étaient sérieuses : le feu de l'ennemi ne nous coûtait, il est vrai, que 3,000 hommes tués ou blessés, mais plus de 6,000 soldats s'étaient débandés, avaient fui dans toutes les directions, et devaient fatalement être pris par l'ennemi : un grand nombre d'officiers supérieurs étaient tués : le général de Failly qui s'était efforcé de racheter par sa bravoure excessive ses coupables négligences, avait eu un cheval tué sous lui.

Du côté de l'ennemi les pertes étaient sensibles,

les Bavarois et les Saxons n'avaient que peu d'hommes hors de combat, mais le 4e corps avait laissé plus de 3,000 soldats à terre. C'était peu pour les résultats obtenus : 8 mitrailleuses, 19 pièces, des caissons, bagages, voitures, effets de campement, et par dessus tout, le 5e corps dispersé.

Le soir même de la bataille, l'empereur adressait à l'impératrice cette étonnante dépêche :

Carignan 30 août 5 h. 30 soir. Il y a encore eu un petit engagement aujourd'hui sans grande importance, et je suis resté à cheval assez longtemps.

CHAPITRE IV

Bataille de Sedan. — Le maréchal de Mac-Mahon, blessé, transmet le commandement au général Ducrot. — Le général de Wimpffen, général en chef. — Indécisions et vues différentes du commandement. — Bazeilles. — L'infanterie de marine. — La Moncelle. — Illy. — Le 1er, le 7e corps. — Mouvement enveloppant des armées allemandes. — Le drapeau parlementaire arboré. — Négociations. — Conseil de guerre. — Capitulation. — Le camp de la Misère.

I

Après le grave échec de Beaumont, il ne restait plus au maréchal de Mac-Mahon que deux partis à prendre : livrer bataille à l'ennemi dans une forte position défensive, infliger aux Allemands des pertes sérieuses, les forcer à une poursuite moins active, ou bien se diriger vers l'ouest, et chercher à échapper par une retraite précipitée. Le second projet semblait plus rationnel, car nous avions une infériorité de nombre évidente, mais il n'était pas sans présenter des inconvénients graves. Et d'abord, comment espérer se soustraire à cette poursuite acharnée, incessante? L'expérience des derniers jours était-elle donc inutile, ne se rappelait-on pas que notre avance avait été promptement perdue, et que l'ennemi,

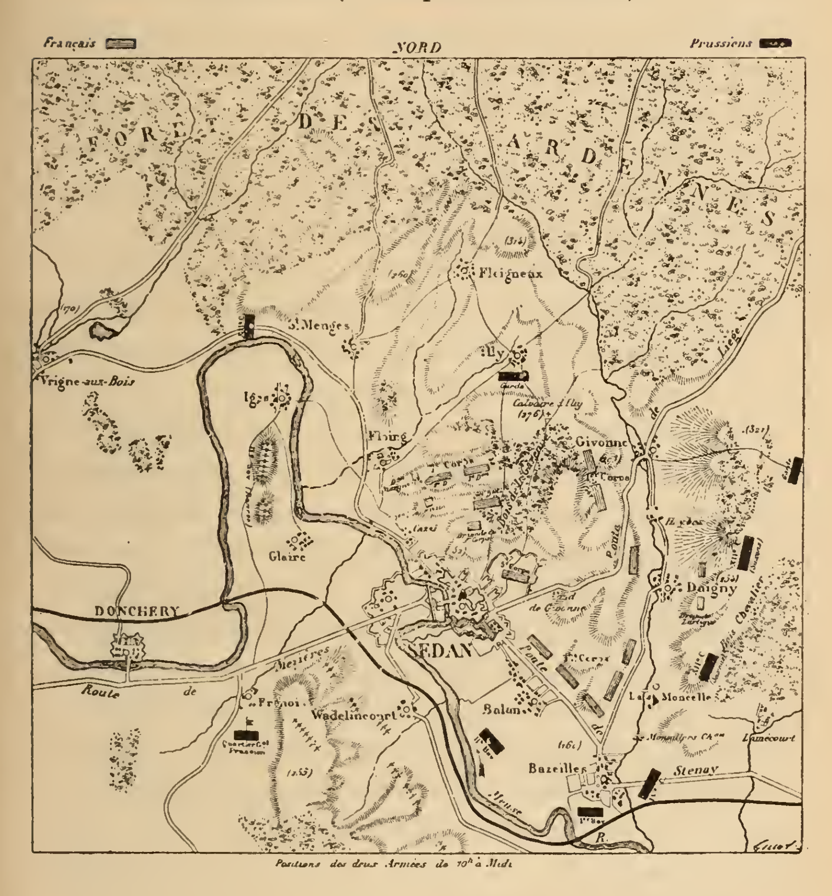
grâce à son organisation, avait pu marcher deux fois plus vite que nous? Espérait-on obtenir plus de discipline, de coordination, de résistance d'une armée épuisée, découragée, sérieusement entamée par des combats de chaque jour? Un instant de réflexion suffisait à prouver que nous ne pouvions faire deux marches sans être atteints : une bataille était forcée; valait-il mieux la subir dans des positions de hasard. avec le désavantage de la surprise, ou bien, au contraire, prendre l'initiative de l'action, tenir tête, et par un vigoureux coup de boutoir, chercher à desserrer le cercle, à se donner un peu d'air?

Si l'on s'arrêtait à cette dernière résolution, le terrain au nord de Mouzon offrait de sérieux avantages. Des hauteurs dominent la ville. C'est sur les plus importantes d'entre elles, les *Horgnes*, que Lafayette, puis Dumouriez, avaient, en 1792, placé leur campement. Amblimont, Moulin, Vaux, forment là comme une forteresse naturelle qui permet d'attendre le choc.

En regard de ces avantages, la position offrait, il est vrai, de graves inconvénients. Maîtres de Stenay, les Allemands pouvaient couper notre ligne de retraite vers l'est, et menacer, entre Mouzon et Sedan, nos communications avec l'ouest. Il y avait donc là matière à examen attentif.

Mais, le maréchal de Mac-Mahon ne possédait même pas de carte à grande échelle de la contrée. Il en envoya demander à Sedan, le 30, de Raucourt, et on lui remit la carte vicinale du canton, qui se trouvait à la sous-préfecture.

SEDAN (1er septembre 1870).



Positions des deux Armées de 10h à Midi

Aussi, ne se prononça-t-on dans aucun sens; le maréchal était évidemment partisan de la retraite vers l'ouest, et cependant, il s'arrêta assez longtemps à Sedan, pour donner le temps à l'ennemi de nous rejoindre et de nous envelopper.

Cette indécision du maréchal de Mac-Mahon se montra principalement dans les ordres donnés au général Ducrot. Persuadé que Sedan n'était qu'une étape, un point d'arrêt d'un instant, le commandant du 1er corps, arrivé à Carignan, le 30 au soir, avec sa 2e et 4e division, tandis que les deux autres se trouvaient à Douzy, et les chasseurs d'Afrique en face de Blagny, sur la rive gauche de la Chiers, avait prescrit à son corps d'armée de se diriger sur Givonne et Illy, villages au nord de Sedan, en prenant par la route de la montagne, Osnes, Pouru-aux-Bois, Francheval et Villers-Cernay, et en se faisant éclairer sur sa gauche par le général Margueritte. Le mouvement s'accomplit avec une désespérante lenteur; l'artillerie ennemie, postée à Remilly, canonnait vivement l'autre rive, et pour se soustraire à ses projectiles, les équipages des 5e et 12e corps s'étaient réfugiés sur la route vers Francheval. Arrivé aux environs de Villers-Cernay, le général Ducrot reçut, vers cinq heures du soir, dans la journée du 31, l'ordre formel du maréchal de Mac-Mahon de se diriger sur Sedan, et de se rabattre dans la partie est ; deux des divisions du 1er corps avaient déjà pris cette direction, sur l'invitation directe du maréchal. Le général Ducrot dut se conformer à des prescriptions aussi formelles, et rétrograder sur Sedan, où il arriva à onze heures du soir.

Quant au 7e corps, nous avons vu précédemment qu'il était arrivé dans la nuit du 30 au 31 ; il occupa, au nord de la place, le plateau de l'Algérie. Le

5e corps, rallié sur les hauteurs au nord de Mouzon, dans la soirée du 30, reçut du maréchal l'ordre de se diriger sans tarder sur Sedan. La nuit fut employée à faire la route, et vers huit heures du matin, les troupes du général de Failly étaient campées, partie sur les glacis, partie au grand camp qui domine la place.

Le 12e corps suivit le même chemin que le 5e corps, dont il protégeait la retraite. Précédées de la division Bonnemains, les troupes du général Lebrun quittèrent successivement Mouzon, de neuf heures du soir à minuit, négligeant de détruire le pont, et se dirigeant sur Bazeilles, où elles arrivèrent vers neuf heures du matin. Les Bavarois avaient établi des batteries sur les hauteurs de la rive gauche de la Meuse, face à Bazeilles, et envoyé quelques troupes dans le village. Après un vif combat, les Bavarois furent rejetés par une charge de la brigade d'infanterie de marine, commandée par le général Martin des Pallières, qui fut blessé dans la lutte. Chassé du village, en abandonnant nombre de prisonniers, l'ennemi se retira par le pont du chemin de fer. Jusqu'à la nuit, la fusillade et la canonnade furent incessantes.

Le quartier général était transporté à Sedan ; le maréchal de Mac-Mahon en transmettait la nouvelle à Paris par cette laconique dépêche : « Mac-Mahon fait savoir au ministre de la guerre qu'il est forcé de se porter sur Sedan. » L'empereur se trouvait dans la ville depuis le 30, 11 heures du soir. Pressé de

continuer sa route sur Mézières, il s'y refusa, et le 31 au matin, adressa aux troupes la proclamation suivante :

Soldats,

Les débuts de la guerre n'ayant pas été heureux, j'ai voulu, en faisant abstraction de toute préoccupation personnelle, donner le commandement des armées aux maréchaux que désignait plus particulièrement l'opinion publique. Jusqu'ici, le succès n'a pas couronné vos efforts; néanmoins, j'apprends que l'armée du maréchal Bazaine s'est refaite sous les murs de Metz (1), et celle du maréchal de Mac-Mahon n'a été que légèrement entamée hier. Il n'y a donc pas lieu de vous décourager.

Nous avons empêché l'ennemi de pénétrer jusqu'à la capitale, et la France entière se soulève pour repousser ses envahisseurs.

Dans ces graves circonstances, l'Impératrice, me représentant dignement à Paris, j'ai préféré le rôle de soldat à celui de souverain. Rien ne me coûtera pour sauver notre patrie. Elle renferme encore, Dieu merci! des hommes de cœur; et, s'il y a des lâches, la loi militaire et le mépris public en feront justice.

Soldats, soyez dignes de votre ancienne réputation ! Dieu n'abandonnera pas notre pays, pourvu que chacun fasse son devoir.

(1) Dans la journée précédente, l'empereur avait reçu, sur la voie ferrée de Carignan à Sedan, une dépêche emportée de Metz, le 24 août, par le sieur Macherez, et transmise de Verdun au quartier général par un officier de mobiles, M. de Benoist. Voici quel était le sens de cette dépêche : « ...Les derniers renseignements indiquent un mouvement du gros des forces ennemies... Si ces renseignements se confirment, je pourrai entreprendre la marche que j'avais indiquée précédemment vers les places du nord... »

Enfin, la veille, le maréchal de Mac-Mahon avait reçu, à Raucourt, une dépêche venue par Thionville, et faisant espérer une sortie prochaine. Le maréchal de Mac-Mahon n'a pas, il est vrai, conservé le souvenir de cet avis, mais les faits sont suffisamment précis, pour qu'il ne puisse subsister le moindre doute à ce sujet.

En outre, des divers corps d'armée, un nombreux détachement composé d'hommes débandés, appartenant principalement aux 5e et 7e corps, avait été conduit à Sedan par le général de Wimpffen. Rappelé en toute hâte d'Afrique, ce général avait passé une journée à Paris auprès du ministre de la guerre, qui l'avait nommé commandant du 5e corps, en remplacement du général de Failly. En outre, le général Palikao avait décidé que, dans le cas où un malheur surviendrait au maréchal Mac-Mahon, le général de Wimpffen prendrait sa place. Le 30 août, au matin, le nouveau commandant du 5e corps était arrivé en chemin de fer à Bâzcilles, et s'était rendu dans la direction de Mouzon, où il avait pu rallier quelques régiments débandés.

Le 31, vers deux heures et demie, le général de Failly dut céder son commandement au général de Wimpffen.

Les précautions avaient été si mal prises au moment de la retraite, le pays était si peu connu, que plusieurs colonnes s'égarèrent. La brigade de cavalerie Septeuil arriva en Belgique, avec plusieurs milliers de soldats. Le gros de la cavalerie Brahaut, du 7e corps, et l'artillerie de la division LH'ériller, prirent la direction de Mézières.

L'armée française se trouvait donc considérablement affaiblie : depuis quatre jours, elle semait des traînards sur toutes les routes, et la journée précédente n'avait fait qu'augmenter le découragement et la confusion.

C'était un chaos véritable, au milieu duquel on ne pouvait se reconnaître; vers midi cependant, on parvint à régulariser un peu les choses, et à faire distribuer quelques vivres dont les troupes avaient le plus pressant besoin.

Le maréchal Mac-Mahon ne semblait pas avoir de la situation une idée suffisamment exacte : le général Douay lui faisant part de ses inquiétudes, le maréchal lui répondit (1) : « Je ne veux pas m'enfermer dans des lignes, je veux être libre de manœuvrer. — — Demain, répliqua le commandant du 7e corps, l'ennemi ne vous en laissera pas le temps. »

A cinq heures et demie, les généraux Wimpffen, Lebrun, Robert, chef d'état-major du 1er corps, et le commandant Saigland, du 7e corps, furent appelés auprès du maréchal. Aucune résolution importante ne fut prise dans ce conseil de guerre : on décida seulement, de renforcer la droite du 7e corps avec une division du 5e. Il fut prescrit, en outre, à un colonel d'infanterie de marine, de faire sauter le pont de Bazeilles.

Cet ordre ne fut malheureusement pas exécuté, et pour en donner les raisons, nous ne pouvons mieux faire que de citer quelques lignes de l'intéressant rapport du commandant Lambert :

Mon général, le 31 août au soir, je reçus de vous l'ordre d'achever la poursuite de l'ennemi en déroute, et d'occuper le village de Bazeilles. Cet ordre fut exécuté.

(1) Prince Bibesco. *Le 7e corps de l'armée du Rhin.*

Arrivé aux dernières maisons, je fis poursuivre par quelques tirailleurs les retardataires qui n'avaient pas encore passé la Meuse. Nos hommes s'avancèrent jusqu'au pont du chemin de fer, que nous eussions pu en ce moment faire sauter, si l'officier du génie chargé de cette opération eût reçu les poudres qu'il attendait.

Comme il ne faisait pas encore nuit, je fis cacher le gros de ma troupe, pour laisser ignorer à l'ennemi que le village était occupé, ne faisant tirer que quelques hommes isolés sur les masses que l'on apercevait de l'autre côté de la rivière. Les coups portaient parfaitement, ainsi que je pus m'en assurer au moyen d'une lunette. Un moment surtout, j'aperçus une certaine agitation vers la tête d'une troupe en marche. Après avoir été fait prisonnier, j'appris que le 31, vers cinq heures, un major avait été tué à la tête de son régiment, d'un coup de feu tiré par les gens de Bazeilles. Ce fut, me dit-on, la raison qui fit détruire ce village de fond en comble, et fusiller ses habitants. Je regrette d'avoir été certainement la cause involontaire d'un pareil malheur.

Dès que la nuit fut venue, je fis établir deux grand'gardes en avant du village, et peu après, je fus informé que l'ennemi commençait à repasser la Meuse. Je vins m'assurer par moi-même de la réalité du fait, et je vous en fis prévenir par un capitaine. M. le capitaine Bourchet me fut alors envoyé par M. le chef d'état-major. Je le menai aux avant-postes, et il put se convaincre de la réalité du mouvement qui s'opérait. Peu après, arrivèrent les poudres destinées à faire sauter le pont. Je menai également aux avant-postes l'officier du génie, et il put constater par lui-même que l'opération était devenue impossible sans employer la force. Je lui proposai ce moyen, si les ordres du général en chef le prescrivaient ; mais il ne voulut pas tenter l'aventure, et partit pour rendre compte de sa mission. Il ne revint pas, pas plus que le chef d'escadron d'artillerie qui était venu m'annoncer l'envoi de deux pièces pour détruire le pont, dans le cas où l'on ne pourrait le faire sauter. Ce fut fâcheux, car deux pièces, à défaut de deux batteries, placées à droite et à gauche de Bazeilles, auraient bien gêné le passage de l'ennemi.

La journée du 31 ne fut pas perdue par les Allemands.

Le 30 au soir, les 3e et 4e armées allemandes, maintenant réunies sous le commandement du roi et du général de Moltke, occupaient les positions suivantes : le 12e corps à Létanne, sa division de cavalerie à Pouilly; le 4e corps à Beaumont, ses avant-postes à peu de distance (sud) de Mouzon, la Garde derrière le 4e corps à Beaumont, le 1er corps bavarois à la Besace; le 11e corps et la 4e division de cavalerie à Stonne; le 5e corps à la Berlière.

En seconde ligne, à une distance de 8 kilomètres environ, le 2e corps bavarois était à Sommauthe, la 2e division de cavalerie à Oches, la division wurtembergeoise à Verrière. A vingt kilomètres en arrière, sur la gauche allemande, la 5e division de cavalerie se trouvait à Tourteron, la 6e à Semuy. Le 6e corps était le plus éloigné, en avant de Vouziers.

Le 31, à deux heures du matin, les ordres du général de Moltke prescrivirent de continuer la marche au point du jour, et indiquèrent les directions suivantes : le 12e corps et la Garde passeront avec leur cavalerie sur la rive droite de la Meuse, et gagneront la ligne Carignan-Douzy, le 4e corps se tenant à l'ouest de Mouzon comme réserve.

Dans la 3e armée, la division wurtembergeoise se dirigera par Stonne, la Neuville et Vandresse sur Boutencourt, pour couvrir la gauche et tenir solidement la route de Mézières. Le 11e corps s'avancera de Stonne par Chemery et Cheveuges, pour occuper Donchery avec têtes de colonnes vers Sedan : le 1er bavarois marchera sur Remilly par Raucourt.

En seconde ligne, le 5e corps gagnera Chemery, le 2e corps bavarois Raucourt. Plus en arrière enfin, le 6e corps s'établira à Attigny et à Semuy.

La 4e division de cavalerie, portée au nord jusqu'à la Meuse, la 2e à l'ouest de Chemery, la 6e à la gauche dans la direction de Mézières, la 5e vers Tourteron.

Les armées allemandes s'efforçaient donc d'interdire aux Français les deux directions de Montmédy et de Mézières. Ordre était donné, dans le cas où l'adversaire chercherait un refuge sur le territoire belge, de le poursuivre s'il n'était pas désarmé.

Les instructions du général de Moltke furent exécutées sur tous les points; l'ennemi occupa les positions indiquées sur un espace de 30 kilomètres, derrière la Chiers et la Meuse, depuis Carignan jusqu'à Boutencourt. Ses avant-postes eurent à livrer divers combats; partout les ponts furent trouvés intacts.

Dans la soirée du 31, un conseil de guerre fut tenu à Chemery : la première décision fut de faire reposer les troupes dans la journée du 1er septembre, mais les généraux allemands adoptèrent bientôt un avis opposé, dans la crainte que ces vingt-quatre heures de répit ne fussent mises à profit par les Français, pour se réorganiser et se rabattre sur Mézières. L'attaque fut donc décidée pour le lendemain.

Voici le sommaire des instructions adressées aux chefs de corps :

Le 11e corps partira au point du jour et marchera sur Vrigne-aux-Bois par Donchery : il y prendra

position, de façon à empêcher tout mouvement de l'armée française sur Mézières, entre la Meuse et la frontière belge.

Le 5e corps suivra le 11e par Donchery et se reliera à lui, son aile droite au delà de la Vrigne. L'artillerie s'établira de façon à dominer la route de Sedan. La division wurtembergeoise, après avoir jeté un pont à Dom-le-Mesnil, se placera sur la route de Mézières, de manière à faire front vers Mézières, et à servir de réserve au 11e corps. Le 2e bavarois, enverra une de ses divisions à Frénois, et sa réserve d'artillerie sur les hauteurs qui, de la rive gauche, font face à Donchery. L'autre division se tiendra entre Frénois et Vadelaincourt.

Le 1er corps bavarois devait demeurer à Remilly, mais de nouvelles instructions le portèrent en avant vers Bazeilles.

Les quatre divisions de cavalerie occuperont Flize, Frénois, Boutencourt et Tourteron. Le 6e corps d'armée demeurera dans ses positions.

Dans la 4e armée, le 12e corps marchera sur Sedan par Lamécourt et la Moncelle; la Garde tiendra la gauche et s'avancera sur Givonne par Villers-Cernay. La 7e division du 4e corps viendra en réserve à Mairy. La 8e division du même corps ira avec la réserve d'artillerie soutenir le 1er corps bavarois devant Bazeilles.

Ces ordres, nous ne tarderons pas à le voir, furent exécutés littéralement : plusieurs corps même devancèrent l'heure qui avait été fixée pour le commencement de leur mouvement.

II

La petite place de Sedan est construite sur la rive droite de la Meuse. Ses fortifications se composent d'une double enceinte bastionnée, protégée par quelques ouvrages avancés. Sur la rive gauche, compris dans cette enceinte, se trouve le faubourg de Torcy. La ville est dominée au nord-est par le château qui se dresse à 150 mètres sur un contre-fort des Ardennes.

Le terrain est tourmenté, les collines et les vallons se succèdent, les plateaux s'élèvent généralement vers le nord. C'est une série de bois, de hauteurs, qui forment comme les gradins d'un vaste amphithéâtre, sorte de cirque dont le cercle intérieur se resserre sur Sedan. Au sud, sur la rive gauche de la Meuse, les derniers mamelons de la forêt de l'Argonne dessinent les coteaux de Remilly, des Noyers, de Frénois. Au nord, sur la rive droite, la chaîne des Ardennes orientales étend ses bois épais le long de la frontière, et projette vers la Meuse quelques contre-forts dont la pente va s'abaissant.

C'est sur un de ces contre-forts que se trouve le champ de bataille du 1er septembre. Au nord, le ruisseau marécageux de Floing part d'Illy, coule de l'est à l'ouest et se jette dans la Meuse au delà du village de Floing ; à l'est et au nord-est, la Givonne, profondément encaissée, débouche près de Bazeilles ; au sud la plaine de Torcy et la Meuse. C'est dans cette

zone triangulaire que va se décider le sort de la France. Ce plateau a un développement de 8 kilomètres du nord au sud, et de 4 kilomètres de l'ouest à l'est; de Sedan à la frontière belge, il n'y a, à vol d'oiseau, que 12 kilomètres.

Le point culminant se trouve à 2 kilomètres au nord de Sedan, au bois de la Garenne (293 m.). De là, le terrain descend rapidement vers l'est, vers Givonne, Daigny, la Moncelle, Balan, et en larges ondulations vers l'ouest, vers Illy et Floing, pour se relever ensuite vers Fleigneux et Saint-Menges. Au sud, les pentes s'inclinent vers la ville par les plateaux de l'Algérie, d'Ave-Maria, du Cimetière, des Hautes, du Vieux-Camp, de Pierremont, de Mon-Idée, du Fond de Givonne. Plusieurs de ces positions sont destinées à jouer un rôle dans la bataille : ce sont le Calvaire d'Illy (276 m.), Saint-Menges (260), Fleigneux (264), Hattoy (288), la Moncelle (194), Balan (160).

Sur la rive gauche, les pentes vont s'élevant, s'éloignant de la rivière; les hauteurs sont nombreuses : les Noyers, Liry, à l'est, les bois de la Marfée, où le prince Frédéric-Maurice livra, à la tête des milices, en 1642, un combat victorieux aux troupes royales commandées par le maréchal de Châtillon, le Frénois, La Croix-Piot, d'où le roi Guillaume va assister à l'action.

Le 12e corps tient Bazeilles avec la brigade Martin des Pallières; le commandant Lambert, chargé de mettre le village en état de défense, est à la tête des

avant-postes qui font face à l'ennemi. A Balan, se trouve la brigade Reboul. La Moncelle, la Petite-Moncelle sont occupées par la brigade Bernier, la division Grandchamp et la seconde brigade de la division Lacretelle sont au plateau de la Moncelle, la réserve d'artillerie et la cavalerie entre Bazeilles et Balan, au pied des hauteurs.

De l'est, le 1er corps prolonge la ligne de bataille, formant la gauche du 12e corps. Sur la rive gauche du ravin de Givonne, quelques bataillons de la division Lartigue font face au bois Chevalier, en avant du pont de Daigny et de Givonne. Sur la rive droite, les divisions Pellé, Wolf, L'Hériller occupent les pentes qui, de la Givonne, s'élèvent aux plateaux de la Garenne et d'Illy.

Au nord, se trouve le 7e corps : la division Dumont vers le Calvaire d'Illy ; la division Liébert sur le plateau qui domine Floing ; la division Conseil Dumesnil est en seconde ligne.

Les chasseurs d'Afrique du général Margueritte sont à Illy; la division Bonnemains entre Floing et Saint-Menges.

Le 5e corps, maintenant commandé par le général de Wimpffen, en réserve.

Le grand parc, arrivé de Toul, est dans la ville.

Quel plan a adopté le maréchal de Mac-Mahon? Aujourd'hui encore, il semble bien probable qu'avant la bataille le commandant en chef n'avait rien décidé ; il espérait, sans doute, que la journée se passerait tranquille, et permettrait aux troupes de se reposer.

Il savait que le corps Vinoy venait d'arriver à Mézières, il avait reçu déjà un aide de camp du général, et il se réservait sans doute de prendre cette direction.

Mais, l'ennemi ne lui laisse pas le temps de la réflexion. Pendant la nuit, il a jeté deux ponts devant Bazeilles, sous le feu même de nos avant-postes; il en a établi deux à Donchery et un à Dom-le-Mesnil.

A quatre heures du matin, les Bavarois engagent l'action. Ils ont placé leurs batteries sur les hauteurs de Remilly, et lancent deux brigades sur le village.

La lisière n'était pas occupée, dit un écrivain bavarois. Aussi les compagnies s'avancèrent avec de grands hourras jusqu'à quelques barricades, où alors s'engagea rapidement un vif combat de maisons. L'ennemi, qui avait militairement occupé les maisons la veille au soir, n'avait placé que peu de postes, et il fut littéralement tiré du sommeil par notre attaque (1).

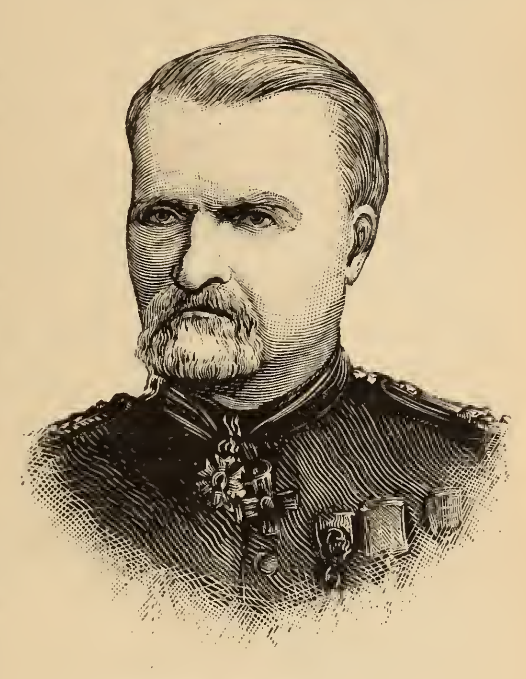
Le bas du village avait été effectivement abandonné, parce qu'il était trop directement dominé.

L'incendie nous éclairait comme en plein jour, écrit dans son rapport le commandant Lambert, et nous plaçait dans une position très critique, puisque l'ennemi pouvait nous voir sans être vu.

Le gros des forces de l'infanterie de marine, rassemblé dans la grand'rue, se jette sur les Bavarois et les refoule. L'ennemi a pu s'emparer d'une maison, d'où il entretient un feu bien nourri, mais les

(1) *Das 1. Bayerische corps v. d. Tann im Kriege* 1870, von Hugo Helvig.

portes sont enfoncées, et les défenseurs faits prisonniers. Forcé de reculer jusqu'à la rivière, l'ennemi appelle à lui de puissants renforts ; après la division Stéphan, la division Pappenheim traverse la Meuse, et les Bavarois parviennent à se loger dans le château Dorival, au sud-est, et à occuper plusieurs jardins. A son tour, l'infanterie de marine est repoussée. Mais, la brigade des Pallières, dont le chef a été blessé la veille, est promptement soutenue par la brigade Reboul et par quelques autres détachements du 12e corps. La lutte se continue avec acharnement. On se bat dans chaque rue, dans chaque mai-



Le général Wimpffen (1).

(1) Le général de Wimpffen, naquit à Laon, le 13 septembre 1811. Entré à Saint-Cyr en 1829 il en sortit en 1832 comme sous-lieutenant au 49e de ligne. C'est en Afrique qu'il gagna ses grades de lieutenant en 1837, de capitaine en 1840, de chef de bataillon en 1847 ; de lieutenant-colonel 1811 et de colonel en 1853. De Wimpffen, qui avait

son. L'église est au pouvoir des Allemands qui s'étendent de plus en plus vers l'ouest. Sous la conduite

passé sa vie en Afrique vint prendre à Paris, le commandement du 13e de ligne. Lorsque la campagne de Crimée fut décidée le colonel de Wimpffen fut chargé d'organiser en Afrique un régiment provisoire de turcos dont il eut le commandement. « A la bataille de l'Alma la superbe conduite des turcos valut à Wimpffen la décoration de commandeur de la Légion d'honneur. Après Inkermann il fut promu général de brigade (17 mars 1855). De retour en France, à la fin de 1855, il reçut le commandement d'une des brigades de la division des grenadiers de la Garde. Il fit la campagne d'Italie. A Magenta il rendit les plus signalés services et fut blessé d'un coup de baïonnette ; sa brillante conduite lui valut sa deuxième étoile (5 juin 1859).

Après avoir commandé pendant deux ans une division de Lyon, le général de Wimpffen demanda le commandement de la division d'Alger qui lui fut accordé. Il passa ensuite au commandement de la province d'Oran, « où il se montra général habile et plein d'initiative, administrateur laborieux, ami du progrès. » C'est dans cette brillante position que la déclaration de guerre trouva le général. On a vu comment il eut à prendre le commandement d'une immense armée, le lendemain de son arrivée, et pendant la bataille. Ce fut une lourde responsabilité et la fatalité voulut que ce fut lui qui signa la capitulation.

Le rapport officiel du Conseil d'enquête sur la capitulation de Sedan, (séance du 4 janvier 1872) a infligé un blâme au général de Wimpffen. « Le Conseil peut facilement apprécier la funeste influence qu'exerça sur l'armée ce changement de trois généraux en chef différents à quelques heures d'intervalles et le défaut de suite dans les opérations militaires qui en furent la conséquence ; il peut juger les combinaisons qui se produisirent successivement, les chances de succès ou d'insuccès qu'elles présentaient : il est de son devoir de dire que le projet du général Ducrot était le plus rationnel, car, en admettant que la concentration sur la gauche pût réussir, ce qui était difficile, il est vrai, et qu'après un vgioureux

du commandant Lambert, les Français se jettent dans la rue qui longe l'église, et s'efforcent de la reprendre; mais attaqués de tous côtés, accablés par le nombre, nos soldats sont obligés de reculer. Malgré la brume qui enlève au tir une partie de sa précision, et ne se dissipe guère avant huit heures, l'ennemi a concentré sa formidable artillerie sur les hauteurs de Remilly.

effort l'on pût s'ouvrir la route de Mézières, on pouvait tout au moins, concevoir l'espoir de sauver une bonne partie de l'armée en se jetant sur le territoire belge. Il doit constater également qu'en réclamant le commandement en chef de l'armée, par suite de la lettre du Ministre de la Guerre, sans avoir de plan arrêté, ainsi qu'il le dit lui-même, ou dans l'espoir, après avoir jeté les Bavarois dans la Meuse, de venir battre l'aile droite des Allemands ou enfin, de s'ouvrir un passage sur Carignan ou Montmédy, le général de Wimpffen a fait preuve de conceptions trop peu plausibles ou justifiées, pour ne pas avoir une grande partie de la responsabilité des funestes événements qui amenèrent la capitulation. »

Emmené prisonnier à Stuttgart, il ne rentra en France qu'à la conclusion de la paix et mis en disponibilité; puis, sur sa demande, il fut admis à la retraite le 20 avril 1872. En 1876, le général s'était présenté à la députation dans l'arrondissement de Saint-Denis, mais sans succès; alors il se retira dans la vie privée, se contentant d'écrire de temps à autre des articles militaires. Il est mort à Paris le 25 février 1884.

Le général avait laissé de nombreux documents inédits sur la bataille de Sedan. M. Emile Corra, à qui ils ont été confiés les a réunis et utilisés dans un livre d'un grand intérêt : *La Bataille de Sedan*, paru en m rs 1887. Ce livre suscita de vives réclamations de la part de plusieurs officiers généraux, et souleva d'ardentes polémiques dans la presse. (D. I.)

Le sol était tellement sillonné de projectiles, écrit le commandant Lambert, qu'on eut juré y voir les traces d'un rateau.

Notre mouvement en arrière ne dure pas longtemps. Des renforts nous arrivent, et nous reprenons l'offensive. Le village brûle : au milieu de ces ruines, le combat se poursuit avec des chances diverses. La défense se montre si vigoureuse que, de ce côté, les Allemands son obligés d'engager toutes leurs réserves, et de recourir au 4e corps et au 2e bavarois. Le premier de ces corps a dirigé sa 7e division vers Mairy où elle demeure en seconde ligne, tandis que la 8e marche sur Remilly, et appuie les troupes engagées à Bazeilles. Le 2e bavarois a sa 3e division en position à Vadelaincourt, sa 4e à Frénois, lorsqu'un ordre du Prince Royal de Prusse prescrit à la 3e division de soutenir l'attaque.

A la droite des Bavarois, l'avant-garde du 12e corps saxon s'est, pendant ce temps, engagée avec les troupes du 12e corps français qui se trouvent ainsi empêchées d'envoyer des renforts à Bazeilles.

A cinq heures du matin, les têtes de colonnes de la 24e division saxonne avaient quitté Douzy, mis sacs à terre, et s'étaient dirigées par la Rulle et Lamécourt sur le village de la Moncelle, que trois compagnies allemandes enlevaient facilement aux faibles détachements français postés de ce côté. Franchissant alors le pont jeté sur le ruisseau de Givonne, l'ennemi s'empare des maisons avancées sur l'autre rive.

Mais, si de ce côté les troupes ne sont pas fortement engagées, l'artillerie remplit un rôle plus important. Une batterie saxonne s'est placée sur le versant de la vallée, et a ouvert son feu. Bientôt après, trois autres batteries allemandes prennent position; elles sont promptement renforcées à droite et à gauche. Un peu après huit heures, quarante-huit, puis soixante-douze pièces couvrent d'obus les régiments français.

Un événement d'une importance extrême s'est accompli depuis quelques instants déjà.

Le maréchal de Mac-Mahon, après avoir reçu les rapports des généraux Douay et Margueritte, s'était dirigé vers Bazeilles. Après avoir constaté que tout allait bien de ce côté, et que l'infanterie de marine tenait vigoureusement tête aux Bavarois, le maréchal se rendit auprès du général Ducrot. Il était arrivé sur la hauteur entre Balan et la Moncelle, à droite du chemin, un peu après six heures du matin, et se préparait à continuer vers la Moncelle, lorsqu'un éclat d'obus bavarois ou saxon, l'atteignit à la hanche. Après un évanouissement de peu de durée, le maréchal voulut remonter à cheval, mais la douleur fut plus forte que la volonté, et il fallut emporter le blessé sur un brancard.

Le chef d'escadron d'état-major de Bastard fut aussitôt envoyé au général Ducrot pour le prévenir qu'il était désigné, par le maréchal de Mac-Mahon, pour prendre le commandement en chef. Atteint d'une balle à la tête, le commandant de Bastard ne put accomplir sa mission, et ce n'est que vers sept

heures et demie que le général Ducrot fut averti, au plateau de la Garenne, par le commandant Riff, puis par le général Faure.

Au moment où le commandement lui était ainsi transmis, le général Ducrot considérait la situation comme gravement compromise. Depuis deux jours, il n'avait qu'une pensée, se diriger en toute hâte sur Mézières : la veille, nous l'avons vu, il avait dû renoncer à cette idée sur l'ordre du maréchal, mais à cette heure, il était le maître; il revint donc aussitôt à son projet, et fit prévenir les différents chefs de corps que l'armée allait se concentrer sur le plateau d'Illy, pour marcher sur Mézières. La retraite se fera par échelons, en commençant par la droite, c'est-à-dire par le 12e corps. La division Wolf, à l'extrême gauche du 1er corps, restera la dernière sur le terrain, et protégera le mouvement.

Cette résolution souleva de nombreuses objections dans l'état-major même du général. La situation était-elle donc à ce point désespérée, au début même de l'action, qu'il fallût ainsi battre en retraite?

Le général Ducrot avait reçu, quelques instants avant, un billet du maire de Villers-Cernay, l'informant que de nombreuses troupes prussiennes traversaient le village, dans la direction de la Chapelle et d'Illy.

Aussi, estimant qu'il n'y avait pas de temps à perdre, le nouveau commandant en chef se rend à Bazeilles auprès du général Lebrun, qui, légèrement contusionné, soutient, avec la plus grande énergie,

la lutte contre les Bavarois. Le commandant du 12e corps expose que ses troupes combattent assez solidement pour qu'on puisse espérer un succès ; le général Ducrot insiste, et un peu avant neuf heures, réclame l'exécution de ses ordres. Le mouvement de retraite doit être soutenu par la brigade Carteret du 1er corps. Sur la gauche du 12e corps, le 1er corps, d'après les instructions du commandant en chef, s'est établi avec le gros des forces à la hauteur du bois de la Garenne ; la seule division de Lartigue restant aux prises avec les Saxons, que cette retraite va bientôt pousser en avant.

A peine le mouvement commence-t-il, qu'il se produit un nouvel incident : le commandement a été transmis du maréchal de Mac-Mahon au général Ducrot ; il va maintenant passer dans les mains du général de Wimpffen.

Tandis que l'action s'engageait du côté de Bazeilles, le général de Wimpffen avait envoyé quelques reconnaissances de chasseurs d'Afrique dans la direction de Saint-Menges, et d'après les renseignements transmis, il avait acquis la conviction que l'ennemi avait porté une grande partie de ses forces sur la route de Mézières qui nous était ainsi fermée. Dans ces conditions, il lui sembla que ce n'était pas à l'ouest, mais bien dans la direction de Bazeilles, où le général Lebrun se maintenait victorieusement, qu'il était possible de prononcer une vigoureuse offensive (1) :

(1) Une très vive discussion s'est ultérieurement engagée entre les

Je résolus cependant, dit le général de Wimpffen, de laisser agir le général Ducrot, pensant que plus heureux que moi, il avait la pensée du maréchal, et connaissait le plan auquel le duc de Magenta s'était arrêté pour la bataille.

Mais lorsque le commandant du 5e corps s'aperçut du mouvement que faisait exécuter le général Ducrot, lorsqu'il constata que les divisions allaient abandonner les positions qu'elles avaient jusqu'alors si heureusement défendues, il considéra comme un devoir de se servir des pouvoirs que le ministre de la guerre lui avait attribués, et il écrivit au général Ducrot :

L'ennemi faiblit sur notre droite, je ne pense pas que dans cette condition, il y ait lieu de songer à battre en retraite; j'envoie la division Grandchamp à Lebrun. Usez de toute votre énergie et de tout votre savoir pour remporter la victoire sur un ennemi dans des positions désavantageuses. J'ai une lettre du ministre de la guerre qui me nomme commandant de l'armée, nous en parlerons après la bataille.

Le plan du général de Wimpffen se résume dans ces quelques lignes :

généraux Ducrot et Wimpffen au sujet de la direction qu'il eût été préférable d'adopter; le premier soutenant que la route de Mézières était seule praticable; le second estimant que la ligne Bazeilles-Carignan était naturellement indiquée par le succès du général Lebrun. Sans prendre parti dans ce débat, il ne sera pas inutile de dire que la route de Mézières était réellement barrée par les 11e, 5e corps prussiens, la division wurtembergeoise et deux divisions de cavalerie, à l'heure même où le général Ducrot se décidait à agir de ce côté. Ce fait résulte de la façon la plus certaine des documents officiels, et des relations officieuses publiées en Allemagne.

J'espérais pouvoir écraser la gauche de l'ennemi, formée des deux corps bavarois, puis les ayant battus et jetés à la Meuse, revenir avec les 12e et 1er corps vers les 5e et 7e pour combattre avec toute l'armée réunie, l'aile droite des Allemands.

Au moment où le général de Wimpffen se décide à user des pouvoirs qui lui ont été conférés par le général de Palikao, il n'est pas encore neuf heures du matin, et trois fois déjà, le commandement a changé de mains.

Au milieu de ces fluctuations, de ces changements de chaque minute, il est facile de comprendre ce que devient la bataille. Elle continue sans but, sans direction, au hasard, de notre côté, tandis que les Allemands, fidèles à leur pensée première, poursuivent leur mouvement d'enveloppement *de capricorne* pour nous servir d'une expression très juste du général Ducrot.

Suivons donc l'action, en commençant par la droite française, l'infanterie de marine.

Cette vigoureuse troupe résiste toujours énergiquement : l'ennemi a bien pénétré dans le village, il occupe l'église et quelques maisons, mais les Français se maintiennent dans la partie supérieure, et notamment dans le château de Montvillé qui leur sert de réduit. L'arrivée des renforts envoyés par le général de Wimpffen permet de reprendre l'offensive. Les Bavarois sont rejetés jusqu'aux bords de la Meuse, et, pendant près d'une heure, la victoire semble certaine pour nos armes. L'historien bavarois, capitaine Helvig que nous avons précédemment

cité, le reconnaît lui-même, et avoue que le général von der Tann « se trouva dans un état de pénible crise ». Mais plusieurs corps allemands n'ont pas encore donné et ils vont entrer en ligne.

La 23e division saxonne avait quitté à cinq heures du matin Tetaigne et Euilly, pour suivre la marche de la 24e division que nous avons vue s'engager du côté de Douzy. Arrivée à la Rulle, la 23e division reçut du prince de Saxe qui dirigeait les mouvements de la 4e armée et qui avait été sollicité par le général de Tann, l'ordre d'envoyer sa brigade de tête au secours des Bavarois.

Le colonel de Seydlitz qui commande la 46e brigade, se dirige aussitôt sur Bazeilles, et marche dans la direction du nord-est vers le parc de Montvillé que tiennent le 4e régiment d'infanterie de marine et le 22e de ligne. Après une lutte acharnée, les Français cèdent quelques centaines de mètres de terrain, mais ils reviennent bientôt à la charge vers dix heures, ils prononcent même une vigoureuse offensive contre la gauche allemande. L'élan est si impétueux que plusieurs pièces se retirent en toute hâte : mais la 45e brigade saxonne envoie des renforts, de nouvelles pièces allemandes viennent se joindre à celles qui nous accablent de leurs feux. Il faut reculer dans la direction de Balan, il est un peu moins de dix heures et demie.

Pourtant, le succès de l'ennemi n'est pas complet : quelques centaines d'hommes se sont réfugiés dans les maisons de Bazeilles, et ils continuent à com-

battre. Au point culminant du village, le commandant Lambert a rallié quelques soldats d'infanterie de marine conduits par le capitaine Aubert et plusieurs officiers. Ils occupent une maison rapidement mise en état de défense. Pendant deux heures, ils luttent au milieu des morts : ils ont devant eux un régiment entier, le 15e bavarois ; pourtant l'ennemi ne peut venir à bout de cette poignée d'hommes : il faut du canon. La toiture, les portes, les fenêtres, tout est enfoncé : n'importe, les chassepots tirent encore. Enfin les munitions manquent : les soldats veulent se faire jour à la baïonnette à travers cette masse. Mais le commandant Lambert comprend que ce sera là un inutile massacre : « Je les arrêtai, dit-il dans son rapport, en leur disant que j'allais sortir, et que si l'on me tuait, ils seraient à temps de vendre chèrement leur vie.

Au moment où je franchissais la porte, j'eus sur la poitrine plus de vingt baïonnettes, et j'aurais été infailliblement massacré, si le capitaine bavarois Lessignold ne s'était précipité entre ses hommes et moi » (1).

Dans une autre rue, le capitaine Bourchet lutte

(1) C'est ce glorieux épisode de la défense de Bazeilles qui a inspiré, à de Neuville, le remarquable tableau, si connu sous ce nom : *Les Dernières Cartouches.*

Le capitaine Aubert est devenu chef de bataillon et a été retraité. Il est mort au mois d'avril 1899, à Donville, près de Granville. Le colonel Lambert est devenu général et sénateur.

Un décret du 10 octobre 1900 a accordé la croix de la Légion d'honneur à la ville de Bazeilles. (D. L.)

avec une égale intrépidité. Partout enfin, ces défenses obstinées cessent, l'ennemi est maître de Bazeilles (1).

A la droite (allemande) de Bazeilles, vers le haut

(1) A la suite de leur victoire, les Bavarois se sont conduits avec la plus indigne cruauté : des femmes, des enfants ont été fusillés sur place ; le village tout entier a été brûlé à l'aide du pétrole. Deux jours après, on tuait encore au milieu de ces ruines fumantes. Ces infamies accomplies, on n'en saurait douter, sur l'ordre des chefs allemands, ont provoqué dans toute l'Europe une profonde indignation. Le *Times*, le premier, inséra une lettre du duc de Fitz-James pour signaler ces atrocités au mépris public. Après lui, les journaux belges et les feuilles anglaises publièrent des récits émanant principalement d'officiers étrangers et confirmant les premiers détails.

L'horreur soulevée fut si grande que le général von der Tann éprouva, la guerre terminée, le besoin de se justifier; il adressa aux journaux une longue lettre rectificative, tendant à établir qu'il n'y avait eu à Bazeilles que trente-neuf personnes tuées, dont huit brûlés ! Le général bavarois invoquait le témoignage du maire de Bazeilles ; mais ce fonctionnaire a protesté énergiquement, dans une lettre insérée dans l'*Écho de Givet*, du 6 août 1871. Le général bavarois affirmait, en outre, que le feu avait été mis par les projectiles, et terminait en déclarant qu'il y avait là un malheur regrettable, rien de plus. Cette allégation est absolument détruite par la pièce officielle que nous allons publier. Quelques jours après la bataille, des Anglais ouvrirent à Sedan une souscription pour venir en aide aux habitants. L'autorité prussienne adressa aussitôt au commissaire de police de Sedan la communication suivante :

« Sedan, le 29 septembre 1870.

« J'ai appris qu'à la *Croix-d'Or* et dans d'autres hôtels, on fait coller l'affiche ci-jointe, pour quêter en faveur des pauvres de Bazeilles.

« Je vois dans cet acte, un blâme et une fausse interprétation de la SENTENCE EXÉCUTÉE contre ce village, en vertu des lois de la guerre.

de la vallée de Givonne, devant Daigny, le combat se poursuit à l'avantage des Allemands. Nous avions laissé la 24e division saxonne aux prises avec les troupes du 1er corps. Mais l'ordre de retraite du général Ducrot laissait la division de Lartigue seule en face d'un ennemi dont chaque instant augmentait les forces.

« Cela ne peut être toléré, surtout de la part d'étrangers qui se permettent de juger la manière d'agir des troupes allemandes, et qui, en outre, font fabriquer encore aujourd'hui des armes et des munitions contre nous.

« Que ces grippe-sous agissent dans leur pays comme ils l'entendent, je crois qu'il est de notre intérêt d'arrêter ces messieurs et de les renvoyer chez eux.

« RICHARD GŒLCH. »

A un tel document, il n'y a rien à ajouter.

Un mot encore cependant.

Dans l'été de 1873, des détachements du 10e régiment bavarois quittèrent Charleville-Mézières pour gagner Sedan. Notre dette était acquittée; les Allemands évacuaient notre territoire. Ce 10e régiment bavarois rappelait de cruels souvenirs aux habitants de Bazeilles et de Sedan : il s'était particulièrement *distingué* le 1er septembre 1870. La chaleur était accablante ; en défilant sur la place, devant la statue de Turenne, dix à douze soldats étrangers tombèrent morts. Plusieurs autres succombèrent dans la journée. L'embarras de l'état-major allemand fut extrême ; les ordres prescrivaient impérativement de quitter la ville le jour même ; il fallait donc abandonner ces morts. Le général Manteuffel crut esquiver la difficulté, en adressant au maire une somme d'argent, et en le priant de faire procéder à l'inhumation des Bavarois qui venaient d'être frappés au moment de quitter ce pays, qu'ils avaient si cruellement ruiné ! Au nom de la population tout entière, le maire refusa l'argent; et, le lendemain, une foule recueillie escorta au cimetière, musique des pompiers en tête, les cercueils ennemis. (Note de l'*édition originale*.)

Un peu après neuf heures, au moment où les divers mouvements prescrits s'exécutent dans le camp français, les Saxons attaquent le versant et le village de Daigny. Les Français résistent intrépidement, mais le général de Lartigue tombe blessé, le général Fraboulet de Kerleadec est également atteint, le chef d'état-major, colonel D'Andigné est criblé de coups vers dix heures, il faut reculer, et rallier les autres divisions du 1er corps.

Plus haut, encore, la Garde prusienne vient de s'engager et de soutenir l'attaque des Saxons. Partie en deux colonnes à cinq heures du matin, de Pouru-Saint-Rémi, de Pouru-aux-Bois et de Carignan, la Garde s'est avancée par Villers-Cernay (1re division), et par Francheval (2e division). Sur les nouvelles qui lui parviennent du champ de bataille, le prince de Wurtemberg incline plus à droite, et dirige la 1re division sur Givonne, en lui prescrivant de s'élever ensuite vers Fleigneux, la 2e division appuyant la 1re en réserve.

A Villers-Cernay, l'avant-garde se heurte aux tirailleurs français qui sont obligés de se replier. La puissante artillerie de la Garde, bientôt soutenue par la réserve, prend position sur les collines qui font face à Givonne. Elle est vivement contrebattue par nos pièces qui infligent à l'ennemi des pertes sérieuses : le colonel Scherbening, commandant la réserve d'artillerie, est tué. La seconde division de la Garde est aussitôt appelée, elle prend la gauche de la 1re, et soutient l'attaque des Saxons

contre Daigny. Sur la droite, la division Pape et la division de cavalerie parviennent à enlever Givonne. Bientôt, le ravin et les pentes qui montent vers Fleigneux sont au pouvoir des Allemands. De nombreux prisonniers sont tombés entre leurs mains : sous cette pluie de projectiles, nos régiments ne peuvent tenir; quelques détachements, du 3e zouaves notamment, s'échappent dans la direction de la Belgique, et se dirigent ensuite vers l'ouest.

A Givonne, comme à Daigny, le mouvement ordonné par le général Ducrot, a donc paralysé, ou mieux désorganisé la résistance. Sur l'ordre du général de Wimpffen, le 1er corps et le 12e s'efforcent de regagner leurs positions, mais ils parviennent à grand'peine à se maintenir sur les hauteurs du versant de droite, en éprouvant des pertes cruelles. L'artillerie ennemie forme autour de nos troupes un demi-cercle qui les écrasse, et les oblige à demeurer en arrière de nos pièces, qui, malgré leur infériorité, s'efforcent de rendre coup pour coup.

De Bazeilles à Givonne, cinq corps allemands sont successivement entrés en ligne : les deux corps bavarois, le 4e, le 12e et la Garde ; il nous faut, maintenant rejoindre les 11e et 5e corps dont l'action va être décisive.

Le 11e corps avait employé la nuit du 31 août au 1er septembre à passer la Meuse à Donchery. A six heures du matin, il se trouvait sur la rive droite, la 21e division à droite, la 22e à gauche de la route de Vrigne-aux-Bois. Le Prince Royal de Prusse,

informé dès cinq heures et demie du matin de l'engagement de Bazeilles, modifia les instructions précédemment envoyées aux 11e et 5e corps, et les fit converger à droite vers la place, de même que le prince de Saxe changeait, sur un autre point, l'itinéraire de la Garde et de la 23e division du 12e corps. Le 11e corps dut s'avancer jusqu'à Saint-Menges, soutenu en seconde ligne par le 5e corps et la 2e division de cavalerie. Quant aux Wurtembergeois, ils appuyèrent sur Vigne-aux-Bois.

A sept heures et demie, le mouvement s'exécute : un peu après huit heures, les têtes de colonnes allemandes atteignent Saint-Menges et engagent le feu contre des détachements français du 7e corps qui se replient sur Floing. L'ennemi s'établit aux environs de Saint-Menges, et place sur les crêtes ses batteries vivement canonnées par l'artillerie du corps Douay.

Jusqu'à dix heures et demie, l'avantage demeure indécis : du côté des Français, les pertes sont cependant considérables, car l'ennemi dirige principalement son feu sur le bois de la Garenne, où sont concentrées plusieurs brigades du 5e corps, appelées pour former la jonction entre le 7e et le 1er corps.

Mais, bientôt, la situation devient plus grave : aux troupes du 11e corps allemand sont venues s'ajouter celles du 5e ; avant midi, toute l'artillerie des deux corps est en ligne, et écrase les positions françaises.

L'infanterie prussienne prononce bientôt son attaque. La 44e brigade, soutenue par la 41e, puis par la 19e, se porte contre Floing, et parvient à enlever

le village aux tirailleurs de la division Liébert, après un assez vif combat. Mais, l'ennemi ne peut pousser plus loin. Bien postés sur le terrain de la Garenne, les Français refoulent dans les bas-fonds les colonnes prussiennes. Après une heure de lutte, les Allemands font avancer leurs réserves que protége une formidable artillerie. La 19e brigade, accueillie par le feu des mitrailleuses, est décimée. Le général Gersdorf, qui commande le 11e corps depuis Wœrth (1), est mortellement frappé. Cependant, la supériorité du nombre l'emporte : l'ennemi avance lentement, profitant de tous les accidents du terrain, et donnant le temps aux 150 pièces des 5e et 11e corps de jeter le trouble dans les rangs français.

Tandis que les 5e et 11e corps allemands marchent ainsi péniblement dans la direction d'Illy, de l'autre côté la Garde remonte vers le même point par le haut de la vallée de la Givonne. Le prince de Hohenlohe, commandant l'artillerie de la Garde, masse ses batteries sur les crêtes de Givonne, et fait ouvrir le feu sur le bois de la Garenne et le plateau d'Illy que battent déjà les pièces des 5e et 11e corps. Toutes nos positions sont couvertes d'obus au point que plusieurs régiments ne peuvent tenir, se débandent, et descendent en toute hâte le plateau.

Au moment où se produit cette retraite, le général Ducrot rejoint le général de Wimpffen au sud du bois de la Garenne, et lui montre le danger qui me-

(1) Le général Bose avait été grièvement blessé à cette bataille.

nace Illy. Le commandant en chef prescrit alors au général Ducrot de ramasser tout ce qu'il trouvera de troupes et de tenir bon à tout prix, tandis qu'il se rendra, lui, auprès du général Lebrun, qui est également pressé.

Les deux divisions du 1er corps Pellé et L'Hériller, déjà en retraite vers la ville, remontent sur la hauteur, tandis que le général d'artillerie Forgeot réunit quelques pièces sur le plateau qui fait face à Fleigneux, et s'efforce de soutenir une lutte disproportionnée. Le commandant Faverot part au galop pour rallier toute notre cavalerie. Une fois encore, comme à Morsbronn et à Rezonville, notre cavalerie va entreprendre cette folie glorieuse, nécessaire hélas! pour donner un peu d'air à l'infanterie. Les chasseurs d'Afrique sont les premiers en ligne, ils sont rejoints par des escadrons de la division Bonnemains et de la division Fénelon; cuirassiers, lanciers, hussards ou chasseurs, tous vont rivaliser d'héroïsme. Le général Margueritte précède ses soldats, il tombe le premier, et sa blessure est mortelle (1). Le général de Galiffet

(1) Voici le récit que fait le général Ambert :

« A huit heures du matin la division de cavalerie commandée par le général Margueritte s'était engagée par le calvaire d'Illy dans le bois de la Garenne. La brigade Tillard suivait en colonne les chasseurs d'Afrique entrés les premiers. Le général Tillard qui marchait en tête est atteint par un éclat d'obus qui le renversa. Le colonel du 1er hussards qui suivait mit aussitôt pied à terre et souleva le corps du général qui n'était plus qu'un cadavre d'où s'échappait un large flot de sang.

« L'obus avait traversé la poitrine de part en part. Le capitaine

prend sa place, et la charge s'avance le long des batteries établies sur la crête, entre le bois de la Garenne

d'état-major, aide de camp du général Tillard, avait été tué par le même projectile et son corps reposait auprès de celui de son général.

« Le colonel du 1er hussards, que le sentiment du devoir avait arrêté quelques instants, vint promptement reprendre sa place.

« A la sortie du bois, les régiments firent une halte pendant laquelle le général Margueritte réunit autour de lui les chefs de corps des 1er et 2e chasseurs d'Afrique, 1er hussard et 6e chasseurs. Le colonel du 4e chasseurs d'Afrique était détaché avec la plus grande partie de ses escadrons sur un autre point du champ de bataille.

« Le général Margueritte qui venait d'apprendre la mort du général Tillard, *s'adressa, devant tous, au colonel de Baufremont et lui ordonna de prendre le commandement de sa brigade* comme le plus ancien des colonels.

« La colonne se mit en marche sans autre observation du général Margueritte.

« Celui-ci se porta en avant seul avec son aide de camp Reverony. Une lettre écrite par ce brillant et solide officier à Mme Margueritte donne de précieux détails : « Vers deux heures le général Margueritte fit arrêter la division derrière un mamelon, au Sud du village de Floing; il continua à s'avancer de sa personne dans la direction de l'ennemi, pour choisir un terrain favorable à une charge. Je me trouvais seul à côté de lui, le général n'ayant pas voulu se faire accompagner par son escorte afin de ne pas l'exposer inutilement aux projectiles de l'ennemi. En arrivant sur la crête d'un léger mouvement de terrain, nous fûmes assailli par une grêle de balles, et nous vîmes les Prussiens s'avançant rapidement et en groupes serrés sur la pente au sommet de laquelle nous nous trouvions. Le général arrêta son cheval et le fit tourner à droite, offrant par conséquent le côté gauche à l'ennemi. Je me trouvais à sa gauche et tout près de lui, lorsque tout à coup je le vis tomber violemment la face contre terre. Je sautais à bas de mon cheval et pris le général

et Floing, les dépasse et se porte en échelons à gauche.

Généraux en tête, cette puissante cavalerie s'élance, renverse la première ligne allemande. Assaillie de droite, de gauche, de front par des feux de salve, elle se brise contre les bataillons ennemis. Mais ce n'est là qu'un premier effort : les escadrons se replient, se reforment en arrière, et d'un galop furieux, se jettent encore sur les Allemands. Trois fois, ils recommencent, semant la terre de cadavres. Le général Tillard, le colonel Cliquot du 1er chasseurs d'Afrique, les lieutenants-colonels de Gantès, de Linières, Ramond sont tués ou grièvement blessés : vingt-deux officiers du 1er hussards sont atteints. Du haut de la colline où il assiste au combat, le roi de

dans mes bras. Je vis qu'il avait la figure pleine de sang ; il ne pouvait plus parler, mais il ne perdit pas connaissance. « Le général Margueritte avait été atteint d'une balle qui avait pénétré par la joue gauche et qui était ressortie par la joue droite. Cette balle, après avoir atteint le palais et déraciné quelques grosses dents, avait coupé une partie de la langue. Le général Margueritte fut transporté en Belgique, au château de la duchesse d'Ossuna, à Beauraing ; c'est là qu'il est mort, le 7 septembre. Son corps ramené à Alger a été inhumé à Mustapha.

Plusieurs monuments ont été élevés à la mémoire du général, celui du territoire d'Illy indique l'endroit où a été blessé le général, c'est une croix de pierre, sans ornement ni sculpture, reposant sur un socle.

Une statue a été érigée à Fresnes-en-Woëvre, chef-lieu de canton de Manheulles (Meuse) où naquit le général, un troisième monument a été élevé à Alger, par les Algériens. (D. L.)

Prusse voit cette charge héroïque, et il ne peut retenir cette exclamation : « Oh! les braves gens! »

Débandée, brisée, sans chefs, la cavalerie cherche à se rallier dans la plaine au sud de Floing. Quelques escadrons se rabattent vers le bois de la Garenne, d'autres courent sur Sedan : des cuirassiers arrivent à Balan, renversent tout ce qui se trouve devant eux, et sont enfin arrêtés par une barricade d'où les Bavarois les fusillent à coup sûr. Le commandant d'Alaincourt qui est à leur tête, franchit la barricade, et tombe blessé. De ces deux escadrons de cuirassiers, trois officiers restent seuls : ils sont faits prisonniers.

Cette héroïque tentative a donné au général Forgeot le temps de mettre quelques pièces en batterie : mais cet effort aussi est inutile. Ce n'est plus seulement l'artillerie des 5e et 11e corps, mais celle de la Garde et des Saxons qui écrase, pulvérise nos canons. En même temps, les pièces de la division wurtembergeoise qui a rétrogradé sur Donchery et celles d'une division de cavalerie allemande nous canonnent à longue distance. Les caissons sautent, les affûts sont brisés, les hommes, les chevaux tombent frappés.

Tout semble donc bien fini : cependant, le général Ducrot à la tête de son état-major se multiplie, pour rallier non plus des régiments, mais des hommes, qui veulent mourir. Quelques compagnies se forment, les rangs se serrent : mais alors, sur cette petite et vaillante troupe, arrivent les derniers cavaliers échappés au désastre. Tout est rompu, brisé ; il

n'y a plus d'armée, plus de régiments, plus d'hommes, et les obus ennemis ne trouvent que des cadavres à broyer.

De nos divisions, il ne reste qu'une masse confusse, égarée, folle, qui se précipite vers la ville : il semble que là soit le refuge, là le salut. Dans ces murs, on échappera à cette pluie de fer. Hélas ! les batteries allemandes se rapprochent, tirent à outrance, et poursuivent les fuyards jusque sur les remparts. En vain, le général Lebrun, voulant arrêter cette avalanche, fait fermer les portes : les hommes se jettent dans les fossés, escaladent les parapets.

Le 1er corps ne va pas tarder à être rejoint autour de la place par le 7e : lui non plus ne peut tenir, d'autant que le général de Wimpffen a pris au 7e corps deux brigades, pour les envoyer au secours du général Lebrun. Comprenant que l'occupation d'Illy peut être le salut du 7e corps et de l'armée, le général Douay, dès qu'il voit la position abandonnée, donne l'ordre de la reprendre à tout prix. La brigade Bordas, des détachements de la division Conseil, quelques régiments du 1er corps, encore à peu près intacts et la brigade Fontanges du 5e corps s'avancent, mais une panique subite fait perdre tout le terrain conquis. Le général Douay se place à la tête de ses troupes, les entraîne, et parvient à s'emparer du plateau. Le général du génie Doutrelaine organise la défense, l'artillerie ouvre le feu, mais bientôt la supériorité de l'ennemi nous écrase. Nos pièces sont

brisées, les rangs rompus, et à la suite du 1er corps, le 7e s'élance vers la ville. Cette fois, la position d'Illy est bien perdue : la Garde prussienne continue son mouvement, elle livre vingt combats contre des



Le roi Guillaume (1).

détachements isolés qui tiennent encore çà et là, ramasse de nombreux prisonniers : dans quelques instants — à trois heures — elle aura rejoint à Illy les 5e et 11e corps, et fermé le cercle sur nos troupes épuisées.

Sur tous les autres points, le combat nous est éga-

(1) Guillaume (Frédéric-Louis), né le 22 mars 1797, roi de Prusse le 2 janvier 1861. Proclamé empereur d'Allemagne, le 10 janvier 1871, dans la Galerie des Glaces du palais de Versailles. Mort le 9 mars 1888.

lement défavorable : aux régiments débandés des 1er, 7e et 5e corps, viennent se joindre des soldats du 12e qui, après avoir intrépidement tenu à Bazeilles, puis à Balan, ont été forcés de lâcher pied. Les masses ennemies appuient sur leur droite, pour soutenir le mouvement de la Garde prussienne.

Au milieu de cette déroute, le général de Wimpffen s'arrête à un parti héroïque : il veut percer par Carignan, afin de permettre sinon à l'armée tout entière, du moins à quelques débris, de s'échapper. Successivement, le commandant en chef écrit au général Douay, et à l'Empereur. Le général Douay reçoit ce message au moment où ses troupes, rompues par l'artillerie allemande, se précipitent vers Sedan. Quant à l'Empereur, depuis longtemps déjà, il est à la sous-préfecture, écoutant tous les avis, ne sachant que résoudre pour éviter un désastre qui parait imminent. Le matin, Napoléon III est venu à cheval, sur le champ de bataille, deux de ses aides de camp ont été blessés, mais il est rentré dans la ville aux premiers symptômes de défaite.

La proposition du général de Wimpffen est médiocrement accueillie au quartier impérial : sans forces, sans énergie, l'Empereur n'est pas capable de l'effort qu'on réclame de lui. Il n'a qu'une pensée, louable en elle-même, mais étrange de la part du prince qui a déclaré la guerre, étrange encore de la part du souverain qui ne commande plus, et n'est depuis longtemps à l'armée qu'une gêne et un embarras : arrêter l'effusion du sang. Les généraux Douay,

Ducrot, Lebrun sont successivement arrivés dans la place : ils déclarent tous que la résistance est impossible. Le commandant du 12[e] corps est alors envoyé au général de Wimpffen, pour lui conseiller de demander un armistice. Déjà un drapeau parlementaire a été hissé, mais le général Faure l'a fait enlever.

Le commandant du 7[e] corps rencontre aux environs de Balan le général de Wimpffen, qui se refuse à traiter : un des officiers de l'état-major, le capitaine D'Olonne, arrache le drapeau parlementaire, qu'un peu prématurément, l'escorte du général Lebrun a arboré. 2,000 soldats environ, quelques gardes nationaux ont répondu à l'appel désespéré que leur a adressé le commandant en chef. C'est avec cette poignée d'hommes que le général de Wimpffen espère passer sur le corps des Bavarois. Folie soit, mais folie héroïque après tout, folie nécessaire peut-être, lorsque la capitulation, réprouvée, flétrie par nos lois, apparaît imminente!

..... Les plaies faites à l'honneur ne guérissent point, écrivait Napoléon I[er]; l'effet moral en est terrible. On dit qu'il n'y avait pas d'autre moyen de sauver l'armée, de prévenir l'égorgement des soldats. Eh! il eût mieux valu qu'ils périssent tous les armes à la main, qu'il n'en fût pas revenu un seul. Leur mort eût été glorieuse, nous les eussions vengés; on retrouve des soldats, il n'y a que l'honneur qui ne se retrouve pas.

Entraîné par le général de Wimpffen, le général Lebrun, qui a donné à Bazeilles des preuves de son

énergie, partage sa fortune. Tous deux se mettent à la tête de cette petite troupe, espérant que l'exemple sera suivi; ils se jettent sur Balan, s'emparent du faubourg et de l'église. Le commandant en chef pousse audacieusement jusqu'à la Meuse, mais lorsqu'il revient, il est forcé de reconnaître que la lutte est désormais inutile :

Les renforts que j'espérais, et que plusieurs de mes officiers, rentrés en ville, cherchaient à m'amener, n'arrivaient pas.

Les deux généraux retournent à Sedan, au moment où les Allemands, comme furieux de cet essai de résistance, redoublent l'intensité du bombardement. Plus de 600 pièces, bien postées, tirent à coup sûr; la ville est criblée; il n'y a plus une place où l'on puisse être en sûreté. Les blessés sont tués dans les maisons; la grande caserne, transformée en ambulance, est atteinte : deux généraux sont frappés dans la rue par des éclats d'obus.

Au moment où le général de Wimpffen entre dans la ville, le drapeau blanc est déjà arboré : un aide de camp du roi de Prusse, le lieutenant-colonel Bronsart de Schellendorf, a été envoyé par le roi de Prusse en parlementaire à Sedan; il a fait connaître à l'empereur la volonté de son maître qui exige la capitulation de l'armée et de la place. Cette dure parole n'a pas été relevée ; Napoléon III s'est borné à répondre qu'il allait écrire au vainqueur, et transmettre sa lettre par un de ses aides de camp.

L'officier prussien s'est empressé de revenir auprès du roi Guillaume, pour lui faire connaître l'importante nouvelle de la présence de l'empereur à Sedan.

A sept heures, le général Reille arrive auprès du roi Guillaume, il est accompagné par le capitaine d'état-major prussien de Winterfeld. Nous transcrivons ici d'après une relation allemande :

Lorsqu'ils s'approchent, le roi s'avance un peu, tout son entourage fait quelques pas en arrière. La Garde de l'état-major est là en rang derrière la suite. Arrivés à une distance du roi d'environ quatre-vingts pas, les cavaliers mettent pied à terre. Le général Reille s'avance vers le roi la tête découverte, et présente la lettre de son empereur. Le roi, qui a salué le général à son approche, prend la lettre, déchire l'enveloppe, lit, dit encore quelques mots à l'envoyé; celui-ci se retire, le roi se retire aussi et lit la lettre de l'empereur dans un groupe formé du Prince Royal, du comte Bismarck, du général de Moltke, du prince Charles, du grand-duc de Weimar et du duc de Cobourg.

Cette lettre était ainsi conçue : « Monsieur mon frère! N'ayant pas pu mourir au milieu de mes troupes, il ne me reste qu'à remettre mon épée dans les mains de Votre Majesté. Je suis de Votre Majesté le bon frère, Napoléon. »

Ce groupe s'arrête assez longtemps à délibérer. Les généraux de Boyen et Treskow, plus tard le Prince Royal, Moltke et Bismarck s'entretiennent successivement avec Reille, parlementaire français. Peu à peu, le roi se trouve assez loin derrière son état-major. Il est assis sur une chaise. Une seconde chaise que le major d'Alten tient levée, lui sert de table à écrire. Près de lui, est le comte Hatzfeld. Le roi écrit la réponse à la lettre de Louis Napoléon. En voici la teneur :

« Devant Sedan, le 1er septembre 1870.

« Monsieur mon frère! Tout en regrettant les circonstances dans lesquelles nous nous rencontrons, j'accepte l'épée de Votre Majesté,

et je vous prie de nommer un de vos officiers muni de vos pleins pouvoirs, pour négocier la capitulation de l'armée qui s'est si bravement battue sous vos ordres. De mon côté, j'ai désigné le général de Moltke à cet effet. Je suis de Votre Majesté le bon frère.

« GUILLAUME. »

Mais, c'est à grand'peine que les négociations peuvent se continuer : aucun général français ne veut accepter cette dure mission de traiter avec l'ennemi. Le général Wimpffen donne sa démission, les généraux Douay et Ducrot, sollicités par l'empereur, se récusent ; le chef d'état-major général Faure a, précédemment déjà, refusé de signer l'ordre de cesser le feu. L'empereur n'accepte pas la démission du général de Wimpffen. A huit heures, ce dernier se rend à la sous-préfecture, pour recevoir les instructions de l'empereur, et après une altercation assez vive, avec le général Ducrot, au sujet de la conduite de la bataille, il part pour le château de Bellevue, quartier du roi, avec le général Faure, le général Castelnau et quelques officiers.

Les détails de cette entrevue si importante ont été conservés par le général de Wimpffen ; nous les reproduisons ici, car, on ne tardera pas à le voir, ils font connaître bien nettement les intentions de l'état-major prussien :

..... MM. de Bismarck et de Moltke entrèrent. Nous nous saluâmes, et après nous être assis, je leur présentai l'ordre que m'avait remis l'empereur. Lorsqu'ils en eurent pris connaissance, je déclarai que ma volonté avait été de continuer la lutte, persuadé que notre armée, quoique repoussée sur Sedan, était encore en état de com-

battre; mais que je me conformais à la volonté de mon souverain, que je me présentais en parlementaire, et que j'espérais obtenir de Leurs Excellences les conditions les plus honorables.

Je demandai alors que l'armée française pût se retirer avec armes et bagages, avec tous les honneurs dus à des soldats ayant fait bravement leur devoir, sous l'engagement de ne plus servir contre les armées allemandes pendant la durée de la guerre.

Le comte de Bismarck me répondit :

— Sans nul doute, la valeureuse résistance de votre armée mérite les conditions les plus honorables, car avec soixante-dix mille hommes, vous avez combattu contre deux cent vingt mille. Nous rendons justice au commandant énergique et aux braves soldats qui ont prolongé la lutte durant presque toute une journée, mais c'est la France qui a déclaré la guerre. L'Allemagne désire le prompt rétablissement de la paix; nous ne devons donc négliger aucun moyen de diminuer la durée de la lutte, et l'un des plus efficaces est de priver la France d'une armée importante par elle-même, plus importante encore par les éléments qui la composent, et qui sont aptes à fournir des cadres à des armées nouvelles. Aussi, après en avoir délibéré, nous avons décidé que nos conditions seraient celles-ci :

Votre armée déposera les armes et sera conduite prisonnière en Allemagne.

Je déclarai que ces conditions étaient inacceptables, qu'il ne fallait pas croire notre armée si abattue, et que j'étais disposé à l'appeler aux armes pour une lutte suprême.

— Général, reprit aussitôt M. de Moltke, toute tentative de résistance de votre part est désormais impossible. Vous n'avez pas de vivres; vos munitions sont épuisées; votre armée est décimée.

Il entra alors dans des détails malheureusement trop exacts sur notre situation dans Sedan.

— D'ailleurs, reprit-il, notre artillerie est en batterie tout autour de la ville sur les hauteurs qui la dominent. Elle peut anéantir vos troupes avant qu'elles aient eu le temps d'opérer le moindre mouvement.

Il m'offrit alors de faire vérifier les positions de l'armée allemande et de ses batteries par un de mes officiers, et termina par une

menace de bombardement, dès le point du jour si nous ne nous étions pas rendus.........

Le comte de Bismarck venant ensuite à parler de la paix, me dit que la Prusse avait l'intention bien arrêtée d'exiger non-seulement une indemnité de guerre de quatre milliards, mais encore la cession de l'Alsace et de la Lorraine allemande « seule garantie pour nous, ajouta-t-il, car la France nous menace sans cesse, et il faut que nous ayons, comme protection solide, une bonne ligne stratégique avancée. »

Je répondis qu'on obtiendrait sans doute les milliards, mais qu'on ne céderait point une portion de territoire sans une lutte acharnée, et que si la France devait y succomber, et se voir forcée, pour obtenir la paix, d'abandonner l'Alsace et la Lorraine, cette paix ne serait qu'une trêve durant laquelle, de l'enfant au vieillard, on apprendrait le maniement des armes, pour recommencer avant peu une guerre terrible, dans laquelle l'un des deux peuples disparaîtrait comme nation de la carte de l'Europe.

— La France, répliqua le ministre du roi Guillaume, ne nous a pas pardonné Sadowa. Quelles que soient les conditions de paix que nous lui accordions, elle ne nous pardonnera pas notre victoire sur elle-même. Elle voudra venger sa défaite, et c'est précisément parce que la lutte devra recommencer, que nous devons, dès aujourd'hui, prendre des garanties sérieuses contre vous, si nous voulons que nos succès portent des fruits durables.

— C'est une erreur de croire que la France voulait la guerre, répondis-je, elle y a été entraînée par une agitation toute à la surface. Notre nation est plus pacifique que vous ne le pensez, car toutes ses aspirations ont été portées vers l'industrie, le commerce, les arts, et peut-être trop vers le bien-être et le luxe ; ne la forcez pas à reprendre l'habitude de ses armes. Si vous vous montrez modérés dans la victoire, si vous ne blessez pas sa fibre patriotique par une demande de cession de territoire, vous bornant à exiger une juste indemnité, vous pouvez être assuré que les deux pays vivront dans une paix sincère et durable.

— Après l'effort que l'Allemagne vient de faire, elle en voudrait à la Prusse, si le roi se contentait de parole et d'argent ; elle veut

des garanties matérielles qui assurent son repos; car elle ne sera peut-être pas en état de renouveler d'ici cinquante ans une pareille guerre, nécessitant de si grands sacrifices. Il faut donc dès aujourd'hui que vous consentiez à être prisonniers de guerre, ainsi que nous l'avons décidé.

— Ou bien, ajouta M. de Moltke, dès demain, au point du jour, nous recommencerons le feu.

— Quant à moi, répondis-je, général en chef, par suite d'un incident de la bataille, je ne puis me résoudre à accepter de pareilles conditions, sans les avoir exposées aux généraux qui commandaient l'armée sous mes ordres. Demain à neuf heures, je vous ferai savoir ce que nous aurons arrêté.

Le général de Moltke insista de nouveau pour recommencer le feu dès le point du jour, si la capitulation n'était pas convenue à l'instant même, mais le comte de Bismarck déclara qu'on pouvait retarder jusqu'à neuf heures du matin.

Nous avons dit plus haut que le général Castelnau était adjoint au général de Wimpffen « afin de débattre les intérêts personnels de l'empereur. » A un moment, le général Castelnau intervint pour déclarer que l'empereur, en remettant son épée sans conditions au roi, avait espéré que cette démarche vaudrait à l'armée une capitulation plus honorable. « Quelle est l'épée qu'a rendue Napoléon III? dit M. de Bismarck. Est-ce l'épée de la France ou son épée à lui? Si c'est celle de la France, les conditions peuvent être singulièrement modifiées. » — « C'est seulement l'épée de l'empereur, » reprit le général Castelnau.

Rentré à Sedan à une heure du matin, le général de Wimpffen se transporta auprès de l'empereur qu'il trouva couché. « Sire, lui dit-il, on me propose les conditions les plus dures pour votre armée. J'ai tenté sans succès d'en obtenir de meilleures. Je ne compte plus que sur les démarches de Votre Majesté, pour nous sortir, aussi honorablement que possible, de notre malheureuse situation. »

L'empereur répondit qu'il verrait le roi de Prusse dès cinq heures du matin. Il se rendit, en effet, dès le point du jour au quartier de Donchery, mais le roi était parti pour Vendresse, et ce fut avec M. de Bismarck, dans la maison d'un tisserand, qu'eut lieu l'entrevue.

Nous en transcrivons ici le récit d'après une narration allemande : « Napoléon exprima à plusieurs reprises son désir d'obtenir pour son armée des conditions plus favorables. Mais Bismarck refusa tout de suite son consentement à une pareille négociation, en disant que c'était une question militaire qui devait être vidée entre le général de Moltke et le général de Wimpffen. En revanche, Bismarck demanda à l'empereur s'il était disposé à négocier la paix. Celui-ci répondit qu'il ne le pouvait plus puisqu'il était prisonnier, et lorsque Bismarck voulut savoir par qui le gouvernement de la France était alors représenté, Napoléon lui fit entendre que c'était par la régence qu'il avait instituée avec son départ de Paris. Ayant ainsi éclairci ce point, dont on avait pu juger par l'écrit de l'empereur au roi, le chancelier de la Confédération reconnut, et il ne le cacha pas à l'empereur, que la situation n'offrait aucune garantie politique, et il montra la nécessité de gagner avant tout par la capitulation de Sedan un gage matériel qui assurât les résultats militaires qu'on venait d'obtenir.

La veille déjà, le chancelier et le général de Moltke avaient discuté longtemps la question de savoir s'il serait possible, sans faire tort aux intérêts de l'Allemagne, d'offrir au sentiment d'honneur militaire d'une armée qui s'était bien battue des conditions plus favorables que celles qui avaient été fixées d'abord. Mais l'un et l'autre, après y avoir réfléchi mûrement et en toute conscience, étaient arrivés à une réponse négative. Lorsque le général de Moltke, qui était venu assister à l'entretien de l'empereur avec Bismarck, se rendit auprès du roi de Prusse pour lui exposer les désirs de Napoléon III, il le fit avec l'intention de ne point les favoriser. Du reste, le roi connaissait bien l'avis de de Moltke.

Ensuite l'empereur sortit de la maison, et invita Bismarck à s'asseoir à côté de lui devant la porte. Il demanda au chancelier de la Confédération si l'on ne pourrait pas laisser l'armée française passer sur le territoire belge pour y être désarmée et internée. Cette éventualité n'avait pas été non plus oubliée la veille par Bismarck et le général de Moltke, aussi le chancelier s'appuya-t-il sur les raisons indiquées plus haut pour ne pas consentir à discuter cette proposition. Il ne prit pas l'initiative touchant la situation politique;

l'empereur de son côté ne le fit que pour déplorer le malheur de la guerre, pour déclarer qu'il ne l'avait pas voulue et qu'il avait été contraint par la pression de l'opinion publique en France.

Cependant, on apprit que le château de Bellevue près de Fresnois ne renfermait pas encore de blessés, et que par conséquent l'empereur pourrait s'y rendre sans aucun inconvénient. Bismarck jugea l'endroit très favorable, et proposa à l'empereur d'y aller tout de suite. Louis-Napoléon accepta de bon cœur la proposition; le comte de Bismarck l'accompagna au château, où se trouvaient déjà la suite et les équipages de l'empereur, qui étaient venus de Sedan. Là se trouvait aussi le général de Wimpffen; en attendant le retour du général de Moltke, il avait repris les négociations de la veille avec le général de Podbielsky, en présence du lieutenant-colonel de Verdy et du chef d'état-major du général de Wimpffen, qui dressaient tous deux le procès-verbal. Bismarck lui-même ne prit part à ces négociations que pour exposer la situation politique et légale, conformément à des éclaircissements qu il avait reçus de l'empereur. Immédiatement après, le capitaine de cavalerie de Nostiz vint lui annoncer de la part du général de Moltke que le roi ne voulait voir l'empereur que lorsque la capitulation de l'armée serait signée. Cette nouvelle devait faire perdre aux Français tout espoir d'obtenir d'autres conditions.

Tandis que l'empereur accomplissait cette inutile démarche, les généraux français se réunissaient en conseil à Sedan. Voici le texte de cette délibération :

Aujourd'hui, 2 septembre, à six heures du matin, sur la convocation du général en chef, un conseil de guerre, auquel ont été appelés les généraux commandant les corps d'armée, les généraux commandant les divisions et les généraux commandant en chef l'artillerie et le génie de l'armée, a été réuni.

Le général commandant a exposé ce qui suit

D'après les ordres de l'Empereur, et comme conséquence de l'armistice intervenu entre les deux armées j'ai pu me rendre auprès de M. le comte de Moltke chargé des pleins pouvoirs du roi de

Prusse, dans le but d'obtenir les meilleures conditions possibles pour l'armée refoulée dans Sedan après une bataille malheureuse.

D'après les premiers mots de notre entretien, je reconnus que M. le comte de Moltke, avait malheureusement une connaissance parfaite de notre situation, et qu'il savait très bien que l'armée manquait absolument de vivres et de munitions, que dans la journée d'hier nous avions combattu une armée de deux cent vingt mille hommes qui nous entouraient de toutes parts. — « Général, m'a-t-il dit, nous sommes disposés à faire à votre armée, qui s'est si vaillamment battue aujourd'hui, les conditions les plus honorables; toutefois, il faut que ces conditions soient compatibles avec les exigences de la politique de notre gouvernement. Nous demandons que l'armée française capitule. Elle sera prisonnière de guerre; les officiers conserveront leurs épées et leurs propriétés personnelles; les armes de la troupe seront déposées dans un magasin de la ville pour nous être livrées. »

Le général a demandé aux officiers généraux qui faisaient partie du conseil de guerre, si dans leur pensée la lutte était encore possible; la grande majorité a répondu par la négative. Deux généraux seuls (1) ont exprimé l'opinion que l'on devait chercher à sortir de vive force. On leur a fait observer que la défense de la place était impossible, parce que les vivres et les munitions manquaient absolument; que l'entassement des hommes et des voitures dans les rues rendait toute circulation impossible; que dans ces conditions, le feu de l'artillerie ennemie, déjà en position sur toutes les hauteurs environnantes, produirait un affreux carnage, sans aucun résultat utile; que le débouché était impossible, puisque l'ennemi occupait déjà les barrières de la place, et que ses canons étaient braqués sur les avenues étroites qui y conduisent. Ces deux officiers généraux se sont rendus à l'avis de la majorité. En conséquence, le conseil a déclaré au général en chef, qu'en présence de l'impuissance matérielle de prolonger la lutte, nous étions forcé d'accepter les conditions qui nous étaient imposées, tout sursis pouvant nous exposer à subir des conditions plus douloureuses encore.

De Wimpffen. — A. Ducrot. — général Lebrun.
— F. Douay. — général Forgeot. — Ch. Dejean.

(1) Les généraux Pellé et Carré de Bellemare.

Vers dix heures du matin, le général de Wimpffen retourna au quartier général allemand, et signa la capitulation dont voici le texte :

PROTOCOLE

Entre les soussignés,

Le chef de l'état-major de S. M. le Roi Guillaume, commandant en chef de l'armée allemande, et le général commandant en chef de l'armée française, tous deux munis des pleins pouvoirs de Leurs Majestés le Roi Guillaume et l'Empereur Napoléon, la convention suivante a été conclue :

ARTICLE PREMIER.

L'armée française placée sous les ordres du général de Wimpffen, se trouvant actuellement cernée par des forces supérieures autour de Sedan, est prisonnière de guerre.

ARTICLE 2.

Vu la défense valeureuse de cette armée, il est fait exception pour tous les généraux et officiers, ainsi que pour les employés spéciaux ayant rang d'officier qui engageront leur parole d'honneur par écrit de ne pas porter les armes contre l'Allemagne, et de n'agir d'aucune autre manière contre ses intérêts, jusqu'à la fin de la guerre actuelle. Les officiers et employés qui accepteront ces conditions conserveront leurs armes et les objets qui leur appartiennent personnellement.

ARTICLE 3.

Toutes les autres armes, ainsi que le matériel de l'armée consistant en drapeaux (aigles), canons, chevaux, caisses de guerre, équipages de l'armée, munitions, etc., seront livrés à Sedan à une commission militaire instituée par le commandant en chef, pour être remis immédiatement au commissaire allemand.

ARTICLE 4.

La place de Sedan sera livrée ensuite dans son état actuel, et au plus tard dans la soirée du 2 septembre, à la disposition de Sa Majesté le roi de Prusse.

ARTICLE 5.

Les officiers qui n'auront pas pris l'engagement mentionné à l'article 2, ainsi que les troupes désarmées, seront conduits, rangés d'après leurs régiments ou corps, et en ordre militaire. Cette mesure commencera le 2 septembre et sera terminée le 3. Ces détachements seront conduits sur le terrain bordé par la Meuse, près d'Iges, pour être remis aux commissaires allemands par leurs officiers, qui céderont alors le commandement à leurs sous-officiers.

Les médecins militaires, sans exception, resteront en arrière pour prendre soin des blessés.

Fait à Frénois, le 2 septembre 1870.

De Moltke.
De Wimpffen.

Tandis que se signait cette fatale capitulation, l'empereur se rendait au château de Bellevue où devait avoir lieu l'entrevue avec le roi de Prusse, et le général de Wimpffen venait rejoindre Napoléon III, pour lui annoncer que tout était terminé. Le roi Guillaume arrivait quelques instants après, vers 2 heures. Le vainqueur n'a parlé de cet entretien que dans une lettre adressée à la reine Augusta :

Nous étions tous deux très émus de nous revoir. Je ne saurais exprimer tout ce que je ressentis, aprés avoir vu Napoléon il y a trois ans à peine au faîte de sa puissance.

Dans une brochure qu'il a publiée, et que nous avons déjà citée, l'Empereur a écrit cette phrase :

Dans cette entrevue, le roi fit preuve des nobles sentiments qui l'animaient, en témoignant à l'empereur tous les égards que réclamait son infortune.

Deux versions de cet entretien ont été publiées dans la *Nouvelle presse libre* de Vienne et dans le *Times*. Elles s'accordent toutes deux à reconnaître que la conversation n'eut qu'une importance secondaire, l'empereur ayant déclaré qu'il ne pouvait traiter de la paix et que l'impératrice seule avait pouvoir pour discuter cette question.

Le lendemain, à neuf heures du matin, l'empereur quitta le château de Bellevue pour se rendre par Donchery à la frontière belge, d'où il devait gagner le château de Wilhelmshœhe, près de Cassel, qui lui était assigné comme résidence. Les voitures impériales avaient pour escorte un escadron de hussards noirs; le général prussien de Bayen accompagnait l'empereur. A la frontière, des chasseurs belges remplacèrent les hussards allemands, et conduisirent le prisonnier jusqu'au train qui devait le mener à Wilhelmshœhe.

Quant au général de Wimpffen, il était rentré à Sedan et annonçait aux troupes la triste nouvelle de la capitulation par la proclamation suivante :

Hier, vous avez combattu contre des forces très supérieures. Depuis le point du jour jusqu'à la nuit, vous avez résisté à l'ennemi avec la plus grande valeur, et brûlé jusqu'à votre dernière cartouche. Epuisés par cette lutte, vous n'avez pu répondre à l'appel qui vous a été fait par vos généraux et par vos officiers, pour tenter de gagner la route de Montmédy et de rejoindre le maréchal Bazaine. Deux

mille hommes seulement ont pu se rallier, pour tenter un suprême effort. Ils ont dû s'arrêter au village de Balan, et rentrer à Sedan, où votre général a constaté avec douleur qu'il n'existait ni vivres, ni munitions de guerre.

On ne pouvait songer à défendre la place, que sa situation rend incapable de résister à la nombreuse et puissante artillerie de l'ennemi.

L'armée, réunie dans les murs de la ville, ne pouvait ni en sortir, ni la défendre, les moyens de subsistance manquant pour la population et pour les troupes, j'ai dû prendre la triste détermination de traiter avec l'ennemi.

Envoyé au quartier général prussien, avec les pleins pouvoirs de l'Empereur, je ne pus d'abord me résigner à accepter les clauses qui m'étaient imposées. Ce matin seulement, menacé d'un bombardement auquel nous n'aurions pu répondre, je me suis décidé à de nouvelles démarches, et j'ai obtenu des conditions, dans lesquelles nous sont évitées, autant qu'il a été possible, les formalités blessantes que les usages de la guerre entraînent le plus souvent en pareilles circonstances.

Il ne nous reste plus, officiers et soldats, qu'à accepter avec résignation les conséquences des nécessités contre lesquelles une armée ne peut lutter : manque de vivre et manque de munitions pour combattre.

J'ai, du moins, la consolation d'éviter un massacre inutile et de conserver à la patrie des soldats susceptibles de rendre encore dans l'avenir de bons et brillants services.

Le général commandant en chef,

De Wimpffen.

III

Les pertes des Français furent d'environ 15,000 hommes tués ou blessés, parmi lesquels vingt généraux (Mac-Mahon, Lartigue, Dumont, Salignac, Cambriels, Bittard, Morand, Bretteville, Kerleadec, Guiomar, Carteret, Maussion, Bernier, des Pallières (blessé la veille), Fontange, Margueritte, Tillard, Courson, Wolf, Saint-Hilaire.

Quelques milliers d'hommes échappèrent à l'investissement, avant et pendant la bataille. Le maréchal Mac-Mahon, transporté au château de Pourru-aux-Bois, y demeura jusqu'à sa convalescence, puis rejoignit l'armée en captivité. Le général Ducrot, d'abord prisonnier sur parole, parvint à s'échapper de la gare de Pont-à-Mousson, lorsqu'il fut redevenu prisonnier gardé.

Dans leurs relations, les Allemands affirment avoir fait 21,000 prisonniers pendant la bataille (1).

(1) Ce chiffre peut paraître excessif, mais voici un fait qui l'explique. Le général de la Garde prussienne de Pape raconte « qu'on ordonna dans le bois de Garenne, à un trompette français prisonnier, de sonner les signaux de « cesser le feu » et du « rassemblement » qui sont usités dans l'armée française. Alors les Français accoururent de toutes parts comme les abeilles qui volent vers leur ruche. A l'aspect des soldats prussiens, ils jetèrent leurs armes et se laissèrent emmener avec les autres prisonniers, sans faire la moindre résistance, bien que le nombre de ceux que la trompette avait rassemblés fût bien plus considérable que celui des soldats qui escortaient les prisonniers dans la plaine. »

Les trophées des vainqueurs furent 330 pièces de campagne, 70 mitrailleuses, 184 canons de place, 12,000 chevaux, un immense matériel de guerre, et enfin les 83,000 Français (y compris 14,000 blessés) que la capitulation faisait prisonniers de guerre.

Les pertes des Allemands se répartissent ainsi, d'après l'ouvrage du grand état-major allemand.

5e corps	1,023
11e —	1,559
1er bavarois	2,108
2e —	1,981
12e corps	1,427
Garde	439
4e corps	349
(Plus environ 100 Wurtemb.)	8,886

D'après les termes de la capitulation, les soldats devaient être livrés à l'ennemi. Le 3 au soir, le lieutenant-colonel de Heuduck, nommé commandant de la place, fit conduire les Français désarmés dans la presqu'île d'Iges.

Campés, parqués dans la boue, sans un abri, expo-

L'écrivain allemand auquel nous empruntons ce détail ajoute cette réflexion :

« La conscience du peuple allemand n'envisagera certainement pas comme un des actes les plus honorables de la guerre, le stratagème qui a forcé ou du moins engagé un trompette prisonnier, lorsque la bataille était évidemment gagnée, à sonner des signaux nationaux, c'est-à-dire à trahir sa propre armée et sa patrie. »

sés à une pluie incessante, sans pain, privés de vivres, exposés à toutes les humiliations, menacés, frappés par d'impitoyables gardiens, nos malheureux soldats attendirent bien longtemps la fin de leurs souffrances. Entre tous, les Bavarois se distinguèrent par leur cruauté. Un homme, soldat ou officier, s'écartait-il des rangs, il était violemment repoussé à coups de crosse. Quelques prisonniers tentèrent de fuir, ils tombèrent sous la balle d'une sentinelle. A toutes les issues des canons, des mitrailleuses.

Il fallut dix jours pour évacuer ce camp justement flétri du nom de « *camp de la misère* ».

CHAPITRE V

La journée du 4 septembre. — Hésitation du Cabinet. — Proposition de M. Buffet. — Projet du gouvernement. — La déchéance demandée par M. J. Favre. — Proposition de M. Thiers adoptée par la commission. — Envahissement du Corps législatif. — Proclamation du gouvernement de la défense nationale. — Paix ou guerre? — Premiers actes politiques du gouvernement. — Envoi d'une délégation en province. — Les élections. — Entrevue de Ferrières

I

Le 2 septembre, de vagues rumeurs circulèrent dans Paris : on disait le maréchal Mac-Mahon prisonnier, l'armée détruite. Déjà le ministre de la guerre avait reçu dans la journée précédente un télégramme du général Vinoy donnant de mauvaises nouvelles de la bataille. Le 3, à quatre heures du soir, enfin arriva une dépêche de l'empereur à l'impératrice ; elle était ainsi conçue : « L'armée est défaite et captive, moi-même je suis prisonnier. »

Le Conseil des ministres fut aussitôt réuni et délibera sur les mesures à prendre.

Il était impossible aux membres du Cabinet de se dissimuler combien la situation était grave : l'ennemi allait sans doute s'avancer sur la capitale, et la

fermentation qui régnait faisait prévoir des complications intérieures.

Paris avait la fièvre ; il vivait dans l'attente d'une victoire si hautement promise, et chaque jour apportait le récit d'une défaite. Cette population, avide de nouvelles, avait bien vite connu la vérité. Insuffisance des préparatifs, manque de directions, elle n'ignorait rien. Elle savait que l'empereur, sans force, sans volonté, écoutant tous les conseils, suivant toutes les inspirations, avait quitté l'armée de Metz, au moment même où la bataille allait s'engager, le 15 août ; elle était au courant des irrésolutions de Châlons, des télégrammes du ministre de la guerre, invoquant l'intérêt de la dynastie, à l'heure où il ne devait y avoir qu'une pensée : la défense du pays.

Dans quelques instants, enfin, elle allait apprendre tous les détails de la capitulation : l'empereur arborant le drapeau blanc, rendant son épée au roi de Prusse, et donnant comme excuse, la volonté de son peuple qui l'avait poussé en avant !

Pour le plus dévoué serviteur de Napoléon III, la révolution était certaine. Aussi, sur le Conseil des ministres, l'impératrice jugeant que l'indiscutable popularité de M. Thiers pouvait seule empêcher une catastrophe prochaine, fit-elle offrir le pouvoir au député de Paris, qui n'accepta pas cette proposition.

M. Buffet soumit alors au Cabinet un projet qui suffirait à prouver que le moment n'était plus de discuter l'importance des concessions : il s'agissait de charger le Corps législative de pourvoir à toutes les

exigences de la situation, *les droits de l'empire étant réservés*. Les ministres n'adoptèrent pas cette proposition. Il importait cependant de s'arrêter promptement à un parti, car déjà M. Jules Favre avait, au nom de vingt-sept de ses collègues, déposé un résolution dont l'article 1er était ainsi conçu :

Louis-Napoléon Bonaparte et sa dysnatie sont déclarés déchus du pouvoir que leur a conféré la Constitution.

Après une longue délibération, le Conseil se décida à proposer une commission élue par la Chambre, portant le nom de Conseil de régence, et exerçant le pouvoir exécutif sous la présidence du général de Palikao.

Ce projet, dit M. Daru, (1) causa une impression générale de désappointement, et rencontra de nombreuses résistances. Le mot de régence ne paraissait pas heureusement choisi.

Ces paroles d'un ancien ministre de l'empire, membre de la majorité dynastique du Corps législatif, sont à coup sûr bien significatives et méritent d'être retenues.

Ainsi, l'empire en était arrivé à ce point que ses plus dévoués partisans, les députés auxquels M. Daru fait allusion, considéraient comme insuffisante une abdication de fait de l'impératrice. N'était-ce pas une abdication réelle, en effet que cette remise du pouvoir à une commission législative, puisant son mandat

(1) Rapport sur les actes du gouvernement de la défense nationale.

dans l'Assemblée, et n'ayant en dehors d'elle aucun compte à rendre? Il fallait encore que le mot régence ne fut pas prononcé, même pour la forme.

A la même heure, M. Thiers présentait à ses collègues un projet dont voici les termes :

Vu la vacance du pouvoir, il sera nommé par le Corps législatif une commission de gouvernement et de défense nationale.

Une Constituante sera convoquée dès que les circonstances le permettront.

Les premiers mots soulevèrent quelques réclamations à droite; ils furent ainsi modifiés : « *Vu les circonstances.* » De son côté, le cabinet faisait une concession de forme, il supprimait le mot *Régence.* Le projet du gouvernement était ainsi conçu :

Article premier. — Un conseil de gouvernement et de défense nationale est institué. Ce Conseil est composé de cinq membres : chaque membre est nommé par le Corps législatif.

Art. 2. — Les ministres sont nommés sous le contre-seing des membres du Conseil.

Art. 3. — Le général comte de Palikao est nommé lieutenant général dudit Conseil.

L'article 2 ne paraissant pas suffisamment explicite un député de la gauche demandait par qui seraient nommés les ministres, et le général de Palikao répondait : « Par les membres du Conseil. »

Le Corps législatif était donc simultanément saisi de trois propositions, l'une, celle de M. Jules Favre, proclamant la déchéance ; les deux autres, avec des formes plus ou moins différentes, retirant entière-

ment le pouvoir à l'impératrice, dont le nom n'était pas même prononcé, pour le remettre au Corps législatif, et par délégation à une commission émanant de lui.

Ces trois propositions furent envoyées à l'examen d'une même commission.

Plusieurs députés, MM. Buffet, Daru, Kolb-Bernard se rendirent alors auprès de l'impératrice pour l'engager « à approuver, par une déclaration formelle, la *transmission* au Corps législatif, des pouvoirs qu'elle tenait de la Constitution. » L'impératrice se rendit aux raisons exprimées par M. Buffet. Cette décision supprimait en réalité le projet du gouvernement. Aussi, après une courte discussion, les commissaires se rallièrent à l'unanimité au projet de M. Thiers, M. Martel, élu rapporteur, soumit à l'Assemblée le rapport suivant :

Votre commission a examiné les trois propositions qui lui ont été renvoyées; elles ont été successivement mises aux voix; celle de M. Thiers a obtenu le plus grand nombre de suffrages. Toutefois, votre commission a ajouté à la proposition de M. Thiers deux paragraphes : l'un détermine le nombre des membres qui composeront le Gouvernement de la défense nationale; l'autre fixe les attributions dévolues à ce Conseil.

Voici le texte que nous soumettons à votre approbation :

Vu les circonstances, la Chambre élit une commission composée de *cinq* membres choisis par le Corps législatif.

Cette commission *nomme* les ministres.

Dès que les circonstances le permettront, la nation sera appelée à élire une Assemblée constituante qui se prononcera sur la forme du gouvernement.

Il faut s'arrêter sur ce texte, non le torturer, le dénaturer, en tirer des conclusions plus ou moins logiques, mais le lire simplement.

Pas une fois, le nom de l'impératrice n'est prononcé, elle n'est rien, ne peut rien, elle ne nomme pas les ministres, ne surveille pas leurs actes. Du moins, ses pouvoirs sont réservés ; la guerre terminée, elle reprendra son rang, ses privilèges ? Non. « Dès que les circonstances le permettront, la nation sera appelée à élire une Assemblée constituante *qui se prononcera sur la forme du gouvernement.*

Et, ce rapport si précis, si décisif, a été adopté à l'unanimité par la commission, qui, sauf un membre, ne compte que des amis de l'empire : MM. Buffet, Martel, Josseau, Daru, Le Hon, Jules Simon, Gaudin, Genton et Dupuy de Lôme.

Ne peut-on pas dire que l'empire a disparu à ce moment ? « L'accord est fait entre les partis, dit M. Daru, l'impératrice elle-même ne fait point obstacle à l'adoption de ce projet. »

Lorsque, quelques heures après l'envahissement de l'Assemblée, la proposition fut mise aux voix, elle souleva les protestations isolées de quelques députés, « connus pour leur dévouement à l'empire », dit M. Kolb Bernard ; mais ces protestations provenaient uniquement de ce fait que M. Martel était revenu à la rédaction première de M. Thiers et avait remplacé ces mots : « Vu les circonstances », par ceux-ci : « Vu la vacance du pouvoir, » qui semblaient sans doute

une reconnaissance du fait accompli. Cependant le projet fut adopté. Citons, enfin, un passage bien caractéristique du compte rendu. M. Garnier-Pagès s'exprime ainsi... « Je ne serai point contredit, je pense, en affirmant que le pouvoir exécutif a cessé d'exister, qu'il est tombé sous le mépris public. » Et à la suite le compte rendu insère ces mots, qui font bien connaître les sentiments de cette Assemblée : « *Dénégations diverses. — Marques nombreuses d'approbation.*

Au moment où cette décision est prise, il est vrai, l'Assemblée a déjà été envahie, et c'est dans la salle à manger de la présidence que se tient la réunion. Soutiendra-t-on que l'envahissement du Corps législatif ayant empêché le vote, sur la proposition de M. Thiers, d'être rendu dans les conditions normales, le résultat doit être considéré comme nul? Mais alors il faut dire que loin de renverser l'empire, la révolution du 4 septembre a seule pu donner à ses revendications ultérieures une *apparence* de légalité.

Mais, en tout cas, la démarche de M. Buffet aux Tuileries, la réponse de l'impératrice, l'adoption de la proposition de M. Thiers, les résolutions de la commission, ce sont là des preuves indiscutables, des faits précis antérieurs à l'invasion de l'Assemblée. Et ne permettent-ils pas de dire qu'au moment où la foule se précipite, l'impératrice est déchue de ses pouvoirs : ce n'est donc pas l'empire que la révolution va renverser; il n'est plus; jusqu'à la fin de la guerre, il n'a plus à intervenir dans les affaires de la

nation ; ses droits ne subsistent même pas entiers, car il est entendu que c'est la prochaine Assemblée qui décidera de la forme de gouvernement.

L'envahissement du Corps législatif se produit vers deux heures un quart. Une foule immense entoure le Palais Bourbon, se précipite par toutes les issues. Un instant retenue par M. Gambetta, elle occupe les tribunes et ne tarde pas à obliger le président, M. Schneider, à lever la séance.

Les régiments réunis autour de l'Assemblée ne se sont pas opposés à l'action irrésistible de cette foule. A ce sujet, de vives discussions se sont élevées, et le général Trochu a été accusé d'avoir manqué à ses devoirs, en ne venant pas se mettre à la tête des troupes. Mais dans cette séance même, le général Palikao avait pris soin de déclarer que le gouverneur de Paris n'avait nul droit d'intervenir, de donner des ordres, et que c'était au ministre de la guerre seul à agir. Si donc un *reproche* pouvait être adressé, c'est au général Palikao qu'il faudrait le renvoyer. Mais qui donc pourrait soutenir cette thèse « qu'il fallait balayer cette foule, employer la force, faire couler le sang. »

Ne voit-on pas cet étrange rapprochement : l'empereur faisant arborer le drapeau blanc à Sedan « pour éviter l'effusion du sang », et le gouvernement de la régente donnant l'ordre de tirer sur une foule désarmée!

Car dans cette multitude, c'est à peine si quelques gardes nationaux ont pris leurs fusils.

Un seul mot est dans toutes les bouches : *déchéance*. Un irrésistible courant a groupé tous les citoyens, toutes les classes, et notons bien cet aveu d'un commissaire de police cité par M. Daru : « les différents partis. » Lorsqu'après un mois de souffrance, d'attente fiévreuse, de désillusions, la population d'une ville comme Paris a pu constater toutes les imprévoyances et toutes les faiblesses, lorsqu'elle se trouve en présence d'un désastre sans précédent dans notre histoire, que vient-on parler d'entente, de mot d'ordre, de démagogie pour expliquer de tels événements? A quoi bon l'entente, à quoi bon le mot d'ordre, lorsque tous les esprits reflètent la même pensée, à ce point que le député fidèle à l'empire arrive à la même conclusion que le citoyen hostile au gouvernement.

Mais enfin, soit, on l'a dit, il y a entente, mot d'ordre, « les passions révolutionnaires jouent leur rôle ordinaire. »

Que conclure de là, sinon qu'un grand danger menace la société, la France : un grand danger, car si le pouvoir tombe entre les mains de ces hommes dont on cite complaisamment les noms, de ces hommes qui rêvent un bouleversement social, de ces hommes pour qui l'Allemand n'est pas le pire ennemi, de ces hommes, enfin, qui nous montreront plus tard ce que valent et ce que veulent leurs théories et leurs doctrines, le pays est perdu, il est déshonoré.

Qui va lutter contre ce parti démagogique, qui va

lui arracher le pouvoir qu'il croit déjà tenir : est-ce l'empire ? Mais, il n'existe plus. Le Corps législatif ? Quelle est sa popularité, son prestige, son pouvoir ? Il a été élu, non par le suffrage universel librement consulté, mais grâce à la pression administrative : il a voté complaisamment toutes ces mesures funestes qui ont amené notre ruine ; avec enthousiasme il a soutenu l'expédition du Mexique, « la plus grande pensée du règne. » Il y a un mois à peine, il déclarait la guerre à la Prusse, il gourmandait les ministres, qu'il accusait de manquer de patriotisme, il injuriait M. Thiers. Est-ce bien là un pouvoir indépendant, ou un rouage de l'empire ? La dynastie tombée, *tuée*



M. Grévy (1).

(1) M. Jules Grévy, député du Jura depuis 1868, bâtonnier de l'Ordre des avocats ; deux fois président de l'Assemblée nationale. Élu président de la République le 30 janvier 1879. Mort à Mont-sous-Vaudrey, son lieu de naissance, le 9 septembre 1891. (D. L.)

légalement par un vote, a-t-il une puissance suffisante pour entraîner la nation, pour calmer cette foule, pour résister aux Félix Pyat et à ses acolytes ? La force matérielle manque, où est la force morale ?

Il est le droit, soit. Qu'il agisse alors, mais comment ? Déjà la République est proclamée dans quelques grandes villes, elle va l'être à Paris dans moins d'une heure, va-t-il essayer de lutter, sans même un point d'appui, contre cet irrésistible courant ? S'adressera-t-il au Sénat pour demander aide et protection : rempart bien fragile, à coup sûr, mais déjà les sénateurs ont disparu. Une seule voix, — celle de de M. de Mentque, — a demandé à la Chambre haute de se déclarer en permanence, et la séance a été levée après un discours de M. Baroche « protestant *avec la plus grande énergie* contre la violence dont le Corps législatif a été victime. »

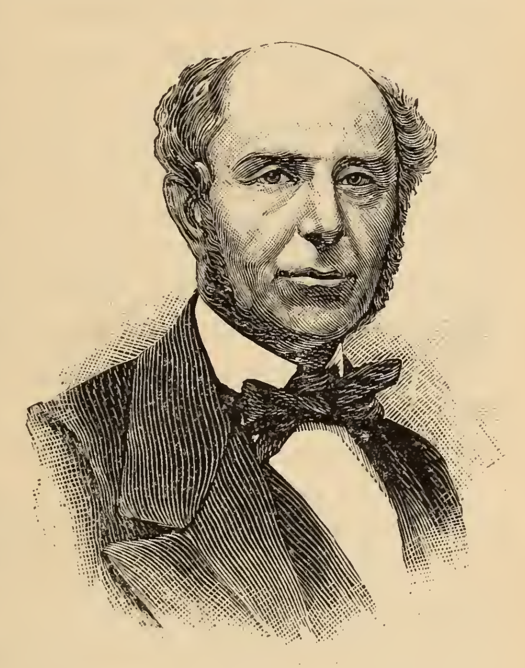
L'Impératrice a quitté les Tuileries, elle s'est éloignée de Paris, et va gagner Trouville d'où un yatch la conduira en Angleterre.

Une heure a suffi pour tout terminer. « Il est des jours, a écrit M. Guizot, où le pouvoir perd son droit à la fidélité, où naît pour les peuples celui de se protéger eux-mêmes par la force, ne trouvant plus dans l'ordre établi ni sûreté, ni secours. »

Du Corps législatif, la foule s'est rendue à l'Hôtel de Ville avec MM. Jules Favre et Jules Ferry, Gambetta et de Kératry, bientôt rejoints par MM. Crémieux, Emmanuel et Etienne Arago. En quelques instants, la République est proclamée. Mais le danger

que l'on a signalé plus haut apparaît ici dans toute sa force :

« Quand nous n'aurions pas eu, dit M. J. Ferry (1), la connaissance approfondie des éléments révolutionnaires que renfermait la ville de Paris, quand nous n'aurions pas su que, derrière nous, était un parti anarchique..., la présence de MM. Millière, Delescluze et de leurs acolytes, à l'Hôtel de Ville, les discours qu'ils y tenaient nous eussent éclairés. »



Etienne Arago, maire de Paris (2).

Félix Pyat prit la parole pour soutenir ses droits, M. Gambetta n'eut pas de peine à triompher de cet adversaire.

(1) Déposition devant la commission d'enquête.

(2) Député de 1848, élu par les Pyrénées-Orientales, il ne cessa de voter avec la gauche, et il fit une si ardente opposition à Louis-Napoléon, qu'après le 2 décembre il fut condamné à la déportation, il se réfugia en Belgique, en Angleterre, à Genève et ne rentra en

A peine organisé, le nouveau gouvernement adressa au général Trochu une députation composée de MM. Glais-Bizoin, Stenackers et Wilson, membres du Corps législatif. Avant de prendre une résolution, le gouverneur de Paris se rendit auprès du ministre de la guerre, général de Palikao. « J'allais, dit le général Trochu, lui exposer la grandeur des périls de la situation, pour avoir son approbation, en vue du ministère de la guerre. » Le général de Palikao conseilla vivement au général de répondre à l'appel qui lui était adressé. En se rendant à l'Hôtel de Ville, le gouverneur de Paris exposa qu'il lui semblait indispensable que le titre de président du gouvernement lui fût attribué. Il ne fallait pas oublier, en effet, que l'œuvre à accomplir était avant tout militaire : il importait d'entraîner l'armée, de l'associer aux projets de résistance qu'annonçait le gouvernement de la défense nationale, — c'était le titre qu'il avait justement choisi. Cette réclamation très légitime, ne souleva aucune objection. M. Jules Favre, à qui avait été tout d'abord confié la présidence du gouverne-

France qu'au moment où fut accordé l'armistice sans conditions. De retour à Paris, il fut un des rédacteur de l'*Avenir national*, et au 4 septembre 1870 il devint maire de Paris, mais il ne conserva ces fonctions que jusqu'au 16 novembre. Il fut ensuite envoyé en mission extraordinaire en Italie dans le but de rallier ce pays à la République ; son grand âge et la maladie l'ayant forcé à rentrer en France, il dut renoncer à la politique militante et se consacra dès lors aux beaux arts ; il fut nommé architecte de l'Ecole des Beaux-Arts ; puis, en 1879 il devint conservateur du Musée du Luxembourg. Il est mort, à Paris, le 6 mars 1892. (D. L.)

ment, fut le premier à reconnaître la valeur des arguments exposés.

En arrivant à l'Hôtel de Ville le général Trochu trouva un nom ajouté à la liste qui lui avait été présentée. Rochefort avait été délivré, et porté en triomphe au siège du nouveau gouvernement (1) :

... Si le gouvernement de la défense a pu vivre cette nuit-là, a pu vivre le lendemain et le surlendemain, — j'insiste sur ces trois jours, parce que trois jours ont été nécessaires pour donner une apparence de cohésion aux troupes dispersées et désorganisées qui étaient dans Paris, — c'est parce que la démagogie qui aurait eu le temps de se réunir, de s'armer, et qui n'aurait trouvé en nous aucune résistance possible, s'est divisée autour du nom de M. de Rochefort. Les uns disaient : nous ne devons pas renverser ce gouvernement, puisque l'un des nôtres y est. Les autres répondaient : c'est un leurre, puisque vous voyez là Trochu, Favre et les autres qui sont nos ennemis (2).

Avant de terminer sur ce point, nous citerons encore quelques lignes du général Trochu (3) :

... Que pensez-vous qui s'y fût passé (à Paris) le soir de ce fameux jour; que pensez-vous que fussent devenus Paris livré à la Commune et la France livrée à l'ennemi, si avec une décision et une énergie que toutes les passions politiques du monde ne parviendront pas à

(1) Rochefort avait été mis en état d'arrestation, le 7 février 1870, au moment d'aller présider une réunion publique de la rue de Flandre et au moment de la déclaration de guerre il était encore à Sainte-Pélagie. (D. L.)

(2) Déposition du général Trochu devant la commission d'enquête.

(3) *La Politique et le siège de Paris.* Deuxième pétition à l'Assemblée nationale.

rabaisser, « les hommes du 4 septembre, n'avaient pas pris le pouvoir, l'usurpant, non pas sur l'empire disparu, mais sur l'anarchie seule présente? »

Tandis que le nouveau gouvernement se constituait à l'Hôtel de Ville, un grand nombre de députés se réunissaient, pour aviser à ce qu'il convenait de faire. Une députation à la tête de laquelle se trouvait M. Grévy était envoyée à l'Hôtel de Ville. Membre de l'opposition, M. Grévy exerçait sur ses collègues une légitime influence qui le désignait pour cette mission. Dans le livre qu'il a consacré au récit de ces événements, M. Jules Favre donne le sens des explications qu'il produisit :

Je répondis à notre honorable collègue que : profondément touché de sa démarche, je ne pouvais lui laisser ignorer que, dans ma pensée, elle ne pouvait aboutir à aucun résultat. Elle ressemblait à toutes les mesures que l'on prend lorsqu'on a manqué l'occasion, et qu'on est éclairé par un événement qu'on s'est longtemps obstiné à nier. Je lui rappelai avec quelle infatigable abnégation nous avions, pendant un mois, supplié la Chambre de prendre le pouvoir pour éviter une révolution. Elle s'en avisait quand la révolution était faite, et faite contre elle aussi bien que contre l'Empire; je craignais qu'il ne fût trop tard. Au surplus, plusieurs de mes collègues étaient absents, je ne pouvais rien faire sans eux.

A la suite de cet incident, vers huit heure du soir, deux délégués du gouvernement, MM. Jules Favre et Jules Simon furent envoyés au Corps législatif qui se trouvait réuni sous la présidence de M. Thiers. M. Favre prononça les paroles suivantes :

Nous venons vous remercier de la démarche que vos délégués ont faite auprès de nous. Nous en avons été vivement touchés. Nous

avons compris qu'elle était inspirée par un sentiment patriotique. Si, dans l'Assemblée, nous différons sur la politique, nous sommes certainement tous d'accord, lorsqu'il s'agit de la défense du sol et de la liberté menacée.

En ce moment, il y a des faits accomplis, un gouvernement issu de circonstances que nous n'avons pas pu prévenir, gouvernement dont nous sommes devenus les serviteurs. Nous y avons été enchaînés par un mouvement supérieur qui a, je l'avoue, répondu au sentiment intime de notre âme. Je n'ai pas aujourd'hui à m'expliquer sur les fautes de l'Empire. Notre devoir est de défendre Paris et la France.

Lorsqu'il s'agit d'un but aussi cher à atteindre, il n'est certes pas indifférent de se rencontrer dans les mêmes sentiments avec le Corps législatif. Du reste, nous ne pouvons rien changer à ce qui vient d'être fait. Si vous voulez bien y donner votre ratification, nous vous en serons reconnaissants. Si, au contraire, vous la refusez, nous respecterons les décisions de votre conscience, mais nous garderons la liberté de la nôtre.

Voilà ce que je suis chargé de vous dire par le gouvernement provisoire de la République, dont la présidence a été offerte au général Trochu, qui l'a acceptée.

Vous connaissez sans doute les autres noms. Notre illustre collègue, qui vous préside, n'en fait pas partie, parce qu'il n'a pas cru pouvoir accepter cette offre. Quant à nous, hommes d'ordre et de liberté, nous avons cru, en acceptant, accomplir une mission patriotique.

En réponse à ces paroles, M. Thiers s'exprima ainsi :

Le passé ne peut être équitablement apprécié par chacun de nous à l'heure qu'il est. C'est l'histoire seule qui pourra le faire.

Quant au présent, je ne peux vous en parler que pour moi. Mes collègues ici présents ne m'ont pas donné la mission de vous dire s'il accordent ou s'ils refusent leur ratification aux événements de la journée.

Vous vous êtes chargés d'une immense responsabilité.

Notre devoir à tous est de faire des vœux ardents pour que vos efforts réussissent dans la défense de Paris, des vœux ardents pour que nous n'ayons pas longtemps sous les yeux le spectacle navrant de la présence de l'ennemi.

Ces vœux, nous les faisons tous par amour pour notre pays, parce que votre succès serait celui de notre patrie.

Le lendemain, 5 septembre, une réunion de 150 députés environ fut tenue chez M. Johnston, et arrêta les termes d'une protestation que la marche des événements rendait sans effet.

Le nouveau gouvernement n'était pas en effet contesté. Une proclamation avait été adressée à la population pour faire connaître les événements accomplis.

Elle était ainsi conçue :

Citoyens de Paris,

La République est proclamée.

Le gouvernement est nommé d'acclamation.

Il se compose des citoyens :

EMMANUEL ARAGO.	GLAIS-BIZOIN.
CRÉMIEUX.	PELLETAN.
JULES FAVRE.	PICARD.
JULES FERRY.	ROCHEFORT.
GAMBETTA.	JULES SIMON.
GARNIER-PAGÈS.	

Le général TROCHU est chargé des pleins pouvoirs militaires pour la défense nationale.

Il est appelé à la présidence du gouvernement.

Le gouvernement invite les citoyens au calme. Le peuple n'oubliera pas qu'il est devant l'ennemi. Le gouvernement est, avant tout, un gouvernement de défense nationale.

Le soir même, la dépêche suivante expédiée à tous les préfets, faisait connaître les fonctions attribuées à chacun des membres du gouvernement :

A MM. les préfets, sous-préfets, généraux, gouverneur général de l'Algérie et à toutes les stations télégraphiques de France.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR.

La déchéance a été prononcée au Corps législatif.

La République a été proclamée à l'Hôtel de Ville.

Un gouvernement de défense nationale composé de onze membres, tous députés de Paris, a été constitué et ratifié par l'acclamation populaire.

Les noms sont :

EMMANUEL ARAGO.
CRÉMIEUX.
JULES FAVRE.
JULES FERRY.
GAMBETTA.
GARNIER-PAGÈS.
GLAIS-BIZOIN.
PELLETAN.
PICARD.
ROCHEFORT.
JULES SIMON.

Le général TROCHU est maintenu dans ses pouvoirs de gouverneur de Paris, et nommé ministre de la guerre, en remplacement du général de Palikao.

Veuillez faire afficher immédiatement, et au besoin proclamer par crieur public la présente déclaration.

Pour le gouvernement de la défense nationale :

Le Ministre de l'intérieur,

LÉON GAMBETTA.

Paris, ce 4 septembre 1870. — 6 h. du soir.

La proclamation suivante était adressée à la garde nationale :

A LA GARDE NATIONALE.

Ceux auxquels votre patriotisme vient d'imposer la mission redoutable de défendre le pays, vous remercient du fond du cœur de votre courageux dévouement.

C'est à votre résolution qu'est due la victoire civique rendant la liberté à la France.

Grâce à vous, cette victoire n'a pas coûté une goutte de sang.

Le pouvoir personnel n'est plus.

La nation tout entière reprend ses droits et ses armes. Elle se lève, prête à mourir pour la défense du sol. Vous lui avez rendu son âme que le despotisme étouffait.

Vous maintiendrez avec fermeté l'exécution des lois et, rivalisant avec notre noble armée, vous nous montrerez ensemble le chemin de la victoire.

Le gouvernement de la défense nationale.

Enfin, M. Étienne Arago faisait afficher à Paris cette proclamation :

Citoyens,

Je viens d'être appelé par le peuple et par le gouvernement de la défense nationale à la mairie de Paris.

En attendant que vous soyez convoqués pour élire votre municipalité, je prends au nom de la République, possession de cet Hôtel de Ville d'où sont toujours partis les grands signaux patriotiques, en 1792, en 1830, en 1848.

Comme nos pères ont crié en 1792, je vous crie : Citoyens : LA PATRIE EST EN DANGER ! Serrez-vous autour de cette municipalité parisienne, où siège aujourd'hui un vieux soldat de la République.

VIVE LA RÉPUBLIQUE !

Le Maire de Paris,
ÉTIENNE ARAGO.

II

Un nouveau gouvernement est institué.

Une même question se présente à tous les esprits : *Est-ce la paix, est-ce la guerre?*

Le 6 septembre, M. Jules Favre, vice-président du gouvernement, ministre des affaires étrangères, adresse la circulaire suivante aux agents diplomatiques de la France à l'étranger :

Les événements qui viennent de s'accomplir à Paris s'expliquent si bien par la logique inexorable des faits, qu'il est inutile d'insister longuement sur leur sens et sur leur portée.

En cédant à un élan irrésistible trop longtemps contenu, la population de Paris a obéi à une nécessité supérieure, celle de son propre salut.

Elle n'a pas voulu périr avec le pouvoir criminel qui conduisait la France à sa perte.

Elle n'a pas prononcé la déchéance de Napoléon III et de sa dynastie : elle l'a enregistrée au nom du droit, de la justice et du salut public.

Et cette sentence était si bien ratifiée à l'avance par la conscience de tous, que nul parmi les défenseurs les plus bruyants du pouvoir qui tombait, ne s'est levé pour le soutenir.

Il s'est effondré de lui-même, sous le poids de ses fautes, aux acclamations d'un peuple immense, sans qu'une goutte de sang ait été versée, sans qu'une personne ait été privée de sa liberté.

Et l'on a pu voir, chose inouïe dans l'histoire, les citoyens auxquels le cri du peuple conférait le mandat périlleux de combattre et de vaincre, ne pas songer un instant aux adversaires qui la veille les menaçaient d'exécutions militaires. C'est en leur refusant l'honneur d'une répression quelconque, qu'ils ont constaté leur aveuglement et leur impuissance.

L'ordre n'a pas été troublé un seul moment; notre confiance dans

la sagesse et le patriotisme de la garde nationale et de la population tout entière, nous permet d'affirmer qu'il ne le sera pas.

Délivré de la honte et du péril d'un gouvernement traître à tous ses devoirs, chacun comprend que le premier acte de cette souveraineté nationale, enfin reconquise, est de se commander à soi-même, et de chercher sa force dans le respect du droit.

D'ailleurs, le temps presse : l'ennemi est à nos portes ; nous n'avons qu'une pensée, le repousser hors de notre territoire.

Mais, cette obligation que nous acceptons résolûment, ce n'est pas nous qui l'avons imposée à la France ; elle ne la subirait pas si notre voix avait été écoutée.

Nous avons défendu énergiquement, au prix même de notre popularité, la politique de la paix. Nous y persévérerons avec une conviction de plus en plus profonde.

Notre cœur se brise au spectacle de ces massacres humains dans lesquels disparaît la fleur des deux nations, qu'avec un peu de bon sens et beaucoup de liberté, on aurait préservées de ces effroyables catastrophes.

Nous n'avons pas d'expression qui puisse peindre notre admiration pour notre héroïque armée, sacrifiée par l'impéritie du commandement suprême, et cependant plus grande par ses défaites que par les plus brillantes victoires.

Car, malgré la connaissance des fautes qui la compromettaient, elle s'est immolée, sublime, devant une mort certaine, et rachetant l'honneur de la France des souillures de son gouvernement.

Honneur à elle ! La nation lui ouvre ses bras ! Le pouvoir impérial a voulu les diviser, les malheurs et le devoir les confondent dans une solennelle étreinte. Scellée par le patriotisme et la liberté, cette alliance nous fait invincibles.

Prêts à tout, nous envisageons avec calme la situation qui nous est faite.

Cette situation, je la précise en quelques mots, je la soumets au jugement de mon pays et de l'Europe.

Nous avons hautement condamné la guerre, et protestant de notre respect pour le droit des peuples, nous avons demandé qu'on laissât l'Allemagne maîtresse de ses destinées.

Nous voulions que la liberté fût à la fois notre bien commun et notre commun bouclier; nous étions convaincus que ces forces morales assuraient à jamais le maintien de la paix. Mais, comme sanction, nous réclamions une arme pour chaque citoyen, une organisation civique, des chefs élus; alors, nous demeurions inexpugnables sur notre sol.

Le gouvernement impérial, qui avait depuis longtemps séparé ses intérêts de ceux du pays, a repoussé cette politique. Nous la reprenons, avec l'espoir qu'instruite par l'expérience, la France aura la sagesse de la pratiquer.

De son côté, le roi de Prusse a déclaré qu'il faisait la guerre, non à la France, mais à la dynastie impériale.

La dynastie est à terre. La France libre se lève.

Le roi de Prusse veut-il continuer une lutte impie qui lui sera au moins aussi fatale qu'à nous.

Veut-il donner au monde du dix-neuvième siècle ce cruel spectacle de deux nations qui s'entre-détruisent, et qui, oublieuses de l'humanité, de la raison, de la science, accumulent les ruines et les cadavres ?

Libre à lui ; qu'il assume cette responsabilité devant le monde et devant l'histoire.

Si c'est un défi, nous l'acceptons.

Nous ne céderons ni un pouce de notre territoire, ni une pierre de nos forteresses.

Une paix honteuse serait une guerre d'extermination à courte échéance.

Nous ne traiterons que pour une paix durable.

Ici, notre intérêt est celui de l'Europe entière, et nous avons lieu d'espérer que, dégagée de toute préoccupation dynastique, la question se posera ainsi dans les chancelleries.

Mais fussions nous seuls, nous ne faiblirons pas.

Nous avons une armée résolue, des forts bien pourvus, une enceinte bien établie, mais surtout les poitrines de trois cent mille combattants décidés à tenir jusqu'au dernier.

Quand ils vont pieusement déposer des couronnes aux pieds de la statue de Strasbourg, ils n'obéissent pas seulement à un sentiment

d'admiration enthousiaste, ils prennent leur héroïque mot d'ordre, ils jurent d'être dignes de leurs frères d'Alsace, et de mourir comme eux.

Après les forts, les remparts ; après les remparts, les barricades. Paris peut tenir trois mois et vaincre; s'il succombait, la France, debout à son appel, le vengerait; elle continuerait la lutte, et l'agresseur y périrait.

Voilà, Monsieur ce que l'Europe doit savoir. Nous n'avons pas accepté le pouvoir dans un autre but. Nous ne le conserverions pas une minute, si nous ne trouvions pas la population de Paris et la France entière décidées à partager nos résolutions.

Je les résume d'un mot devant Dieu qui nous entend, devant la postérité qui nous jugera : nous ne voulons que la paix. Mais, si l'on continue contre nous une guerre funeste que nous avons condamnée, nous ferons notre devoir jusqu'au bout, et j'ai la ferme confiance que notre cause, qui est celle du droit et de la justice, finira par triompher.

C'est en ce sens que je vous invite à expliquer la situation à M. le ministre de la Cour près de laquelle vous êtes accrédité, et entre les mains duquel vous laisserez copie de ce document.

Agréez, monsieur, l'expression de ma haute considération,

Le ministre des affaires étrangères,

JULES FAVRE.

« Pas une pierre de nos forteresses, pas un pouce de notre territoire. »

Lorsqu'après cinq mois de lutte, la France a été définitivement vaincue, lorsqu'elle a été obligée de signer cette paix qui abandonnait à l'ennemi deux de nos provinces, cette phrase de la circulaire de M. Jules Favre a été vivement relevée, attaquée avec la dernière violence. Ce n'était pas là, disait-on, un des moindres crimes du 4 septembre. Sans cette phrase, tout était arrangé, la paix était signée honorable, et pour un peu, on ajouterait glorieuse.

Certes, M. Jules Favre a commis des fautes, nous ne le discutons pas, mais à cette heure il a reproduit vraiment la pensée de la nation.

Le gouvernement se déclarait prêt à tous les sacrifices pécuniaires, mais il ne consentait pas, il ne pouvait consentir à traiter en abandonnant une parcelle du territoire.



H. Rochefort.

Si la Prusse ne faisait la guerre qu'à l'empereur, si elle n'obéissait à aucune pensée de conquête, elle avait en face d'elle un gouvernement dont elle pouvait d'autant moins suspecter les intentions qu'il se composait des députés qui, du 6 au 19 juillet, s'étaient énergiquement prononcé pour le maintien de la paix.

Dans sa proclamation du 11 août, le roi de Prusse n'avait-il pas dit :

Lorsque l'empereur Napoléon attaqua la nation allemande, *qui voulait et veut encore vivre en paix avec le peuple français*, j'ai

pris le commandement en chef des armées allemandes pour repousser cette attaque.

Mais, si le roi Guillaume réclamait une cession territoriale, s'il exigeait un démembrement de la France, la lutte devait continuer.

Lutte difficile, condamnée à l'insuccès peut-être, mais lutte nécessaire pour sauver l'honneur du pays.

Une nation comme la France peut-elle, après un mois de guerre, se laisser ravir deux de ses provinces, sans renier tous ses souvenirs glorieux, sans perdre l'estime du monde, sans abdiquer sa propre dignité ?

La France, dit très justement l'un des rapporteurs de la commission d'enquête sur les actes du gouvernement de la défense nationale. M. Chaper, pouvait-elle se laisser arracher ces populations si françaises par le cœur et le patriotisme, alors que Metz et Paris étaient encore debout, alors que la lutte, imprudente à coup sûr, — quelques-uns pourront dire insensée, — était encore possible ?

Nous ne le croyons pas. — L'honneur d'un peuple, comme celui d'un homme, n'est pas un vain mot, et l'estime de soi est aussi nécessaire à un pays qu'à un individu. Si la France, après Sedan, se fût laissée démembrer avant d'être vraiment réduite à l'impuissance, la France aurait perdu toute estime d'elle-même.

Mais, — et c'est là une question qu'il nous faut bien aborder, car il a été fait assez de bruit autour d'elle pour que nous ne puissions la passer sous silence, — mais sans la révolution du 4 septembre, la Prusse aurait traité avec l'empire, et n'aurait exigé aucune cession territoriale ?

C'est là une bien singulière assertion : quoi, le roi Guillaume poussait à ce point l'amour de l'empire et de sa dynastie, de l'empire qui s'était montré son adversaire en 1866, qui lui avait déclaré la guerre en 1870 !

Étudions les faits d'un peu près, et nous verrons ce qu'il y a de fondé dans cette affirmation si souvent répétée.

Nous avons cité déjà une déclaration de M. de Bismarck, rapportée par le général de Wimpffen, au sujet de la triste conférence qui suivit la bataille de Sedan ; nous la reproduisons :

Le comte de Bismarck, venant ensuite à parler de la paix, me dit que la Prusse avait non seulement l'intention bien arrêtée d'exiger une indemnité de guerre de quatre milliards, mais encore la cession de l'Alsace et de la Lorraine allemande, seule garantie pour nous, ajouta-t-il, car la France nous menace sans cesse, et il faut que nous ayons, comme protection solide, une bonne ligne stratégique avancée...

Et plus loin :

Après l'effort que l'Allemagne vient de faire, elle en voudrait à la Prusse, si le roi se contentait de paroles et d'argent : elle veut des garanties matérielles qui assurent son repos.

Prétendra-t-on que le général de Wimpffen a mal entendu, mal retenu les paroles du chancelier allemand ? Soit. Adressons-nous donc au simple bon sens : résumons rapidement les faits, la conclusion viendra d'elle-même.

En 1815, la Prusse réclame hautement la Lorraine

et l'Alsace; ses diplomates, ses généraux adressent vingt mémoires aux négociateurs : ces exigences sont si nettement formulées, ces réclamations si énergiquement soutenues, que l'ambassadeur d'Angleterre écrit cette phrase bien significative :

La guerre seule pourra faire céder la Prusse.

La paix est signée : de 1815 à 1870, une seule pensée agite l'Allemagne ? la conquête de l'Alsace et de la Lorraine. Cette pensée, nous la retrouvons partout, jusque dans les traités de géographie officiellement approuvés. La guerre éclate, elle a été déclarée par la France, et lorsque la Prusse est victorieuse, lorsqu'elle n'a plus d'obstacle à redouter, lorsqu'elle est libre de réaliser ces rêves si longtemps caressés, elle va s'arrêter, prouver son désintéressement, se poser en Jenny politique, « se contentant de peu ! »

Et, notons-le, les circonstances sont d'autant plus favorables, que l'empereur n'a pas dissimulé que la guerre qu'il entreprenait était une guerre de conquête, et a nettement montré que la victoire lui rapporterait les frontières du Rhin.

Prétendra-t-on que l'intervention de l'Europe aurait obligé la Prusse à se contenter de nos milliards ; mais l'histoire de ces dernières années établit ce que vaut cet argument. L'Europe a-t-elle interdit la guerre du Danemark, celle de 1866. Après la victoire, a-t-elle empêché le dépouillement du vaincu ? Ajoutons-le, vis-à-vis du puissant empire allemand si formidablement armé, si vain de son triomphe,

quel effet aurait produit une réclamation toute paci fique?

On cite, il est vrai, une lettre du général Fleury ; on a fait grand bruit de ce document sans jamais le produire ; mais il a été trouvé au ministère des affaires étrangères et récemment publié (1). Nous le reproduisons :

M. le général Fleury, ambassadeur de France à Saint-Pétersbourg, au prince de la Tour-d'Auvergne.

J'ai eu ce matin un long entretien avec l'empereur Alexandre. Il a écrit tout dernièrement au roi de Prusse : il lui fait comprendre que dans le cas où la France serait finalement vaincue, une paix basée sur une humiliation ne serait qu'une trêve, et que cette trêve serait dangereuse pour tous les États. Le roi aurait fait une réponse satisfaisante, dans laquelle serait signalée la grande difficulté pour lui de faire accepter par l'Allemagne l'abandon *d'une partie* des provinces conquises. Après un échange d'idées et une protestation énergique de ma part, le czar n'a pas insisté. Visiblement impressionné par mes paroles, il m'a dit avec animation qu'il partageait mon opinion, et qu'il saura bien, le moment venu, parler hautement si cela devenait nécessaire. Si j'insiste sur ces nuances, c'est pour constater une fois de plus combien l'empereur Alexandre est dominé par les influences prussiennes, et combien il paraît utile de venir périodiquement combattre le travail incessant du comte de Bismarck. »

Saint-Pétersbourg, le 30 août 1870.

M. de Rainneville, qui cite ce document, n'est, à coup sûr, pas suspect d'une tendresse exagérée pour le 4 septembre. Il écrit à la suite :

(1) Rapport de M. Rainneville sur les actes du gouvernement de la défense nationale.

Voilà quelles étaient les dispositions personnelles du czar ; il ne promettait nullement à la France impériale de la garantir contre toute cession de territoire. Le général Fleury constatait lui-même que l'empereur Alexandre *était dominé par les influences prussiennes*. En tout cas, la dépêche de M. le général Fleury n'était que le simple récit d'une conversation avec le souverain : cette relation ne pouvait constituer en aucune façon un document ayant une valeur absolue ; ce n'était nullement un acte diplomatique capable d'engager la politique de la Russie.

Sous l'influence de M. Thiers, la bonne volonté du czar se manifesta plus tard dans une certaine mesure ; on n'a aucune raison de croire qu'il l'aurait dépassée en faveur de l'impératrice Eugénie. La Russie n'avait pas dit à la France qu'elle lui ferait obtenir la paix à telle ou telle condition : « L'empereur de Russie a écrit au roi de Prusse, en lui exprimant le désir que celui-ci accordât à la France une paix acceptable : le roi de Prusse a écarté la demande, et cela n'a pas eu de conséquences (1). »

Et M. de Chaudordy ajoute encore ce renseignement qui ne laisse place à aucun doute :

« ... A propos de ces démarches, lorsque l'Angleterre s'adressa à la Russie au sujet de la proposition faite par moi de céder sur la question de démantèlement, le prince Gortschakoff répondit : « *Nous, nous allions plus loin : nous avions demandé la paix sans cession territoriale, mais nous avons échoué.* » Dans toutes les négociations entre la Russie et la Prusse, l'empereur de Russie se réservait le soin de s'adresser lui-même au roi de Prusse. Ce n'était plus une négociation de gouvernement à gouvernement, mais une négociation d'empereur à roi. »

Dans ce document, nous nous arrêtons à deux autres points : « Difficulté de faire accepter par

(1) Déposition de M. de Chaudordy devant la commission d'enquête.

l'Allemagne l'abandon... » c'est l'argument invoqué par M. de Bismarck devant le général de Wimpffen. Dans la bouche de cet homme d'État, dont nous n'aurons que trop souvent à signaler la remarquable adresse, n'équivaut-il pas une fin de non-recevoir absolue ? Il y a plus encore : la difficulté signalée par le chancelier consiste « à faire accepter par l'Allemagne l'abandon *d'une partie* des provinces conquises. » Le rapport de la commission n'a-t-il pas remarqué ces deux mots ? Ils ont pourtant une signification assez grande : ils montrent qu'au 1er septembre 1870 comme au mois de mars 1871, les exigences des Allemands sont les mêmes : ils réclament l'Alsace et la Lorraine. Comment, encore une fois, ces deux mots ont-ils pu échapper au rapporteur, alors qu'ils prouvent que la continuation de la guerre n'a pas augmenté les prétentions de l'ennemi ? Du premier jour il exigeait le maximum de ce qu'il pouvait obtenir.

Et pourquoi donc, à son point de vue, aurait-il fait des concessions, se serait-il contenté de l'Alsace, par exemple ? Ne poursuivait-il pas cette revendication depuis plus de cinquante ans, et la France lui paraissant abattue, incapable de résistance après Sedan, était-il tenu à une modération peu conforme à sa nature et à ses actes antérieurs ?

Faut-il encore d'autres preuves ? En voici, et des plus décisives.

Un décret du 30 août « formait un nouveau département allemand de la Moselle, comprenant les arron-

dissements de Metz, Thionville et Sarreguemines, du département de la Moselle, et ceux de Château-Salins et de Sarrebourg du département de la Meurthe. On peut voir qu'à cette époque l'intention de la Prusse était déjà de ne nous laisser que l'arrondissement de Briey dans la Moselle, et ceux de Nancy, Toul et Lunéville, dans la Meurthe. On ne peut objecter qu'un pareil décret était rendu nécessaire pour l'administration des pays occupés, puisqu'on y avait déjà pourvu par la création, le 14 août, des deux gouvernements généraux d'Alsace et de Lorraine, confiés aux généraux de Bismarck Bohlen et de Bonin (1). »

Est-ce là seulement une assertion plus ou moins soutenable? Non, car si nous ouvrons le livre semi-officiel de Borbstaedt (2), nous y trouvons ces lignes :

Dès le 21 août, les parties allemandes de la Lorraine étaient distraites du gouvernement général de la Lorraine à Nancy, et rattachées au gouvernement général d'Alsace. A partir de cette époque, *ce dernier comprit donc toutes les parties, autrefois allemandes, du territoire français, qui, à la conclusion de la paix, devaient faire définitivement retour à l'Allemagne.*

Ce sont là des faits précis, et, croyons-nous, indiscutables. On leur objectera peut-être des paroles de M. de Bismarck : nous verrons en temps utile ce qu'il convient de retenir de ces promesses vagues, indécises : nous le demanderons au maréchal Bazaine, à Metz, au général Boyer, à Versailles.

(1) Farcy. — *Histoire de la guerre de* 1870-71.
(2) *Opérations des armées allemandes.*

Une dernière citation, qui nous semble clore le débat : nous l'empruntons à la déposition de M. de Chaudordy :

M. Callet. — M. de Chaudordy pense-t-il qu'au mois d'octobre et de novembre, quand on pouvait prévoir la fin de nos désastres, le sacrifice eût été moins grand qu'il ne l'a été, si, par l'intermédiaire de l'Angleterre, on eût laissé pressentir une cession territoriale, et si l'Europe se fût emparée de la négociation ?

M. de Chaudordy. — Je ne sais pas si la Prusse aurait accepté alors l'intervention de l'Europe. Après Sedan, la Prusse se considérait comme aussi victorieuse qu'à la fin du mois de janvier. L'armée ennemie croyait entrer dans notre capitale sans aucune difficulté. Il y a une dépêche de M. le comte de Bismarck, datée de Reims, du 13 septembre, et écrite lorsque le siège de Paris n'était pas encore commencé, qui montre quelles étaient déjà les prétentions de la Prusse. Il déclare parfaitement à ses agents diplomatiques qu'il faut à l'Allemagne les grandes forteresses qui sont les postes avancés de la France contre l'Allemagne. J'ai répondu par une longue dépêche où je prouvais que c'était au contraire l'Allemagne qui entrait chez nous, et je le démontrais historiquement. La dépêche de M. le comte de Bismarck semblait être un avertissement aux puissances de l'Europe. M. de Bismarck disait positivement dans une autre dépêche, datée de Meaux, le 16 septembre, qu'il fallait à l'Allemagne Strasbourg et Metz.

Ainsi donc, l'Empire ne pouvait pas plus que la République faire renoncer la Prusse à une revendication de territoire.

Mais nous irons plus loin encore : pas plus que la République, l'Empire n'aurait accepté, après Sedan, une paix qu'il eût fallu acheter par la cession de la Lorraine et de l'Alsace.

Ce n'est pas une opinion personnelle que nous

émettons, c'est le témoignage de M. Rouher que nous invoquons. Voici, en effet, la déclaration importante faite par l'ancien président du Sénat devant le conseil de guerre de Trianon :

... Quant au traité préliminaire de paix proposé au nom du comte de Bismarck, nous avons rencontré chez Sa Majesté une résistance absolue et invincible à apposer sa signature sur un acte entraînant une mutilation du territoire.

Et plus loin :

Sa Majesté l'Impératrice était absolument opposée à toute question relative à la modification des frontières de la France...

Si l'Impératrice, par un sentiment très digne, auquel il faut rendre pleine justice, se refusait à apposer sa signature à un traité de paix entraînant une mutilation du territoire, et cela au moment où l'armée de Metz était réduite à capituler, où la France perdait par conséquent une de ses espérances et un de ses appuis, peut-il être contesté qu'un refus aurait, à plus forte raison, été opposé par la Régente, alors qu'il était encore possible de compter sur l'action de cette vigoureuse armée de 130,000 hommes?

La continuation de la guerre était donc une nécessité à laquelle nul gouvernement ne pouvait se soustraire. La République a-t-elle fait des efforts plus énergiques que l'Empire? C'est là une question que nous n'avons pas à préjuger ici : elle sera résolue par la suite de ce récit.

III

Dès son avénement, le gouvernement se trouva en présence de deux questions d'un intérêt considérable :

1° L'envoi d'une délégation en province ;

2° Les élections.

Le 5 septembre, M. J. Ferry appela l'attention du Conseil sur la nécessité d'organiser, en dehors de Paris, un centre d'administration. A l'unanimité, le Conseil décida que le gouvernement ne devait pas quitter Paris, et qu'une simple délégation en province suffirait.

C'était là une faute grave dont les effets ne devaient pas tarder à se faire sentir : entre Paris isolé et les départements, il n'allait plus exister de lien direct.

M. Gambetta proposa, il est vrai, d'envoyer à Tours le ministre des Affaires étrangères, afin qu'il lui fût possible de correspondre avec les divers Cabinets ; mais cette proposition fut écartée. Le 11 septembre, M. Crémieux, désigné comme délégué du gouvernement, quitta Paris, et, le 18, veille de l'arrivée des Prussiens, M. Glais-Bizoin et l'amiral Fourichon, le premier sans attributions déterminées, le second avec le double portefeuille de la marine et de la guerre, se rendirent à Tours.

La question des élections fut soulevée le 8 septembre. Le principe ne fut pas contesté; mais la date fut vivement discutée, et il fut résolu que les

électeurs ne seraient convoqués que pour le 16 octobre ; sur la demande de M. Gambetta, le scrutin fut bientôt rapproché au 2 octobre.

Mais, avant d'insister sur cette question délicate des élections, il faut dire un mot d'une démarche de M. Jules Favre auprès de M. de Bismarck, démarche qui avait le double but de proposer une paix honorable et, en cas de refus, de solliciter un armistice pour la réunion des collèges électoraux.

Dès le lendemain du 4 septembre, M. Thiers, ne consultant que son patriotisme, acceptait d'aller représenter la France à l'étranger. Quelques jours après, le 14, il adressait à M. J. Favre cette dépêche :

Si, dans un moment qu'il vous appartient de choisir, il vous paraît utile de vous aboucher avec M. de Bismarck au camp prussien, l'Angleterre se fera votre intermédiaire et portera à l'ennemi l'expression de votre désir, en l'appuyant fortement, comme le moyen le plus simple de mettre les parties belligérantes en mesure de s'expliquer et de s'entendre.

M. Jules Favre manifesta l'intention de se rencontrer immédiatement avec le chancelier, et le gouvernement anglais transmit sa demande à M. de Bismarck, qui fit cette réponse bien caractéristique :

Si le gouvernement français désire traiter, qu'il envoie quelqu'un pour le faire. *Nous traiterons avec quiconque il nous enverra* (1). »

Nous verrons plus tard M. de Bismarck se montrer fort dédaigneux du gouvernement de la défense

(1) Lord Lyons au comte de Granville. (*Archives diplomatiques.*)

nationale, déclarer même qu'il ne consentirait pas à signer la paix avec lui. Cette communication de l'ambassadeur anglais nous fixe sur la valeur exacte des dédains du grand chancelier. S'il offre de s'entendre avec le maréchal Bazaine, l'Impératrice, M. Régnier au besoin, c'est qu'il sait que, du côté du gouvernement de la défense nationale ses propositions ne seraient pas agréées. Mais tant qu'il espère le succès, il se déclare prêt à traiter « avec *quiconque* le gouvernement enverra.



M. Clément Duvernois (1).

Dès les premiers mots de l'entretien qui eut lieu à Ferrières le 17 septembre, M. Jules Favre put se convaincre que l'entente n'était pas possible avec le ministre prussien.

(1) Né à Paris le 6 avril 1836, mort le 8 juillet 1879.

Bien vaines, dit M. de Rainneville (1), étaient les paroles qu'avait prononcées le roi de Prusse à l'ouverture du Reichstag de l'Allemagne du Nord (19 juillet 1870); bien décevante, comme il fallait s'y attendre, la proclamation du Prince Royal de Prusse, affirmant que la Prusse faisait la guerre à l'Empereur et non à la nation française...

Pouvait-on croire que nos vainqueurs abandonneraient tous leurs avantages, pour se contenter uniquement de l'honneur des armes? Depuis longtemps, ils préparaient la guerre, à frais énormes, surtout en considération de leurs ressources; ils devaient vouloir retrouver, non seulement la somme capitale de leurs dépenses, mais encore d'amples intérêts.

M. J. Favre, au nom de la France, offrit « *tout ce que nous avions d'argent* ». Personne dans le pays ne l'aurait désavoué si, au prix de tout notre argent, il eût signé l'armistice et la paix sans cession de territoire. Mais, dès cette époque, les Prussiens voulaient plus encore; profitant d'avantages inespérés, ils tenaient à garder des gages territoriaux, afin de se prémunir contre une revanche à venir. M. de Bismarck, d'ailleurs, dans ses vues politiques vis-à-vis de l'Allemagne, devait désirer notre écrasement complet, afin de pouvoir édifier sur nos ruines l'unité germanique et la grandeur impériale du roi Guillaume.

Sur le second point, celui d'un armistice destiné à permettre les élections, M. Jules Favre ne rencontra pas un meilleur accueil :

Sans écarter en elle-même la pensée de la convocation d'une Assemblée *à Paris*, M. le comte de Bismarck y mettait une condition telle, qu'elle équivalait à une sorte de prohibition. Il demandait la livraison d'un de nos forts, et avait même désigné le Mont-Valérien. Moins opposé à la réunion d'une Assemblée *en province*, il subordonnait, néanmoins, cette concession à la remise de trois

(1) Rapport sur les actes du gouvernement de la défense nationale.

places : Strasbourg, Toul et Bitche. En outre, la garnison de Strasbourg devait se rendre prisonnière de guerre (1).

Ces conditions étaient-elles acceptables ?
Oui, répond sans hésiter M. de Rainneville.

A vrai dire, écrit M. Daru, l'exaltation croissante des esprits dans la capitale ne lui aurait pas permis d'y souscrire, alors même qu'il y aurait été personnellement disposé.

Et comment eût-il été possible d'hésiter ? Rendre Strasbourg, Toul et Bitche, à l'heure même où le gouvernement prêchait la résistance à outrance, n'était-ce pas décourager tous les dévouements, montrer l'inutilité de la lutte? Livrer Strasbourg alors que la population tout entière se livrait à de patriotiques manifestations devant la statue de la noble cité, il y avait là une impossibilité absolue.

Certes, la convocation d'une Assemblée était indispensable et urgente. En prenant le pouvoir le 4 septembre, les membres du gouvernement avaient empêché l'avénement de F. Pyat et de ses acolytes ; mais, dans des circonstances aussi graves, il eût été coupable d'assumer volontairement de telles responsabilités, de ne pas consulter le pays, de disposer de ses destinées. Une Assemblée librement élue pouvait donner un vigoureux élan à la défense nationale, augmenter nos chances de salut.

Mais, lorsque la convocation de cette Assemblée était subordonnée à de telles conditions ; lorsque,

(1) Rapport de M. le comte Daru.

pour avoir le droit de réunir les collèges électoraux, il fallait enlever toute énergie à la nation, affirmer sa faiblesse, disposer de trois de nos places dont une devait résister jusqu'à la fin, était-il possible d'hésiter?

Quant à soutenir que, sans armistice, on pouvait procéder à des élections, nul n'a jamais émis cette opinion :

Pour que la représentation nationale fût complète, dit M. Daru, tous les départements devaient être appelés à voter, et pour que tous les départements pussent être appelés à voter, il fallait obtenir une suspension de la lutte.

Il se présentait donc là un cas de force majeure qui doit faire cesser toute discussion.

Plus tard, au 31 octobre, nous retrouverons cette grave question des élections, et nous aurons à la traiter de nouveau.

CHAPITRE VI

Description topographique des environs de Paris. — Fortifications : l'enceinte, les Forts. — Travaux nouveaux. — Redoute de Châtillon. — L'armement. — Canons. — Munitions. — Destruction des ponts. — Subsistances. — Les soldats de Paris. — 14e corps. — Mobiles. — Marins. — Corps Vinoy. — Corps francs. — La Garde nationale. — Organisation des forces de la défense.

I

PLAINES. — Paris est situé au-dessous du confluent de la Seine et de la Marne, au milieu d'une plaine qu'entourent des coteaux et des hauteurs boisées (1). La capitale se trouve donc occuper une sorte de cuvette ovale de treize kilomètres de longueur, dans le sens est-ouest, sur sept kilomètres et demi dans la direction nord-sud.

Sur la rive droite de la Seine, ce bassin est entouré à l'est par le plateau de Vincennes et de Charenton, que continuent les hauteurs de Montreuil, Nogent,

(1) Nous empruntons la majeure partie de cette étude sur les fortifications de Paris au remarquable ouvrage du capitaine autrichien de Geldern, *Les sièges de Paris et de Belfort*, ainsi qu'aux *Opérations du corps du génie allemand*, du capitaine prussien Gœtze. (Note de l'édition originale.)

Bagnolet et Belleville jusqu'aux Buttes-Chaumont.

Sur la rive gauche de la Seine, le bassin de Paris est borné, du côté de Vaugirard et de Gentilly, par les dernières assises des coteaux boisés de Meudon et de Clamart, et plus à l'est par les hauteurs de Villejuif.

Au nord, la plaine Saint-Denis s'étend sur une longueur de trente-quatre kilomètres et sur une largeur de sept kilomètres et demi entre Saint-Germain et Sevran. Au sud, elle est limitée par le massif de Montfermeil et du Raincy, le plateau d'Avron, le plateau de Montreuil, Montmartre, le Mont-Valérien, et les hauteurs boisées au nord de Versailles. La plaine se continue au nord par une région ondulée à laquelle se rattachent les massifs de Montmagny et Groslay. Au nord-ouest, la chaîne d'Orgemont-Cormeil projette ses contreforts jusqu'à Argenteuil et Sartrouville.

Au sud-est de Paris, la Seine et la Marne, en se rencontrant sous un angle très ouvert forment la plaine de Choisy-le-Roi dont la longueur et la largeur sont de neuf à dix kilomètres. Cette plaine est bornée d'un côté par la berge des plateaux d'Ivry, Vitry, Villejuif, Orly, Thiais et Villeneuve-le-Roi, et de l'autre par les hauteurs qui s'étendent de Villeneuve Saint-Georges par Limeil, Boissy-Saint-Léger, Sucy, Ormesson, Chennevières jusqu'à Champigny, où elle se relie par l'isthme de Saint-Maur et Charenton au bassin de Paris.

Cours d'eau. — La Seine dont la largeur très varia-

ble va de 100 à 225 mètres coule dans la direction nord-ouest, pénètre dans la ville à Bercy, reçoit la Bièvre qui vient du sud par une vallée encaissée, traverse Paris, en formant un quart de cercle, et sort dans la direction sud-ouest entre Meudon et Saint-Cloud, dont les hauteurs la forcent à se replier et à dessiner la presqu'île de Boulogne.



Le général Chabaud-Latour (1).

En face de la vallée de la Bièvre, le bassin de Paris est mis en communication au nord avec la plaine Saint-Denis par la coupure de la Villette : cette trouée a servi à l'établissement du canal Saint-Martin qui relie le canal de l'Ourcq avec la Haute-Seine.

(1) Le général, baron de Chabaud-Latour, était dans la section de réserve lorsqu'au commencement de la guerre de 1870, il fut rappelé à l'activité et nommé membre du Conseil de défense; puis il reçut au moment du siège de Paris, le commandement en chef du

A l'est de Saint-Denis, la configuration du terrain ne donne aux eaux d'écoulement que du côté de l'ouest. De là, le nombre des ruisseaux qui passent aux environs de Saint-Denis. Le plus considérable est la Croud qui vient du nord-est et reçoit à Arnouville le *Bosne* ; un autre ruisseau, la *Roide-Eau* passe à Villepinte ; au sud-ouest de ce village, il devient le *Sausset*, tourne à l'ouest près d'Aulnay, prend le nom de la *Morée* et se jette dans la Croud à Dugny ; au sud de Dugny le *Moleret* qui prend le nom de *Molette* en aval du Bourget. Ces ruisseaux n'ont d'importance au point de vue stratégique qu'en ce qu'ils coulent parallèlement à notre front de défense et constituent par conséquent pour l'ennemi des positions indiquées. Le Moleret est à 3,000 mètres des forts de Noisy et d'Aubervilliers ; la Morée coule à 2,300 mètres plus loin.

Mentionnons encore le *Montfort* qui, parti de Noisy-le-Sec, a son embouchure à Saint-Denis, et le ruisseau d'Enghien qui part de l'Étang.

Après s'être dirigée vers le nord-est jusqu'à Saint-

génie de l'armée, et ce fut à lui, en cette qualité qu'incomba la direction des travaux de l'enceinte des forts. Il fut élu député du Gard le 8 février 1871, devint vice-président de l'Assemblée nationale, puis ministre de l'Intérieur le 20 juillet 1871, il conserva son portefeuille jusqu'au 10 mars 1875. Après avoir échoué comme candidat au Sénat en 1876, il fut cependant élu sénateur inamovible le 15 novembre 1877, en remplacement de M. Ernest Picard. Il mourut à Paris le 11 juin 1885 ; il était né à Nîmes en 1804. (D. L.)

Denis, la Seine reprend la direction du sud-ouest jusqu'à Bougival où elle retourne vers le nord-est. Ces détours forment au-dessous de Paris trois presqu'îles: celles de Boulogne, de Gennevilliers et d'Argenteuil.

Le rideau qui limite à l'est la plaine de Choisy-le-Roi est coupé par le ruisseau de Morbras qui coule entre Ormesson et Sucy, et se jette dans la Marne à Creteil.

La Marne dont la pente est très faible, a un cours très sinueux: ses berges s'élèvent jusqu'à cent mètres. A Brie, la vallée se rétrécit. Le long de la boucle, entre Brie et Champigny, les collines de la rive gauche ont des pentes très escarpées, la rive droite au contraire, qui forme la presqu'île de Saint-Maur, s'aplatit vers l'ouest jusqu'en face des hauteurs de Champigny et de Chennevières.

Hauteurs. — Le terrain est profondément mouvementé; au nord de Saint-Denis, les hauteurs s'abaissent en gradins du côté du sud, de telle sorte que les positions de la défense sont forcément dominées à courte distance, par Montmagny et Stains en première ligne, et plus au nord par Montmorency, Saint-Brice et Groslay. La première de ces positions n'est qu'à 2,500 mètres de la fortification qu'elle commande d'environ 60 mètres. Le groupe de ces hauteurs, appuyé sur ses deux flancs à la Seine et aux inondations de la Croud enveloppe complètement les défenses de Saint-Denis.

A l'ouest de cette ville, une chaîne étroite s'étend d'Epinay à Herblay sur une longueur de 8 kilomètres,

fermant ainsi et dominant d'un bout à l'autre la presqu'île d'Argenteuil. Les points les plus importants sont la croupe au sud-est de Sannois et les buttes isolées d'Orgemont. Ces deux contreforts présentent une excellente position pour l'artillerie de l'assiégeant : ils commandent et battent toute la presqu'île.

De la Croud au canal de l'Ourcq, le terrain n'a pas de sinuosités bien marquées ; entre le canal et la Marne, l'aspect change. En regard du plateaux sur lequel sont construits les forts de l'Est, et du mont Avron qui se dresse en avant, s'élève un second plateau coupé de ravins, couvert de villages, de châteaux. Ce plateau s'étend à l'est et à l'ouest sur une longueur de dix kilomètres : sa largeur (nord-sud) est de cinq kilomètres ; à l'ouest et au sud, il se termine par des pentes escarpées. Borné au nord par le canal de l'Ourcq, au sud et à l'est par la vallée de la Marne, il présente les altitudes suivantes : Livry (138), Clichy-en-l'Aulnay (130), Montfermeil (125), Chelles (108), Gagny (116), le Raincy (112).

De la Marne à la haute Seine, le terrain est divisé en deux par le ruisseau dont nous parlions plus haut, le *Morbras*.

La première de ces régions est un plateau élevé, d'une largeur (nord au sud) de 11 kilomètres, de Noisy-le-Grand à Ormesson. Au nord, les hauteurs de Noisy commandent la Marne ; au sud, entre Chennevières et Ormesson, se trouve une sorte de bastion qui forme saillie. Le front est couvert par la Marne.

Au centre le village de Champigny fait face à la presqu'île de Joinville.

Au sud du Morbras, le terrain est presque entièrement uni jusqu'à Villeneuve-Saint-Georges. La plaine est bornée par la ligne de hauteurs qui s'étend de Sucy-en-Brie à Villeneuve-Saint-Georges, par Boissy-Saint-Léger et Limeil. Une butte isolée, Mont-Mesly longe la Marne qu'elle domine de près de 40 mètres. La plate-forme du Mont-Mesly est longue de 500 mètres et large de 300.

De la haute-Seine à la Bièvre, se trouve un plateau qui s'élève d'une cinquantaine de mètres au-dessus de la vallée. Ce plateau se relève en pente douce vers le nord jusqu'à l'ouest de Villejuif où il se termine par une sorte de large croupe dont le point culminant domine de 30 mètres les hauteurs environnantes. A l'est et à l'ouest, des pentes assez raides limitent le plateau. Au pied de ces pentes, se trouvent les villages de Thiais et Orly d'un côté, de l'Hay et et de Fresne de l'autre.

Entre la vallée de la Bièvre et le Val de Sèvres, le plateau du Villacoublay s'élève en pente douce de l'est à l'ouest : sa hauteur au-dessus du niveau de la Seine est d'environ 135 mètres. Ses bords sont découpés par les vallées et les ravins profondément encaissés de Vélizy, Meudon, Clamart, Plessis-Piquet, Chatenay et Bièvre, ravins séparés et commandés par autant de contre-forts aux pentes escarpées. Les contre-forts de Clamart, de Châtillon, s'élargissent vers le nord-est, et vont en s'abaissant vers Paris.

Du val de Sèvres à la basse Seine, se dresse un massif boisé fortement, découpé par de nombreux ravins. Ce massif s'avance du côté de la Seine entre Marly et Bougival, et se prolonge jusque dans la boucle de Saint-Germain. Le point central se trouve au Chesnay; de là, partent trois ramifications principales qui se détachent en larges plateaux sur Beauregard, la Bergerie et Jardy. Les deux premières embrassent la vallée de Bougival (ou de la Celle-Saint-Cloud). Le prolongement des hauteurs de Jardy, du côté de l'est, est borné au nord par la vallée de Vaucresson, Garches, Villeneuve et Saint-Cloud, au sud par la vallée de Marnes et de Ville-d'Avray. Généralement raides du côté de Ville-d'Avray, Sèvres, Viroffay, les pentes sont douces dans la direction du nord-est. A l'angle nord-est du massif, le mamelon que couronne le Mont-Valérien a la même altitude (161 m.) que le plateau de la Bergerie.

Bois. — Ces hauteurs qui forment autour de Paris comme un vaste amphithéâtre, sont généralement boisées.

Au nord-ouest et sur la rive gauche de la Seine, s'étendent les forêts de Marly et de Saint-Germain; sur la rive droite, les bois de Boissy. De la Seine au piton d'Ecouen, le terrain est presque tout boisé. De Croissy à la pointe de Châtillon, les bois ont une étendue de 12 kilomètres. Dans cette partie, la zone des terrains découverts est comprise entre la Bièvre et la Seine (8 à 9 kilomètres).

Sur la rive droite, entre la Seine et la Marne, à

l'est de la boucle, près du village de Chennevières, s'étendent les bois du Griffon, de la Grange, de Notre-Dame, de Cueilly, de Villiers, de Lognes, de Champs, qui forment une ceinture à peu près continue, si l'on excepte la trouée de la Queue-en-Brie dont la largeur est de 2,500 mètres.

Au sud et au sud-est de cette ligne de bois, se trouvent les deux forêts de Sénart et d'Amanvilliers qu'isolent entre elles les plaines de la Brie. Au nord de la forêt d'Amanvilliers et jusqu'à la Marne, on rencontre encore une zone de terrains découverts de 6 à 7 kilomètres de largeur.

Fortifications. — L'idée de fortifier Paris remonte à Vauban. Lors de la campagne de 1706, Louis XIV voyant ses frontières menacées par les armées alliées, voulut abandonner la ligne de la Seine, pour se retirer derrière la Loire. C'est alors que Vauban fit un Mémoire (1) pour démontrer qu'on pouvait tenir à Paris, en entourant la capitale d'un vaste système de défenses.

L'idée de Vauban fut reprise par Napoléon Ier qui a prouvé l'utilité des fortifications en des termes qui n'ont, aujourd'hui encore, rien perdu de leur force :

Comment, dira-t-on, vous prétendez fortifier des villes qui ont 12 à 1,500 mille toises de pourtour ? Il vous faudra 80 ou 100 fronts 50 à 60,000 soldats de garnison, 800 ou 1,000 pièces d'artillerie en batterie. Mais 60,000 hommes sont une armée, ne vaut-il pas mieux l'employer en ligne ? Cette objection est faite en général contre les

(1) *De l'importance dont Paris est à la France.*

grandes places forces, mais elle est fausse, *en ce qu'elle confond un soldat avec un homme.....* Aux époques de malheurs et de grandes calamités, les États peuvent manquer de soldats, mais ne manquent jamais d'hommes pour leur défense intérieure (1).

En 1840, à l'époque de la question d'Orient, la question fut enfin décidée, après un long débat ; un crédit de 133 millions fut voté par les Chambres.

L'importance des fortifications de Paris ne fut d'abord pas comprise à l'étranger ; en Allemagne, notamment, on tomba d'accord que c'était là « une colossale erreur. » Il fallut l'écrit du général bavarois Hartmann (2) qui eut au-delà du Rhin un grand retentissement pour mettre fin à la discussion, et prouver que le vote de la Chambre « pourrait bien modifier toutes les conditions d'une guerre future. »

Malheureusement, depuis que les fortifications ont été construites, l'artillerie a fait d'importants progrès : elle ne pouvait, en 1840, atteindre l'enceinte, elle peut aujourd'hui de Fontenay, de Châtillon ou de Bagneux, envoyer un projectile au centre de Paris.

Les fortifications se composent d'une enceinte bastionnée et d'une ceinture de forts éloignés du corps de place de 1,900 à 2,800 mètres.

L'enceinte a 34 kilomètres de développement, elle se compose de 94 fronts bastionnés, numérotés à partir du demi bastion situé sur la rive droite de la

(1) *Commentaires*, 1815.

(2) *Les forces offensives et défensives de la France par rapport à l'Allemagne.*

Seine, à 2,000 mètres de l'embouchure de la Marne.

Du bastion 6, elle s'élève sur la pente du plateau de Montreuil, jusqu'à Ménilmontant. Entre Romainville et les buttes Chaumont, elle contourne le pied des hauteurs en revenant vers l'ouest, englobant Belleville, la Villette et la Chapelle dans un arc de cercle que le canal de l'Ourcq traverse suivant un de ses rayons. Le canal Saint-Denis s'éloigne de la place à trois fronts plus au nord-ouest.



Le général de Gallifet (1)

L'enceinte se prolonge ensuite sur les versants nord et ouest, elle présente à Neuilly un saillant, et au Point du Jour un saillant qui flanque l'enceinte de la rive gauche.

(1) Né à Paris le 23 janvier 1830, le marquis Gaston-Alexandre-Auguste de Galliffet entra au service comme engagé volontaire en 1848 au 1er de hussards. C'est dans les campagnes d'Afrique, de

La longueur moyenne des côtés du polygone est de 360 mètres.

Le profil comprend un revêtement d'escarpe avec contre-forts, surmonté d'un parapet en terre. Du côté de l'est, où l'on n'a pas à redouter une attaque pied à pied, le parapet est remplacé par un mur à bahut ; les contrescarpes ne sont pas revêtues.

Les forts sont des quadrilatères ou des pentagones bastionnés, d'un développement de crêtes d'environ 1,500 mètres ; les escarpes hautes de 8 à 9 mètres, ne sont pas couvertes, les contrescarpes sont revêtues sur 4 à 5 mètres. Les magasins à poudre ne sont pas enveloppés de terre ; les abris voûtés manquent ou

Crimée, d'Italie, du Mexique qu'il a gagné tous ses grades depuis celui de sous-lieutenant jusqu'à celui de colonel (14 août 1867). Promu général de brigade le 30 août 1870, il fut, par suite de la capitulation de Sedan emmené prisonnier à Coblentz et à son retour de captivité, il eut le commandement d'une brigade de cavalerie de l'armée de Versailles,à la tête de laquelle il prit part à toutes les opérations contre la commune. Le 24 octobre 1871, il fut nommé commandant de la subdivision de Batna. Rentré en France en 1873, il devint divisionnaire le 3 mai 1875 et nommé au commandement de la 15e division d'infanterie à Dijon, et aux fonctions d'inspecteur-général de cavalerie en 1877 et 1878; l'année suivante il prit le commandement du 9e corps d'armée, qu'il quitta pour passer à celui du 12e corps à Limoges, il resta à la tête du 12e corps jusqu'au 21 février 1885. Depuis le général de Galliffet a été président du Comité consultatif de cavalerie, membre du Conseil supérieur de la guerre. Atteint par la limite d'âge il passa, en 1892, dans la section de réserve; mais l'ancien « grand maître de la cavalerie » sortit de sa retraite pour devenir Ministre de la Guerre à l'avènement du cabinet Waldeck-Rousseau, le 22 juin 1899; cependant il démissionna et rendit son portefeuille, le 30 mai 1900. (D. L.)

sont insuffisants ; on a suppléé par la construction de grandes casernes qui offrent un but facile à atteindre aux projectiles de l'ennemi.

Les forts sont au nombre de quinze, leurs intervalles sont occupés par six redoutes; il existe enfin quelques petits ouvrages, le long du canal de l'Ourcq et près de Saint-Denis.

Au nord, la ligne de défense s'étend depuis la Seine jusqu'aux contre-forts nord-ouest des hauteurs de Romainville. Les forts de la Briche, de la Double-Couronne et de l'Est, sont reliés entre eux par de petits ouvrages. Ils sont en partie couverts par l'inondation de la Croud, et forment autour de Saint-Denis une enceinte continue appuyant sa gauche à la Seine et sa droite au canal Saint-Martin. Le fort d'Aubervilliers ferme la trouée entre le canal et le fort de Romainville.

Les forts du nord sont complètement dominés à moins de 3,000 mètres par les hauteurs de Montmagny et de Stains; le fort d'Aubervilliers est moins exposé.

Le front de l'est comprend le terrain qui s'étend du fort de Romainville au fort de Charenton. Dans la partie nord, ce front est borné par le canal de l'Ourcq, la Marne et le bord oriental du plateau de Belleville, dont les saillants sont occupés par les forts de Romainville, Noisy, Rosny et Nogent; les ouvrages de Pantin et les redoutes de Noisy, Montreuil, la Boissière et Fontenay protègent les intervalles entre les forts. La partie sud, couverte par la Marne et la Seine,

est défendue par les redoutes de la Faisanderie et de la Gravelle, en arrière desquelles se trouve le château de Vincennes, qui a perdu beaucoup de son importance et n'est plus guère qu'un arsenal. Le fort de Charenton, construit sur la dernière assise du prolongement de la butte de Montmesly tient l'extrémité droite du front.

Le front du sud s'étend de la Seine en amont, jusqu'à la vallée de Sèvres; il comprend cinq forts : Ivry, Bicêtre, Montrouge, Vannes et Issy. Ces trois derniers ouvrages très-rapprochés de la place, sont dominés à faible distance par le plateau de Châtillon.

A l'ouest de Paris, il n'existe qu'un seul fort pour fermer la trouée de plus de 16 kilomètres entre le fort d'Issy et Saint-Denis, c'est la forteresse du Mont-Valérien, bâtie sur un piton isolé.

Par ses fronts sud, le Mont-Valérien commande le terrain entre Boulogne et Garches, mais il n'a que peu d'action sur le plateau de la Bergerie. Les crêtes du sud-ouest battent le secteur compris entre Buzenval et la Malmaison : le front nord commande Courbevoie, et la gorge surveille la Seine en amont de Suresnes.

Les parties faibles des fortifications sont le nord et le sud; sur ces deux points, nos ouvrages sont dominés par des hauteurs qui devaient offrir à l'ennemi de sérieux avantages.

Il importait donc de rémédier à l'insuffisance reconnue de nos fortifications, et d'occuper solidement les crêtes les plus utiles à la défense.

Ce ne fut cependant que le 8 août, à la suite des désastres de Woerth et de Forbach que l'on décida de construire les redoutes indispensables à la butte Pinçon, à Montretout, Meudon, Gennevilliers et surtout à Châtillon. Quelle raison empêcha de terminer ces travaux? — Voulut-on trop entreprendre? — Etait-il bien utile par exemple de pousser la défense jusqu'à Marnes, ou ne déploya-t-on pas l'activité nécessaire? Nous n'insisterons pas sur cette question délicate. Mais, il s'est produit un étrange argument; si ces travaux n'ont pas été faits, c'est la faute du 4 septembre qui a désorganisé les ateliers. Il est, à vrai dire, impossible de citer un chiffre à l'appui de cette assertion, car le rapporteur de la commission chargé de rédiger un rapport sur le siège de Paris, déclare que la plupart des états manquent à dater du 4 septembre. Mais, un instant de réflexion suffit à montrer que le 4 septembre n'a rien à voir dans cette affaire.

Au moment où l'on s'est décidé à compléter nos fortifications, le siège de Paris était évident, et comme l'on ne pouvait prévoir le mouvement de l'armée sur Sedan, il fallait considérer l'investissement comme possible dès la fin d'août. Si le 4 septembre a donc désorganisé les ateliers, la faute n'en est-elle pas à ceux qui, du 8 au 31 août, n'ont pas su terminer les ouvrages? Comment, dans tous les manuels de fortification passagère, on nous apprend qu'en moins d'une heure, une division peut se couvrir; comment nous avions l'exemple de la

guerre de Crimée, de la guerre de Sécession, et il n'était pas possible en vingt-cinq jours, de fortifier les deux ou trois points nécessaires, indispensables au nord et au sud, de façon à en interdire l'approche à l'ennemi ? Mais, au lieu de se borner à faire des ouvrages de campagne, susceptibles d'être perfectionnés, au lieu de courir au plus pressé, de se dire qu'au milieu de ces désastres effroyables, c'était folie que de compter sur l'avenir, on voulut faire de « grands forts. » Et non-seulement le 4 septembre « les grand forts » ne sont pas construits « mais l'ennemi accourt, on n'aura pas le temps de faire deux étages de feux, beaucoup de travaux commencés à cet effet seront *perdus ou même gênants.* » C'est le rapporteur, M. Chaper, qui écrit cette phrase significative. Bref, tout est à refaire, on modifie les plans, on se décide à construire des ouvrages de campagne. Que ne commençait-on par-là !

L'étranger nous a sévèrement jugés à ce point de vue.

Voilà dans quels termes s'exprime le *Mémorial de l'armée et de la marine allemandes* (Jahrbücher für die deutsche Armee und Marine) au sujet de la redoute de Châtillon :

A première vue, on n'apercevait aucun motif de douter de l'habileté des constructeurs. Mais, bientôt le doute faisait place à la certitude contraire, quand on voyait que rien n'avait été prévu pour l'éventualité de la prise d'un ouvrage qui était pourtant la clef du front sud de Paris, et que les Français eux-mêmes ont considéré comme tel lors du second siège. Malgré son développement consi-

dérable, la redoute ne battait pas le terrain extérieur dans toutes les directions, et en dehors du fort proprement dit, il n'y avait ni ouvrage auxiliaire latéral, ni deuxième ligne de feux dans le sens du front; on n'avait pas même jugé utile d'ajouter des ailerons à l'extrémité des flancs, pour augmenter le développement des feux de front, et couvrir les communications.

Mais, où donc étaient les forts? On retrouvait bien leur situation d'après le plan; mais on ne les apercevait pas de l'ouvrage même. On est tenté de croire que le projet de la redoute a été dessiné au fond des bureaux, par des gens incapables de lire une carte. Sans doute, on aura dit au dessinateur de couvrir la route de Chevreuse, et celui-ci l'a fait de la manière la plus simple, en traçant la lunette à cheval sur la route, sans voir qu'il restait de chaque côté sur le plateau un espace d'environ 300 pas, qui dérobait complétement l'ouvrage aux vues des forts. Il ne s'est pas inquiété de savoir si l'artillerie de ces forts serait en état de protéger ou de battre l'ouvrage sans voir qui l'occuperait, de l'assiégeant ou du défenseur.

De son côté, le capitaine autrichien de Geldern, dont on peut d'autant moins discuter l'autorité qu'il a été déclaré à la tribune, par le général de Chabaud-Latour, *doublement compétent*, écrit ces lignes :

... Dans l'hypothèse même d'un meilleur armement et d'une défense plus soutenue, cet ouvrage aurait succombé de bonne heures par le seul fait de son site défectueux, et par suite de cette singulière tendance des ingénieurs militaires français à occuper les positions, rentrantes plutôt que les points dominants.

De tous les ouvrages entrepris avant l'investissement, deux seulement furent d'une réelle utilité à la défense. Les *Hautes-Bruyères* et le *Moulin-Saquet*, d'abord abandonnés, furent repris; les travaux

furent complétés, et il fut possible de s'y maintenir jusqu'à la fin du siège.

Destruction des ponts. — En même temps que l'on s'occupait, avec plus ou moins d'activité, de fortifier les alentours de Paris, on ne négligeait pas de prescrire, — quelque cruelle que fût cette nécessité, — la destruction des ponts et couvert aux approches de la capitale. Un arrêté du gouverneur, en date du 27 août, ordonna la démolition des maisons aux abords de l'enceinte. Les grandes routes furent dépavées et défoncées. Le 12 septembre, on fit sauter sur la Haute Seine les ponts d'Ivry, de Ris et de Villeneuve-Saint-Georges ; sur la Basse-Seine, ceux d'Argenteuil, de Bezons, de Chatou, de Bougival, du Pecq et de Maisons. Le 13 septembre, on détruisit les ponts de Corbeil, de Triel et de Meulan, sur la Seine ; de Creil, sur l'Oise. Le 14, ce fut le tour de Conflans, de Poissy, de Pontoise, de l'Isle-Adam et de Fin-d'Oise ; puis de Neuville, d'Auvers, de Beaumont, de Chennevières, de Gournay, de Joinville, de Clichy, d'Asnières, de Suresnes, de Saint-Cloud, de Sèvres, de Mantes et de Billancourt (1).

Malheureusement, ces sacrifices devaient, pour la plupart, être inutiles.

Le 10 septembre, le général Trochu voulut « incendier, à l'approche de l'ennemi, les forêts, bois et portions de bois qui pouvaient compromettre la défense. »

(1) Major de Sarrepont. — *Histoire de la défense de Paris en 1870-71.*

Mais cette mesure fut promptement reconnue impraticable.

Armement. — Dans les premiers jours d'août, les pièces nécessaires à l'armement des forts étaient à Paris : 549,000 kilogrammes de poudre à canon étaient disponibles ; mais les munitions d'artillerie confectionnées manquaient. Quant à l'enceinte, elle avait son armement de sûreté (7 pièces par bastion) dans les forts ; mais son armement de défense était en province.



Le général Vinoy (1).

Le 8, Paris est déclaré en état de siége ; MM. Lalanne et Krantz, inspecteur général et ingénieur en chefs des ponts et chaussées, apportent à l'artillerie

(1) Le général Vinoy était dans la section de réserve depuis 1865, lorsque la guerre éclata, il fut rappelé à l'activité et mis à la tête du 13e corps, concentré à Mézières.

Après l'affreux désastre de Sedan, ce corps d'armée, en marche

et au génie le précieux concours de leurs subordonnés. On se met à l'œuvre aussitôt : embrasures, plates-formes, fascinages, transports, tout ce vaste travail s'exécute. Quatre jours plus tard, le 12, 525 pièces sont déjà en batterie sur les remparts, et 350 dans les forts. En même temps, de province affluent les canons, les projectiles, les poudres. La marine envoie 228 canons rayés de gros calibre, avec leurs affûts, leurs accessoires et 200 coups par pièce. Le 25 août, il y avait 1,700,000 kil. de poudre à Paris; la Manufacture de Tabacs était transformée en fabrique de cartouches, et l'industrie privée exécutait des projectiles de toute sorte.

Le 3 septembre, dans les forts de Paris et de Saint-Denis, 703 pièces de canon étaient en batterie. On

pour rejoindre le maréchal de Mac-Mahon, se trouvait encore trop éloigné pour qu'il lui fut matériellement possible de prendre part à l'action. A la nouvelle de la douloureuse capitulation, le général Vinoy fit preuve d'autant d'énergie que de décision. Sans perdre une minute, il se mit en retraite sur Paris, et il put accomplir ce mouvement rétrograde cinquante lieues, harcelé par des troupes cinq ou six fois plus nombreuses que les siennes, avec une habileté qui fit l'admiration même de nos ennemis. Sans avoir perdu un canon ni un chariot, le général Vinoy ramenait donc un corps de 35,000 hommes qui allait être un contingent précieux pour la défense de Paris, à laquelle l'appelait le nouveau gouvernement.

Comme commandant du 13e corps et comme commandant de la 3e armée, il dirigea avec talent, et avec entrain les opérations de ses troupes; il était infatigable, et il montrait en ces circonstances autant d'abnégation que de patriotisme.

Un décret du 8 décembre 1870, l'éleva à la dignité de Grand-Croix. Il mourut à Paris le 29 avril 1880. (D. L.)

avait emmagasiné dans ces forts 685,000 kilogr. de poudre ; 652,000 projectiles creux ; 283,000 projectiles pleins ; 6,600,000 cartouches pour chassepot ; 3 millions de boîtes à mitraille ; 400,000 sacs à terre. Les pièces de 24 avaient 300 coups en moyenne. Dans Paris (en outre des forts), il existait 34 millions de cartouches modèle 1866, et on en fabriquait 130,000 par jour ; on allait arriver à 250,000. On disposait de 32 millions de cartouches pour fusils à tabatière. Trois millions de kil. de poudre étaient en route ou sur wagons à Paris.

Le nombre des fusils sur lesquels pouvait compter la défense de Paris est difficile à préciser ; les renseignements que nous avons pu recueillir à ce sujet sont très-incomplets. Un document que nous reproduirons plus loin évalue à 280,738 les fusils de tous modèles distribués à la garde nationale le 30 septembre. En outre, les 16 et 18 février 1871, il a été livré aux Allemands 153,000 chassepots provenant de l'armée de Paris. A ce dernier chiffre, il convient d'ajouter 20 à 25,000 chassepots pour les troupes qui n'ont pas été désarmées. On obtient donc ainsi 175,000 chassepots et environ 285,000 armes de divers modèles. Il est permis de croire que ce n'est là qu'un minimum inférieur à la réalité.

Quant à l'artillerie de campagne, elle s'est élevée, pour l'armée, à 93 batteries, auxquelles il faut ajouter 16 batteries (mobiles) de marine, 15 batteries de garde mobile et 9 batteries de garde nationale : soit 133 batteries, ou 798 canons. 602 pièces de tout ca-

libre ont été livrées aux Allemands par la capitulation, en dehors de l'important matériel resté à Paris, et qui devait si fatalement servir à la Commune.

Subsistances. — Le 8 août, M. Louvet, ministre du commerce, forma, pour s'occuper de l'approvisionnement de Paris, une commission de plusieurs sénateurs et députés et d'un intendant militaire, M. Perrier. Le chiffre des approvisionnements devait être calculé à raison de quarante-cinq jours.

Le 9 août, M. Clément Duvernois remplaça M. Louvet au ministère, et donna des instructions plus larges. L'administration devait acheter en Angleterre et dans nos ports de mer tout ce qu'il serait possible de trouver pouvant servir à l'alimentation. Plusieurs de ces marchés ont été vivement critiqués. Nous n'avons pas à entrer dans ces détails; mais il n'est que juste de reconnaître l'activité déployée par M. Duvernois. Il semble cependant résulter d'un passage du livre si autorisé de M. Jacqmin (1) que ce n'est que tardivement que les chemins de fer ont été utilisés pour le transport du bétail: « La possibilité de l'investissement de Paris n'apparut que tardivement dans notre pays. Ce n'est que le 20 août que les chemins de fer reçurent du gouvernement une communication au sujet des transports à faire pour réunir dans l'enceinte de Paris, un approvisionnement de bétail suffisant aux besoins de la consommation pendant un temps déterminé. »

(1) *Les chemins de fer pendant la guerre.*

Il n'a malheureusement pas été fait d'inventaire exact des approvisionnements réalisés par l'administration civile.

Le *Bulletin de la Municipalité de Paris* (journal officiel de la Mairie centrale) indiquait, le 26 septembre, le stock des farines comme s'élevant à 457,000 quintaux. La consommation de chaque jour étant environ de 7,000 quintaux, on trouvait 64 jours. Fort heureusement, ces évaluations étaient de beaucoup au-dessous de la réalité. Il est, d'ailleurs, possible d'arriver au chiffre approximativement exact des approvisionnements de Paris en farine et en blé. La consommation *moyenne* pour la durée du siège a été de 6,500 quintaux. Après s'être élevée, pendant le premier mois, à 7,500, puis à 7,000, elle est arrivée au chiffre minimum de 6,000. En multipliant le chiffre de la consommation journalière par le nombre de jours, on arrive donc à reconstituer *approximativement* le chiffre de 900,000 quintaux, soit le double environ du total indiqué.

Les approvisionnements de l'armée ne sont pas compris.

Pour les bestiaux, le *Bulletin* accuse : 24,600 bœufs, 150,000 moutons et 6,000 porcs existant à Paris au 20 septembre. Ces chiffres représentent un peu plus de deux mois de vivres. Il faut ajouter 60,000 chevaux, environ, qui ont été consommés pendant la durée du siège.

Mais, tous ces renseignements, — les seuls que

l'on puisse se procurer aujourd'hui encore, — sont forcément inexacts, puisqu'aucune statistique n'a été dressée. Il faut tenir compte, en outre, des denrées de toute sorte et des provisions considérables rassemblées par les particuliers.

II

Troupes. — Garde mobile. — Nous venons de dire quelques mots des fortifications, de l'armement, des munitions, des subsistances enfin ; il nous reste à parler des troupes appelées à cette difficile mission de défendre la capitale contre l'envahisseur.

Le 4 septembre, Paris comptait exactement 8,747 marins, qui avaient demandé à être chargés de la défense des six forts de Romainville, Noisy, Rosny, Ivry, Bicêtre et Montrouge; la garde de Paris, la gendarmerie municipale à pied et à cheval, les sergents de ville, environ 9,000 hommes. Le génie avait 1,700 hommes; l'artillerie, 4,500 ; mais c'étaient de jeunes soldats. Les gardes forestiers, les douaniers, au nombre de 3,000, n'étaient pas encore organisés.

Les troupes en formation comprenaient :

1° Le 14e corps d'armée, sous les ordres du général Renault : il ne comptait que 4,000 hommes :

2° Les 18 bataillons de garde mobile de la Seine, dont l'effectif atteignait 13,500 hommes;

3° La garde nationale.

Le 18 septembre, les marins étaient au nombre de 14,000.

Les gendarmes, douaniers, gardes-forestiers, 10,000.

La cavalerie s'élevait à 4,000 hommes.

100,000 gardes mobiles de province étaient accourus.

Cet appel de la seule force qui existât alors en province, force relative, car les gardes mobiles manquaient absolument d'instruction militaire, et n'étaient ni organisés, ni équipés, ni entièrement armés, cet appel fut une faute qu'il était, d'ailleurs, bien difficile de ne pas commettre. Par cette simple mesure, on rendait presque impossible la défense hors de Paris, puisqu'on enlevait à la province les combattants qu'elle pouvait d'abord mettre en ligne. Enfin, — et ceci nous semble un reproche plus grave encore, — on condamnait à l'inaction, à l'oisiveté, proche parente de l'émeute, la population de Paris, qu'il venait difficile d'utiliser, toutes les armes à chargement rapide, tous les postes étant occupés par la mobile.

N'aurait-on pu restreindre le chiffre des appels, et chercher dans la population même de Paris une force agissante ? C'est là une question que l'on peut poser, mais qu'il serait téméraire de vouloir résoudre.

Pour terminer avec la garde mobile, il est nécessaire de dire ici quelques mots d'une mesure adoptée,

quelques jours après le 4 septembre, par le gouvernement de la défense : l'élection des officiers. En principe, la mesure était incontestablement funeste; mais était-il possible de l'éviter? La garde mobile de Paris comptait parmi ses officiers, MM. Piétri, Baroche, etc. M. Baroche a fait noblement son devoir, il est tombé en héros au Bourget; mais à ce moment, il n'était que le fils de l'ancien ministre de l'empire. Au jour même où commençait la publication des papiers de la famillle impériale, était-il possible de conserver à la tête de la garde mobile de Paris, les hommes qui rappelaient de si près le régime tombé? Nous n'envisageons ici que la question de fait : pour qui se souvient de la facilité avec laquelle les soupçons les plus absurdes étaient accueillis, il y avait là une impossibilité absolue. Nous ne citerons qu'un fait : une députation de la garde mobile et de la garde nationale se rendit auprès du gouverneur, pour l'informer que le commandant Piétri venait de vendre le Mont-Valérien un million aux Prussiens. Cela était ridicule, soit, mais supposons la nouvelle colportée dans les rangs, annoncée dans les clubs, que serait-il arrivé ? Il faut se souvenir que le mot *trahison* était alors dans toutes les bouches : dans ces conditions difficiles que faire? On accorda aux gardes mobiles le droit de nommer leurs chefs, et comme cette faveur ne pouvait être concédée aux seuls mobiles de la Seine, on l'étendit à tous.

Toutes ces questions irritantes ne peuvent être jugées qu'au point de vue de l'époque ; si l'on fait

abstraction des circonstances, des difficultés, des impossibilités de toute nature, on aboutit à des conclusions très-logiques, sans doute, mais inadmissibles, au moment où la question a été posée.

Corps Vinoy. — En outre de ces éléments d'armée, Paris comptait, à partir du 7 au 8 septembre, l'ensemble du 13e corps (Vinoy), que nous avons laissé à Mézières, le 1er septembre et qu'il nous faut suivre dans sa retraite.

Le général Vinoy était arrivé à Mézières-Charleville le 30 août au soir. Les bruits les plus alarmants circulaient : on parlait d'une bataille livrée dans les environs de Beaumont, mais le résultat n'était pas connu. Le commandant du 13e corps envoya aussitôt à Sedan un de ses aides de camp, le capitaine de Sesmaisons, pour informer l'Empereur et le maréchal de Mac-Mahon de son arrivée, et demander des instructions. Le maréchal et l'Empereur prescrivirent au 13e corps de se concentrer sous Mézières, et d'attendre la venue prochaine de l'armée qui allait battre en retraite dans cette direction. A deux heures de l'après-midi, le 31, le capitaine de Sesmaisons était de retour à Mézières.

Cependant, le général Vinoy, justement inquiet, avait envoyé deux reconnaissances du 42e et du 35e de ligne vers Poix et Flize. A mi-chemin, entre Yvernaumont et Poix, le bataillon du 42e se heurta à des uhlans et des cuirassiers. Au bruit de la fusillade, les Allemands firent descendre une batterie d'artillerie, du Briolon, plateau non boisé, d'où l'on domine la

vallée de la Vence. Les Français purent se dérober dans les bois, et gagner Mézières vers le soir. Nous n'avions eu que quatre hommes tués, parmi lesquels un officier, et une quinzaine de blessés.

Le bataillon du 35e, envoyé à Flize était occupé à détruire le pont suspendu qui se trouve dans ce village, lorsque quelques uhlans se montrèrent. Ils furent reçus à coup de fusil. Mais, derrière eux, apparurent de fortes colonnes allemandes. Le colonel La Mariouse fit aussitôt battre en retraite, et le détachement fut recueilli par la brigade Guilhem, qui s'était avancée avec du canon.

L'ennemi était donc proche. Le général Vinoy fit rabattre sur Mézières tous ses détachements. Dans la nuit du 31 au 1er, il reçut par le chemin de fer l'artillerie de réserve, ainsi que la brigade Susbielle.

Dès le matin du 31, le bruit du canon annonça la bataille de Sedan. Les troupes prirent les armes, pour se porter en avant ; mais les nouvelles reçues prouvèrent qu'il ne fallait pas songer à rejoindre l'armée. Bientôt le flot des fuyards déboucha par toutes les routes. Près de 10,000 hommes gagnèrent ainsi Mézières. Le général Vinoy télégraphia aussitôt au ministre de la guerre, pour demander à battre en retraite, et, sur l'autorisation qui lui fut accordée, il se hâta de quitter la ville, et de se dérober par une marche de nuit.

Les fuyards de l'armée de Sedan, étant moins aptes à résister à une attaque de l'ennemi, furent di-

rigés sur Avesnes. Des trois divisions du 13e corps, une seule, celle que commandait le général Blanchard, se trouvait à Mézières; celle du général d'Exea occupait Reims ; la division Maud'huy enfin n'était pas encore arrivée. Le général Vinoy envoya l'ordre au général Maud'huy de rétrograder aussitôt sur Laon. A une heure et demie du matin, la division Blanchard quitta Mézières, et s'engagea sur la route qui conduit à Rethel. Aux environs de Launois, nos hussards surprirent quelques uhlans, et, à un kilomètre de Saulces-aux-Bois, l'arrière-garde eut affaire à plusieurs



Le général Clément Thomas (1).

(1) Lorsque éclata l'insurrection du 18 mars 1871, Clément Thomas n'exerçait plus aucune fonction ni commandement, mais ayant appris qu'un de ses anciens aides de camp avait été arrêté par des insurgés, il partit à Montmartre pour le réclamer. « Lorsqu'il arriva sur la place Pigalle, un garde national l'ayant reconnu à sa grande barbe blanche, lui dit : « N'êtes-vous pas le général Clé-

escadrons. Cette alerte ne fit que hâter la marche, car un combat semblait d'autant moins possible que l'on manquait de munitions. A une heure de l'après-midi, le 2 septembre, la colonne atteignit Novion-Porcien. La situation était grave : le général Vinoy était informé qu'un corps prussien était venu prendre position sur les hauteurs d'Écly, à Chaumont, dans l'intention de disputer et intercepter le passage à Château-Porcien. Dans ces conditions, et malgré la fatigue excessive des troupes, le commandant en chef ordonna une marche de nuit. A une heure du matin, la colonne reprit sa route, et arriva à Chaumont-Porcien. Au moment où les Français se disposaient à continuer, le village fut attaqué par l'avant-garde ennemie. Le camp fut levé aussitôt, et tandis que les Allemands canonnaient les

ment Thomas ? — Eh bien ! quand ce serait moi, riposta le vieux républicain, est-ce que je n'ai pas toujours fait mon devoir ? — Vous n'êtes qu'un misérable et un traître ! s'écria le garde national en le saisissant au collet. Aussitôt survinrent d'autres individus qui entrainèrent le général, dans la direction de la rue des Rosiers, où siégeait, au n° 6, le Comité central de Montmartre. Le sort de l'infortuné Clément Thomas fut décidé séance tenante, et, sans qu'il eut même été procédé à un simulacre de jugement, un groupe de gardes nationaux le conduisirent dans le jardin de la maison, l'adossèrent contre un mur et le fusillèrent presque à bout portant. Peu après le général Lecomte subissait dans le même lieu le même sort. L'Assemblée nationale, décrèta le 26 mars qu'une pension viagère serait accordée aux veuves des deux généraux et qu'un monument leur serait élevé au frais de l'Etat. » Ce monument a été érigé au Père-Lachaise le 26 décembre 1875. (D. L)

maisons, on se dirigea en toute hâte sur Seraincourt, puis sur Fraillicourt, où on fit halte.

A six heures et demie du soir enfin, le 3 septembre, la division Blanchard atteignit Montcornet. Le 4, la marche fut reprise dans la direction de Marle. Cette petite ville possédant un télégraphe, on put avoir des nouvelles : le général Vinoy apprit la désastreuse issue de la bataille de Sedan ; il sut, en outre, que la division d'Exea avait quitté Reims le même jour et s'était rabattue sur Soissons par la voie ferrée. Une dépêche du général Maud'huy, fit connaître, en même temps, que la seconde division du 13e corps était à Laon, où, suivant les instructions du général en chef, elle attendait la venue de la colonne Blanchard. Le chemin de fer entre Marle et Laon n'ayant pas encore été détruit, il fut possible de faire venir des vivres dont le besoin se faisait vivement sentir.

A partir de ce moment, la poursuite des Prussiens n'était plus à craindre. De Marle, le général Blanchard rabattit sur Laon. Le 5, le chemin de fer transporta la division Maud'huy ; l'artillerie divisionnaire opéra sa retraite par Noyon (6 septembre), Pont-Sainte-Maxence, 7, Luzarches, 8, Paris, 9.

Quant à la division Blanchard, elle fut embarquée à Tergnier le 6 au matin, et arriva à Paris dans la nuit du 6 au 7.

La division d'Exea était, le 8 septembre, réunie aux deux autres divisions du 13e corps dans la capitale.

Le 4 au matin, le général de Palikao avait adressé au général Vinoy cette étrange dépêche :

Ne vous serait-il pas possible de faire front, et de bousculer les colonnes de l'ennemi?

Faire front, avec vingt-cinq mille hommes au plus, sans munitions, aux armées allemandes, alors que quelques heures de retard pouvaient tout compromettre, c'était bien là la stratégie qui nous avait conduits à Sedan !

En parlant du siège de Strasbourg, nous aurons à citer une dépêche du général de Palikao plus singulière encore.

Le corps Vinoy, si heureusement préservé, comprenait 3 divisions d'infanterie, formées de bataillons de marche, à l'exception de deux régiments, les 35e et 42e, rappelés de Civita-Vecchia depuis nos premiers désastres, et qui devaient être bientôt connus Paris sous le nom de la *brigade aux drapeaux*.

En tenant compte des divers éléments de résistance que nous venons d'énumérer, on arrive aux effectifs ci-après. Le tableau que nous reproduisons porte cet en-tête : SITUATION DE L'ARMÉE DE PARIS *le 21 octobre 1870*. C'est seulement à cette date, en effet, qu'il a été possible de se rendre un compte à peu près exact de l'ensemble des forces qui existaient dès le 18 septembre.

	Officiers Présents	Officiers Absents	Officiers Total	Troupe Présents	Troupe Absents	Troupe Total	Effectif total	Chevaux	
Etats-majors	360	»	360	175	»	175	535	535	
Services administratifs	393	3	396	5.930	523	6.453	6 849	»	
Gendarmerie	191	21	212	5.664	253	5.917	6.129	1.585	
Troupes de ligne. Infanterie	1.662	333	1.995	83.888	10.720	94.608	96.603	692	
Troupes de ligne. Cavalerie	226	20	246	3.375	651	4.026	4.272	3.769	
Troupes de ligne. Artillerie	287	13	300	13.979	2.078	16.057	16 357	8.406	
Troupes de ligne. Génie	48	1	49	2.207	213	2.420	2.469	357	
Troupes de ligne. Equipages milit.	63	1	64	3.288	262	3.550	3.614	3.691	
Garde mobile. Infanterie	2.203	79	2.282	98.419	12.714	111.133	113.415	328	116.420
Garde mobile. Artillerie	56	1	57	2.570	378	2.948	3.005	6	
Total	5.489	4 72	5.964	219. ·95	27.792	2 7.287	253.248	19 169	
Auxiliaires. Finances. Douaniers	51	1	52	2.683	67	2.750	2.802	»	3.940
Auxiliaires. Finances. Forestiers	43	4	47	909	82	991	1.038	6	
Auxiliaires. Marine. Fusiliers	75	1	76	3.232	87	3.319	3.395	»	
Auxiliaires. Marine. Artillerie	52	3	55	1.749	271	2.020	2.075	321	14.286
Auxiliaires. Marine. Marins	238	6	244	8.186	386	8.572	8.816	10	
Canonniers auxiliaires — volontaires	63	»	63	2.976	11	2.987	3 050	»	
Total	522	15	537	19.735	904	20.639	21.176	337	
Total général	6.011	487	6.498	239.230	28.696	267.926	274.424	19.506	

Corps francs. — Dès le début de la guerre, un grand nombre de corps francs avaient été organisés. Dans la séance du 24 août, le général de Palikao déclarait qu'il donnait à tous ces défenseurs improvisés, l'estampille du ministère de la guerre. L'investissement de Paris augmenta leur nombre à ce point que, le 11 octobre, une décision du gouverneur prescrivit une revue par un fonctionnaire de l'intendance, à l'effet de constater les effectifs. Il fut en outre spécifié par l'art. 5 « qu'il ne serait plus délivré aucune autorisation de lever des corps francs. »

La revue d'effectif fit reconnaître vingt corps francs ; malgré la décision première, douze autres furent ultérieurement autorisés. Ces chiffres ne s'appliquent qu'à l'infanterie, il faut y joindre 4 escadrons de cavaliers volontaires.

Quelques-uns de ces corps rendirent des services très réels, les éclaireurs Franchetti, par exemple, ou les francs-tireurs de la presse, qui s'emparèrent du Bourget, à la fin d'octobre. Il n'y en avait pas moins là un abus très réel. La discipline de ces soldats volontaires laissait parfois à désirer, et leur action, indépendante le plus souvent du commandement, aurait pu entraîner de graves inconvénients, qui se produisirent, d'ailleurs, beaucoup moins à Paris qu'en province, à cause de la concentration des troupes.

Nous n'avons pas compté dans les corps francs, le *génie volontaire*, les *bataillons auxiliaires du génie*, les *ouvriers auxiliaires du génie*, le *bataillon de mi-*

neurs auxiliaires du génie. Plusieurs de ces corps apportèrent un précieux concours à l'armée.

Dans cette énumération rapide des moyens de défense et des forces dont disposait Paris, il nous faut encore comprendre la flottille de la Seine qui se composait de 27 canonnières ou batteries flottantes, avec un armement de 33 bouches à feu de 14 à 24. Le personnel d'officiers composé de 20 lieutenants de vaisseau était placé sous les ordres du capitaine de vaisseau Thomasset. Dans le courant d'octobre, on désarma plusieurs bâtiments : 15 furent seulement conservés, et firent jusqu'à la fin du siège un service très actif.

Garde nationale. — Il nous reste à parler de la garde nationale.

Le 6 septembre parut au *Journal Officiel* un décret portant qu'aux 60 bataillons anciens de la garde nationale, seraient adjoints 60 bataillons nouveaux d'un effectif de 1,500 hommes. Mais, il fut impossible de s'en tenir aux termes de cette décision. L'ennemi arrivait: dans quelques jours, il allait assiéger la capitale, tenter sans doute un coup de force. Chacun réclamait à la mairie son inscription immédiate, chacun demandait un fusil. Dès la première heure, les maires furent débordés, ils ne purent diriger ce courant, et se virent forcer d'armer tout le monde, un peu au hasard. De là, un résultat fâcheux : certains bataillons ne comptaient guère plus de 300 hommes (le 239e en avait 350) tandis que d'autres (le 116e par exemple) étaient forts de plus de 2,500 hom-

mes. En outre, grâce à cette précipitation, le modèle des armes n'était pas toujours identique. Rappelons que le 207[e] avaient encore en janvier, 5 fusils différents. Enfin, des abus sérieux, notamment à propos de la question de l'habillement, ne devaient pas tarder à se produire.

Certes, tout cela était profondément regrettable : il eût mieux valu agir méthodiquement, organiser sérieusement chaque bataillon, au fur et à mesure de sa formation. Mais était-il possible de résister à cet emportement patriotique de la population ?

L'Assemblée nationale a prescrit une enquête sur le 18 Mars, et la Commission, instituée par elle, a entendu de nombreux témoins qui ont longuement insisté sur les causes qui ont empêché la garde nationale de rendre les services qu'on pouvait en attendre. Nous résumerons très brièvement l'ensemble de ces dépositions intéressantes, mais il est deux points sur lesquels nous croyons d'autant plus nécessaire d'insister qu'il n'en a pas été dit un seul mot dans l'enquête.

Nous avons déjà signalé le premier : c'est l'appel des 100,000 mobiles de province. Sans cette mesure, il aurait bien fallu chercher dans la population les éléments d'une armée, conduire à la caserne pour les dresser, puis, devant l'ennemi, les bataillons formés. Il existait une loi appelant au service tous les hommes de moins de 35 ans ; il eût fallu appliquer cette loi.

On dira, peut-être, qu'avec son caractère turbulent,

le Parisien se fût difficilement prêté à cette discipline salutaire, indispensable, sans laquelle il ne peut y avoir de soldats, on invoquera, sans doute, l'exemple de la garde mobile de la Seine, quelque peu frondeuse, mais brave après tout, nous le verrons plus loin. Il est bien évident qu'une action énergique était nécessaire pour conduire ces hommes, pour les organiser, pour les discipliner. Mais si, dès le premier jour, on reculait devant les difficultés de la tâche, si l'on trouvait le fardeau trop lourd, le problème de la défense insoluble : pourquoi avoir accepté cette mission?



Le général Le Flô (1).

La garde nationale était prête à tous les sacrifices,

(1) Le général Le Flô, qui fut le premier ministre de la guerre après la Révolution du 4 septembre, naquit le 2 novembre 1804 à Lesneven (Finistère), après avoir passé par Saint-Cyr, il gagna rapi-

elle se persuadait qu'en prenant le fusil, et en montant sa garde pacifique sur le rempart, elle sauvait

dement et brillamment ses grades en Afrique. Mais après sa promotion de général de brigade, en 1848, il alla en Russie comme ministre plénipotentiaire. Dans le cours de cette mission, il fut élu représentant du peuple à la Constituante, où il vint siéger au mois de mars 1849. Réélu à la Législative et nommé questeur, l'opposition qu'il fit à la politique de l'Elysée lui valut d'être arrêté et exilé lors du coup d'Etat. Autorisé, en 1857, à rentrer en France il vécut à l'écart, tant que dura l'Empire. Dès nos premiers revers il demanda au Ministre de la guerre d'être réintégré dans les rangs de l'armée, on le lui refusa. Mais, après la capitulation de Sedan, on l'appela, le 4 septembre aux difficiles fonctions de Ministre de la guerre; en même temps il fut réintégré dans son grade de général de division avec rang du 2 décembre 1851, date de sa promotion. Aux élections du 8 février 1871, il fut nommé représentant du Finistère à l'Assemblée nationale, et maintenu par M. Thiers, comme Ministre de la guerre dans le Cabinet du 18 février. Pendant le siège de Paris. le général Le Flô seconda M. Thiers de tout son pouvoir. Aussitôt l'entrée des troupes à Paris, il donna sa démission de Ministre de la guerre, et fut remplacé par le général de Cissey. Le général Le Flô fut alors nommé au poste d'ambassadeur de France à Saint-Pétersbourg. Les relations personnelles qu'il eut avec l'empereur de Russie servirent beaucoup aux intérêts de la France. Absent de l'Assemblée nationale par suite de ses fonctions il ne prit aucune part à ses travaux lors des élections des sénateurs inamovibles, refusa la canditature qui lui fut offerte par le Centre gauche. Le 18 février 1879, le général Le Flô fut remplacé comme ambassadeur par le général Chanzy, et le 8 juin suivant il fut admis à la retraite; depuis, il se retira dans son château de Nechsat, près de Morlaix refusant plusieurs fois les candidatures qui lui étaient offertes; c'est là qu'il mourut le 16 novembre 1887. Quelques mois avant sa mort on a publié des documents démontrant que l'Allemagne avait voulu faire la guerre à la France en 1875 et qu'elle n'avait été arrêtée dans son projet que par l'intervention de l'empe-

la patrie. Bien peu, parmi les Parisiens, avaient de la situation une idée exacte : ils se figuraient que les Prussiens se trouvaient de l'autre côté du fossé, et ils réclamaient des cartouches, et ils n'avaient garde d'oublier leurs fantastiques revolvers. Peu à peu, le doute vint, puis le rire : on n'alla plus seulement au bastion pour monter sa garde inutile, mais pour échapper à la monotonie de l'existence, pour chercher une distraction. Mais, à qui la faute? Si, dès le premier jour, on avait mis cette foi à l'épreuve, si on avait cherché à utiliser cette force, au lieu de l'abandonner à l'inaction, à l'oisiveté, pourquoi n'aurait-on pas fait quelque chose de ces hommes ardents, dévoués, intelligents?

Nous arrivons ici au second point que nous signalions plus haut :

Le Corps législatif, après nos premiers désastres, s'était occupé de la garde nationale, et avait rendu une loi portant que les officiers élus dans chaque compagnie ne pourraient être choisis que parmi les anciens militaires.

L'application de cette loi devait avoir les plus déplorables effets.

La base fondamentale de la discipline, c'est le respect complet, absolu de l'inférieur pour le supé-

reur de Russie. Cette divulgation eut un grand retentissement en France et à l'étranger; l'on put alors encore plus apprécier combien le général Le Flô, a montré en cette circonstance, autant de perspicacité et d'habileté que de patriotisme. Le 29 octobre 1899 une statue lui a été élevée à Lesneven son lieu de naissance. (D. L.)

rieur, respect qui provient uniquement de la valeur intellectuelle et morale de celui qui commande. Toujours et partout, si l'officier donne l'exemple de l'ordre, de la conduite, du sang-froid, s'il est brave au feu, il entraîne à sa suite ses soldats, il les rend disciplinés et respectueux; de là cet axiome : les hommes valent ce que valent les chefs.

Dans ces bataillons de la garde nationale, il ne manquait pas d'hommes dévoués, énergiques, instruits, capables d'apprendre ce qu'ils ignoraient, assez sévères pour eux-mêmes pour avoir le droit de commander aux autres; mais, grâce au remplacement qui permettaient aux classes aisées de ne pas passer sous les drapeaux, la plupart n'avaient pas servi. De là l'obligation pour eux de rester dans le rang.

Sous-lieutenants, lieutenants et capitaines furent choisis parmi les anciens soldats : avant de donner l'épaulette aux candidats, on ne s'occupa pas de savoir s'ils la méritaient, on ne demanda ni certificats ni preuves : strictement, on se conforma à la loi.

Cette mesure eut deux conséquences fâcheuses : les anciens soldats devenant officiers, le plus souvent, il ne fut pas possible de trouver des instructeurs. Ensuite, presque tous ces chefs improvisés manquèrent des qualités nécessaires pour commander. Ils auraient pu faire des sergents passables, ils devinrent de détestables officiers. Pour conduire cette troupe pleine de bonne volonté et d'entrain, il fallait des habitudes d'ordre, cette autorité qui s'im-

pose si vite, lorsqu'elle a son point de départ dans la supériorité non de la position, mais de l'intelligence, autorité morale d'autant plus nécessaire qu'elle était en réalité la seule force que l'on pût invoquer, pour maintenir, ou plutôt pour faire naître l'esprit de discipline et de sacrifice dans cette foule où, quoi qu'on ait pu dire, les bons éléments étaient en immense majorité.

Nous ne saurions trop insister sur cette idée : elle est pour nous la raison vraie de tous les abus qui vont suivre.

Si des *désordres* de comptabilité pour la solde ou l'habillement se produisent ; si la cantine occupe trop de place au rempart, c'est à cette cause, uniquement à elle, qu'il faut se reporter. Toutes les fois qu'à la tête de cette unité alors presque indépendante, *la compagnie,* il ne s'est pas trouvé une volonté ferme, une autorité morale réelle, l'indiscipline n'a pas tardé à se produire. Et malheureusement, la loi votée par le Corps législatif a le plus souvent amené de regrettables choix.

Si l'Internationale a pu arriver, vers la fin du siège, à exercer son autorité sur un grand nombre de bataillons, à constituer une fédération occulte dont la Commune nous a montré la force, c'est là qu'il faut en rechercher l'explication non pas unique, mais première.

Et, la propagande révolutionnaire a pu d'autant plus librement avoir cours, que les hommes d'ordre se tenaient à l'écart.

Lorsque les élections des officiers furent faites, le gouvernement de la Défense nationale institua des *conseils de famille* répartis dans chaque compagnie, mais dont les attributions étaient assez vagues. Quelques-uns virent là l'occasion d'exercer une influence salutaire : ils voulurent s'occuper de la gestion, des intérêts matériels; mais ils ne tardèrent pas à se trouver en conflit avec le capitaine, d'autant plus désireux de demeurer seul maître que sa capacité était moins grande. Le gouvernement fut obligé d'intervenir, et il donna tort aux conseils de famille, à ce que l'on appelait dédaigneusement l'élément civil.

Faut-il conclure de là que la garde nationale a promptement oublié ses élans de patriotisme des premiers jours? Non. Jusqu'au dernier moment, elle a été capable d'une action vigoureuse; mais, à mesure que nous nous éloignons du point de départ, la difficulté de faire des *soldats* devient plus grande. L'ardeur est toujours la même, mais elle affecte des formes différentes. On pense bien encore, et sincèrement, à « mourir pour la patrie; » mais on le dit beaucoup, on le chante trop. Le devoir, qui ne recule devant aucun sacrifice, qui accepte toutes les privations, toutes les misères, qui ne puise sa force qu'en lui-même, et trouve sa récompense dans la satisfaction intime de la conscience, le devoir, qui fait les nations viriles et les armées invincibles, le *devoir* s'accommode mal de cette légèreté, de ces jeux, de ces manifestations bruyantes, conséquences

regrettables de l'inertie et du manque d'autorité des chefs.

Il était visible qu'avec ce système, on allait arriver à perdre une force qu'il y avait tout intérêt à employer. Aussi dès le début, s'éleva-t-il de nombreuses protestations.

Lorsqu'elle demandait de marcher à l'ennemi, lorsqu'elle accusait le gouverneur de Paris de faiblesse, la garde nationale réagissait elle-même contre cet énervement de l'inaction ; elle était sincère ; elle comprenait que l'on ne forcerait pas les Prussiens à battre en retraite en montant la garde aux remparts, et en déposant des couronnes aux pieds de la statue de Strasbourg.

Pourquoi avoir repoussé ces offres, pourquoi ne pas avoir envoyé aux avant-postes ces bataillons qui demandaient à marcher ; pourquoi, tout au moins, ne pas les avoir conduits à la caserne, cette première étape du champ de bataille ?

On répondra que ceux-là qui parlaient le plus haut se montraient peu disposés à exposer leur vie. Mais, ce reproche banal, à force d'avoir été répété, est-il bien juste ? Buzenval n'a-t-il pas montré la sincérité du patriotisme et du courage de cette population ; et lorsqu'on peut citer des bataillons de Montrouge, par exemple, parmi ceux qui ont le plus bravement combattu, pourquoi invoquer cette raison mensongère et humiliante : *on ne voulait pas se battre* ; pourquoi accuser de lâcheté ce peuple de Paris qui a été fort devant la faim, devant la maladie,

devant le bombardement, et qui aurait manqué de cette seule vertu, si commune autrefois : le champ de bataille ?

Des actes de lâcheté ont été commis ; mais il ne faut pas oublier ce détail qui nous a été révélé par l'enquête du 18 mars :

Lorsque ces fuyards rentrèrent dans leur propre quartier, ils furent *écharpés* ; il fallut en emporter plusieurs à l'hôpital.

Il faut se souvenir qu'à Belleville, au club Favier, la conduite des tirailleurs a été hautement flétrie, aux applaudissements de la réunion.

Par-dessus tout enfin, il faut dire que, durant cinq mois de siège, on n'avait pas trouvé le moyen d'habituer au feu la plupart de ces bataillons qui ont montré à Buzenval, sinon la solidité et l'aplomb que l'on est en droit d'attendre de vieilles troupes, du moins le dévouement et le courage que l'on peut réclamer de soldats improvisés.

Plus loin, à propos du 31 octobre, nous aurons à revenir sur ce sujet, dont nous avons cru devoir dire un mot ici : avec les fautes, avec les désastres, la colère viendra : d'injustes accusations seront portées. La garde nationale aura conscience du temps perdu, et comme elle ne s'en prendra pas à elle-même, elle attaquera le gouvernement. Idoles la veille, les chefs deviendront traîtres le lendemain.

Quand la lutte ajournée en vain, dit M. Chaper, fut devenue nécessaire, et qu'elle eut amené les échecs faciles à prévoir, la garde

nationale s'en prit à ceux qui ne lui avaient jamais donné que des louanges. Convaincue qu'elle avait fait tout ce qui était nécessaire pour triompher, elle chercha au-dessus d'elle les causes de sa défaite, et elle accusa de l'avoir trahie ceux qui étaient seulement coupables de l'avoir flattée.

Le 13 septembre, le général Trochu passa en revue les bataillons de la garde nationale qui, depuis la veille, avaient leurs postes assignés au rempart. 30 étaient déjà organisés. La nouvelle troupe avait mis le temps à profit pour commencer son éducation militaire.

A mesure que se formaient les compagnies de gardes nationales, écrit le rapporteur de la commission, elles se hâtaient de s'exercer ; et à ce sujet, nous constatons de nouveau, avec une satisfaction bien vive, l'ardeur et la persévérance de l'immense majorité pour l'exercice et les manœuvres, choses pénibles, longues, fatigantes. Pendant combien de semaines avons-nous vu tous les jours, du matin au soir, sur les places et les promenades, des troupes improvisées s'exerçant par la chaleur, par la pluie, par le froid.

La situation de la garde nationale, au 30 septembre, nous est indiquée par le décret suivant du ministre de l'intérieur :

Considérant qu'en exécution de l'arrêté ministériel du 6 septembre, il a été formé, outre les soixante bataillons anciens, cent quatre-vingt-quatorze nouveaux bataillons de la garde nationale, ce qui constitue un effectif total de deux cent cinquante bataillons;

Considérant qu'il a été distribué jusqu'à ce jour 280,738 fusils, et que cette distribution avait épuisé toutes les réserves d'armes disponibles, on est dans l'impossibilité de répondre à l'armement de nouveaux bataillons ;

Arrête :

Toutes nouvelles inscriptions dans les bataillons déjà formés et toutes formations de nouveaux bataillons sont provisoirement suspendues. Un recensement sera effectué par les soins de l'état-major de la garde nationale ; il sera soumis au ministre de l'Intérieur, qui statuera sur l'organisation et la destination des bataillons non armés.

Le ministre de l'intérieur,
L. Gambetta.

Au 6 novembre, enfin, le nombre des bataillons atteignit 266 ; 22 d'entre eux n'étaient pas armés.

Jusqu'au 15 octobre, aucune mesure ne fut prise pour tenter de tirer parti de la garde nationale. A diverses reprises, on parla bien d'envoyer à tour de rôle les bataillons dans les forts ; mais il ne fut donné aucune suite à cette idée. Au milieu d'octobre enfin, à la suite d'une lettre du général Trochu, un décret ordonna de former dans chaque bataillon une compagnie de volontaires. Quatre de ces compagnies devaient être réunies, et constituer un bataillon de guerre. La mesure n'obtint pas le succès espéré. Il est, il faut le dire, assez difficile de constater exactement les résultats obtenus. Le colonel de Montagut estime à 6,500 les engagés ; M. Ferry porte ce chiffre à 20,000, et M. Jules Favre à 25,000.

A la suite de cette tentative, un nouveau décret prescrivit, le 8 novembre, la formation des bataillons de guerre. Cette fois, il ne s'agissait plus de recourir aux volontaires. « Les quatre compagnies actives de chaque bataillon devaient être fournies par les hommes valides des catégories ci-dessous, en sui-

vant l'ordre des catégories, et en prenant dans l'une d'elles que lorsque la catégorie précédente aura été épuisée :

1° Volontaires de tout âge ;

2° Célibataires ou veufs sans enfants, de 20 à 35 ans ;

3° Célibataires ou veufs sans enfants, de 35 à 45 ans ;

4° Hommes mariés ou pères de familles, de 20 à 35 ans. »



Le contre-amiral Fleuriot de Langle (1)

C'était là une disposition funeste qui prouvait de la part des membres du Gouvernement, une connaissance très-imparfaite de l'état de la garde nationale.

(1) De Fleuriot de Langle (Alphonse-Jean-René), né à Prendalen, près de Morlaix, le 16 mai 1809, mort à Paris le 23 juillet 1881. Malgré ses fonctions de commandant du 6e secteur, il se multiplia pour surveiller l'instruction des aérostiers, présider à la confection et au départ de la plupart des ballons montés qui sortirent de

Les soixante premiers bataillons, préexistant sous l'empire, ne se composaient que d'hommes relativement âgés, mariés, pères de famille : pour parfaire le total de 400 hommes exigé par le bataillon, il fallut épuiser les trois premières catégories, et recourir à la quatrième. Dans les nouveaux bataillons, au contraire, le nombre des jeunes gens était de beaucoup plus considérable, aussi ne fut-il le plus souvent pas nécessaire de dépasser la seconde catégorie.

Pour ne citer qu'un exemple, le quartier de la Chaussée-d'Antin comprenait 3 bataillons, deux anciens, les 3e et 6e, un nouveau le 116e. Pour les deux premiers il fallut prendre des hommes mariés et pères de famille de 45 ans; le 116e, au contraire, forma ses quatre compagnies de guerre en un jour avec des volontaires, de telle sorte que des jeunes gens de 25 à 30 ans ne furent pas appelés.

Cette inégalité était rendue plus choquante encore par ce fait que nous avons déjà signalé de la disproportion des bataillons, les uns ne comptant que 6 à 700 hommes, tandis que d'autres étaient forts de plus de 2,500 gardes.

Paris, et cela sans rien oublier des nécessités de la défense proprement dite, et sans cesser en toute occasion de payer de sa personne avec une bravoure toujours exemplaire. Le 23 janvier 1871, il fut promu vice-amiral. Pendant longtemps il fit partie et présida diverses commissions au Ministère de la marine. Depuis le 11 mars 1874, il avait été admis au cadre de réserve et retraité en 1879. (D. L.)

Le décret du 3 novembre souleva donc de nombreuses et très-justes réclamations. On s'adressa au général Clément Thomas qui, depuis le 8 novembre, avait été nommé commandant en chef de la garde nationale, en remplacement du général Tamisier. Les journaux ne se firent pas faute de démontrer toute l'absurdité de cette mesure. La population tout entière réclamait l'application de la loi du 10 août, qui appelait à un service actif tous les hommes de 25 à 35. Avec cette disposition,on pouvait obtenir le nombre de soldats nécessaires, sans atteindre des hommes que leur âge pouvait dispenser.

Ces réclamations furent vaines : le Gouvernement, reconnaissant l'erreur qu'il avait commise dès le premier jour en n'usant pas de la loi, redoutait maintenant en l'appliquant, de désorganiser entièrement la garde nationale. Certains bataillons de nouvelle formation ne contenant, en effet, que des jeunes gens tombant sous le coup de la loi, il aurait fallu refondre entièrement les compagnies sédentaires pour arriver à équilibrer leur force.

Le 12 novembre, on put croire que le ministre se rendait aux observations qui lui avaient été présentées : il rappela, en effet, la teneur de la loi du 10 août, et prescrivit aux jeunes gens de 25 à 35 ans de se faire inscrire à leurs mairies ; mais on ne tarda pas à voir qu'il n'y avait là qu'un moyen de hâter l'organisation des bataillons de marche. Le 14, en effet, le *Journal Officiel* publia la note suivante :

Les jeunes gens de 25 à 35 ans, et les gardes mobiles appelés sous les drapeaux, en exécution des décrets des 12 et 13 novembre courant, sont provisoirement autorisés à continuer leur service dans les compagnies de la garde nationale sédentaire, ainsi que dans les corps-francs régulièrement reconnus, où ils sont déjà inscrits.

Cette note produisit l'effet espéré : on s'empressa de se faire inscrire pour les compagnies de guerre. Le 22 novembre, sept bataillons étaient organisés ; le 9 décembre, on en comptait 80. Malheureusement, trois mois avaient été à peu près perdus, et le temps allait manquer pour achever, en dehors du rempart et devant l'ennemi, l'éducation militaire des ces jeunes soldats.

Il parut bientôt nécessaire de lier ensemble ces nouveaux bataillons, afin de leur donner plus de cohésion. On les groupa donc, et l'on en forma des *régiments de Paris*...

Ces régiments avaient vraiment bonne tournure, dit un historien qui ne saurait être accusé de partialité envers la garde nationale (1). La grande capote seyait à merveille à ces soldats improvisés qui marchaient avec assez d'ensemble, et enlevaient vraiment le pas. Ces corps de troupes étaient commandés par des lieutenants-colonels dont quelques-uns se firent, pendant le siège, une réputation méritée d'intelligence et de bravoure. Citons MM. de Narcilac, de Crisenoy, de Brancion, Ibos, Langlois, enfin de Rochebrune, tué à cette bataille de Buzenval où les Prussiens firent grand éloge de nos nouvelles *troupes de ligne*.

Pour terminer cette rapide étude sur l'organisation de la garde nationale, il nous reste à dire ce qu'elle

(1) Major de Sarrepont. — *Histoire de la défense de Paris*.

a coûté : La commission d'enquête fixe le chiffre à 140 millions, mais ne fournit pas les éléments de calcul. L'énormité de cette somme est due principalement aux abus de toute nature qui se produisirent relativement à la solde. Le 12 septembre, fut rendu un décret ainsi conçu :

Les gardes nationaux qui n'ont d'autres ressources que leur travail recevront, quand ils en feront la demande, une indemnité de 1 fr. 50 par jour. Le gouvernement est persuadé qu'aucun des défenseurs de la cité ne réclamera l'indemnité ci-dessus fixée qu'en cas de nécessité.

D'autres indemnités furent ultérieurement accordées aux femmes et aux enfants des gardes nationaux. Dans beaucoup de bataillons, on voulut, sous prétexte d'égalité, faire payer les trente sous aux riches comme aux pauvres, à condition que ceux qui n'étaient pas nécessiteux rendraient leur solde à la compagnie, au bénéfice des plus pauvres. De là, des abus que l'absence de toute surveillance efficace rendait trop fréquents.

Nous venons de montrer l'importance des ressources militaires qui se trouvaient à la disposition du gouvernement de la défense nationale, au moment de l'investissement de Paris. Il nous faut maintenant rechercher quel parti en a été tiré, quelle organisation il a été possible de créer.

III

Par décision du comité de défense en date du 26 août l'enceinte avait été divisée en neuf commandements, dit *secteurs*.

Le 1re secteur s'étendait du bastion 1 (haute Seine), au bastion 11 inclus (route de Montreuil). — Commandant : général de Puligny; 27 bataillons (37,000 hommes) de la garde nationale étaient attachés à ce secteur.

2e secteur, dit de Belleville (du bastion 11 au bastion 24 inclus (route de Pantin). — général Callier, commandant 55 bataillons (75,000 hommes).

3e secteur, dit de la Villette, du bastion 24 au bastion 33 inclus (route de Saint-Denis), commandant : général de Montfort, puis général Clément Thomas, enfin vice-amiral Bosse, 37 bataillons (51,000 hommes).

4e secteur, dit de Montmartre, du bastion 33 au bastion 45 inclus (route d'Argenteuil). — commandant : contre-amiral Crosnier, 36 bataillons (53,000 hommes).

5e secteur, dit des Ternes, du bastion 45 au bastion 54 inclus (avenue Uhrich. — commandant : général Ambert, puis contre-amiral du Quilio, 33 bataillons (42,000 hommes).

6e secteur (Passy). Du bastion 54 à la basse Seine

(courtine 67-68). — Commandant : amiral Fleuriot de Langle. 12 bataillons (18,000 hommes).

7e secteur (Vaugirard). De la courtine 67-68 au bastion 76 inclus (route de Vanves). — Commandant : amiral de Montaignac. 15 bataillons (22,000 hommes).

8e secteur (Montparnasse). Du bastion 76 au bastion 86 inclus (entrée de la Bièvre). — Commandant : contre-amiral Méquet. 20 bataillons (26,000 hommes).

9e secteurs (Gobelins). Du bastion 86 à la Seine (courtine 94-1). — Commandant : contre-amiral de Challié. 24 bataillons (33,000 hommes).

La garde nationale était chargée de la garde de l'enceinte; en cas de besoin, elle devait être soutenue par la garde mobile et par l'armée.

Chaque jour, un certain nombre de bataillons étaient commandés : les uns se rendaient au rempart; les autres à un poste où ils restaient en réserve, quelques-uns enfin étaient de garde dans l'intérieur de la ville.

Ce système avait de nombreux avantages. Dès le jour, il indiquait à chaque homme le point qu'il avait à défendre.

En cas d'alerte, il n'était nécessaire que de battre le rappel dans les rues, pour faire comprendre à chacun que le devoir le réclamait à son poste. Malheureusement une part trop large était laissée à la volonté de chaque *soldat*.

Deux commandements d'artillerie furent créés :

le 1er, rive droite (général Pélissier), fut formé des six premiers secteurs et des forts du nord avec le Mont-Valérien.

L'autre, rive gauche (général Réné), comprit les trois derniers secteurs, avec les forts du sud et de l'est.

Le génie fut primitivement partagé en trois circonscriptions,puis en cinq,par ordre du général Chabaud-Latour (8 janvier 1871).

Trois commandements supérieurs étaient établis en dehors de l'enceinte : le premier, comprenant la place de Saint-Denis avec les forts du nord, était confié au général Berthaut, remplacé d'abord par le général Carrey de Bellemare, puis, après l'affaire du Bourget, par l'amiral la Roncière.

Le second commandement s'étendait sur les forts de l'est : il était exercé par le vice-amiral Saisset.

Le troisième (contre-amiral Pothuau) comprenait les forts du sud.

Chacun des forts avait, d'ailleurs, un commandant distinct dépendant du gouverneur de Paris.

Cette organisation, habilement conçue et présentant de très-réels avantages, avait cependant un défaut : elle manquait de simplicité. Il est permis de croire, d'ailleurs, que c'est avec intention que le général Trochu adopta ce système un peu compliqué qui, en disséminant également les responsabilités, gênait l'esprit d'initiative des divers commandants, et les obligeait à ne rien entreprendre, à ne rien faire sans l'assentiment du gouverneur.

Notre situation semblait indiquer une offensive constante ; nous avions d'abord besoin d'aguerrir nos troupes improvisées : la garde nationale, la mobile, la ligne même, dans des combats de chaque jour.

A cette condition seulement, nous pouvions rapidement former une armée. Puis, il était indispensable de reconnaître, de gêner, de détruire les travaux de l'ennemi, travaux difficiles, impossibles même à exécuter en présence d'un adversaire infatigable.



Le général Schmitz (1).

Malheureusement, ce système ne prévalut pas : on se borna à une violente canonnade assez inoffensive à cause de sa régularité.

(1) Le général Schmitz était général de brigade depuis le 20 août 1868, lorsqu'il devint chef d'état-major du général Trochu, alors gouverneur de Paris. Lors du second siège de Paris, il commanda une brigade de l'armée de Versailles. Promu général de division le 30 septembre 1879, il fut nommé, le 11 février 1879, au com-

N'eût-il pas semblé naturel chaque jour, chaque nuit même, de faire avancer au delà de l'enceinte quelques bataillons de garde nationale, de les placer comme réserve, tandis que la ligne soutenue par la mobile, aurait poussé des reconnaissances en avant. La protection des forts, l'étendue du terrain occupé par l'ennemi, qui lui interdisait des concentrations rapides, rendaient sans danger ces tentatives, qu'il eût fallu multiplier pour donner aux défenseurs de Paris un peu d'aplomb, et pour garder libre la route que nous comptions prendre au moment de la sortie.

La garde mobile avait commencé à être enrégimentée dès le 18 juillet : les bataillons de la Seine formaient les 6 premiers régiments; les trois bataillons du Tarn composèrent le 7e, et ainsi de suite.

Avant d'être envoyée aux avant-postes, la garde mobile fut répartie dans Paris en quatre groupes, comprenant chacun un certain nombre d'arrondissements. Ces quatre groupes étaient commandés par les généraux de Liniers, de Beaufort d'Hautpoul, Berthaut et Corréard.

mandement du 12e corps d'armée, et placé ensuite à la tête du 9e corps, à Tours. En 1886, à l'occasion du changement de garnison imposé à une brigade de Tours, le général Schmitz ayant protesté, dans un ordre du jour aux officiers de cette brigade contre une information d'un journal prétendant qu'il avait dans cette circonstance, gardé « un douloureux silence » fut relevé de son commandement par le général Boulanger, alors Ministre de la guerre (décret du 2 février 1886.) Le général Schmitz resta en disponibilité. Il est mort le 2 février 1892. (D. L.)

L'armée proprement dite ne comptait, au début, que deux corps : les 13e et 14e, placés sous les ordres des généraux Vinoy et Renault. En dehors de ces deux corps, il y avait, à Paris, un certain nombre de soldats échappés de Sedan et quelques dépôts, avec lesquels il fut possible de créer de nouveaux régiments, le 37e de marche, par exemple, formé de compagnies disséminées de 5 régiments de ligne et de 3 bataillons de chasseurs à pied. L'appel de la classe 1870 (13 novembre) fournit environ 3,500 hommes.

Un décret du gouverneur de Paris, en date du 16 septembre, plaça les 13e et 14e corps sous les ordres du général Ducrot. Nous aurons à en parler plus loin.

Cet état de choses fut maintenu jusqu'au 6 novembre. A cette date, trois armées distinctes furent organisées. Nous indiquons sommairement leur composition, à laquelle il est nécessaire de se reporter pour comprendre les événements militaires accomplis autour de Paris.

Première armée. — Commandant en chef : général Clément Thomas. 266 bataillons de la garde nationale, la légion de cavalerie et légion d'artillerie.

Deuxième armée. — Commandant en chef : général Ducrot. Trois corps d'armée et une division de cavalerie

1er *corps*. — Général Blanchard:

1re division : de Malroy (brigades Martinot et Patu-

rel). — 2e division : de Maud'huy (brigade Valentin Blaise). — 3e division : Blanchard (brigades Comte et de la Mariouse).

2e *corps*. — Général Renault.

1re division : Susbielle (brigade Bouvet et Lecomte). — 2e division : Berthaut (brigades Bocher et Boutier). — 3e division : de Maussion (brigades Courty et Avril de Lenclos).

3e *corps*. — Général d'Exea.

1re division : de Bellemare (brigades Fournès et Colonieu). — 2e division : Mattat (brigades Faron et Daudel).

Division de cavalerie : de Champéron (brigades de Gerbois et Cousin).

Chaque division avait trois batteries, chaque corps avait une réserve d'artillerie (1er corps, 7 batteries, 2e 8, 3e 6.) La réserve générale de la deuxième armée, comprenait quatre batteries de 8 et sept de 12.

Troisième armée. — Général Trochu, puis général Vinoy, à dater du 8 novembre.

1re Division (Soumain), brigade Dargentolle et la Charrière. — 2e Division (La Roncière). 3 brigades (Lavoignet, Hanrion et Lamotte-Tenet). — 3e Division (de Liniers), brigades de Camas et de Chamberet. — 4e Division (De Beaufort) brigades Dumoulin et D'André. — 5e Division (Corréard), brigades Champion et Porion. — 6e Division D'Hugues) brigades De Bray et Bro. — 7e Division (Pothuau), brigades Le Mains et Salmon. — Cavalerie : brigades de Bernis et Blondel.

(*A dater du 8 novembre, la 3e armée fut réduite à six divisions. La division de l'amiral La Roncière, étant spécialement chargée de la défense de Saint-Denis*).

De ces trois armées, la 2e comprenait toutes les forces à peu près organisées, c'est sur elle que reposait la défense active.

Après la bataille de Champigny, cette organisation fut ainsi modifiée :

Deuxième armée. — Général Ducrot, 1er *corps* (général de Maussion). — 1re Division (Susbielle), brigades Ragon (115e et 116e) et Lecomte (117e et 118e). Deux batteries de 4, une batterie de 7, une batterie de mitrailleuses.

2e Division (Berthaut), brigades Bocher (119e et 120e) et de Miribel (3 bataillons mobiles Loiret et 3 de la Seine-Inférieure).

Deux batteries de 4, une de 12, une de mitrailleuses.

3e Division (Courty), brigades Avril de Lenclos (123e et 124e) et Pistouley (125e et 126e). Trois batteries de 4, une de mitrailleuses.

La réserve d'artillerie du 1er corps comprenait : deux batteries de 4, deux de 7 et quatre de 12.

2e *corps* (général d'Exea), 1re division (De Bellemare), brigade Fournès (4e zouaves et régiment de mobiles de Seine-et-Marne) et Colonieu (136e et régiment de mobiles du Morbihan).

Deux batteries de 4, une de 12 et une de mitrailleuses.

2e Division (Mattat), 3 brigades, Bonnet (105e et 106e) Daudet (107e et 108e), Reille (4 bataillons de mobiles, Tarn et Seine-Inférieure).

Trois batteries de 4, une de mitrailleuses.

La réserve d'artillerie du 2e *corps* comptait 5 batteries de 12.

Corps de réserve. — (Général Faron), 3 brigades, Comte (113e et 114e), la Mariouse (35e et 42e) Lespeau (121e et 122e). Il comprenait, en outre, un groupe de mobiles de Seine-et-Oise. Deux batteries de 4, une de 12, une de mitrailleuses. Sa réserve d'artillerie était formée de quatre batteries de 12.

Réserve générale de la 2e armée : deux batteries de 7, trois de 8, cinq de 12, une de mitrailleuses.

La division de cavalerie (de Champéron), brigades de Gerbrois (1er et 2e dragons de marche), Cousin (1er et 9e chasseurs) auxquels s'adjoignait le 1er régiment de gendarmerie à cheval.

A la même date du 5 décembre, la 3e armée (général Vinoy), fut divisée en deux corps. Le 1er de la *Rive gauche* (général Blanchard), était formé des trois divisions Corréard, de Maud'huy et Pothuau.

Le 2e de la *Rive droite* se composait des quatre divisions de Malroy, de Liniers, de Beaufort-d'Hautpoul et d'Hugues.

En dehors de ces troupes, le corps d'armée spécial à Saint-Denis comprenait 3 brigades.

IV

Le 9 septembre, un décret institua une commission d'armement, chargée de la difficile mission d'acheter à l'étranger les armes qui nous manquaient, et de modifier, de réparer aussi promptement que possible, celles qui se trouvaient dans les arsenaux. La nouvelle commission se scinda en deux sous-commissions. L'une partit pour Tours, afin de s'occuper de l'armement de la province, nous la retrouverons plus tard. L'autre demeura à Paris, et fut attachée au ministère des travaux publics. L'investissement rendant impossible toute communication avec l'extérieur, il fallut se borner à la réparation des armes. Un atelier fut créé au Louvre : les administrations de chemins de fer offrant leur concours, on parvint bientôt à étendre ce service, de façon à répondre à toutes les exigences de la situation. Pour donner une idée des obstacles qu'il fallut surmonter, nous ne citerons qu'un seul fait.

Les gardes nationaux réclamaient chaque jour des armes à tir rapide, et l'on ne pouvait songer à mettre en présence de l'ennemi des bataillons armés de fusils à percussion. Le ministre des travaux publics, M. Dorian, chercha donc à transformer les fusils à percussion en fusils à tabatière, et à fabriquer des chassepots. Malheureusement, la matière première manquait, il ne se trouvait pas d'acier à Paris. Une

des nombreuses commissions scientifiques instituées au Conservatoire des Arts-et-Métiers arriva à faire une composition de bronze qui donna les meilleurs résultats. Un fabricant de machines à coudre se chargea du travail, et parvint à mettre très rapidement en état 50,000 armes. « Ces fusils, dit M. Dorian dans son intéressante déposition, se sont faits à des conditions de revient peu différentes du prix normal. » Pour les chassepots, les essais furent moins heureux, on réussit cependant à faire de l'acier présentant les conditions nécessaires, mais les expériences demandèrent beaucoup de temps, et elles n'aboutirent utilement qu'à la fin du siège.

Les canons furent la principale préoccupation du gouvernement de la défense nationale : l'artillerie allemande avait prouvé son incontestable supériorité sur nos pièces de 4. Pressé par la nécessité, plus encore peut-être par l'opinion publique qui, sans se rendre compte des difficultés de cette tâche, demandait, exigeait des canons se chargeant par la culasse, le ministre des travaux publics se mit à l'œuvre, aidé du commandant de Reffye, du capitaine Pothier, et d'un ingénieur des chemins de fer, M. Villeneuve.

Il fallut refaire tous les calculs de construction : on arriva assez promptement à fondre et à tourner les pièces. Une commission d'artillerie était instituée au ministère pour examiner les pièces que recevait définitivement le comité de Saint-Thomas d'Aquin. Les premières expériences de tir faites à Montrouge don-

nèrent des résultats inespérés, et causèrent dans la population une joie profonde. Des souscriptions publiques avaient été organisées pour aider à la fabrication. En réalité, « on donnait 5,000 francs, lorsqu'il en falllait 40,000 pour payer tout (1). »

Les mitrailleuses ne furent pas oubliées : on parvint à retrouver un modèle à Meudon qui servit à l'usine Cail. On fabriqua également des mitrailleuses Gattling, mais il fallut beaucoup de temps pour obtenir la livraison des pièces.

La poudre ne manquait pas : une commission présidée par M. Saint-Claire Deville tirait le salpêtre des vieux plâtras : on arriva promptement à pourvoir à tous les besoins, puis à les dépasser.

Des wagons furent blindés, et reçurent des canons de quatorze et seize centimètres. Ces wagons étaient mis en mouvement à l'aide d'une chaîne sans fin, et à la vitesse de sept à huit kilomètres à l'heure par des locomobiles que protégeait une cuirasse en plaques de tôle de cinq à six centimètres, suffisantes pour résister aux pièces de campagne. Les wagons blindés ne rendirent pas les services espérés ; ils furent utilisés cependant à Champigny et à Buzenval.

Par les ordres du général Chabaud-Latour, un chemin de fer circulaire fut construit autour de l'enceinte sur la route militaire. Il ne fut employé que pour le transport du matériel destiné à établir des abris pour la garde nationale. Les Prussiens s'étant

(1) Déposition de M. Dorian devant la commission d'enquête.

toujours tenus à distance du rempart, ce chemin de fer ne put être d'un grand secours.

Nous devons dire encore quelques mots de la télégraphie, des ballons, des pigeons, de tous ces moyens de défense ou de communication qui suffiraient à attester les efforts tentés à Paris.

Des observatoires destinés à suivre tous les mouvements de l'ennemi furent établis sur douze points différents — on n'avait pas tardé à renoncer aux ballons captifs qui donnèrent de mauvais résultats. Grâce aux renseignements transmis par ces observatoires, il fut promptement possible de déterminer avec une exactitude suffisante les positions occupées par l'ennemi. Des cartes spéciales des environs de Paris, dressées par le soin des ingénieurs de la marine, permirent d'inscrire les moindres travaux de l'assiégeant et fournirent aux canonniers des forts des points de repères fixes.

Dès le 26 août, les casernes et les forts étaient reliés par un fil télégraphique au quartier général du gouverneur. En même temps, des postes sémaphoriques mettaient les ouvrages avancés en communication directe avec l'enceinte. Des essais de télégraphie optique et de correspondance pyrotechnique donnèrent des résultats satisfaisants, mais seulement vers la fin du siège.

Une décision du comité de défense, en date du 18 septembre, portait que les forts seraient pourvus d'appareils électriques. La même mesure fut plus tard adoptée pour l'enceinte. Grâce à ces appareils,

dont il fut fait un fréquent usage, une surprise de l'ennemi fut rendue impossible, le terrain autour des remparts et des forts pouvant être instantanément éclairé. L'électricité servit encore pour les torpilles, dont le service fut réglé par une instruction du général Chabaud-Latour, en date du 24 octobre.

Après avoir ainsi pourvu à toutes les exigences de la défense complétée par une commission de barricades, dont faisait partie M. Rochefort, et dont le résultat le plus certain fut il est vrai de gêner les mouvements et les concentrations des troupes, le gouvernement se préoccupa des moyens de communication avec la province. Le premier système employé fut l'immmersion de câbles destinés à réunir Paris à deux points du territoire, l'un en amont, l'autre en aval : Joigny et Rouen par exemple. « Mais le 17 septembre, veille de l'investissement, il (le comité de défense) apprend que l'opération a complètement échoué en amont de Paris ; qu'elle est, d'ailleurs, en voie d'achèvement vers l'aval. De ce côté non plus, malheureusement, la pose ne devait pas réussir (1). »

Nous ne pensons pas que cette dernière indication soit entièrement exacte ; l'amiral Fourichon nous apprend, en effet, dans sa déposition, que les communications avec Paris ont existé jusqu'au 8 octobre. D'autre part, un procès jugé après la guerre a fourni quelques détails très incomplets, desquels il semble

(1) Major de Sarrepont. — *Histoire de la défense de Paris.*

résulter que, grâce à la trahison d'un pêcheur, les Prussiens ont pu découvrir et couper le câble, entre Argenteuil et Herblay, croyons-nous.

Cette ressource de la communication par eau venant à manquer, on eut recours aux ballons. 54 ballons montés partirent de Paris pendant le siège, emportant *deux millions cinq cent mille lettres.* Cet important service était dirigé par M. Hervé-Mangon, ingénieur des ponts et chaussées.

Mentionnons encore les pigeons, ces utiles auxiliaires de la défense. Quelques jours avant l'investissement, le préfet du Nord et le président de la Chambre de commerce de Lille avaient envoyé à Paris 900 pigeons voyageurs. Sur 200 emportés par les ballons, 73 seulement revinrent au colombier. Tous les télégrammes destinés à Paris étaient centralisés à Tours, condensés et typographiés, de façon à former une sorte de journal, photographiés ensuite et expédiés par pigeons. Le premier numéro de cette nouvelle feuille arriva à Paris le 14 novembre. Dans l'espace de dix jours, la ville investie reçut 3,500 dépêches privées. Un arrêté du gouvernement de la Défense, en date du 10 novembre, réglementa ce service. Le prix de la dépêche était fixé à 50 centimes par mot. En outre, des cartes toutes préparées, par demandes et réponses, permettaient une correspondance simplifiée : elles coûtaient 1 franc (1).

(1) La transmission des dépêches confiées aux ballons, et surtout aux pigeons, traversa plusieurs phases importantes de perfectionnement. Au principe, les pigeons transportèrent des dépêches

Nous ne pousserons pas plus loin cette étude, qui exigerait des volumes ; nous ne ferons que signaler les nombreuses commissions d'étude, à l'affût de nouvelles inventions, les projets de toute nature adressés au gouvernement, les essais ingénieux ou grotesques, les feux *grégeois*, *fénians* ou *lorrains*, les affiches exaltant un système de défense qui devait détruire les Prussiens en une nuit, les cuirasses mer-

sur papier pelure; puis des dépêches manuscrites transportées sur papier au moyen de la photographie microscopique; puis des dépêches photographiées microscopiquement après impression typographique du texte. Enfin, on fit parvenir en province des collodions diaphanes qui permettaient une réduction en quelque sorte infinie. Un tuyau de plume pouvait contenir 15,000 dépêches privées et la valeur de 500 pages de dépêches officielles!

Ces perfectionnements furent provoqués et réalisés à l'administration des lignes télégraphiques par des photographes et des industriels distingués, et ce fut, pendant ce long siège, un des secours les plus effectifs qui nous soient venus de la science.

La lecture de ces dépêches était tout aussi surprenante et simple à la fois que leur réduction.

Les feuilles de collodion, l'aide d'un microscope photo-électrique, étaient projetées sur un grand écran, et considérablement amplifiées sur un champ assez vaste pour que quatre expéditionnaires pussent transcrire en même temps quatre pages de dépêches.

Pour activer la besogne, car on comprend avec quelle impatience les familles attendaient que le contenu de ces dépêches leur parvînt, on se servait encore du microscope simple posé sur une table. L'usage en était plus sûr encore que celui du grandissement à l'aide de lumière électrique, dont les vacillations rendaient souvent illisible la dépêche projetée sur le tableau blanc. Enfin le système de transmission des dépêches avait atteint un tel perfectionnement que le dernier pigeon rentré à Paris en apportait à lui seul 40,000 de seize mots chacune. (D. L.)

veilleuses, les eaux incomparables, les *poudres germanicides*, etc. Nous ne parlerons que du *doigt prussique*, qui a eu à Paris un réel succès d'hilarité. Le doigt prussique était réservé aux femmes jalouses de préserver leur honneur. A l'extrémité d'un doigt de gant se trouvait un petit récipient et une aiguille trempant dans quelques gouttes d'acide prussique. L'inventeur, M. Jules Allix, méconnu pendant le siége, devait trouver un meilleur accueil auprès des membres de la Commune, qui l'accueillirent parmi eux.

Paris enfiévré acceptait toutes ces promesses, croyait à ces merveilles, comme aux projets de sortie préconisés dans tous les carrefours, vantés dans tous les postes.

Chacun avait un plan infaillible, breveté par le voisin, discuté par le bataillon.

Quelque importante que fût la solution de tous ces problèmes, il était une autre question, plus urgente encore peut-être : celle des vivres. Déjà nous avons dit quelques mots de ce sujet ; nous avons, d'après les documents officiels, apprécié quelle était l'importance des provisions réunies dans Paris. Mais, il nous reste à rechercher quels efforts ont été faits pour augmenter nos approvisionnements, ou tout au moins pour en régler et en diminuer la consommation.

C'est là, il faut le reconnaître, le côté faible de la défense de Paris. Au milieu des embarras de toute nature, des préoccupations de tout genre qui l'as-

saillaient, le gouvernement ne sut pas faire une part assez large à la question des vivres, qui n'allait pas tarder à prendre le pas sur tous les autres.

Grâce à l'insuffisance des mesures adoptées, il fut impossible de dresser des états à peu près exacts, de savoir à quoi s'en tenir, — même approximativement, sur la quantité de denrées, et, par conséquent, sur la durée de la résistance. On a dit, et, — si nos souvenirs sont précis, — le général Trochu a répété, que l'on manquait d'intendants, d'administrateurs, du personnel nécessaire enfin pour inventorier, classer ces immenses amas de provisions, pour mettre un peu d'ordre dans ce service si important. C'est là, de quelque part qu'elle vienne, une inadmissible raison.

Nous venons de voir Paris, la ville de l'industrie, du luxe, du plaisir, fabriquant des canons, transformant des fusils, ne reculant devant aucun obstacle, et l'on pourrait admettre que dans ce grand centre, si abondamment pourvu de maisons de banque, de chemins de fer, il ne se soit pas trouvé un personnel d'administrateurs suffisant pour venir à bout de ce problème, quelque compliqué qu'il fût !

Non, la raison véritable n'est pas là. Si l'on n'est pas arrivé à mettre un peu d'ordre dans ce chaos, si l'on ne s'est pas efforcé d'obtenir des renseignements plus précis sur l'importance des approvisionnements, c'est qu'il a semblé tout d'abord absolument inutile d'être fixé à cet égard.

Un examen superficiel prouve qu'il y a au *minimum* pour deux mois de vivres. Dès lors, à quoi bon inventorier, classer, ordonner? Deux mois de résistance! c'est plus qu'il n'en faut : Paris ne tiendra pas deux mois. Le général Trochu a loyalement fait connaître son opinion sur ce point.

De là, la faute capitale, primordiale, celle qui doit, hélas ! amener toutes les autres. A quoi bon organiser la garde nationale, risquer d'exciter le mécontentement, puisque le temps manque? A quoi bon, enfin, mettre de l'ordre dans l'administration des substances, puisque nous ne pourrons aller jusqu'au bout de nos vivres?

Après un mois ou deux, la réflexion vint, les opinions se modifièrent. Impossible d'abord, la lutte sembla si bien possible, qu'on se fit vite à l'idée qu'elle ne devait plus prendre fin. Mais, il était trop tard pour réagir. Nous avons montré quels obstacles rencontra le gouvernement, lorsqu'au mois de novembre, il voulut utiliser la garde nationale; pour la question de vivres, l'impossibilité fut complète. Dès le premier jour de l'investissement, rien n'était plus simple que de rationner la population. Chacun eût applaudi à cette mesure qui eût prouvé de la part du gouvernement l'intention de prolonger la résistance; mais des engagements formels avaient été pris. « *On ne rationnera pas*, » avait dit et répété l'*Officiel*. Rationner, d'ailleurs, au mois de novembre, n'était-ce pas montrer avec quelle négligence avaient été conduites nos affaires? Quoi! nous allions être

rationnés! Mais, alors, pourquoi ce gaspillage des premiers jours? Pourquoi l'avoine réquisitionnée, quand la farine ne l'était pas, ce qui entre les chevaux et les citoyens de Paris amenait cet étrange compromis : les premiers mangeaient notre pain, en attendant que nous nous nourrissions de leur avoine.

De cette faute première, deux conséquences ; la durée de la résistance considérablement diminuée, — sans qu'il soit possible de préciser un chiffre à cet égard.

Puis, le gouvernement de Tours toujours incertain. Il faudra, plus tard, tenir compte de cette situation difficile, de cette ignorance absolue qui l'obligera à précipiter ses efforts pour arriver avant que Paris n'ait mangé son dernier morceau de pain.

On nous annonçait, au mois d'octobre, qu'on n'avait de vivres que jusqu'au mois de novembre, dit M. Gambetta dans sa déposition ; au mois de novembre, qu'on n'en avait que jusqu'au 15 décembre ; au 15 décembre, qu'on périrait à la fin de l'année, et vous comprenez par là dans quelle situation ces doutes nous plaçaient au point de vue des opérations militaires, nous n'étions pas libres de nos mouvements. »

Organisateur remarquable, tacticien estimé, orateur incomparable, le général Trochu manquait de la qualié principale, celle qui peut quelquefois tenir lieu des autres, mais que toutes les autres ne peuvent remplacer : il n'avait pas la foi, cette foi sincère, absolue, complète, ridicule pour quelques-uns

peut-être, mais qui peut seule sauver un peuple dans une situation désespérée. Ne croyant pas au résultat, il mesurait, marchandait l'effort, l'arrêtant quand il le jugeait à peu près suffisant. Il luttait pour l'honneur, et ne croyait pas nécessaire de prolonger le combat au delà du premier sang. A cette population enthousiaste, folle, avide de sacrifices, il rêvait d'imposer le minimum de privations.

De bonne foi, elle s'offrait tout entière pour l'action, et il s'excusait presque de l'envoyer au rempart. Peu à peu cependant, au contact de cette foule ardente, le gouverneur de Paris sentit ses hésitations disparaître ; il crut à la possibilité de la défense, au succès peut-être : il voulut agir ; mais alors il était trop tard. La garde nationale n'était pas aguerrie, le pain allait manquer...

Dans une situation extraordinaire, avait écrit Napoléon Ier, il faut une résolution extraordinaire ; plus la résistance sera opiniâtre, plus on aura de chance d'être secouru ou de percer. Que de choses qui paraissent impossibles ont été accomplies par des hommes résolus n'ayant plus d'autres ressources que la mort ! »

CHAPITRE VII

Marche des 3e et 4e armées allemandes sur Paris. — Tentative de la garde prussienne sur Montmédy. — La citadelle de Laon. — Investissement de Paris. — Plan du grand état-major Prussien. — Combat de Montmesly. — Combat de Châtillon. — Le terrain. — L'action. — Rentrée des troupes dans Paris. — Abandon des Hautes-Bruyères, du Moulin-Saquet, de Villejuif. — Reprise de ces ouvrages le 23 septembre. — Combats de Villejuif, l'Hay (30 septembre), Bagneux (13 octobre), la Malmaison (21 octobre).

I

Le 3 septembre, la marche sur Paris fut décidée : les 3e et 4e armées allemandes reçurent des instructions du grand quartier général ; le 1er bavarois et le 11e corps restaient à Sedan pour la garde et la conduite des prisonniers. La bataille ayant confondu les deux armées, il était prescrit aux troupes du Prince Royal de Prusse de se porter d'abord vers l'ouest; pour permettre au prince de Saxe de marcher sur Paris.

Les Français, ne possédant plus en rase campagne que le corps Vinoy, à la rencontre duquel s'avançait un corps allemand, les précautions des jours précédents devenaient moins nécessaires : les soldats étaient donc autorisés à s'établir en cantonnements.

Au moment même où les deux armées commençaient leur mouvement vers la capitale, la Garde prussienne faisait une tentative pour enlever la place de Montmédy. La 2e brigade d'infanterie, 6 escadrons de cavalerie, 10 batteries, étaient placés sous les ordres du prince de Hohenlohe, commandant en chef l'artillerie de la Garde. A dix heures et demie du matin, le 5 septembre, les Prussiens ouvrirent le feu. Leurs pièces avaient pris position sur les hauteurs qui se trouvent au nord-ouest et à l'ouest de Thoune-les-Prés et au nord de la place. Au bout d'une heure de bombardement, on somma le commandant français de se rendre. Aucune réponse n'arrivant, la canonnade reprit, puis fut arrêtée un peu après deux heures. Le prince de Hohenlohe, persuadé de l'inutilité de cette tentative, donna le signal de la retraite, qui s'opéra vers l'ouest.

Dès la veille, les 3e et 4e armées avaient commencé leur marche d'après les instructions suivantes :

La 3e armée, qui a laissé deux corps à Sedan, et qui, aujourd'hui, a poussé vers Reims le 6e corps et la 6e division de cavalerie, se portera en avant avec le 5e corps, le 2e corps bavarois, la division wurtembergeoise, la 2e et la 4e division de cavalerie, de façon que son aile droite s'avance par Rethel et Reims sur Dormans. Il faut que la queue ait débarrassé la ligne Montigny-Vendresse le 4 de ce mois, et la ligne Rethel-Attigny le 5. Sur l'ordre de S. A. R. le commandant en chef de la 3e armée, la 6e division de cavalerie se mettra en marche par Château-Porcien sur Laon, où elle attendra les ordres ultérieurs de S. A. R. le prince de Saxe, dont l'armée a commencé son mouvement, de telle sorte que les têtes de colonnes ne dépasseront pas, le 4, la ligne Malmy-Stonne, et, le 5, celle de Poix-le-Chêne.

En conséquence, l'aile droite sera dirigée sur Laon; la gauche ne dépassera pas Attigny, Rethel, Château-Porcien, Noisy et Loevre. La queue devra avoir évacué pour le 8 de ce mois la ligne Poix-Attigny, afin que l'on puisse faire suivre les corps laissés à Sedan. L'aile droite de ces corps sera donc dirigée par Attigny.

En terminant, le général de Moltke annonçait que des ordres seraient ultérieurement donnés pour la marche en avant sur la ligne Laon-Fresnes-Dormans et Sezanne.

Le mouvement s'exécuta suivant ces prescriptions. A partir du 6 septembre, la 5e division de cavalerie passa à l'armée de la Meuse, à laquelle elle avait primitivement appartenu. La division wurtembergeoise fut provisoirement laissée à Reims comme garnison.

Le 8 septembre, la 3e armée occupait Dormans avec le 6e corps, Épernay avec le 5e, et Châlons-sur-Marne avec le 2e bavarois, tandis que l'armée du prince de Saxe atteignait seulement la ligne Chaumont-Château-Porcien-Rethel. Il sembla donc nécessaire de diminuer les étapes que devaient parcourir les troupes du Prince Royal de Prusse, pour permettre au prince de Saxe d'arriver à hauteur.

La droite de la 3e armée devait, à partir de ce moment, marcher appuyée à la Marne, et la gauche de l'armée de la Meuse suivre la grande route de la rive droite.

Ce même jour, 8 septembre, la 6e division de cavalerie somma la citadelle de Laon; le lendemain, le général Theremin d'Hame qui commandait eut l'impardonnable faiblesse de se rendre sans combat,

lorsqu'il vit la cavalerie appuyée par deux batteries et une compagnie d'infanterie.

A onze heures et demie du matin, l'état-major du prince Guillaume de Mecklembourg entrait dans la citadelle, lorsque le magasin à poudre fit explosion. La compagnie de chasseurs allemands, qui formait escorte, eut 50 morts et 45 blessés; les pertes des Français atteignaient 170 hommes. Le duc de Mecklembourg était atteint, et le général Theremin ne tarda pas à mourir des suite de ses blessures, « échappant ainsi à la flétrissure que n'eût pas manqué de lui attribuer le conseil d'enquête », dit très justement M. Wachter. Il fut impossible de découvrir l'auteur de la catastrophe. Les Allemands l'attribuent généralement à la négligence, et le capitaine Gœtze rappelle à ce propos l'explosion du magasin à poudre du fort de Plappeville, qui se produisit en novembre 1871 dans des conditions analogues. Les habitants de Laon, au contraire, affirment que le feu a été mis par un brave garde d'artillerie, M. Henriot, indigné de la coupable faiblesse du général Théremin (1).

(1) On ne put retrouver le corps d'Henriot. C'était un vieux soldat, médaillé de Crimée et d'Italie, un serviteur modeste, dévoué et brave. « Chargé de livrer les poudres aux Prussiens, il ne s'était pas senti ce courage. Il avait pénétré dans la poudrière, attendu que la garnison ait évacué le fort, puis croyant l'ennemi déjà dans la place, il avait mis le feu. Il ne s'était trompé que de cinq minutes. (commandant Rousset.) Lors de la reconstruction de la citadelle l'autorité militaire a fait placer une plaque de bronze portant cette inscription : *A la mémoire d'Henriot (Dieudonné), garde d'artil-*

A la suite de cet accident, le grand quartier général allemand prescrivit que, lors de la capitulation de toute place, les magasins à poudre seraient, à l'avenir, soigneusement visités par des détachements d'artillerie et de pionniers, et les fourneaux de mine recherchés avant l'entrée des troupes.

Le 15 septembre, les deux armées allemandes occupaient le terrain compris entre l'Oise et la Seine, leurs avant-gardes lancées à 45 kilomètres de Paris. Le 11e corps et les Bavarois, restés en arrière pour garder Sedan et le camp de la Misère, arrivaient à Reims et à Épernay. La division wurtembergeoise atteignait Château-Thierry. Le quartier général du roi de Prusse avait successivement été transporté de Reims à Château-Thierry (14 septembre), puis à Meaux (15 septembre).

La marche s'était accomplie sans incidents notables. Les ponts, détruits avec une si grande profu-

lerie, qui s'est enseveli sous les murs du magasin à poudre, de Laon en 1870.

De plus, un monument a été élevé le 9 septembre 1887, dans le cimetière de Laon à la mémoire des soldats français qui trouvèrent la mort dans cette catastrophe.

C'est une pyramide de $2^m,60$ de hauteur, reposant sur un piédestal de 75 cent., le tout en granit. Sur la façade principale est gravée cette inscription : *A la mémoire des Gardes mobiles tués à l'explosion de la citadelle, le* 9 *septembre* 1870.

Au dessus de cette inscription, une palme passant dans une couronne funéraire est sculptée dans la pierre. Les trois autres faces du piédestal portent sculptés en lettres d'or les noms des 173 mobiles qui ont été tués par l'explosion. (D. L.)

sion, n'avaient que très peu retardé les Allemands; les pionniers avaient pu rapidement jeter les ponts nécessaires pour le passage; ils coupaient, en outre, à Lagny, les conduites d'eau qui alimentent Paris.

Le 4e corps avait seul arrêté son mouvement pour sommer la place de Soissons de se rendre. Le 14, la 7e division franchit l'Aisne sur un pont de bateaux pour procéder à une reconnaissance, qui ne tarda pas à démontrer que la place était mise à l'abri de toute escalade. Le commandant français refusant de se rendre, la 7e division se retira sans pousser plus loin sa tentative.

Les chefs d'état-major des deux armées étaient mandés, le 15 au matin, au quartier général, pour recevoir les instructions les plus détaillées au sujet de la difficile opération qui consistait à investir Paris avec une armée qui ne dépassait pas 122,661 hommes d'infanterie, 24,325 cavaliers et 622 pièces de campagne.

Avec d'aussi faibles effectifs, il était impossible de rien tenter de sérieux contre une ville de deux millions d'âmes. Un coup de force vigoureusement mené par cette armée, qui venait de donner des preuves irrécusables de sa valeur, pouvait sans doute réussir; mais il pouvait aussi échouer. Cette dernière hypothèse était même la plus probable, si l'on réfléchissait que les forts avaient des garnisons éprouvées, des pièces bien pourvues. Triompher de ces fortifications, réduire, en une journée, avancées et remparts, certes, la tentation était forte; mais que

de chances données au hasard ! Il fallait s'aventurer dans un combat où un homme vaut presque un soldat ; lutter contre l'écrasante supériorité du nombre ; risquer le tout enfin, au moment même où cette population enfiévrée était le plus capable d'une résistance sérieuse.

Puis, que de raisons pour ne pas se laisser aller à l'action ! Jusqu'ici, les armées allemandes n'avaient pas eu d'insuccès, tout au moins stratégiques ; elles avaient vaincu et réduit les troupes de l'Empire. Quelle humiliation, si la défaite se trouvait sous les murs de la capitale, si la garde nationale de Paris était plus heureuse que les soldats de Wœrth, de Gravelotte et de Sedan ! Un combat douteux rendait le siège presque impossible; il décourageait peut-être les Allemands, qui n'envisageaient pas sans terreur les suites de cette immense opération. La victoire, au contraire, exaltait la population de Paris, soulevait la France entière, décuplait les forces de la défense nationale, engageait enfin l'Europe à intervenir et à s'opposer à une cession de territoire.

Le plus sage était donc d'attendre, et de se borner à investir la place. D'ailleurs, si nulle émeute ne s'était encore produite, n'était-il pas permis d'espérer quelque révolte, — préparée ou non, — de nature à obliger le général Trochu à ouvrir les portes ? Les Allemands ont toujours compté sur la venue de ce *moment psychologique*, et ils se sont parfois plaints de ne pas le voir arriver, avec l'amertume d'hommes à qui l'on a manqué de parole.

Des calculs approximatifs permettaient de croire que la place n'était guère approvisionnée que pour six semaines, huit au plus. Il était clair, dès lors, que la résistance ne pouvait se prolonger au delà de ce délai. Les gardes nationaux étaient absolument incapables de sortir et de lutter en rase campagne contre les troupes allemandes. Il fallait bien un mois, au minimum, pour exercer ces masses, et leur donner, sinon l'aplomb du soldat, du moins l'habitude de l'arme.

En un mois, l'investissement de Paris pouvait déjà être assez resserré pour qu'il fût bien difficile de passer entre ses mailles. Le grand quartier général allemand pouvait compter sur des renforts importants et prochains : le 11e corps et les Bavarois du 1er corps allaient arriver dans quelques jours.

En outre, la capitulation de Strasbourg ne pouvait tarder beaucoup à se produire ; elle devait rendre disponible un important contingent. Puis, dans un avenir plus éloigné, l'armée de Metz ne pouvait manquer d'être réduite ; les 150,000 hommes du prince Charles permettraient alors d'envisager la question sous un tout autre aspect.

Il convenait, il est vrai, de se préoccuper de la province ; mais il était clair que l'on pouvait, de ce côté, compter sur quelque répit. La défense de Paris avait absorbé toutes les forces vives de la nation ; tous les hommes valides avaient été dirigés sur la place. La province ne pouvait donc faire un effort sérieux avant un mois ou deux,

De toute manière donc, le général de Moltke était conduit à attendre : le temps était son plus sûr allié. Il lui permettait de se fortifier et de rendre ses lignes inabordables à des soldats improvisés; il allait lui amener, enfin, des renforts suffisants pour prendre l'offensive, si la faim ou la sédition n'avaient pas, d'ici là, obligé les Parisiens à capituler.



Le général de Maud'huy (1).

Avant de songer à engager sérieusement l'action, d'ailleurs, il fallait, de toute nécessité, être maître de la place de Toul, et pouvoir disposer de la ligne de l'Est, au moins jusqu'à Nanteuil-sur-Marne, afin d'amener un matériel de siège, pour lequel plus de

(1) Le général Maud'huy venait d'être promu divisionnaire le 14 juillet 1870, lorsque le 21 août suivant il fût placé à la tête du 13e corps (Vinoy), et qui ne put arriver à temps pour prendre part à la bataille de Sedan. C'est alors que ce 13e corps opéra cette belle retraite de Mézières à Paris, cotoyant sans cesse les armées alle-

5,000 voitures à quatre roues étaient indispensables.

D'après toutes ces considérations, il importait d'assurer aux troupes allemandes des positions suffisantes pour rendre l'investissement effectif, et permettre de résister à une attaque qui, dans les premiers jours au moins, ne pouvait venir que de la place.

mandes, les traversant parfois, et parvenant dans la capitale sans subir un échec.

« A partir de ce moment, la division commandée par le général de Maud'huy (2e division du 1er corps de la 2e armée de Paris) se signale par ses services. On la retrouve dans toutes les affaires, qui se livrent sous Paris, et toujours son général s'y fait remarquer par un sang-froid qui ne se dément jamais et par une indomptable ténacité. C'est en vain que cette belle division, qui acquit sous les coups de l'ennemi une solidité inébranlable, eut à subir le feu des batteries de l'Hay, de Chevilly et de Bagneux, elle ne se laissa ni entamer par des attaques souvent formidables, ni décourager par la violence des feux concentriques qu'elle essuyait. Ses avant-postes établis à Villejuif, à la suite du combat du 23 septembre, y demeurèrent jusqu'à l'armistice, protégeant les travaux qui y avaient été construits et imposant à l'ennemi une salutaire prudence. »

A la réorganisation des troupes, qui se fit à Versailles avec tant d'habileté et de promptitude, le général Maud'huy resta en disponibilité, et, par suite de limite d'âge, il fut placé, à partir du 22 janvier 1874, dans la 2e section du cadre de l'état-major général; puis, sur sa demande, sa pension de retraite lui fut accordée par décret présidentiel du 22 janvier 1879.

Le général de Maud'huy avait été promu commandeur de la Légion d'honneur le 26 décembre 1860 et grand officier le 10 janvier 1874. Il était, en outre, chevalier de l'ordre de Léopold, de Belgique, et décoré de la médaille commémorative de la campagne de Crimée.

Le général de Maud'huy est mort le 27 octobre 1883, il comptait quarante-sept ans de services et cinq campagnes. (D. L.)

Les dispositions suivantes furent arrêtées (1) :

Armée de la Meuse. — La 6e division de cavalerie, à laquelle sera adjoint l'équipage de pont d'avant-garde, une partie de l'équipage de pont du 4e corps et le 4e bataillon de chasseurs, séjourne le 17 septembre à Beaumont et à Pontoise, marche le 18 sur Poissy, y jette un pont sur la Seine, pousse dans cette même journée du 18 son avant-garde sur la rive gauche, et prend position le 19 aux environs de Chevreuse, appuyant son aile gauche au chemin de fer de Versailles à Neauphle.

La 3e division de cavalerie se porte le 17 sur Monsoult, le 18 sur Pontoise et au sud-ouest de cette ville, et le 19 elle prend position entre Poissy et l'aile gauche de la 6e division de cavalerie.

Le 4e corps fait séjour le 17 à Nanteuil et aux environs, marche le 18 sur le Ménil-Amelot, le 19 sur Saint-Brice, et pousse le jour même ses avant-postes sur la ligne d'Argenteuil, qui sera occupée par une brigade (Deuil-Montmagny-Sarcelles).

La brigade de uhlans de la Garde sera attachée au 4e corps d'armée, pour surveiller la Seine au-dessous d'Argenteuil, et pour établir par Saint-Germain, si c'est possible, la communication avec la 5e division de cavalerie.

Le corps de la Garde séjourne le 17 à Acy-en-Multien ; se porte le 18 sur Thieux ; le 19 sur Roissy, et établit ses avant-postes sur la ligne d'Arnouville, Garges, le Blanc-Mesnil, Aulnay-lès-Bondy.

(1) Blume. — *Opérations des armées allemandes.*

Le 12e corps d'armée séjourne le 17 à Lizy-sur-Oise et aux environs, marche sur Claye le 18, et établit ses avant-postes le 19, sur la ligne Sevran, Livry, Clichy, Montfermeil, Chelles.

Le quartier général de l'armée de la Meuse se trouve le 17 à Crouy, le 18 à Saint-Soupplet, le 19 à Thieux.

3e ARMÉE. — La 2e division de cavalerie franchit la Seine le 17 à Ris, Juvisy et Villeneuve, le 18 elle se dirige sur Saclay, jette quelques détachements sur la grande route de Paris et cherche à se mettre en communication à Chevreuse avec la cavalerie de l'armée de la Meuse.

Le 5e corps se porte le 17 aux environs de Villeneuve-Saint-Georges, passe la Seine le 18, et va jusqu'aux environs de Palaiseau-Bièvre, le 19, ce corps d'armée occupe Versailles, et pousse le plus tôt possible dans la matinée ses avant-postes vers Saint-Cloud et Sèvres, à peu près sur la ligne de la Seine, de Croissy jusqu'au parc de Meudon, son aile gauche se reliant au 4e corps prussien et son aile droite au 4e corps bavarois.

Le 2e corps bavarois franchit la Seine près de Corbeil et de Ris ; le 17, il prend ses cantonnements sur la rive gauche, et le 18 il marche sur Lonjumeau, envoyant une brigade sur Montlhéry ; le 19 au point du jour, ce corps s'avance sur Paris, dans la direction de Chatenay, et établit ses avant-postes sur la ligne du parc de Meudon jusqu'à la Bièvre près de l'Hay.

Le 6e corps d'armée se porte le 17 aux environs de Roissy et d'Ozouer-la-Ferrières, et le 18 sur Villeneuve-Saint-Georges et Brunoy. Le 19, passage de la Seine , des avant-postes sont jetés dès le point du jour, si c'est possible, sur une ligne s'étendant de la Bièvre à l'Hay jusqu'à la Seine, sur laquelle Choisy-le-Roi sera fortement occupé par une avant-garde. Une brigade, avec deux escadrons et une batterie restera provisoirement sur la rive droite de la Seine, et placera des avants postes entre la Marne et la Seine, vers Vincennes et le fort de Charenton.

La 4e division de cavalerie franchit la Seine, le 17 à Fontainebleau, éclaire le pays dans la direction de la Loire et observe les forces ennemies qui doivent être en formation derrière ce fleuve.

Le quartier général de la 3e armée s'établit le 17 à Chaumes, le 18 à Saint-Germain-lès-Corbeil, et le 19 probablement aux environs de Palaiseau.

Le 1er corps bavarois sera dirigé de manière à atteindre Montlhéry par Corbeil le 22 ; le 11e corps d'armée, de manière à passer par Meaux pour gagner le 22 également Boissy-Saint-Léger.

La division Wurtembergeoise reste encore provisoirement sous les ordres directs du grand quartier général (1) ; le 18 elle s'avancera dans la vallée de la Marne jusqu'à Lagny, à l'exception d'une brigade

(1) Nous avons dit précédemment que la division Wurtembergeoise avait été provisoirement laissée en arrière pour former la garnison de Reims. Elle avait, à ce moment, été placée sous les ordres directs du grand quartier général.

d'infanterie qui restera à Meaux jusqu'à la matinée du 19, époque où elle suivra le mouvement de la division.

L'investissement, sauf de légères modifications, fut exécuté dans les conditions prescrites. Les divisions de cavalerie chargées de prendre position à l'ouest de la place, ne purent franchir la Seine que le 20 ; elles avaient été arrêtées à Pontoise par l'Oise. Le passage de cette rivière accompli le 19 à midi, il fallut replier le pont pour le transporter sur la Seine à Triel à 11 kilomètres au sud-ouest de Pontoise. Le pont sur la Seine fut achevé le 20 à trois heures du matin, et la cavalerie le traversa au point du jour.

La 3ᵉ armée passa à Villeneuve-Saint-Georges et à Corbeil, où trois ponts furent jetés dans les journées des 17 et 18.

Des trois corps qui composaient la 3ᵉ armée, un seul, le 5ᵉ eut à livrer divers combats. Par ordre du général de Kirchbach, une colonne d'avant-garde commandée par le colonel von Bothmer fut chargée de reconnaître le terrain. Vers une heure de l'après-midi, le 17, des bataillons prussiens des 58ᵉ et 59ᵉ régiments furent attaqués, au moment où ils se dirigeaient de Valenton vers le moulin de la Tour. En même temps, les patrouilles de cavalerie allemandes étaient chassées par un escadron de hussards. Nos troupes avaient pris position sur le Mont-Mesly ; elles étaient soutenues par une batterie.

L'ennemi fit aussitôt avancer quelques pièces et le combat se poursuivit entre Mesly et Bonneuil jusqu'à

trois heures et demie. Les 10 compagnies engagées par les Prussiens avaient eu 62 hommes hors de combat; nos pertes étaient un peu moindre, ce qu'explique l'avantage de la position.

Le lendemain 18, le 5e corps effectua son passage, il dirigea la 9e division sur Bièvre et la 10e sur Palaiseau. L'avant-garde de la 9e division était arrivée au nord de Bièvre vers midi et demi, lorsqu'elle fut accueillie par des coups de feu partant des bois. Les zouaves (1) avaient un poste dans la ferme de Dame-Rose. La faiblesse des cadres était telle, que ce détachement, quoique de la force d'une compagnie, était commandé par un sergent. Après avoir forcé nos tirailleurs à se replier, l'ennemi attaqua la ferme. Le poste se défendit quelque temps, d'abord derrière les murs d'enceinte, et ensuite dans les bâtiments. Une partie du détachement put battre en retraite à travers les bois, le reste (60 hommes) fut obligé de se rendre après avoir subi des pertes assez sérieuses.

En même temps, l'ennemi s'emparait de la ferme de Trivaux, et poussait une reconnaissance sur sa gauche vers Velizy, mais l'arrivée d'une batterie fran-

(1) Ce régiment de zouaves portait le nom de 4e zouaves de marche: il comprenait des détachements des 1er, 2e et 3e zouaves qui n'avaient pu rejoindre l'armée de Châlons. Ces jeunes soldats étaient presque tous des engagés volontaires qui n'étaient pas exercés. En outre, on comptait quelques vieux soldats d'Afrique échappés à Sedan. Dans l'affaire du 19, nous pourrons constater bien nettement, la présence de ces deux éléments si différents. Ajoutons que le régiment manquait surtout d'officiers.

çaise obligeait les Allemands à la retraite, ils prenaient position à l'angle de la route au petit Bicêtre. Ce n'était là que le prélude du combat qui devait avoir lieu le lendemain.

II

Le général Trochu ne pensait pas qu'il fût possible avec les forces dont disposait la défense de Paris d'engager dès le premier jour, une action sérieuse. Il se prononçait dans ce sens, dès le 10 septembre, dans le conseil du gouvernement : le 12, il reprenait la même thèse au sein du comité de défense, et ne se laissait que difficilement persuader de se maintenir sur le plateau de Châtillon.

Avec des troupes manœuvrières, la situation de l'assiégé pouvant prendre en flanc l'adversaire offrait de bien réels avantages, mais on ne pouvait demander les qualités de vieux soldats à des gardes mobiles appelés depuis quinze jours.

Le 18 cependant, le général Trochu écrivit au général Ducrot pour l'autoriser à livrer bataille aux Allemands dans la direction de Châtillon. En résumé, le gouverneur de Paris exprimait la crainte de ne pouvoir indéfinitivement conserver les hauteurs :

Ou nous nous entêterons à garder la position que vous tenez, mais alors je devrai penser à assurer votre droite, et j'aurai l'obligation de faire passer le reste du 13e corps à Meudon et Montretout et tous nos œufs, comme on dit, seraient dans le même panier.. Il ne me paraît donc pas que nous puissions prétendre à tenir indéfinitivement dans

une position contre laquelle l'ennemi, quand il lui conviendrait, pourrait conduire après sa concentration à Versailles, des masses considérables.

Nous avons reproduit les principaux passages de cette lettre, parce qu'il y a là, croyons-nous, un étrange manque de logique. Si nous ne pouvions tenir Châtillon, pourquoi livrer une bataille inutile, qui pouvait avoir, et qui a eu de désastreuses conséquences ? Dans notre situation, il était d'autant plus essentiel de ne pas engager des masses, *sans nécessité absolue*, que la défaite pouvait, en quelques heures, amener les Prussiens sous le rempart :

Les dispositions prises pour l'action ne permettaient guère d'espérer le succès.

Des deux corps réunis à Paris, le 13ᵉ et le 14ᵉ, le premier pouvait être considéré, à juste titre, comme ayant une plus grande valeur *relative*. Il possédait d'abord deux régiments bien organisés et encadrés qui pouvaient donner, et ont ultérieurement donné un excellent exemple. En outre, les autres troupes avaient trois semaines à un mois de plus de service, et à une époque où l'on comptait par jours de présence dans le rang, cette considération pouvait mériter examen : le 13ᵉ corps, enfin, dans sa retraite de Mézières à Paris, ou mieux à Laon, avait prouvé une certaine cohésion. Il y avait donc toute raison pour demander le premier effort au 13ᵉ corps, et cependant, ce fut le 14ᵉ corps qui fut choisi pour cette action qui pouvait être décisive.

Nous croyons qu'il faut chercher la raison de ce

contre-sens dans la situation délicate qui était faite au général Trochu à l'égard du général Vinoy. Le gouverneur de Paris était lié par une vieille amitié au général Ducrot qui venait d'arriver, il avait dans son mérite et sa vigueur militaire une confiance absolue, dont il fournissait dès le début une preuve bien concluante, en consentant à un combat qui serait funeste. Il lui paraissait donc utile de donner la première position à l'ancien commandant du 1er corps d'armée de Châlons, et de placer les autres généraux sous ses ordres. C'est dans cette pensée qu'il adressa le 18, la lettre suivante au général Vinoy :

Cher général,

Le gouvernement vient de faire une nomination *que je vous prie de ne pas juger, avant de m'avoir entendu.* Il s'agit d'un grand intérêt public qui doit être sauvegardé, toute préoccupation de personnes cessant.

Une seconde lettre annonçait que les 13e et 14e corps étaient placés sous le commandement du général Ducrot. Les termes assez étranges de cette lettre étaient assurément de nature à plaire médiocrement au général Vinoy. Il avait, en réalité, le droit d'espérer une tout autre décision après le service très réel qu'il venait de rendre, en ramenant à Paris le 13e corps, la seule troupe organisée qu'il y eût dans la capitale. De ce jour, les rapports entre les divers commandants de l'armée de Paris furent singulièrement refroidis. Nous ne pouvons apprécier exactement l'influence

que cette situation délicate exerça sur la défense, mais il n'est que trop facile de trouver les traces de ce désaccord dans le livre du général Vinoy qui critique ouvertement, et souvent avec trop de raison, les dispositions prises par le gouverneur de Paris, et enfin dans les pétitions du général Trochu, où la retraite de Mézières est singulièrement rabaissée.

Après avoir fait acte d'autorité, en réunissant les deux corps d'armée sous un même commandement, le général Trochu revint sur sa détermination « sur les observations présentées » par le général Vinoy : le 14e corps pouvait donc seul être employé pour la bataille réclamée par le général Ducrot.

Avant d'aborder le récit de ce combat, quelques mots sont nécessaires pour décrire le terrain, et expliquer la situation respective des troupes.

Le grand plateau situé entre la vallée de la Bièvre et la vallée de Sèvres vient finir au-dessus de Châtillon, suivant une pente assez étroite commandant la vallée de la Seine vers le nord, et la vallée de la Bièvre avec la croupe de Sceaux vers le sud-est. Le terrain marécageux entre la route de Fontenay-aux-Roses à Sceaux et Plessis-Piquet couvre la position. La direction générale du plateau est parallèle à la ligne des forts du sud et monte en pente douce de l'est à l'ouest, sa largeur mesurée de l'ouest à l'est est d'environ 9 kilomètres. Sa hauteur au-dessus du niveau de la Seine atteint 135 mètres, il est en partie déboisé. Ses bords sont découpés par les vallés et les ravins encaissés de Vélizy, Meudon, Clamart, Plessis-

Piquet, Chatenay et Bièvre, ravins, séparés et commandés par autant de contre-forts à pentes escarpées. Vers le sud, le plateau domine de 65 mètres la vallée de la Bièvre, qui le sépare d'un second plateau moins élevé entre Saclay et Gavancourt.

Du Petit-Bicêtre, part une route importante, qui court en droite ligne sur la redoute de Châtillon avec embranchement sur Meudon, Clamart et Plessis-Piquet, descend au village de Châtillon, et entre à Paris par la plaine de Montrouge. La redoute de Châtillon devait être appuyée par deux ouvrages de moindre importance, l'un au sud de Bagneux, l'autre sur la croupe au nord-ouest de Clamart, à l'endroit dit le *Moulin de Pierre*. Enfin pour couvrir la vallée de Sèvres et de la Seine, on avait utilisé un petit mamelon que l'on avait couronné par une redoute dite de *Brimborion*. Les Allemands lui ont donné le nom de *Fort Kronprinz* (Fort prince Royal).

Malheureusement, ainsi que nous l'avons dit précédemment, ces ouvrages étaient loin d'être terminés.

Nous avons laissé le 5e corps prussien établissant l'avant-garde de la 9e division au Petit-Bicêtre, et poussant ses tirailleurs jusqu'à quelques centaines de mètres de la lisière du bois de Meudon : les instructions dn général de Kirchbach étaient ainsi conçues : la 9e division se concentrera à sept heures du matin près de Bièvre, et marchera sur Versailles, par l'Hôtel-Dieu, se couvrant particulièrement sur la droite pendant la marche et prendra

position à l'est de la ville, entre le Bas-Viroflay et le grand Montreuil, face au nord-est...

La 10e division d'infanterie et la réserve d'artillerie quitteront Palaiseau à six heures du matin, et s'avanceront par Saclay, les Loges, Buc, Versailles, pour prendre position au nord de cette ville près du Chesnay.

Pour ses débuts, l'*armée* de Paris allait avoir affaire au 5e corps, à celui que l'on considérait en Allemagne comme le plus solide :

... Il est reconnu, écrivait en 1869, le général Steinmetz, dans son très curieux ouvrage (1), il est reconnu que déjà en temps de paix, le 5e corps se présentait sous un aspect plus sévère, et qu'avant l'explosion de la guerre, une discipline de fer y régnait, alors qu'il était échelonné le long de la frontière de Bohême (campagne de 1866). Avec cette base, la discipline dans le combat a pu être maintenue à un très haut degré devant l'ennemi, *ainsi à Nachod un demi bataillon est passé près d'un drapeau abandonné du régiment autrichien « Prince de Prusse » sans qu'un homme ait osé sortir des rangs pour le ramasser.*

D'après l'ordre du quartier général allemand, le 2e corps bavarois qui avait franchi la Seine près de Corbeil et de Ris « devait le 19, au point du jour, s'avancer dans la direction de Chatenay, et établir ses avant-postes sur la ligne du parc de Meudon jusqu'à la Bièvre, près de l'Hay. » Les troupes bavaroises, allaient donc pouvoir soutenir le 5e corps qui

(1) *L'Infanterie prussienne, son perfectionnement*, par un officier prussien.

comptait à cette époque 18,000 hommes environ et 84 bouches à feu : c'était donc à 38 ou 40,000 hommes et 180 pièces que pouvait avoir affaire notre 14e corps avec ses soldats appelés de la veille sous les drapeaux,

L'armée de Paris avait, depuis peu de jours, été tout entière rassemblée au sud et au sud-est : le 13e corps avait ses trois divisions en avant de Charenton et de Vincennes, et sur les coteaux de Villejuif.

Le 14e corps comprenait trois divisions fortes de 21,000 hommes ; le gouverneur de Paris avait adjoint à ces troupes deux régiments de cavalerie, deux bataillons de mobiles (7e de la Seine et 4e d'Ille-et-Vilaine). Notre effectif atteignait donc 26,000 hommes et 70 pièces.

La 1re division (Caussade) forma la droite de nos positions, depuis la ferme de Trivaux, et même depuis la grange Dame-Rose, jusqu'au cimetière de Clamart. Au centre, la division d'Hugues, en avant de la redoute de Châtillon, la droite adossée au bois de Meudon, et la gauche au ravin de Plessis-Picquet. La 3e division (aile gauche, général de Maussion), servait de réserve, et occupait Bagneux.

L'aile droite était donc appuyée au ravin qui descend à Chaville ; le parc du château de Meudon était protégé par une compagnie de ligne ; les fermes de Villebon et la grange Dame-Rose étaient fortement gardées. Un régiment était placé dans

le parc Hachette, au sud de Plessis-Picquet (1).

Au centre, une brigade tenait la ferme de Trivaux. Elle était ainsi disp sée : un bataillon en colonne par peloton, entre la ferme et le chemin du Pavé-Blanc, à peu près perpendiculairement à ce dernier. Le détachement du 3e zouaves était placé en colonne serrée par division, parallèlement au chemin du Pavé-Blanc, faisant face à la ferme de Trivaux, mais à l'est du chemin. Il avait derrière lui, également en colonne serrée, la fraction du 1er zouaves ; en arrière, le détachement du 2e zouaves. Plus loin enfin se trouvaient les autres bataillons de la brigade, en colonne par peloton, mais perpendiculaires au chemin du Pavé-Blanc, faisant, par conséquent, face à l'ennemi.

En avant de ces troupes, appuyant sa droite au mur d'enceinte de la ferme de Trivaux, une batterie ; à sa gauche, un peloton de gendarmerie; plus à gauche enfin, quelques escadrons.

Enfin, le général Ducrot avait placé dans la redoute une compagnie du génie, un bataillon d'infanterie, 8 pièces de 12 et 2 mitrailleuses en batterie sur des plates-formes; 2 pièces de 4 étaient en réserve au-dessus du ravin de Plessis-Picquet.

Dès le point du jour, le général Ducrot donne le

(1) Nous empruntons quelques-uns de ces détails à l'excellent et remarquable ouvrage : *Travaux d'investissement par les armées allemandes autour de Paris*, par un ancien élève d'une école spéciale. L'auteur, témoin et acteur dans le combat de Châtillon, a relaté les détails les plus précis. (*Note de l'édition originale.*)

signal de l'attaque. Notre artillerie tire vigoureusement sur le Petit-Bicêtre, Villacoublay et la Garenne. Une batterie ennemie, qui a pris position à l'ouest du Petit-Bicêtre, est accueillie par une grêle d'obus qui lui met trois pièces hors de service, et tue le commandant de la batterie et une dizaine d'hommes. A six heures et demie, le 19e de marche se porte en avant de la Pointe de Verrières et de Trivaux. D'un premier élan, il chasse les tirailleurs du 47e régiment prussien, et force à la retraite la batterie déjà si éprouvée par notre feu.

Devant une menace aussi énergiquement prononcée, le commandant de la 18e brigade allemande, général de Woigts-Rhetz, prescrit à son aide de camp d'aller réclamer l'appui de la 1re brigade (17e) de la 9e division. Cet officier, en accomplissant sa mission, rencontre la 6e division bavaroise (3e division, 2e corps bavarois), qui détache une batterie à gauche du Petit-Bicêtre, et envoie le 3e bataillon de chasseurs soutenir le 47e régiment prussien, qui lutte péniblement. L'arrivée de ce renfort donne l'avantage à l'ennemi. Après un vif combat, nos troupes sont obligées de reculer, la droite vers le bois, et au centre vers Plessis-Picquet.

Tandis qu'avait lieu cette attaque, il s'était produit dans nos rangs un événement désastreux. Les zouaves étaient, ainsi que nous l'avons dit, rassemblés autour de la ferme de Trivaux, et se trouvaient massés en colonne auprès d'une batterie qui, par la vivacité de son tir, avait attiré l'attention de l'ennemi,

qui ne tarda pas à riposter. Des tonneaux de munitions venaient d'arriver, et on commençait à faire la distribution aux zouaves, lorsqu'un obus, passant au-dessus de la batterie, va éclater à cent mètres en arrière du bataillon placé entre la ferme de Trivaux et le chemin du Pavé-Blanc. Le sifflement aigu du projectile produit son effet sur ces jeunes soldats; cependant ils ne se débandent pas. Sur l'ordre d'un capitaine d'état-major, le détachement du 3e zouaves se met en marche, et prend le chemin qui, en arrière de Trivaux, borde le bois de Meudon. La fraction du 1er zouaves va suivre; elle est précédée d'un peloton de gendarmes, lorsque les Prussiens, modifiant leur tir, envoient successivement plusieurs obus au milieu de la troupe. Les gendarmes, plus avancés, se rabattent vivement; les zouaves prennent peur, se débandent, se sauvent, et vont porter la terreur dans Paris.

Remarquons-le, — et cette explication est nécessaire à cause de l'exagération des divers récits, — cette regrettable panique, qui peut jusqu'à un certain point s'expliquer par la mauvaise disposition donnée à ces jeunes soldats, massés en colonne auprès d'une batterie exposée au feu de l'ennemi, — cette regrettable panique n'atteint qu'un détachement peu considérable, et une partie de ce régiment, que nous trouverons si ferme à Champigny, prend part à l'action toute la journée, et demeure même le dernier sur le terrain.

Conduit par ses rares officiers, le 3e zouaves, —

ou mieux la fraction du 3e zouaves, — continue sa route et s'arrête à l'ouest de la ferme de Trivaux, le long du bois de Meudon.

Dès ce moment, le but poursuivi par le général Ducrot est manqué : nous voulions, par une vigoureuse offensive, donner dans le flanc de l'ennemi, nous allons être réduits à la défensive. La division d'Hugues qui a très solidement combattu au début de l'action, tente un nouvel effort, elle lance des bandes de tirailleurs qui menacent sérieusement les batteries allemandes, la batterie bavaroise voit tomber tous ses officiers. Mais, l'ennemi ouvre un feu d'obus à huit cents et six cents pas, soutenu par les tirailleurs du 47e régiment prussien et nos troupes sont forcées de regagner le bois, tandis que de Plessis-Picquet le 19e de marche et les bataillons qui l'ont appuyé remontent vers la redoute.

Seul, notre centre a été sérieusement engagé, la gauche n'a pas donné, la droite n'a eu que quelques compagnies au feu; mais la panique des zouaves, l'incertitude, le flottement que ce mouvement désordonné a amené, obligent le général Ducrot à faire reculer ces troupes pour les reformer. Il prescrit donc au général Caussade de conduire sa division en arrière de la crête du plateau, de lui donner quelques instants de repos, et de lui faire reprendre aussitôt ses positions. L'ordre est formel : ce n'est pas un mouvement de retraite, l'action doit recommencer de ce côté dans quelques instants. Malheureusement, le général Caussade, dont l'esprit est affaibli sans

COMBATS DE CHEVILLY ET DE L'HAY



doute (1), ne fait que traverser la hauteur, et rentre dans Paris, à l'abri des remparts, en tête de sa

(1) Le général Caussade est mort quelques jours après de douleur, dit-on. (*Note de l'édition originale.*)

division. Le 15e de marche demeure dans le parc Hachette, au Plessis-Picquet, où il tient bon.

Cette inexplicable retraite est bien autrement grave que la panique des zouaves, elle découvre notre droite, au moment où le centre forcé de reculer a le plus besoin d'être soutenu.

Cependant, un bataillon et les zouaves du 3e régiment n'ont pas été prévenus du mouvement de la division : ils tiennent toujours entre Trivaux et la Grange-Dame-Rose, et luttent contre les Bavarois. L'ennemi, comprenant qu'il ne peut utilement attaquer la redoute, s'il ne parvient à la tourner, rallie en arrière deux bataillons du 47e régiment qui ont épuisé leurs munitions, et lance sur la lisière du bois, au sud de Dame-Rose, le 7e régiment (grenadiers du roi) suivi par le 5e chasseurs.

Les positions sont aussitôt enlevées, et les Allemands continuent à s'avancer dans le bois de Meudon. Aux environs de l'étang du Tronchet, les zouaves sont vivement attaqués par les Prussiens qui se trouvent à la Mare-du-Bois. Les Français sont en même temps menacés de revers, vers le haut de l'allée, près de Trivaux. La retraite s'effectue aussitôt par échelon à travers la croupe boisée qui s'étend entre Clamart et Meudon, et de là par le Moulin de Pierre vers Issy.

Au Plessis-Picquet, les Bavarois tiraillent toujours avec le 15e de marche qu'ont pu rallier quelques détachements.

La supériorité de l'ennemi est partout évidente :

la 10e division du 5e corps a rejoint la 9e, et envoyé la 20e brigade à la Garenne, comme soutien de l'artillerie ; le 2e corps bavarois est également entré en ligne : la 7e brigade se rend à Bourg-la-Reine, la 5e vers Sceaux, la 8e demeure en réserve à la Croix-de-Berni. Enfin, dans quelques instants, le 6e corps prussien va arriver sur la ligne d'investissement à la droite des Bavarois.

Tandis que l'infanterie allemande parvient à déblayer le terrain au sud du bois, un violent combat d'artillerie s'est engagé au centre. La division d'Hugues s'est retirée près de la redoute, et le feu de ses pièces tient l'ennemi à distance. Peu à peu cependant, les batteries se rapprochent : les Bavarois ont placé leurs pièces à la pointe de Trivaux, les canons prussiens contournent la ligne. Mais de notre côté, l'artillerie résiste énergiquement et le général de Kirchbach, jugeant qu'il est inutile de prolonger cette lutte d'artillerie et que les forces bavaroises sont suffisantes pour soutenir le combat, dans le cas où notre infanterie reprendrait l'offensive, donne l'ordre de continuer le mouvement sur Versailles, pour occuper les positions indiquées par le grand quartier général. La 18e brigade demeure cependant pour soutenir les Bavarois.

Signalons ce détail, qu'en prenant possession de la gare des Chantiers, les Prussiens, trouvant un appareil télégraphique en place, envoyèrent un télégramme à la gare Saint-Lazare, pour inviter la Compagnie de l'Ouest à continuer son ser-

vice (1). Ce détail nous servira plus loin à expliquer un fait important.

Après le départ du 5e corps, le combat s'arrête pendant une heure.

A deux heures, de nouvelles colonnes ennemies se présentent, soutenues par l'artillerie. Nos pièces ouvrent le feu : mais il s'est produit, sur notre gauche un regrettable événement : la division de Maussion, qui tient Bagneux et Fontenay, a, elle aussi, battu en retraite. Le chef d'état-major a pris sur lui, *sans consulter le général Ducrot*, d'envoyer au général de Maussion l'ordre de se retirer.

Étrange journée, qui prouve à quelle extrémité nous sommes réduits : des soldats qui se sauvent, un général qui bat en retraite, contrairement aux ordres qu'il a reçus, un chef d'état major qui agit sans instructions !

Dès lors, la position n'est plus tenable : le feu, la lassitude, la soif ont éclairci les rangs. — Les Prussiens ont coupé, le matin, les conduites qui amènent l'eau à la redoute. — L'ennemi, libre maintenant de ses mouvements, s'avance, à droite et à gauche, par les bois de Clamart et les coteaux couverts qui dominent Fontenay. Enfin, les munitions commencent à nous manquer, et le général Ducrot reçoit dépêches sur dépêches du gouverneur, qui le presse d'arrêter l'action.

Peu après quatre heures, enfin, le commandant

(1) Baron Ernouf. — *Histoire des chemins de fer français pendant la guerre.*

en chef fait enclouer les pièces que l'on ne peut enlever, et bat en retraite avec les mobiles d'Ille-et-Vilaine, qui se sont intrépidement maintenus au feu.

Cependant, sur un point, quelques-uns de nos soldats demeurent encore ; le détachement du 3e zouaves s'était, nous l'avons dit, retiré dans la direction d'Issy. Vers une heure et demie, l'officier qui commande remonte avec ses hommes au château de Meudon.

Avec quelques fascines, on achève la flèche qui se trouve en avant du château, sur la terrasse, au niveau du parc : elle servira de réduit aux défenseurs. Le hasard fait découvrir, au rez-de-chaussée, un appareil télégraphique communiquant avec Paris. A tout hasard, on envoie une dépêche, et la réponse montre que l'on correspond avec le quartier général du Louvre.

Mais l'officier d'état-major qui télégraphie du bureau du gouverneur se refuse à croire à la présence des Français à Meudon. Il pose les questions les plus étranges, et à huit heures du soir enfin. adresse à l'officier de zouaves ces derniers mots :

Tu n'es qu'un Prussien.

A dix heures du soir, le dernier détachement rentre dans Paris. Depuis longtemps, il avait été précédé par le 15e de marche, qui, après avoir intrépidement tenu jusqu'à la dernière minute au parc Hachette, avait pu opérer sa retraite.

Malgré sa durée, le combat avait été fort peu meurtrier : nous avions perdu 84 tués, 401 blessés, 255 disparus. Les pertes des Allemands n'ont pas été indiquées; elles sont, en tout cas, inférieures aux nôtres. Le 5e corps, — plus longtemps engagé que le 2e bavarois, — avait eu 37 tués et 141 blessés (1).

Le *Journal officiel* annonçait, le lendemain, que nos batteries avaient tiré « 25,000 coups de canon, » 3,000 de plus qu'à Saint-Privat! Et cette forte canonnade avait eu pour résultat de mettre hors de combat moins de 300 Allemands! Il est permis de croire que les renseignements du *Journal officiel* étaient inexacts : nous n'avions en effet que 72 pièces en ligne; encore celles du général Caussade n'ont-elles que peu donné. On arriverait donc à un total de 400 coups par pièce !

III

La nouvelle de la défaite de Châtillon produisit à Paris une sorte de stupeur : on avait entouré les fuyards, entendu leurs récits, et la population s'attendait à voir les Prussiens attaquer sur l'heure les remparts.

Les mesures prises par le gouverneur n'étaient pas de nature à rassurer : ordre d'évacuer toutes les positions avancées, toutes les redoutes; pas un soldat ne devait rester hors du rempart, en dehors de ceux qui étaient renfermés dans les forts. Les ponts

(1) Stiehl Heydchampf. — *Opérations du 5e corps prussien.*

de Sèvres, de Billancourt, de Saint-Cloud, le pont Bineau, dans le parc de Neuilly, et ceux d'Asnières, de Clichy et de Saint-Ouen furent détruits.

Le général Trochu s'attendait si bien à voir les Allemands poursuivre leur avantage, que dès quatre heures du soir, il fit répartir la division Blanchard dans 18 bastions de l'enceinte qui s'étendent de la Seine à la Bièvre. Les gardes nationaux avaient dû céder leurs postes aux troupes de ligne.

La division Maud'huy, du 13e corps, avait également gagné Paris, abandonnant Villejuif et le Moulin-Saquet, d'où le tir de quelques pièces avait éloigné l'ennemi dans la journée du 19.

Malgré ces sombres prévisions, la nuit s'écoula tranquillement. Les Allemands ne songèrent pas à nous attaquer.

Le soir même du 19, une proclamation très-énergique de M. Gambetta annonça que justice serait faite, et que les lâches et les déserteurs auraient à rendre compte de leur conduite devant une cour martiale. Il ne fut malheureusement donné aucune suite à cette pensée, et les fuyards de Châtillon échappèrent à un châtiment bien mérité. On s'explique, d'ailleurs, que le général Trochu ait reculé devant la nécessité d'appliquer rigoureusement la loi vis-à-vis de simples soldats, alors qu'il se refusait, malgré toutes les instances du général Ducrot (1), à faire passer le général Caussade devant le conseil de guerre.

(1) Déposition du général Ducrot.

La journée du 20 septembre n'amena pas d'alerte : les Bavarois occupaient Châtillon et Bagneux, mais ils hésitaient à se saisir de toutes les positions que nous avions évacuées. Quelques-unes avaient, cependant, une importance exceptionnelle. La redoute des Hautes-Bruyères, située sur un plateau, domine de 10 à 12 mètres le fort de Bicêtre à une distance moindre de 1,500 mètres, et de 40 mètres le fort de Montrouge à 2,500 mètres : le Moulin-Saquet commande de 80 mètres le fort d'Ivry à 1,500 mètres. L'occupation de ces hauteurs par l'ennemi rendait possible tout le bombardement de la rive gauche, et lui donnait un précieux appui pour l'attaque des forts du sud. Il était tout aussi facile de fortifier ces redoutes sous le feu des forts que de se maintenir à Châtillon et au Moulin-de-Pierre. Les Prussiens se bornèrent cependant à exécuter diverses reconnaissances.

L'une d'elles eut lieu sur Ivry, et le capitaine Krantz fit voir à l'ennemi que, sur tous nos bastions il y avait des canons de gros calibre qui étaient capables de le tenir en respect. Il en fut de même de celle sur Bicêtre, dont je viens de vous parler. Le Moulin-Saquet et les Hautes-Bruyères étant évacués par nos troupes, l'ennemi s'avança en force dans Villejuif, et posta ses tirailleurs dans un terrain planté de vignes, à moins de 700 mètres du fort. La fusillade s'engagea de part et d'autre, et il ne tarda pas à s'apercevoir que nous étions sur nos gardes, et que notre mousqueterie était sérieuse. Quelques obus tirés sur les premières maisons où l'état-major s'était mis en observation, pour examiner de plus près, le forcèrent bientôt à se replier (1).

(1) Déposition de l'amiral Pothuau.

Le 22 septembre, enfin, devant cette incertitude de l'ennemi, l'ordre fut donné de reprendre les redoutes que nous avions abandonnées le 19, à l'exception de Châtillon que les Bavarois occupaient solidement. Dans la soirée, la division Maud'huy alla prendre position auprès du fort de Bicêtre, et s'avança de chaque côté du plateau. Les renseignements recueillis faisant connaître que l'ennemi évacuait chaque soir Villejuif, et ne revenait qu'au jour, deux bataillons de la brigade Dumoulin se glissèrent sans bruit dans le village, à la tombée de la nuit. Le lendemain matin 23, les Allemands s'engagèrent sans défiance dans la grande rue, mais ils furent accueillis par une vive fusillade qui leur mit une vingtaine d'hommes hors de combat. Le moulin Saquet fut enlevé sans grande résistance par la brigade Blaise.

A quatre heures du matin, nos troupes pénétrèrent dans la redoute des Hautes-Bruyères. Mais, les Prussiens, dès qu'ils nous virent maîtres des hauteurs, ouvrirent le feu de leur artillerie établie à l'Hay et à Chevilly. Nos pièces ne purent se maintenir dans la redoute, et durent se poster entre le village de Villejuif et l'ouvrage. A deux reprises, l'ennemi fit avancer quelques colonnes d'infanterie, mais elles durent battre en retraite devant les décharges de nos mitrailleuses, puissamment secondées par l'artillerie des forts de Bicêtre et de Montrouge. Vers 11 heures, les Allemands renoncèrent à la lutte, et se retranchèrent fortement dans les villages de l'Hay, Chevilly, Thiais, Choisy-le-Roi.

Le général en chef prescrivit immédiatement de commencer les travaux nécessaires pour permettre de défendre les ouvrages repris à l'ennemi.

L'abandon sans combat, par ordre du gouverneur de Paris, des redoutes de Saquet et des Hautes-Bruyères, avait été un événement malheureux; leur reprise fut un réel succès, et si son importance ne fut suffisamment appréciée au moment même où il se produisit, les faits ultérieurs démontrèrent surabondamment l'incontestable influence qu'il eût sur l'avenir de la défense (1).

En quelques jours, en effet, la redoute des Hautes-Bruyères fut mise en état et armée, et elle put jouer un rôle important dès le 30 septembre.

Cette journée du 23 vit diverses autres reconnaissances : l'amiral Saisset chassa les Prussiens de Drancy, et le général de Bellemare, commandant la ville de Saint-Denis, enleva le village de Pierrefite.

Dans cette dernière affaire, le 23e de marche eut 100 hommes hors de combat.

Ces légers succès suffirent à rendre à la population toute sa confiance. Ils avaient cet avantage d'aguerrir le soldat, de le préparer à des actions plus sérieuses, et de ne compromettre en rien la défense, puisque l'ennemi, même victorieux, se trouvait arrêté par les forts, et ne pouvait poursuivre nos troupes. Il eût été nécessaire de multiplier chaque jour ces reconnaissances.

Du 23 au 30, cependant, aucun combat ne fut

(1) Général Vinoy. — *Siège de Paris. Opérations du* 13e *corps et de la* 3e *armée.*

livré, et le *Journal officiel* se borna à ces indications constantes.

Tout est calme. — Le Mont-Valérien a envoyé hier quatre obus dans les taillis de Croissy, et un obus dans le parc de la Malmaison.

Le 28 septembre enfin, le gouverneur de Paris prescrivit au général Vinoy de diriger une reconnaissance en avant du front sud, et de pousser jusqu'à Choisy-le-Roi. Quatre colonnes devaient prendre part à l'opération. Sur la droite, la brigade Dumoulin, de la division de Maud'huy, devait attaquer l'Hay. Au centre, les deux régiments de la brigade Guilhem (division Blanchard) avaient pour objectif, le premier Chevilly, le second la Belle-Épine. A gauche, enfin, la brigade Blaise, de la division de Maud'huy, soutenue par la brigade Daudel, de la division d'Exea, et le régiment des mobiles de la Vendée, avait l'ordre de se diriger vers Thiais et Choisy-le-Roi.

Deux brigades devaient opérer à l'extrême-gauche, sur la rive droite de la Seine, contre la ferme des Mèches.

La brigade de cavalerie du général Cousin était laissée en réserve, en arrière du plateau de Villejuif.

Le général Vinoy se montra peu partisan d'une aussi vaste opération, qui devait mettre en ligne, de notre côté, près de 40,000 hommes. Il se souvenait

sans doute, de la déroute de Châtillon. Cette fois, nous ne pouvions plus nous appuyer à un ouvrage fixe, la redoute, tout au contraire, il fallait aborder des positions que l'ennemi n'avait pas manqué de fortifier, et combattre sans le concours des forts. Enfin, le commandant du 13e corps se montrait désireux de faire attribuer à ses troupes une plus grande proportion d'artillerie. Il critiquait, en outre, une disposition du général Trochu, d'après laquelle le canon des forts devait préparer l'attaque, en tirant vivement pendant une demi-heure sur les positions ennemies. N'y avait-il pas là comme un signal donné aux Allemands, les avertissant de se tenir sur la défensive ?

Il est vrai que, sur ce point, nous n'avions pas à craindre de donner l'éveil : le secret était si peu gardé, les mouvements de troupes si ostensibles, que tout Paris était informé, et que les orateurs des clubs discutaient le plus ou moins de chances de l'opération. Aussi, dès le soir même, les grands' gardes signalèrent des mouvements : l'ennemi renforçait ses avant-postes, et achevait ses préparatifs.

Le général Trochu ne partagea pas les appréhensions du général Vinoy, et maintint ses prescriptions; il recula seulement l'opération de vingt-quatre heures.

Quel était exactement le but de cette reconnaissance ? Le général Vinoy indique la destruction du pont de Choisy :

... Le général en chef dut reconnaître que la destruction du pont de Choisy exigerait un temps beaucoup plus considérable qu'on ne l'avait supposé...

Mais, le pont de Choisy avait été détruit avant l'arrivée des Allemands, et les ponts de bateaux pouvaient être rapidement repliés ?

A cinq heures et demie du matin, le 30, une violente canonnade retentit : Charenton et Ivry tirent sur Choisy-le-Roi et Thiais, Montrouge sur l'Hay. Au bout d'une demi-heure, le feu s'arrête, et nos troupes s'élancent. La brigade Guilhem exécute son mouvement avec beaucoup d'entrain. Le 35e de ligne se jette sur le mur crénelé du parc, au nord-ouest de Chevilly.

Ce mur, très-élevé et très-solide, ne pouvant être aisément franchi, le régiment appuie à gauche et pénètre dans le village gardé par des détachements des 23e et 63e prussiens (24e brigade, — 6e corps).

Surpris par cette vigoureuse attaque, l'ennemi recule, se replie et va se reformer plus loin, abandonnant dans le parc un bataillon qui se défend énergiquement.

Tandis que le 35e de ligne enlève ainsi une partie de Chevilly, le 42e marche droit sur le carrefour de la Belle-Épine, qui lui est indiqué. Assailli par les projectiles, le régiment se détourne incline à droite, et vient attaquer le parc du séminaire du Saint-Esprit, situé au sud-est de Chevilly.

Ce parc avait été fortifié rapidement par les Alle-

lemands depuis le début de l'investissement. Ses faces est et ouest sont entourées d'un mur précédé d'un large fossé. Des haies vives, arrêtent à chaque pas nos soldats qui luttent intrépidement, sans pouvoir gagner du terrain.

De la redoute des Hautes-Bruyères, le général Vinoy suit l'action : pour donner un peu d'air à la brigade Guilhem, il prescrit au général Dumoulin de marcher sur l'Hay. De ce village, en effet, les Allemands prennent Chevilly de flanc et de revers. Malheureusement, la brigade composée de jeunes soldats se laisse arrêter par le premier obstacle, et tiraille devant un mur crénelé. Les pièces de 12 des Hautes-Bruyères soutiennent l'attaque. Mais leurs projectiles sont impuissants contre les avant-postes bien abrités.

La colonne de gauche (brigade Blaise, mobiles de la Vendée) s'est, pendant ce temps, avancée droit sur Thiais ; aux approches du village, elle se divise en deux parties : l'une aborde Choisy-le-Roi par la grande route de Paris, et s'empare d'une barricade qui défend l'entrée. Deux canons tombent au pouvoir du 4e bataillon du 75e, mais le défaut d'attelage ne permet pas de les enlever. Le second détachement se heurte au mur de Thiais et ne peut parvenir à franchir cet obstacle. Deux fois, l'assaut est donné, deux fois, nos soldats gagnent du terrain, mais l'ennemi ne tarde pas à nous rejeter définitivement en arrière.

Vers huit heures donc, les 35e et 42e se maintien-

nent héroïquement dans Chevilly que les Prussiens criblent de projectiles, nos têtes de colonnes se sont engagées dans Choisy, et nos tirailleurs s'abritent derrière les gros arbres de l'avenue qui traverse le village. L'ennemi se retire précipitamment par la route qui conduit au carrefour Pompadour : il est poursuivi par des salves de mitrailleuses. Thiais et l'Hay résistent énergiquement, et tous nos efforts sur ces deux points sont impuissants. Pour venir à bout de cette résistance, il faut des renforts, et nous n'en avons plus. La brigade Daudel seule n'a pas été engagée, mais les ordres formels du gouverneur interdisent de l'envoyer au feu. Dans ces conditions, il est inutile de continuer la lutte; il est urgent même de prononcer la retraite, car les Allemands reçoivent de nombreux renforts. Un colonne sort de l'Hay, que la brigade Dumoulin a renoncé à prendre, et s'engage sur la route qui conduit à Chevilly, mais le canon de l'ouvrage des Bruyères a promptement raison de cette tentative.

La retraite est partout ordonnée. Elle s'exécute dans un ordre parfait sous un feu écrasant. Mais, les 35e et 42e de ligne qui ont tenu jusqu'à la dernière minute n'ont plus leur chef. Le général de Guilhem s'est jeté en avant avec son officier d'ordonnance : tous deux ont disparu au milieu de la fumée. Le soir même, les Prussiens allaient nous remettre couronné de fleurs et de verdures le cercueil du général tombé avec dix balles dans la poitrine (1).

(1) Le corps du général fut ramené à l'Hôtel des Invalides où eurent

La brigade de cavalerie du général Cousin s'est déployée en avant des Bruyères, pour arrêter l'ennemi dans le cas où il voudrait inquiéter notre retraite, mais cette précaution est inutile : les 35e et 42e rentrent à Villejuif avec la brigade Dumoulin, et la brigade Blaise gagne le moulin Saquet.

L'affaire nous coûtait 1,988 hommes tués, blessés ou disparus. Les pertes des Allemands ne sont pas indiquées dans l'ouvrage du grand état-major.

Tandis que se livrait le combat de Chevilly, le général d'Exea attaquait, sur la gauche, la ferme de Notre-Dame-des-Mèches qu'il enlevait après une vigoureuse canonnade, et inquiétait, avec ses mitrailleuses, les colonnes prussiennes sorties de Choisy.

Sur la droite, la brigade Susbielle, appuyée par la flottille de la Seine, et soutenue par un bataillon de mobiles de la Côte-d'Or, avait engagé une vive fusillade avec l'ennemi, du côté de Meudon et de Bagneux. A l'est et à l'ouest, diverses reconnaissances avaient tenu les Allemands en éveil.

lieu les obsèques le 4 octobre. Le général Trochu prononça sur le cercueil cette courte et énergique allocution : « Messieurs, à l'heure présente, l'appareil de la mort n'a rien qui doive nous effrayer. Notre devoir, pour la plupart, notre avenir pour tous est là... Les phrases de convention et de convenance seraient déplacées ; je ne dirai qu'un mot devant ce cercueil. Le général Guilhem a bien vécu, il s'est bien battu et il est mort en brave ! Messieurs, je le recommande à votre souvenir. » Les dépouilles mortelles du général furent provisoirement déposées dans les caveaux de l'église et remises plus tard à la famille. (D. L.)

La journée prouvait que l'on prouvait attendre un effort énergique de nos soldats improvisés. Un ordre du jour du général Trochu, inséré au *Journal officiel*, félicita les troupes de leur attitude et de leur fermeté.

A la suite du combat de Chevilly, nos régiments reprirent leurs positions autour des forts, la semaine entière s'écoula sans engagements. De ci de là, quelques francs-tireurs faisaient le coup de feu avec l'assiégeant, et le *Journal officiel* annonçait gravement qu'un homme avait été tué ou blessé. Les forts canonnaient les Allemands avec une régularité dont l'ennemi ne manquait pas de faire son profit. Du 8 au 12, le général Vinoy fit occuper le village de Cachan, et le général Martenot dirigea quelques centaines d'hommes en reconnaissance dans la direction de la Malmaison.

Le 12, enfin, l'annonce habituelle vint prouver aux Parisiens que l'action allait s'engager : « Les portes resteront fermées le 13 octobre. » Ce singulier avertissement eut cours pendant toute la durée du siège, malgré les réclamations très-justes de la presse. Il n'était que trop certain que l'ennemi était informé de nos résolutions ; la garde nationale voulut, dès lors, voir des espions partout, elle déploya même à cet égard un zèle excessif, et porta alternativement ses soupçons fort injustes sur la plupart des officiers de l'état-major du gouverneur.

Il était, cependant, bien évident que cette annonce régulièrement répétée suffisait pour faire connaître

nos mouvements de troupes : en outre, la croix de Genève abritait nombre d'individus qui semblaient plus soucieux de se trouver en communication avec les avant-postes prussiens que de ramasser les blessés.

Enfin, et pour terminer sur ce point, nous trouvons dans le livre semi-officiel du major Blume une note qui ne peut passer inaperçue : « Si les Parisiens expliquaient par l'espionnage, ce fait que, dans toutes les tentatives de sortie, on trouva toujours les troupes allemandes préparées à recevoir le choc, notre exposé démontre, au contraire, que la vigilance des avant-postes allemands, et le rapprochement des divers renseignements qu'ils fournissaient suffisaient amplement pour éviter toute surprise, d'autant plus que l'assiégé mettait fort peu d'adresse à dissimuler ses projets. Qu'on nous permette de citer à ce sujet un détail fort curieux : *Longtemps avant le commencement de chaque opération offensive, on hissa, sur le Mont Valérien, un pavillon signal dont le sens était bien connu de tous nos avant-postes. Naturellement, ceux-ci prenaient aussitôt toutes leurs dispositions pour être prêts au combat.* »

Quoi qu'il en soit de cette délicate question qui a joué un rôle trop important pendant toute la durée du siège pour que nous n'en disions pas un mot, le gouverneur de Paris décida, vers le 12 octobre, qu'une nouvelle tentative aurait lieu sur le front sud. Depuis quelques jours, divers rapports signalaient au général Trochu d'importants mouvements

de troupes dans cette direction; il lui sembla donc nécessaire de reconnaître si l'ennemi préparait une attaque de nos positions. Les dispositions suivantes furent arrêtées :

Sur la droite, la brigade Susbielle dirigera trois colonnes sur Châtillon : l'une suivra la route, les deux autres tourneront par la droite. Le 42e de ligne demeurera en réserve à l'entrecroisement des deux routes.

Sur la gauche, Bagneux sera abordé par un régiment de mobiles de la Côte-d'Or, un bataillon de l'Aube, le 35e de ligne en réserve.

La brigade la Charrière contiendra l'ennemi du côté de Bourg-la-Reine.

La brigade Dumoulin demeurera en arrière du fort de Montrouge, comme réserve générale.

A l'extrême droite, enfin, une démonstration sera faite sur Clamart, pour occuper les Allemands de ce côté, et les empêcher d'envoyer des renforts à Châtillon et à Bagneux.

A neuf heures du matin, le fort de Vanves donne le signal, et le fort de Montrouge tire vigoureusement sur Bagneux. Les mobiles de la Côte-d'Or et de l'Aube, enlevés par le colonel de Grancey, se jettent dans le village, et chassent le 5e chasseurs bavarois qui se retire sur la pente qui relie Bagneux à Châtillon. Des murs, des haies, des arbres assurent un refuge aux tirailleurs ennemis qui continuent la lutte, attendant d'être soutenus. Quelques Bavarois ont été faits prisonniers, mais ce succès est chère-

ment payé : le commandant de Dampierre a été tué près de l'église, en chargeant intrépidement à la tête de ses mobiles de l'Aube (1).

(1) L'attaque du village de Bagneux fut l'un des plus vifs épisodes du combat de Châtillon et l'un des plus glorieux du siège. L'ennemi, pour la première fois, eut à compter avec l'élan de cette jeunesse française dont les bataillons mobili és avaient été, au dernier moment, appelés dans les murs de Paris.

« Bagneux, disait le lendemain de l'affaire le rapport du commandant Schmitz, a été enlevé par les mobiles de la Côte-d'Or, dont la conduite, déjà signalée deux fois, a été brillante. Le 1er bataillon de l'Aube, qui voyait le feu pour la première fois, a eu aussi une attitude excellente. »

Les mobiles de l'Aube, soutenus par le 35e de ligne, tournent la barricade élevée à l'entrée du village, et s'élancent vers une maison à demi effondrée.

A cheval, au premier rang de ces jeunes soldats qu'arrête un instant la fusillade des chasseurs à pied bavarois embusqués dans le contre-bas du chemin et dans la maison, le commandant Picot de Dampierre leur crie en agitant son sabre : *Allons, mes enfants à la baïonnette ! Ça n'est pas si terrible que cela* ! » Peu d'instants après, dans une rue de Bagneux, après la prise d'une troisième barricade, le brave commandant de Dampierre tombait frappé mortellement d'une balle au bas-ventre. Il était à peine âgé de trente-trois ans.

Le troisième bataillon de la mobile de la Côte-d'Or, qui partagea les honneurs de ce fait d'armes, était commandé par le lieutenant-colonel de Grancey, tué plus tard à l'affaire de Champigny.

Le 13 octobre 1874, un monument a été érigé sur le terrain de l'ancien cimetière, à l'endroit même où le vaillant commandant de Dampierre trouva une mort si glorieuse. Ce monument affecte la forme d'une pyramide à base bastionnée, au centre de laquelle est adossé le buste, grandeur nature, du commandant. La façade principale porte cette inscription : *A la mémoire de Anne-Marie-André-Henri Picot, comte de Dampierre, commandant du* 1er *batail-*

Sur la droite, l'attaque a eu des résultats moins décisifs. Le 114e de ligne tient la tête; il gravit la hauteur au pas de course, et s'élance sur la barricade qui ferme l'entrée du village. Le premier, le sergent Aubé, arrive au sommet, et, sous une grêle de balle, plante le drapeau français. « En avant! » crie-t-on dans les rangs. Mais les Bavarois, bien postés derrière des murs crénelés, nous fusillent à bout portant. Le lieutenant-colonel du 114e tombe la poitrine traversée.

D'importants renforts entrent en ligne : des détachements des 90e 73e et 42e se joignent au 114e; une batterie se poste en arrière et engage le feu avec les pièces ennemies, qui tirent de la crête de Châtillon. Un obus venu du moulin de la Tour fait sauter un de nos caissons, et blesse une dizaine d'hommes. Bientôt, il devient impossible d'avancer : chaque maison exige un siège.

A Bagneux et à Châtillon, nous nous maintenons donc; nos soldats repoussent tous les retours offensifs de l'ennemi; ils occupent les maisons, et entretiennent un feu meurtrier. Mais, l'action ne peut se prolonger longtemps dans ces conditions car, de

lon des mobiles de l'Aube, frappé à mort pour la France, à Bagneux le 13 *octobre* 1870. Les façades latérales portent à droite : *Aux mobiles de l'Aube, aux soldats de toutes armes qui ont succombé à Bagneux, le* 13 *octobre* 1870. A gauche, les deux textes latins : *Visi sunt oculis insipientium mori. S. 3. 2. — Spes illorum immortalitate plena est. S.* 3, 4. Une autre inscription, indique que le monument a été élevé sans le concours de l'Etat. (D. L.)

tous nos observatoires, on signale des masses considérables qui se dirigent sur le lieu du combat. De la Croix-de-Berni, d'importantes réserves d'artillerie gravissent le plateau. Le canon de Montrouge est, malheureusement, impuissant à démonter les pièces bavaroises qui se trouvent près du moulin de la Tour.

De Bourg-la-Reine, de Plessis-Picquet, de Meudon, les routes sont encombrées par les colonnes allemandes qui accourent.

A l'extrême droite de notre ligne, le 113e de ligne et les sergents de ville ont enlevé le Moulin-de-Pierre, et résistent à tous les efforts de l'adversaire.

Dans ces conditions, le général Vinoy estime que les instructions reçues la veille du gouverneur ne sont pas suffisantes. Il semble impossible, il est vrai, d'enlever Châtillon aujourd'hui ; mais des soldats du génie, sous les ordres du colonel Dupouet, exécutent déjà à Bagneux des travaux de défense. Il est possible de se maintenir dans le village.

Le général Vinoy fait connaître en ces termes la situation au général Trochu :

Nous sommes maîtres de Bagneux; je prends des mesures pour nous y maintenir. Voulez-vous le conserver ?

Vers deux heures, le commandant du 13e corps reçoit la dépêche suivante :

Blanchard tiendra dans le bas de Châtillon, sans dépasser la route de Clamart; je lui annonce que vous le soutiendrez de Bagneux par votre canon qui devra tirer entre le télégraphe et le haut de Châ-

tillon. Sous cette protection, Blanchard fera sa retraite, quand il le jugera à propos, ou quand vous le lui direz.

En conséquence de ces instructions, à deux heures et demie, la retraite est ordonnée sur toute la ligne; nos troupes abandonnent à regret leurs positions.

Un détachement de 400 fusiliers, commandé par le capitaine de frégate d'André, part de Montrouge, pour abattre les murs du parc de Bagneux, derrière lequel l'assiégeant peut abriter ses tirailleurs. Nos marins continuent leur travail jusqu'à la complète évacuation du village, et soutiennent la retraite avec leur vaillance ordinaire.

L'ennemi s'aperçoit de ce mouvement; il veut nous poursuivre. Ses colonnes d'infanterie se précipitent, ses pièces arrivent au galop; mais deux batteries de campagne, placées sur la route, en avant du fort de Montrouge, contiennent les Bavarois. En même temps, les forts qui ne sont plus gênés par la présence de nos troupes, tirent à toute volée. Après quelques tentatives inutiles, l'adversaire rentre dans Bagneux, qu'il s'occupe en toute hâte de fortifier.

Nos pertes étaient minimes : 200 hommes tués ou blessés et 7 disparus. L'ennemi comptait 331 hommes hors de combat.

L'issue du combat de Bagneux causa dans Paris une déception profonde. Le chef d'état-major du général Trochu, général Schmitz, eut beau affirmer

que la retraite s'était opérée dans un ordre parfait, on se refusa à voir là les symptômes d'une victoire. Dans l'armée, le mécontentement fut plus grand encore. Nos soldats improvisés avaient lutté avec toute leur énergie ; ils avaient conscience de leurs efforts et de leur victoire, que, par un sentiment très naturel, ils se montraient disposés à exagérer. « A quoi bon, se disaient-ils, verser ainsi notre sang, si le succès même ne profite pas ? »

Fondée ou non, ces plaintes présentaient un danger réel : il était à craindre que le soldat, convaincu de l'inutilité de ses tentatives, se montrât peu disposé à déployer la même vigueur.

Pour cette fois, d'ailleurs, le reproche n'était peut-être pas absolument injuste. Voici, en effet, ce qu'écrit le commandant en chef du 13e corps, mieux placé que tout autre pour apprécier les résultats de la journée :

... Ce combat incomplet aurait pu avoir des suites meilleures. Nous avions pensé, un moment, qu'en présence des chances de la journée, qui se dessinaient au début si favorablement pour nous, le gouvernement aurait tenu à conserver Bagneux, et à tenter, le lendemain, une attaque avec plus de forces sur l'importante hauteur de Châtillon, tentative que nous pouvions espérer voir réussir, puisque nous aurions eu pour premiers points d'appui les positions avancées de Bagneux et du Moulin-de-Pierre. Mais le gouverneur qui avait sans doute d'autres opérations en vue, ne jugea pas à propos de donner à celle-ci tout le développement qu'elle aurait pu avoir.

A la suite du combat de Bagneux, huit jours de repos.

Le seul fait de quelque importance à signaler dans cette période est l'incendie du château de Saint-Cloud.

Le 21 enfin, l'action recommence. Cette fois, le théâtre des opérations a été changé : c'est à l'ouest que le combat va s'engager.

Trois colonnes d'attaque sont formées sous le commandement supérieur du général Ducrot.



Le général Desuleau de Malroy (1).

Le général Berthaut, à la tête de 3,400 hommes d'infanterie, 50 pièces et un escadron, doit opérer entre le chemin de fer de Saint-Germain et la partie supérieure du village de Rueil.

(1) Le général Desuleau de Malroy, né à Nancy, le 14 avril 1813, mort en 1881, était chef d'état-major général du 5e corps d'armée à Tours, commandé par le maréchal Baraguey-d'Hilliers, lorsqu'il vint, le 1er juin 1870, à l'armée de Paris, avec le même titre. Il conserva ses fonctions

Le général Noël (commandant du Mont-Valérien) : 1,350 hommes d'infanterie, 10 bouches à feu, a pour objectif le côté sud du parc de la Malmaison et le ravin qui descend de Saint-Cucufa à Bougival.

Le colonel Cholleton : 1,600 hommes d'infanterie, 18 bouches à feu. Le détachement a l'ordre de prendre position en avant de l'ancien moulin, au-dessus de Rueil, et de prononcer son mouvement plus à gauche.

6,000 hommes seulement doivent être engagés en première ligne ; mais ils vont être appuyés par de fortes réserves. Sur la gauche, le général Martenot, avec 2,600 hommes d'infanterie et 13 bouches à feu ; au centre, le général Paturel, avec 2,000 hommes d'infanterie, 28 bouches à feu et 2 escadrons.

Ensemble : 10,950 hommes. L'expérience des derniers combats avait profité ; la proportion de l'artillerie avait été considérablement augmentée : 94 pièces entraient en ligne, en outre des puissants canons du Mont-Valérien et de ceux de l'enceinte, chargés de battre toute la partie « comprise entre Garches, Ville-d'Avray et Sèvres, et principalement

jusqu'à l'investissement de Paris. Général de division le 4 novembre 1870, il fut placé le 14 décembre suivant, à la tête de la 1re division active de la 3e armée. En juin 1871, il prit le commandement de la division militaire à Grenoble, mais il revint bientôt à Paris pour siéger à la Commission d'État-Major. Le 17 juillet, par application du 13 mars 1875, il avait été admis par anticipation, dans la 2e section du cadre de l'Etat-Major général. Il était à la retraite depuis le mois d'août 1879. (D. L.)

la Porte-Jaune et le village de Garches, pour gêner les mouvements de troupes qui se feraient de droite à gauche (1). »

Remarquons, dans cet ordre de mouvement, la phrase suivante qu'il est bon de rapprocher de la citation que nous avons empruntée plus haut à l'ouvrage du major Blume :

... Toutes les dispositions seront prises pour que l'attaque commence à une heure... Dès midi, *une grande flamme rouge et blanche sera arborée sur la terrasse de chacune des casernes du Mont-Valérien...*

A une heure, le feu commence. De la station de Rueil à la ferme de la Fouilleuse, nos pièces de campagne tirent pendant trois quarts d'heure sur Buzenval, la Malmaison, la Jonchère et Bougival, tandis que les têtes de colonnes se dirigent vers les objectifs qui leur ont été indiqués : la Malmaison à droite (colonnes Berthaut et Noël) ; Buzenval à gauche (colonne Cholleton).

Au moment où nos troupes arrivent sur les positions, l'artillerie cesse son feu.

La colonne du général Berthaut se jette dans le parc de la Malmaison, où elle refoule promptement quelques compagnies du 46e régiment prussien qui parviennent à se reformer plus loin, derrière des abatis et des barricades dressés à l'avance ; deux batteries allemandes prennent position à l'ouest. Devant cette résistance, notre attaque s'arrête. Plus

(1) Ordre de mouvement pour la reconnaissance du 21 octobre.

au sud et à l'ouest, le 6e régiment de grenadiers prussiens tient le terrain jusqu'à la vacherie de Saint-Cucufa, le 37e régiment de fusiliers est à la Mare-des-Bruyères. Un instant arrêtés, nos tirailleurs sont promptement soutenus : le capitaine Nismes se porte audacieusement avec sa batterie sur la hauteur au sud du château de la Malmaison, il est suivi par le capitaine Grandchamp qui a sous ses ordres quatre mitrailleuses. Nos pièces devancent l'infanterie, et engagent vivement le feu avec les deux batteries prussiennes. L'action gagne au delà de la Jonchère. La gauche du général Noël a gravi les pentes dans cette direction. A notre extrême gauche enfin, le colonel Cholleton se précipite, ses francs-tireurs en avant, sur Buzenval, pénètre dans le parc et s'avance vers le ravin de Saint-Cucufa.

Les compagnies du 46e prussien qui sont déployées de ce côté sont repoussées, mais l'artillerie allemande nous tient en échec. Le colonel von Eberhardt ramène ses hommes au combat, et appelle à son aide quelques détachements du 1er régiment de landwehr de la Garde que l'on a fait venir en toute hâte de Saint-Germain. Devant ces assaillants, nos soldats reculent, puis s'arrêtent de l'autre côté du ravin de Saint-Cucufa. Mais la lutte a été vive, le colonel Éberhardt qui commande le 46e prussien est tombé blessé.

L'action est particulièrement acharnée dans l'angle que forme le parc de la Malmaison auprès de la Jonchère : les zouaves sont là, et ils veulent effacer le souvenir de la retraite du 19 septembre. Cette fois,

ce ne sont plus des conscrits qu'un obus met en fuite, on dirait de vieilles troupes. Leur colonel tombe mortellement frappé, et les zouaves se battent avec acharnement auprès du corps qu'ils veulent enlever. Un instant avant déjà, ils se sont emparés des canons qui défendent la barricade, mais ils ont été obligés d'abandonner les pièces; cette fois ils ne reculeront pas. On se bat corps à corps, mais le général prussien Sandrart a fait avancer des bataillons du 6e régiment : le nombre va l'emporter, lorsque les mobiles de Seine-et-Marne de la colonne Noël, après avoir traversé en diagonale la hauteur de Buzen-



Vice-amiral de La Roncière Le Noury (1).

(1) Le vice-amiral La Roncière Le Noury (Camille-Adalbert-Marie-Clément, baron de), né le 31 octobre 1813 à Turin, mort à Paris le 14 mai 1881. Après la guerre il fut élu député de l'Eure à l'Assemblée nationale (1871). Le 23 avril 1875, il avait été nommé commandant de l'escadre de la Méditerranée, mais, à la suite d'une

val, débouchent sur le parc de la Malmaison, et dégagent les zouaves par une violente fusillade qui force l'ennemi à s'arrêter un moment, et donne à nos soldats le temps de s'éparpiller en tirailleurs dans le parc.

A droite, à gauche, au centre, partout la lutte est vive, mais elle ne peut continuer ainsi : de notre côté 6,000 hommes seulement sont au feu, et les Allemands ont engagé les régiments nos 58, 59, grenadiers, nos 6, 46e, 37e, 50e, 5e chasseurs (17e, 19e, 20e brigades du 5e corps), plus le 1er régiment de landwehr de la Garde (1). Enfin, quelques batteries du 4e corps prennent part à l'action. Devant une telle supériorité, nos soldats sont impuissants. L'ennemi prend partout l'offensive : à notre gauche, le 50e régiment prussien s'engage avec quelques détachements du 6e grenadiers, nous repousse du ravin de Saint-Cucufa, et parvient à nous déloger de Buzenval. La batterie du capitaine Nismes s'est avancée jusqu'à la porte de Longboyau : elle est assaillie par une violente fusillade qui, en quelques instants, jette

lettre par laquelle il s'excusait de ne pouvoir assister à un banquet bonapartiste et exprimait des opinions vraiment trop hostiles au gouvernement, il fut destitué de son commandement (8 septembre 1875). L'année suivante il devint sénateur du département de l'Eure. On doit à l'amiral La Roncière *la Marine au siège de Paris* (in-8° avec atlas, publié en 1877), ouvrage dans lequel il relate des faits de guerre où les marins ont pris part. (D. L.)

(1) Stieler von Heydekampf. *Opérations du 5e corps prussien.* — Blume. *Opérations des armées allemandes.*

à terre 1 officier, 10 soldats et 15 chevaux. Deux pièces doivent être abandonnées : les attelages manquent pour les entraîner. De ce côté donc, l'action s'arrête ; il est un peu plus de 4 heures.

Sur notre droite, l'ennemi a également repris l'offensive : trois compagnies du 50e prussien s'avancent à travers les vignes, à l'est de la Jonchère, sur le mur sud du parc de la Malmaison, tandis que des compagnies du 46e pénètrent dans le parc, et nous forcent à la retraite.

Le général Ducrot a, d'ailleurs, prescrit de regagner Rueil. Nos troupes s'engagent sur la grande route au moment où de puissantes réserves, accourues de tous côtés au secours des Allemands, tentent de nous poursuivre. Quelques décharges des mitrailleuses du capitaine Grandchamp arrêtent les Prussiens. Le combat cesse : il est cinq heures.

La journée nous coûtait 443 hommes ; l'ennemi accuse une perte d'environ 400 hommes.

De même que pour le combat de Bagneux, on s'est demandé s'il n'eût pas été possible de profiter de nos premiers avantages, et de pousser plus avant.

Avec des troupes qui n'avaient pas encore vu le feu, écrit M. Chaper, ou ne l'avaient vu qu'à Châtillon; avec des bataillons de mobiles, en particulier, qui étaient à peine formés, on n'aurait pu faire, sans une extrême imprudence, une tentative semblable. L'affaire qu'on a appelée le combat de la Malmaison avait pour but de repousser l'ennemi qui gagnait peu à peu du terrain, qui avait occupé successivement la Malmaison, Bois-Préau et les maisons de Rueil, et s'approchait du Mont-Valérien, en se tenant à couvert de

ses feux. Il y avait dans ces progrès un danger qui pouvait compromettre le succès d'une entreprise dont on faisait dès lors les préparatifs. On voulait surtout former au combat les soldats et les officiers ; mais on n'avait pu songer à faire autre chose qu'une reconnaissance.

Ces arguments peuvent ne pas sembler entièrement concluants. « On n'avait songé qu'à faire une reconnaissance. » Était-ce là une raison pour ne pas profiter des résultats acquis ? N'avions-nous pas l'exemple bien récent de Bagneux pour prouver qu'il est quelquefois nécessaire d'avoir un peu d'audace et de pousser de l'avant. — Mais nos soldats n'avaient pas encore vu le feu? Ce point n'est pas absolument exact ; ce serait là, d'ailleurs, une bien amère critique de la défense qui, en un mois, n'aurait pas pu « faire voir le feu aux soldats. » Ne convenait-il pas de réfléchir enfin, l'événement l'a trop prouvé, que malgré l'inexpérience de nos mobiles, les attaques avaient, au début du siège, plus de chances qu'à une époque ultérieure, l'ennemi ayant eu le temps de fortifier ses positions. A Champigny et à Buzenval, lorsque nous avons voulu donner sérieusement, tous nos efforts sont venus échouer contre des obstacles qui n'existaient pas deux mois ou six semaines auparavant.

Nous n'écrivons ces lignes, que parce que nous pouvons citer des opinions et des faits bien concluants. C'est le général Vinoy qui écrit :

... Il est à regretter que des dispositions n'aient pas été prises pour profiter immédiatement du commencement de succès obtenu

par le général Ducrot, les conséquences d'une opération mieux combinée et menée plus à fond eussent, peut-être, été considérables.

Si nous consultons l'ouvrage du capitaine prussien Stieller von Heydekampf, nous voyons qu'à la suite du combat de la Malmaison, l'ennemi « profita de l'expérience acquise » et fit d'importants travaux sur tous les points qu'il avait reconnus trop faibles.

Voici d'autres faits plus décisifs encore : d'abord ce passage d'une correspondance allemande, cité dans l'intéressant ouvrage de M. Neukomm (1) :

On bat la générale (à Versailles), les aides de camp galopent en tous sens ; des canons sont braqués sur les avenues, la population manifeste son hostilité... Nous demandons des nouvelles de la bataille : *cela va mal très mal*. Le Prince Royal arrive au galop, puis le roi qui, après s'être entretenu avec M. de Moltke, se rend à l'aqueduc de Marly, d'où il assiste à la bataille. M. de Moltke part dans la direction de l'engagement...

Le lendemain 22 octobre, le *Moniteur Prussien* de Versailles publiait en tête de ses colonnes cet avis significatif :

Nous, commandant de la place de Versailles, décrétons ce qui suit :

Vu l'état de siège,

Dès que le signal d'alarme est donné aux troupes allemandes, les habitants de la ville sont tenus à rester ou à rentrer chez eux.

Les troupes ont reçu l'ordre de faire usage de leurs armes à feu contre tout individu désobéissant.

Le commandant de la place,
De Voigts-Rhetz.

(1) *Les Prussiens devant Paris*, d'après des documents allemands.

Un mot encore pour finir sur ce point : le roi Guillaume télégraphiait à la reine Augusta ; « *Tout Versailles avait été mis en émoi.* »

Est-ce à cette crainte des Allemands qu'il faut attribuer la cruauté dont ils firent preuve après l'action (1) : des habitants de Bougival accusés d'avoir tiré sur les Prussiens furent fusillés.

(1) Trois patriotes furent fusillés par les Prussiens. L'un d'eux, Debergue, jardinier à Bougival, ayant coupé le fil télégraphique établi par les Allemands entre cette commune et Versailles, fut traduit devant la cour martiale. Debergue, qui était ancien sergent et avait pris part au siège d'Anvers en 1832, eut été gracié à cause de son grand âge s'il avait voulu faire la promesse de ne plus recommencer, il s'y refusa et fut fusillé le 26 septembre 1870. Les deux autres victimes furent deux ouvriers nommés Martin et Gardon qui avaient tiré sur les Prussiens pendant le combat de la Jonchère. Traduits devant un conseil de guerre, ils se contentèrent de dire : « Tout citoyen a le droit de défendre son pays. » Ils furent fusillés le 25 octobre suivant.

Un monument à la mémoire de ces trois patriotes français a été élevé le 24 septembre 1878, à Bougival, au champ dit des Bourbiers. Ce monument se compose d'une pyramide triangulaire en granit gris, reposant sur un soubassement en pierre blanche; il mesure 8 mètres de haut. Il porte l'inscription : *A la mémoire de François Debergue. Martin et Gardon, ouvriers, fusillés par les Prussiens,* 1870. *Leurs concitoyens reconnaissants.* Sur la base, on lit les dernières paroles prononcées par Debergue : *Je suis Français ; je dois entreprendre tout contre vous, et je recommencerai si vous me rendez la liberté.*

Une autre victime a été le docteur Duborgia ; cet honorable citoyen s'était présenté spontanément pour défendre les prisonniers. Il le fit avec tant d'énergie que les Prussiens s'emparèrent de lui et l'envoyèrent expier son dévouement dans une forteresse allemande, dont il ne revint que plusieurs mois après. Le docteur Duborgia,

En même temps qu'avait lieu le combat de la Malmaison, une reconnaissance se dirigeait vers la redoute de Montretout, et engageait le feu avec les Prussiens. Sur la rive gauche, entre Issy et Ivry, le général Vinoy envoyait quelques troupes se déployer en avant de la route : au nord, enfin, le général de Bellemare, commandant de Saint-Denis, se portait vers Colombes, pour couvrir la droite du général Ducrot.

Avant de poursuivre le récit des opérations engagées sous Paris, il nous faut maintenant jeter un coup d'œil sur la situation militaire à l'extérieur, et parler d'abord de la chute de trois de nos places : Toul, Strasbourg et Soissons !

devenu maire de Bougival, est mort en 1888. Ses concitoyens lui ont élevé un buste sur sa tombe, dans ce même cimetière où repose les trois fusillés. (D. L.)

CHAPITRE VIII

Siége de Toul. — Moyens de défense. — Moyen d'attaque. — Bombardement. — Capitulation. — Siège de Strasbourg. — Force de la garnison. — L'armée d'investissement. — Tentatives de sortie. — Propositions du général de Werder rejetées par le général Uhrich. — Les batteries allemandes. — Bombardement. — Ruines et incendies. — Conseils du ministre de la guerre. — La délégation suisse. — Brèche praticable. — Capitulation. — Siège de Soissons. Corps d'investissement formé par les troupes du 13e corps allemand. — Force de la garnison. — Les batteries de siège. — Batterie de brèche. — Capitulation.

I

Le 16 août, une brigade du 4e corps allemand avait tenté de s'emparer de la place de Toul.

Le 18 du même mois, sur l'ordre du Prince Royal, la ville fut investie par une brigade d'infanterie bavaroise; le 23, un nouveau bombardement vint prouver que, pour venir à bout de la place, il fallait recourir à un siège régulier. A propos de cette inutile tentative, citons une phrase de l'ouvrage semi-officiel du capitaine Gœtze :

Comme on n'avait pas l'intention de ruiner la ville, on ordonna de ne tirer que contre les ouvrages armés.

Précieux aveu que nous aurons plus d'une fois à rappeler.

Le 29 août, quelques bataillons de landwehr investirent la place en partie, et s'efforcèrent de maintenir libre la route d'étapes de Gondreville à Pagney et à Écrouves.

Le 3 septembre, dix canons rayés de 12, quatre obusiers de 22 et cinq gros mortiers servirent à l'établissement de trois batteries placées au Mont-Saint-Michel et entre la route de Paris et le chemin de fer. Les ouvrages construits et armés le 10 septembre, le bombardement commença aussitôt. De 7 heures du matin à 5 heures et demie du soir, on jeta dans la ville 1,546 bombes ou obus. Le résultat fut nul « parce que, dit le capitaine Gœtze, les incendies n'avaient pris que peu de développement. » On voit que l'intention « de ne pas ruiner la ville » n'avait pas été de longue durée.

A la suite de ce nouvel échec, on prescrivit d'arrêter le feu ; des troupes plus nombreuses et des moyens d'action plus puissants allaient être employés.

L'acharnement déployé par les Allemands s'explique facilement par la position de la place.

Situé sur la rive gauche de la Moselle, à deux cent quatre-vingt kilomètres de Paris et à soixante de Metz, Toul barre un grand nombre de routes qui conduisent dans toutes les directions, et interdit l'usage du chemin de fer de Frouard à Paris, chemin de fer indispensable aux Allemands pour permettre le siège de la capitale.

Malheureusement, l'importance des fortifications n'est pas en rapport avec cette exceptionnelle situation. Pas un ouvrage avancé, une enceinte bastionnée construite par Vauban en 1697, et comprenant neuf bastions, des abris voûtés pour 1,200 hommes seulement : tel était l'état de la défense. La ville est bien garantie au sud-est par la Moselle, mais au nord-ouest le terrain s'élève à partir des glacis jusqu'au plateau boisé du Mont-Saint-Michel, qui domine la ville d'environ deux cents mètres, à une distance de moins de deux kilomètres.

C'est dans ces conditions désastreuses qu'il fallait engager et soutenir la lutte.

Cependant, dès 1818, l'établissement d'un camp retranché à Toul avait été décidé, et l'urgence des travaux défensifs étaient si réelle que, dans son ouvrage presque classique, en Allemagne, le général bavarois Hartmann, prenant pour un fait accompli l'ordre d'un inspecteur général français, le général Prévost de Vernois, avait écrit ces lignes en 1860 :

> *Toul :* place sur le chemin de la colonne centrale d'invasion, commande à la fois le passage de la Moselle et la ligne Paris-Strasbourg, *a été récemment renforcé par l'occupation du Mont-Saint-Michel et des hauteurs de la Justice!*

Quant à l'armement de la place, il comprenait : vingt-deux pièces de 24 et de 12 rayées, vingt-six canons lisses de 16 et de 12, douze obusiers lisses, onze mortiers, total 71 bouches à feu. Les inventaires fixaient à un chiffre bien plus élevé le nombre des

pièces de Toul, mais, au lieu de se trouver dans la place, ces canons étaient à Metz ; de là l'erreur commise par la plupart des historiens qui parlent de 190 bouches à feu.

La garnison comprenait : 600 hommes du dépôt du 63e de ligne, 130 hommes du dépôt du 4e cuirassiers, 600 mobiles de Nancy, 410 hommes formant les quatre batteries d'artillerie de la garde mobile de la Meurthe, 20 soldats du train des équipages, 30 gendarmes. Sur ce total de 2,290 hommes il fallait compter comme soldats les gendarmes et les soldats du train, 50 *hommes !* les autres étaient des conscrits appelés la veille. *Pas un artilleur, pas un soldat du génie !* Nouvel exemple de la prévoyance du ministre de la guerre, qui faisait travailler aux fortifications de Paris, et négligeait de prendre les mesures les plus efficaces pour arrêter l'ennemi. Jusqu'au 13 août cependant, il eût été possible de jeter un détachement dans Toul, puisqu'à cette date, le grand parc de l'armée du Rhin put quitter la ville et être conduit à Châlons.

Le commandant de la place, major Huck, n'avait été appelé à ce poste que depuis quelques jours. Il avait vainement sollicité l'autorisation de détruire le pont de Liverdun sur la Moselle, et le tunnel de Foug.

Abandonné à ses propres forces, le commandant Huck mit le temps à profit pour augmenter la force de résistance ; il fit couper les arbres des glacis qui gênaient le tir, déblayer en partie les abords, tendre

les inondations, et commencer la construction de travaux et d'abris blindés pour les pièces. Enfin, par des sorties constantes, il s'efforça d'empêcher, ou tout au moins de retarder les travaux de l'ennemi. Le conseil municipal ne prêta qu'un médiocre concours au commandant, mieux servi par l'énergie que déploya une grande partie de la population.

Jusqu'au 12 septembre, la défense put se continuer sans trop de désavantage ; mais, à partir de ce moment, les conditions de la lutte furent modifiées.

A la fin du mois d'août, les ordres du grand quartier général avaient prescrit de faire venir d'Allemagne une partie des troupes primitivement désignées pour la défense du pays. La 17e division et la 2e division de landwehr (brandebourgeoise) furent réunies en un corps d'armée qui porta le numéro 13, et fut confié, avec l'adjonction de la 17e brigade de cavalerie, au grand-duc de Mecklembourg qu'il importe de ne pas confondre, malgré la similitude du nom, avec le commandant de la 6e division de cavalerie que nous avons précédemment vu entrer dans Laon.

Le 13e corps se dirigea vers Metz, mais il ne fut adjoint aux troupes du prince Charles que jusqu'au 8 septembre. A cette date, il fut désigné pour occuper la région comprise entre Metz et Paris. Une division devait assiéger Toul, tandis que l'autre se mettrait en marche dans la direction de Reims et de Châlons.

Le 13 septembre, la 17e division arriva devant Toul:

elle comprenait 13 bataillons d'infanterie, 12 escadrons et 54 pièces de campagne. Le général von Schimmelmann, commandant la division, fut chargé de diriger les opérations du siège.

La hâte de s'emparer de la place était telle que malgré l'insuccès des tentatives précédentes, les Allemands, en attendant l'arrivée du parc de siège, bombardèrent la ville avec leurs pièces de campagne. Le 16, une batterie de 8 cent. vint se joindre aux dix-huit canons de 9 cent. établis sur le Mont-Saint-Michel. Le 18, le parc de siège arriva ; le lendemain, quelques bataillons furent renvoyés à Châlons : les travaux d'investissement étaient assez complets pour que l'on n'eût pas à redouter une tentative de vive force des assiégés. Il ne resta devant la place que six bataillons d'infanterie, un de chasseurs, quatre escadrons, quatre batteries de campagne, deux compagnies de pionniers, et cinq d'artillerie de place. Le parc de siège comprenait 26 pièces prussiennes et 27 canons français.

Les batteries furent établies :

Trois sur le Mont-Saint-Michel ;

Deux au pied du Mont-Saint-Michel et de la côte Barine ;

Quatre sur les pentes de la hauteur de la Justice ;

Une sur les pentes de la hauteur de Jacobin ;

Une au sud de Dammartin.

Ces onze batteries enveloppaient à peu près les deux tiers du pourtour de la place.

Les Allemands parvinrent à priver Toul de l'usage des eaux de la Moselle : ils réussirent en partie à saigner les fossés, en détruisant une écluse de retenue, au pied des glacis.

Afin de prévenir le cas où le bombardement ne produirait pas les résultats attendus, les Prussiens décidèrent que deux parallèles seraient ouvertes : la première à sept cents pas de la place, sa droite au faubourg Saint-Evre et sa gauche au ruisseau. Ce travail ne fut pas effectué, la reddition de la ville ayant précédé les travaux.

La journée du 21 fut employée par l'assiégeant à s'établir dans les premières maisons du faubourg Saint-Mansuy, malgré de très-vives attaques des Français.

Le 22, les batteries de siège ouvrirent le feu : le 23, toutes les pièces tirèrent à la fois, un pont-levis fut démoli, des incendies éclatèrent sur tous les points de la ville. Les défenseurs répondirent vigoureusement, et parvinrent à leur tour à mettre le feu aux faubourgs Saint-Mansuy et Saint-Evre qu'occupaient les Allemands.

A 4 heures du soir, enfin, le drapeau blanc fut arboré : le commandant Huck ne cédait que sur l'avis unanime du conseil de défense. Les pertes de la garnison s'élevaient à 114 tués ou blessés ; celle des habitants, à 8 tués et à 20 blessés. 12,000 projectiles avaient été lancés sur la villle (2,425 par les pièces de siège).

Prévenu de la chute prochaine de Toul, le com-

mandant du 13e corps était arrivé en toute hâte. Du mont Barine, il assista au bombardement. Le général allemand fit prescrire que dans le cas où un accident semblable à celui de Laon viendrait à se produire, la garnison serait à sa merci.

Un officier français, le lieutenant-colonel du génie Prévost (1) a porté ce jugement sur le siège de Toul :

En définitive, la place retint l'ennemi pendant 49 jours, et nous trouvons que c'est un temps bien long, avec le peu de moyens de résistance qu'elle possédait. Les envahisseurs, à qui Toul était nécessaire pour continuer leur mouvement dans l'intérieur de la France, ne nous paraissent pas avoir mis en œuvre les procédés les plus rapides pour s'en emparer.

L'observation sembla juste, sans doute, même aux Allemands, car le capitaine Gœtze répond ainsi dans son ouvrage semi-officiel (2) :

En portant un jugement sur les opérations de ce siége, il convient de ne pas perdre de vue qu'en août et en septembre 1870, on n'avait que trop peu d'expériences pour être fixé sur le peu de résistance qu'une petite place peut opposer à un bombardement persistant, quand ses abris voûtés sont insuffisants, et quand la population civile ne l'a pas évacué.

Les Allemands n'allaient pas tarder à avoir toute l'expérience nécessaire, en matière de bombardement.

(1) *Les forteresses françaises pendant la guerre.*
(2) *Opérations du corps du génie allemand.*

II

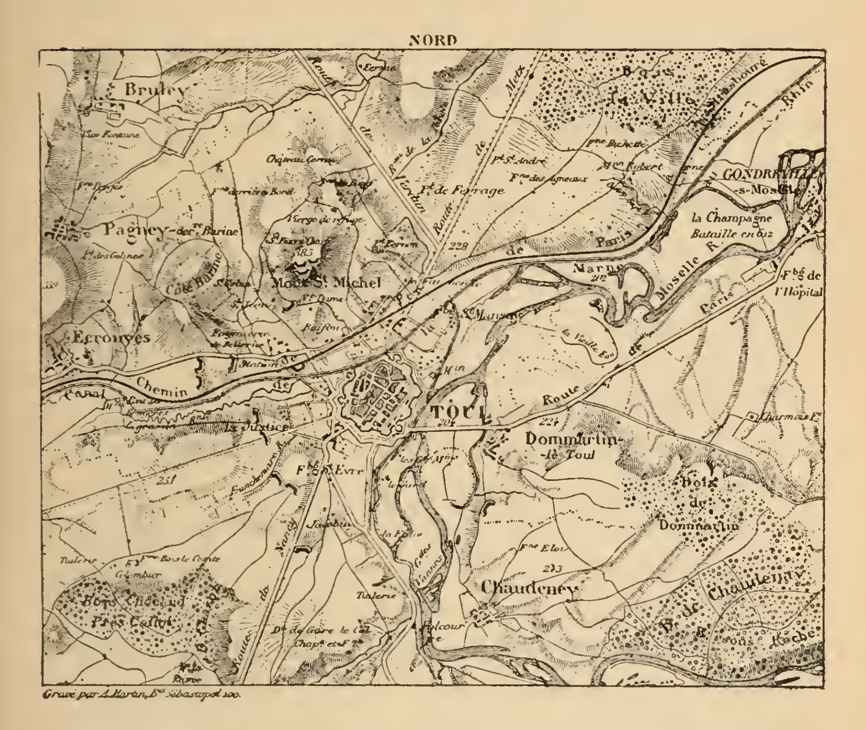
Strasbourg est situé sur la rive gauche du Rhin à moins de 4,000 mètres du fleuve, au milieu d'une vaste plaine que sillonnent un grand nombre de cours d'eau. La ville est traversée du sud au nord par l'Ill dont le cours au-dessus de Strasbourg est presque parallèle à celui du Rhin, dont il n'est distant que de 7 à 8 kilomètres. Dans l'intérieur des fortifications, la rivière se partage en deux bras ; celui de l'ouest porte le nom de canal des faux remparts, et se jette dans le Rhin au-dessous de Strasbourg à Wanzenau. Au-dessus de la ville, l'Ill reçoit la Brusch en partie canalisée.

Au sud de la place, l'Ill rencontre le canal du Rhône au Rhin, au nord celui de la Marne au Rhin qui se prolonge jusqu'à l'extrémité inférieure de l'île des Épis que dessine à l'est un bras du grand fleuve appelé le petit Rhin.

Toutes ces eaux forment au nord et au sud de la partie orientale de la ville, un grand nombre d'îles, parmi lesquelles il faut citer l'île de Wacken, la Robertsau et l'île de Sporen.

Strasbourg comptait environ 86,000 habitants un peu avant le siège : la ville est le point de jonction de trois grandes lignes de chemin de fer qui se dirigent au nord par Vendenheim et Haguenau sur Mannheim et Mayence, à l'est sur Kehl, au sud sur Bâle par Colmar. De la première de ces lignes, se

SIÈGE DE TOUL



détachent à Vendenheim le chemin de fer qui court sur Paris par Frouard, et à Haguenau l'embranchement qui relie Strasbourg à Metz par Bitche et Sarreguemines, en longeant la frontière. La grande forteresse de l'Alsace est également mise en communication avec Belfort et Besançon par le chemin de fer qui part de Mulhouse vers l'ouest. La gare principale est située dans l'intérieur de la place, près de la partie nord-ouest de l'enceinte, une seconde gare moins importante se trouve du côté sud sur la ligne

de Kehl qui contourne la ville. On se souvient que, peu de jours après la déclaration de guerre, le 22 juillet, le pont du chemin de fer avait été détruit.

Les fortifications de Strasbourg ont été créées par le Strasbourgeois Daniel Speckle : lorsque la ville passa à la France, Vauban construisit la citadelle, pentagone régulier bastionné d'un espace restreint, renforcé au nord et à l'est par deux ouvrages à cornes. C'est également à l'illustre ingénieur que sont dus la plupart des ouvrages extérieurs.

L'enceinte principale se compose, sans la citadelle, de 7 bastions, et avec elle, de 22. Le côté du sud en a 7 numérotés de l'est à l'ouest (fort Blanc), le côté de l'ouest 5 (fort de Pierres) le côté du nord 6. Les plus importants des ouvrages extérieurs sont les ouvrages à cornes 40-42 devant le front 8-9 et 47-49 devant le front 10-11; l'ouvrage à cornes de Finkmatt qui servait de gymnase à la garnison devant les fronts 12-14. Le sud, l'est et le nord de la place pouvant être facilement inondés ne sont protégés que par des ouvrages extérieurs de peu d'importance, les obstacles principaux se trouvent à l'ouest.

... L'angle droit formé par l'enceinte au nord-ouest de la place n'en restait pas moins le point faible, et par suite nettement indiqué pour l'attaque, écrit M. Wachter (1). Le terrain en avant monte doucement vers l'ouest jusqu'aux hauteurs sur les pentes desquelles s'élèvent les villages d'Ober-Mittel et Niederhausbergen, situés tous les trois à environ une lieue des portes de Strasbourg. Le léger relief du terrain, outre qu'il empêche l'inondation, et facilite les travaux d'ap-

(1) *La guerre de* 1870-71.

proche, permet à l'assiégeant d'établir des batteries d'enfilade contre les ouvrages nord dont l'occupation devient ainsi difficile et meurtrière pour l'assiégé.

Aucun travail important n'avait été fait à Strasbourg depuis quelques années.

La seule construction récente est la lunette 44 qui masque la brèche ouverte dans les murailles par le passage du chemin de fer.

La situation resserrée de la ville prouvait cependant la nécessité de recourir pour la défense à la création d'ouvrages détachés portés à une assez grande distance de l'enceinte. De nombreux projets dans ce sens avaient été présentés depuis quelques années. Le général Ducrot, notamment, qui avait longtemps commandé la 6e division militaire, avait rédigé la note suivante (1) :

Pour investir la place de Strasbourg et tenter quelque chose de sérieux contre elle, il faut au moins 100,000 hommes.

Or, au début des hostilités, l'ennemi ne peut songer à une pareille entreprise, tout ce qu'il peut faire, c'est de détacher un ou deux corps, c'est-à-dire trente à cinquante mille hommes, pour resserrer la garnison dans ses ouvrages, s'emparer de tous les riches villages qui en forment en quelque sorte les faubourgs, rendre ainsi l'investissement complet, et dans cette situation, un bombardement a toutes chances de réussir, et d'amener la prompte reddition d'une ville de 80,000 âmes.

Il en serait tout autrement si nous nous mettions en mesure d'occuper fortement tout d'abord les hauteurs d'Osbergen, de Mundolsheim et la tête des principaux villages qui entourent la place, et se

(1) Général Ducrot. — *De l'état-major et des différentes armes.*

relient avec elle par d'excellentes voies de communication concentriques.

Ces dispositions rendent l'investissement impossible, permettent de faire concourir à la défense toute la population de ces villages, qu'il sera facile d'exalter, de passionner, puisqu'elle combattra pour la défense du foyer et de la famille.

Cinq mille hommes suffisent pour remplir ce rôle, à savoir : quinze cents répartis dans trois bons villages de campagne, sur les hauteurs d'Osbergen; cinq cents au village d'Eckholsheim; cinq cents en tête du village de Hohenheim; deux mille cinq cents pour la défense de l'île des Épis et de la ligne du canal...

Malheureusement, aucun compte n'avait été tenu de ces justes observations. La nécessité de protéger Strasbourg par des ouvrages avancés avait bien été reconnue : on avait dressé des plans, préparé des projets; mais, comme pour Toul, le travail n'existait que sur le papier.

L'ennemi allait donc trouver presque désarmée cette ville de Strasbourg, qui, suivant l'expression très juste d'un des historiens de la dernière guerre (1), ne méritait guère « la désignation de place forte de première classe. »

Les Allemands reconnaissent eux-mêmes combien cette situation leur créait d'avantages. Nous n'en voulons pour preuve que ce passage intéressant d'une publication allemande (2) :

(1) Rustow. — *Guerre des frontières du Rhin.*

(2) *Artilleristische notizen über die Belagerung von Strasburg.* (Notes sur le siège de Strasbourg au point de vue de l'artillerie.) — Cette notice a été traduite et publiée dans le *Bulletin de la Réunion des officiers.*

La fortification de Strasbourg a été établie d'après le tracé bastionné. Avec son enceinte principale construite par Spekle suivant le vieux mode allemand, et qui embrasse étroitement une ville compacte; avec sa citadelle élevée par Vauban à l'est de la ville, et qui se relie à l'enceinte; avec ses ouvrages extérieurs établis également, pour la plupart, suivant les idées de Vauban, et qui s'étendent assez loin en certains endroits, cette fortification ne peut plus répondre aux exigences de la science nouvelle qui a dû se mettre à la hauteur des perfectionnements de l'artillerie.

La place de Strasbourg avait tous les défauts qui sont, en général, inhérents au tracé bastionné : le développement du feu de son artillerie était limité; elle n'était pas à l'abri du tir à ricochet ni du tir d'enfilade; ses communications n'étaient ni sûres ni faciles; mais, outre cela, elle manquait particulièrement de batteries casematées, d'abris pour les hommes et le matériel, et le mur d'escarpe n'était pas suffisamment protégé contre le tir en brèche à grande distance.

Peu de temps auparavant, on avait bien cherché à remédier à tous ces inconvénients par l'établissement de nombreuses traverses, revêtues en maçonnerie, sur les remparts, et d'une enveloppe au saillant nord-ouest, le plus exposé à une attaque; mais on avait entièrement négligé d'améliorer les ouvrages de la fortification, et de les mettre en rapport avec les moyens d'attaque de l'artillerie moderne.

Toutefois, malgré tous ces défauts, la fortification de Strasbourg, par son étendue et son développement considérable; par le fort profil et le grand commandement de ses ouvrages, en particulier de son enceinte principale, et surtout par ses profonds et larges fossés pleins d'eau, présente un obstacle très sérieux pour l'assiégeant, déjoue une attaque de vive force, et oppose, même avec une faible défense, des difficultés considérables à un siège en règle. Ajoutons à cela qu'à l'aide de la grande quantité d'eau fournie par l'Ill, un système d'écluses permet d'élever notablement le niveau de l'eau dans les fossés de la place, et de le faire varier d'une manière très sensible; et même le terrain situé en avant des fronts nord et sud-est peut être inondé suffisamment, pour qu'il ne reste plus d'abordable à une attaque régulière que le côté ouest, avec les deux saillants qui s'y trouvent.

Sans doute, la disposition des ouvrages empêchait une attaque de vive force, rendait difficile un siège régulier et devait entraîner une grande perte de temps et d'hommes; mais l'assiégeant se trouvait en présence d'une ville fort peuplée et étroitement resserrée. Cette ville manquait d'abris pour la garnison, la population et les approvisionnements; elle était dépourvue de toute espèce d'ouvrages détachés, et le terrain qui la précédait, entrecoupé de maisons et de cultures, permettait à l'ennemi d'établir des batteries à longue portée, sans courir de dangers, et sans être vu de l'artillerie de la place. L'assiégeant n'en devait être que plus naturellement amené à essayer l'attaque par le bombardement.

Si les fortifications de Strasbourg étaient insuffisantes, l'armement de la place ne se trouvait pas plus satisfaisant.

240 à 250 bouches à feu de *quatorze calibres différents*, depuis l'obusier de montagne, assez inutile dans un siège, si ce n'est au moment de l'assaut, jusqu'à la pièce de 24, composaient, avec quelques mortiers en petit nombre, le matériel de la défense (1).

Le personnel consistait en :

Troupes d'infanterie. — Quatre dépôts, réduits aux ouvriers : deux des 18e et 96e de ligne; deux des 10e et 16e bataillons de chasseurs.

Artillerie. — Une partie du 16e régiment (pontonniers); deux faibles dépôts des 5e et 20e régiments.

Génie. — HUIT SOLDATS, avec un nombre égal de sous-officiers et 5 officiers.

Au moment de son départ pour Haguenau, le ma-

(1) Général Uhrich. — *Documents relatifs au siège de Strasbourg.*

réchal de Mac-Mahon laissa à Strasbourg le 87e régiment de ligne.

Enfin, du 6 au 19, arrivèrent dans la ville : un détachement du 74e, un du 78e et un bataillon du 21e, qui avait été chargé de protéger la gare de Haguenau. A ces troupes, il convient d'ajouter un certain nombre de soldats isolés, zouaves, turcos, etc., qui n'avaient pu rejoindre leurs corps après la bataille de Wœrth. Mentionnons encore 450 douaniers, 90 marins, et quelques cavaliers débandés, qui formèrent plus tard un régiment de marche.

En résumé, la défense pouvait disposer, — en comptant 4,400 gardes mobiles et 3,600 gardes nationaux, — de 20,660 hommes. Mais il faut observer que le 87e de ligne était seul organisé, et que les deux tiers de ces soldats, les mobiles et les gardes nationaux, entre autres, n'avaient jamais tenu un chassepot.

La question des subsistances n'était pas inquiétante, la ville étant abondamment pourvue.

Les munitions étaient, également, en quantité suffisante : le nombre des fusées percutantes seul était peu considérable; pour comble de malheur, 35,000 de ces fusées furent détruites par les projectiles ennemis qui incendièrent l'arsenal de la cathédrale. La défense s'efforça d'en faire venir de Schlestadt; mais elles tombèrent entre les mains des coureurs allemands : il fallut recourir aux fusées en bois, abandonnées depuis longtemps; leur emploi fut des plus médiocres.

La ville possédait 30,000 palissades; il en eût fallu 100,000 pour qu'il fût possible d'en poser sur tous les points menacés.

Le général Uhrich, appelé, sur sa demande, au commandement de la place de Strasbourg, arriva le 21 juillet, et s'empressa de prévenir le ministre qu'il allait faire raser « les constructions et les plantations nombreuses, comprises dans la zône de servitude militaire de la place ». Le ministre de la guerre répondit aussitôt » qu'il défendait de rien abattre, si ce n'était qu'à la dernière extrémité, et après entente préalable avec les autorités civiles ».

Cette décision du général Dejean était d'autant plus regrettable, « que les arbres étaient en nombre tel et si rapprochés, que sur bien des points du rempart on ne pouvait découvrir à plus de cent mètres en avant ».

La rapidité avec laquelle se produisit l'invasion empêcha la défense de découvrir suffisamment les abords.

Ainsi, fortifications, armement, munitions (fusées percutantes tout au moins), troupes, tout était insuffisant, et, pour ajouter encore aux difficultés de la lutte, l'imprévoyance et la confiance aveugle du ministre de la guerre s'opposaient à l'adoption des mesures les plus urgentes!

Nous avons vu les Allemands, le 8 août, deux jours après leur victoire de Wœrth, pousser une reconnaissance de cavalerie de ce côté, et sommer la ville de se rendre; on sait quelle réponse fut faite à cette

étrange proposition. Mais, la possession de Strasbourg importait trop à l'ennemi pour qu'on pût espérer un long répit.

Dès le 13 août, le général de Beyer occupa avec la division badoise les villages environnants. Le lendemain, le général Werder arrivait devant la place, prenait le commandement général, et fixait son quartier général à Mundolsheim. En outre de la division badoise, on appela d'Allemagne la division d'infanterie de landwehr de la Garde (lieutenant-colonel de Loën); la 1re division de réserve (général de Treskow). Le 30e régiment d'infanterie de Rastadt et le 34e de fusillers de Mayence furent embrigadés sous



Le général Uhrich (1).

(1) Le général Uhrich, né à Phalsbourg en 1802 et mort à Paris le 6 octobre 1886, sortait de Saint-Cyr; sous-lieutenant au 3e léger; capitaine en 1831; chef de bataillon en 1841; lieutenant-colonel en 1845; colonel en 1848; général de brigade en 1852 et général de

les ordres du général de Boswel. Plus tard, on forma également une brigade de cavalerie, commandée par

division le 11 août 1855, il avait conquis tous ses grades à la pointe de l'épée. On l'avait admiré sur les champs de bataille de la Crimée et dans les tranchées devant Sébastopol ; dans les plaines de Solférino il gagna sa croix de grand officier de la Légion d'honneur. Atteint par la limite d'âge en 1866, il fut placé dans la section de réserve. Mais le jour même de la déclaration de guerre, il réclama le périlleux honneur de commander la place de Strasbourg, où il avait passé quatre ans en qualité de général de brigade.

Prisonnier sur parole à la suite de la capitulation, le général Uhrich arriva à Tours où il fut élevé à la dignité de grand-croix de la Légion d'honneur par la délégation du gouvernement de la Défense nationale.

Cité devant le Conseil d enquête sur les capitulations, le général reçut des éloges pour certains actes de la défense de Strasbourg, mais il encourut sur plusieurs détails techniques un blâme formel. « Il avait manqué, paraît-il, de cette initiative et de cette hardiesse qui suppléent quelquefois à la pénurie des moyens d'action. Qu'il a eu le tort de ne pas exiger pour la garnison les honneurs de la guerre et de ne pas stipuler que les officiers conserveraient leur épée, les officiers et soldats, leurs propriétés particulières; qu'il est blâmable d'avoir admis cette exception pour les officiers qui rentreraient dans leurs foyers, après avoir pris l'engagement d'honneur de ne pas servir contre l'ennemi pendant la guerre. Le Conseil ne peut le blâmer trop sévèrement d'avoir profité lui-même de cette exception sous le spécieux prétexte de se rendre à Tours pour y appuyer les propositions qu'il avait faites en faveur des officiers, sous-officiers et soldats de la garnison de Strasbourg, propositions qui eussent eu non moins de valeur s'il les eût adressées des prisons de l'ennemi où il aurait partagé le sort de ses soldats... »

Ces reproches l'indignèrent. Il exigea sa mise à la retraite immédiate, et il protesta violemment, énergiquement contre les décisions du Conseil d'enquête. Mais rien ne fut rétracté, et le général en est mort inconsolé. (D. L.)

le général Krug de Nidda, avec le 2e dragons et le 2e hussards (de réserve).

La force totale du corps d'investissement se décomposait ainsi :

Division badoise.	18 bat.	12 escadr.	54 pièces de camp.
Division landwehr-garde..	12 —	8 —	18 —
1re division d'infanterie. .	12 —	8 —	18 —
Brigade combinée d'infant.	6 —	» —	» —
— de caval.	» —	8 —	» —
Total	48 bat.	36 escadr.	90 pièces de camp.

A ces chiffres, il convient d'ajouter 33 compagnies d'artillerie de place, formant un effectif d'environ 7,000 hommes, et 15 compagnies de génie (2,200 hommes). La force totale peut être estimée à 55,000 hommes ; 212 canons rayés, 100 mortiers lisses étaient amenés dans le courant d'août devant la ville. En outre, pour l'attaque qui devait se faire simultanément de Kehl contre la citadelle, la place de Rastadt tira de son matériel d'artillerie de forteresse les pièces nécessaires, au nombre de quarante-cinq, dont seize canons rayés de 12 et seize de 24 (1), se chargeant par la culasse, cinq mortiers lisses de 23 cent. (24 livres), et huit de 28 cent. (60 livres).

De toutes les pièces destinées à l'attaque principale, les deux tiers étaient des canons rayés de 9 cent., 12 cent. et 15 cent. (6, 12 et 24 livres), se chargeant par la culasse, et l'autre tiers consistait

(1) Les pièces sont désignées par leur calibre en centimètres.

en mortiers lisses de 15, 23 et 28 cent., auxquels vinrent encore s'ajouter, dans le courant du siège, deux mortiers rayés de 21 cent., se chargeant par la culasse, que l'on employait pour la première fois. Les différents calibres des canons rayés se trouvèrent dans les proportions suivantes : deux dixièmes de 9 cent., moitié de 12 cent., et trois dixièmes de 15 cent. Pour les mortiers, il y en avait la moitié de 15 cent., un quart de 23 cent., et un quart de 28 cent.

On a beaucoup reproché au général Uhrich de ne pas avoir, dès le début, fait des sorties plus fréquentes destinées à inquiéter l'ennemi et à gêner ses travaux. Cette accusation ne tient pas, lorsque l'on examine la situation avec attention :

> ...Nous ne sommes pas de l'avis de ceux qui reprochent à la place de n'avoir pas mieux défendus les points importants situés à l'extérieur, et de n'avoir pas fait plus de sorties. Nous reconnaissons qu'il n'y avait pas de troupes solides pour tenter ces sortes d'opérations (1).

Comment, en effet, le général Uhrich aurait-il pu lutter efficacement, soutenir activement cette guerre de chicane si utile à l'assiégé, quand elle est possible ; alors que tout était contre lui, le nombre et la valeur des troupes, les obstacles enfin, multipliés autour de la ville, et si malencontreusement conservés de par la volonté formelle du ministre?

(1) Lieutenant-colonel Prévost. — *Des forteresses françaises pendant la guerre.*

En réalité, sur les 20,000 hommes renfermés dans la place, on pouvait au début, et avant tout essai d'organisation, compter à peu près exclusivement sur les trois bataillons du 87e et sur le bataillon du 21e : que faire de vraiment sérieux avec ces 3,000 hommes?

Le 13 août cependant, une reconnaissance forte de deux escadrons et de deux compagnies se porte vers le village de Neuhof, et fait rentrer dans la place des approvisionnements.

Le 14, 900 hommes, 50 cavaliers et deux pièces traversent la Robertsau, et engagent le feu à l'entrée de la forêt de la Wantzelau avec les Badois qui, à la suite de cette menace, font sauter le pont des colonnes qui relie Strasbourg au village de la Robertsau au nord.

Le 16, une forte reconnaissance conduite par le colonel Fiévet des pontonniers se dirige au sud sur Neuhof et Neudorf. Elle rencontre l'ennemi embusqué dans des maisons et dans les bois. Le désordre s'introduit promptement dans nos rangs, les compagnies du 3e régiment badois chargent après une violente fusillade, mettent 70 hommes hors de combat, blessent grièvement le colonel Fiévet qui devait succomber quelques jours après, et s'emparent de trois pièces de canon.

J'aurais voulu, pour cette reconnaissance, employer des troupes plus solides, dit avec raison le général Uhrich, mais le bataillon du 21e était à la citadelle, le brave 87e du colonel Blot tenait le front

d'attaque, les détachements des 74e et 78e étaient trop peu nombreux, et j'espérais aguerrir les régiments de marche.

Dans la nuit, une autre reconnaissance fut dirigée sur la Robertsau, où, après un engagement assez vif, les assiégés détruisirent le couvent du Bon-Pasteur, qui pouvait créer des embarras à la défense.

Le 18, enfin, le colonel Blot se jette dans le cimetière de Sainte-Hélène avec quelques centaines d'hommes; sur son ordre, les clôtures sont renversées à coups de pics, les fossés comblés, les arbres coupés, les maisons voisines incendiées. La reconnaissance se porte ensuite sur le village de Schiltigheim; mais elle est vigoureusement reçue par l'ennemi, qui s'est barricadé, et forcée de se replier avec vingt-cinq hommes hors de combat.

Certes, ce n'étaient pas là ces vigoureuses actions qui peuvent retarder l'investissement d'une place, quelquefois même décourager l'ennemi, et l'obliger à la retraite ; mais était-il possible de faire plus?

Incapable d'agir vigoureusement au dehors, le général Uhrich s'occupa de prendre à l'intérieur toutes les dispositions ordonnées par les règlements, et nécessitées par les circonstances.

Dès le 7 août, il fut décidé qu'un tiers de la garnison serait toujours au rempart, un autre de piquet, le troisième au repos, prêt à marcher.

Des ambulances furent organisées de concert avec les autorités civiles, et donnèrent les meilleurs résultats.

Un conseil de défense fut institué au début même du siège. Il était présidé par le général Uhrich, et comptait parmi ses membres : le général de brigade Moréno, commandant la subdivision du Bas-Rhin; le colonel Ducasse, commandant la place; le colonel Fiévet, des pontonniers; le directeur des fortifications, colonel du génie Sabatier; l'intendant militaire de la 6e division, M. Lavalette; enfin le colonel Blot, du 87e. Le contre-amiral Excelmans fut, en outre, invité à prendre part aux délibérations du conseil. La composition fut successivement modifiée par suite de la mort du colonel Fiévet, du départ du général d'artillerie Joly-Frigola, et enfin de l'arrivée dans la place, le 14 août, du général d'artillerie Barral, qui, grâce à un déguisement, put tromper la surveillance de l'ennemi.

La place fut divisée en quatre arrondissements de défense : à chacun était affecté un certain nombre de troupes, sous le commandement d'un officier général ou supérieur.

Les isolés furent réunis en bataillons et en escadrons de marche; les pompiers furent organisés; une batterie de la garde nationale fut formée. La garde mobile et la garde nationale sédentaire reçurent l'ordre de s'exercer.

Enfin, le commandant s'occupa des mesures à prendre (abris, palissadements, observatoires, approvisionnements, etc.), pour prolonger la résistance. Malheureusement, ainsi que nous l'avons vu, on dut renoncer à déblayer les abords de la

place, et à défendre sérieusement les positions avancées.

Dès le 14, l'ennemi commença à envoyer quelques obus avec ses batteries de campagne; le 18, le bombardement fut plus sérieux. Les pièces allemandes, établies derrière les épaulements, à proximité de la ville de Kehl, ouvrirent un feu violent qui causa de sérieux dégâts aux environs de la citadelle. Ordre fut alors donné par le général Uhrich de canonner Kehl. Plusieurs maisons de la petite cité allemande furent incendiées. Le général Werder se plaignit vivement qu'on eût tiré sur une « ville ouverte » :

Une pareille manière de faire la guerre, écrivait le général allemand, qui est inouïe chez une nation civilisée, me force de vous rendre personnellement responsable des suites de cet acte. En outre, je fais estimer les dégâts causés, et en chercher une indemnité par des contributions frappées en Alsace.

On pourrait être étonné de voir les Allemands parler « de cette manière inouïe de faire la guerre, » alors surtout qu'il était constant que les batteries allemandes étaient établies auprès de la ville de Kehl; mais le mot *contributions* explique tout.

Le 20 août, le général Werder crut devoir adresser au général Uhrich les renseignements suivants :

... J'ai l'honneur de vous annoncer que l'armée impériale française, après deux combats précédents, a été attaquée et totalement battue, le 18 août, par S. M. le roi de Prusse, à l'ouest de Metz. *L'armée impériale a été refoulée de sa ligne de retraite, et rejetée vers la frontière belge.*

Après avoir annoncé cette dernière nouvelle, manifestement erronée, le commandant en chef de l'armée d'investissement terminait en conseillant une capitulation « qui n'aurait rien de contraire à la réputation honorable d'officiers bons serviteurs. »

Le général Uhrich repoussa naturellement ces propositions, et, le 23 août, à neuf heures du soir, le bombardement de Strasbourg commença. Le matériel de siège était arrivé le 21.

La citadelle fut en partie détruite ; de même que l'arsenal, la bibliothèque de la ville, le temple neuf, le tribunal était en cendres. De nombreux incendies éclataient sur tous les points. Le feu continua sans interruption jusqu'au 25, à cinq heures du matin. Le général Werder adressa alors au général Uhrich la lettre suivante :

... Je fais arrêter le feu pour vous donner le temps de réfléchir si vous voulez accorder la reddition de la place.

La réponse à cette proposition fut ainsi conçue :

Mes murs sont encore debout, et je ne puis songer à rendre une place que l'honneur comme l'intérêt de la France m'ordonnent de défendre jusqu'à la dernière extrémité.

L'archevêque de Strasbourg tenta, dans cette journée du 25, une démarche auprès du grand duc de Bade, pour obtenir que la ville fût respectée. Sa prière fut vaine, et l'ennemi continua le bombardement avec une plus grande violence. A partir du 27 cependant, le feu se ralentit : « la ville ne paraissait

plus former qu'une mer de flammes. » Le toit de la grande nef de la cathédrale était brûlé ; le Palais de Justice, le moulin militaire de la porte des Pêcheurs, les faubourgs de Pierres et National ne présentaient plus qu'un monceau de ruines. Mais la population supportait sans se plaindre ces dures épreuves. Exposée aux projectiles allemands, sans abris suffisants, subissant des pertes sensibles, elle n'avait qu'une pensée : résister.

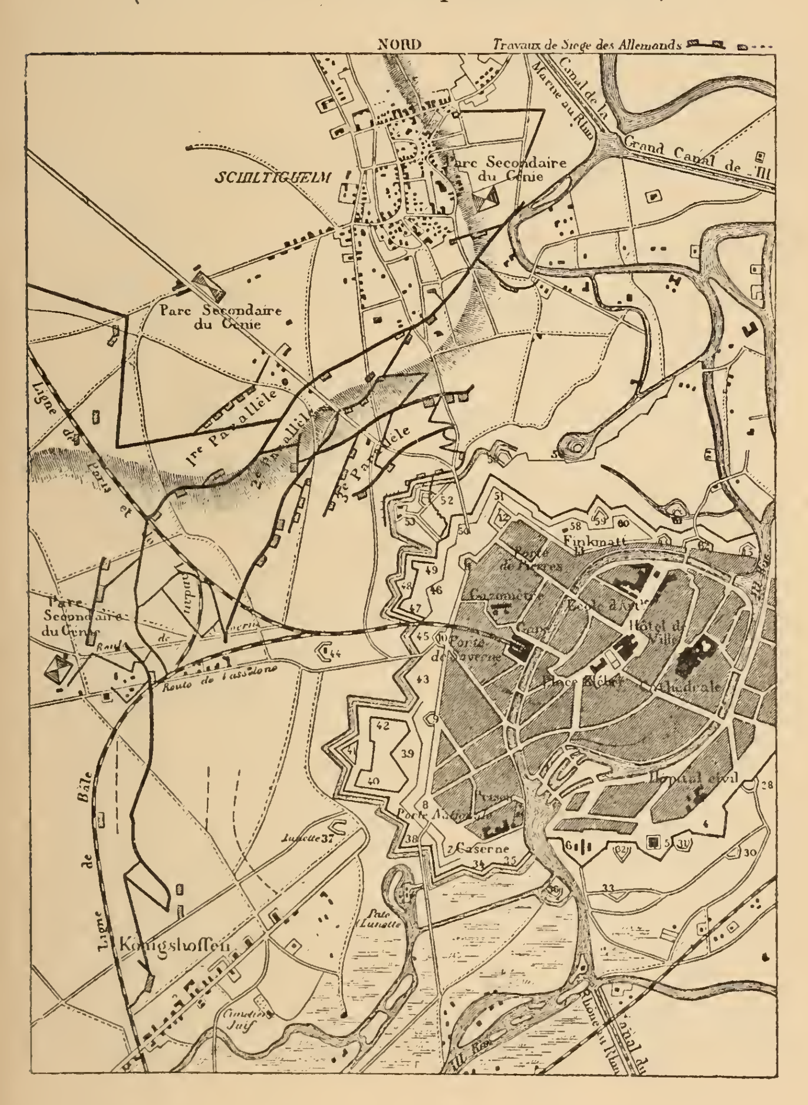
Les assiégeants, dit Borbstaedt, attendaient vainement cette pression de l'opinion publique qui devait amener le commandant à se rendre.

Treize batteries avaient été établies par les Allemands en avant des fronts nord et ouest, depuis Kœnigshofen jusqu'à Schiltigheim. Ces soixante pièces de fort calibre dirigeaient leur feu sur la ville ; quelques-unes d'entre elles n'étaient qu'à 800 mètres des ouvrages extérieurs. La citadelle était bombardée de Kehl par trente-deux pièces, disposées en quatre batteries au nord et au sud de cette petite ville ; enfin, chaque nuit, les batteries de campagne prenaient position, particulièrement en face du front sud.

La violence du feu fit craindre à l'ennemi de manquer promptement de munitions. Le général Werder s'arrêta donc au parti de procéder à une attaque en règle.

Comme front d'attaque, l'assiégeant choisit le front qui s'étend du bastion XI au demi bastion XII.

SIÈGE DE STRASBOURG
(du 8 août au 28 septembre 1870.)



Il est situé au saillant nord-ouest de la place, et tourne à l'angle aigu vers l'est; il est, d'ailleurs, renforcé par les deux lunettes nos 52 et 53, qui s'avancent jusqu'à 400 mètres environ de l'enceinte principale. Le choix de ce front d'attaque était indiqué : l'artillerie allemande y trouvait en effet le précieux avantage de pouvoir se déployer en embrassant la fortification; le terrain en avant dominait un peu la place; la nature argileuse du sol était éminemment favorable aux travaux, et, de plus, l'assiégeant avait l'inappréciable avantage de demeurer en relation avec sa ligne de soutien.

Il put se servir principalement du chemin de fer conduisant du Palatinat à Strasbourg, et qu'on pouvait suivre sans le moindre danger jusqu'à la station de Wendenheim, à 9 kilomètres de la place, où il rencontre la ligne de Paris.

On amena sur ce point tout le parc d'artillerie de siège qui y était en dehors des vues et des coups de la place; arrivé là, il suivait, des deux côtés de la voie ferrée, les deux grandes routes qui passent tout près, et conduisent en ligne droite au front d'attaque.

Dans la nuit du 29 au 30 août, la première parallèle était creusée en forme d'un vaste demi-cercle de 4,000 mètres. Embrassant tout le front nord-ouest et ouest de la ville, elle s'étendait de Schiltigheim à Konigshoffen; la ligne de circonvallation passait à peine à 500 mètres en avant de la crête des glacis de la lunette 52 et de la lunette 53, c'est-à-dire à

900 mètres des bastions XI et XII. En même temps, dix batteries étaient construites et armées de quarante-deux pièces de 12 ; elles s'avançaient jusqu'à 1,200 mètres de l'enceinte.

Le 30 au matin, une violente canonnade instruisait l'assiégé ces travaux opérés. Nos ouvrages menacés étaient aussitôt renforcés, et nos pièces engageaient et soutenaient la lutte, mais dès le premier moment, il était facile de constater notre infériorité. Grâce à sa supériorité, l'ennemi put, dès le 1er septembre, déboucher en sape de la première parallèle et après avoir établi deux cheminements, creuser la seconde parallèle à deux ou trois cents mètres en avant de la première, et à moins de quatre cents mètres des lunettes 44, 52 et 53.

Le général Uhrich rassembla aussitôt le conseil de défense, et il fut décidé qu'une sortie aurait lieu, pour s'efforcer d'enclouer les pièces, de bouleverser les ouvrages. Deux fausses attaques devaient être dirigées, l'une vers le nord, l'autre en avant du front sud.

Le 2 septembre, à 4 heures du matin, deux bataillons du 87e, vigoureusement enlevés par le colonel Blot, se jettent sur la tranchée mais ils sont arrêtés par une violente fusillade. 5 compagnies du 2e régiment de grenadiers badois, bien postées, parviennent à contenir nos soldats qui sont arrivés jusqu'à moins de trente mètres d'une batterie. Le combat nous coûte 150 hommes.

L'assiégeant avait-il des intelligences dans la place? écrit le général

Uhrich après avoir signalé ce fait que, loin de surprendre les Allemands, comme on pouvait s'y attendre, la colonne semblait attendue. — Nous l'avons toujours supposé; j'ai fait arrêter et juger plusieurs suspects par le conseil de guerre, sans arriver jamais à trouver une preuve.

Cet insuccès paralysant, pour quelque temps au moins, les efforts de l'assiégé, les Allemands purent continuer l'établissement de la seconde parallèle, gênés seulement par une pluie persistante. Le travail ne fut achevé que le 6 septembre. Deux nouvelles batteries furent alors construites, et quatre des anciennes rapprochées. En outre, l'assiégeant établit une grande batterie dans une position dominante, et l'arma de huit pièces de 24 long. Jusqu'à l'ouverture de la deuxième parallèle, l'ennemi avait employé essentiellement le tir direct, au moyen de batteries d'enfilade et de batteries de plein-fouet, mais le feu de la place étant considérablement ralenti, il devint possible de se servir du tir en bombe. A cet effet deux batteries de mortiers de 28 cent. (50 livres) furent établies sur la première parallèle, et trois de mortiers de 15 cent. (7 livres) sur la seconde.

Les travaux étaient particulièrement gênés par les ouvrages adjoints au front d'attaque et surtout par la lunette 44, dont le réduit en maçonmerie recouvert d'un masque en terre était encore à peu près intact. Par le tir plongeant seul, on pouvait espérer rendre l'ouvrage inhabitable : on employa alors des canons de 24 court et les deux mortiers rayés de 21 cent. nouvellement arrivés.

Ces deux batteries ouvrirent leur feu le 8 septembre; il arriva bientôt à détruire le mur de gorge de la lunette, et à ouvrir l'intérieur du réduit, malgré les efforts de l'assiégé pour le protéger au moyen d'une prodigieuse quantité de sacs à terre. Les mortiers rayés semblent avoir le plus contribué à enfoncer le réduit; les Français s'étant alors décidés à abandonner la lunette, ces deux mortiers tournèrent leur feu contre les bastions IX, XI et XII, sans avoir pu cependant parvenir, dans la suite du siège, à enfoncer le magasin à poudre du bastion XI.

Tandis que s'achevaient ces formidables préparatifs, le général Werder s'empressait de faire connaître au commandant de la place toutes les nouvelles du dehors : successivement, il lui annonçait la capitulation de Sedan, et l'insuccès des tentatives du maréchal Bazaine. Invariablement, ces lettres, adressées *au très illustre* général Uhrich se terminaient par la même formule : voulez-vous vous rendre? L'assiégé répondait négativement, et cependant une dépêche du ministre de la guerre qui avait pu récemment entrer dans la place, ne laissait aucun espoir d'être secouru. Prévenu par le général Uhrich que la situation allait chaque jour s'empirant, et que l'attaque prenait une indiscutable ascendant sur la défense, le général de Palikao avait répondu en ces termes :

..... Comme dernière ressource, que la garnison doit exécuter peut-être dans la nuit, franchir le Rhin, se jeter dans le pays de

Bade, où il ne se trouve que fort peu d'ennemis, et repasser le Rhin plus haut. Faites le possible promptement.

Passer le Rhin, en bateaux sans doute, car les ponts étaient détruits, s'emparer des puissantes batteries ennemies établies sur l'autre rive, et sans doute aussi jeter dans le fleuve les 65,000 hommes qui n'auraient pas manqué de poursuivre les Français!

On voit que le général de Palikao ne renonçait pas aisément à la stratégie qui avait amené Sedan, et qui, sur un autre point, prescrivait au général Vinoy de s'arrêter avec ses dix mille hommes de faire front, et d'empêcher la marche des deux armées allemandes!

Le 10 septembre, le général Uhrich fut informé par le commandant en chef prussien qu'une délégation suisse munie de pleins pouvoirs du Conseil fédéral, était autorisée à entrer dans la place, pour emmener les vieillards, les femmes et les enfants qui voudraient se soustraire aux horreurs du bombardement. Cette nouvelle causa dans la ville une profonde émotion. Les délégués de la République helvétique furent reçus avec un indescriptible enthousiasme. Le 15, un premier convoi quitta la malheureuse ville, à moitié détruite par les obus allemands.

A la suite de nouvelles communiquées par le commandant de Schelestadt, la République avait été proclamée le 12 à Strasbourg : le préfet, M. Pron, avait donné sa démission, et avait été remplacé par

M. Bœrsch, conseiller général et rédacteur en chef du *Courrier du Bas-Rhin*. Quelques jours plus tard, un ancien officier de chasseurs à pied, désigné à Paris comme préfet, M. Valentin, parvenait à entrer miraculeusement dans la ville étroitement investie, en traversant la nuit les lignes allemandes, et en passant à la nage le fossé, sous une grêle de balles.

(1) C'est par décret du 5 septembre 1870 que M. Edmond Valentin fut nommé préfet du département du Bas-Rhin; et ce décret mentionnait que le gouvernement de la Défense nationale s'en rapportait et à son énergie et à son patriotisme pour aller occuper son poste. Pour remplir sa mission, M. Valentin franchit les lignes ennemies, traverse l'Aar à la nage, au risque d'être fusillé par les sentinelles avancées, et arrive le 20 septembre, sous les murs de Strasbourg, où il parvint enfin jusqu'au parapet de la Lunette 56; là il se dressa brusquement en criant France! Des coups de feu retentirent : ce sont des Français qui, déconcertés par cette apparition, tirent sur lui. Les balles l'épargnent encore; il parvient à faire comprendre qu'il apporte un message et demande à être conduit à l'Hôtel du Gouverneur.

Le lendemain matin, à la pointe du jour, un officier et quelques hommes le conduisent au palais. Le bruit s'est répandu dans la ville qu'on vient d'arrêter un espion! La foule entoure menaçante cet homme pâle, fatigué, aux vêtements souillés de boue. C'est au milieu de cet accueil qu'il arrive au quartier général. Le général averti descend à sa rencontre. Valentin se retourne alors vers le commandant de son escorte : « Veuillez, lui dit-il, annoncer au général le préfet de Strasbourg ». Et, décousant sa manche d'un coup de canif, il présenta au général sa commission. Le général la parcourt des yeux, et levant son chapeau : « Monsieur, lui dit-il, je vois que le gouvernement a bien choisi. » Les Prussiens n'ignorèrent pas longtemps l'arrivée de ce préfet, dont ils avaient accueilli la nomination par des rires et des moqueries.

Qu'on juge de leur dépit et de leur colère! N'ayant pu atteindre le

Le 9 septembre, l'assiégeant déboucha de la deuxième parallèle : dans la nuit du 11 au 12, le général de Mertens, commandant en chef le génie de l'armée réunie devant Strasbourg, fit exécuter à la sape volante la 3e parallèle. Le tracé de la demi-parallèle suivit immédiatement, elle arrivait à 30 mètres de la crête du glacis des lunettes 52 et 53. L'artillerie continuait ses progrès, deux nouvelles batteries de mortiers avaient été construites, et elles

préfet, ils s'en vengèrent sur la préfecture : ils la réduisirent en cendres la nuit suivante.

L'arrivée de Valentin ne ranima que pour bien peu de jours les espérances des assiégés, Strasbourg fut forcé de capituler le 27 septembre.

Valentin avait demandé à partager le sort des troupes prisonnières de guerre, on lui avait assuré qu'il serait laissé en liberté à titre de fonctionnaire civil ; mais le général de Werder revint sur cette assurance, et Valentin fut dirigé sur la forteresse d'Ehrenbreitstein, en face de Coblentz, sous la conduite d'un officier prussien. Quand il entra dans la forteresse d'Ehrenbreitstein, l'officier lui serra la main avec une émotion profonde, tant le caractère de ce vaincu inspirait d'admiration sympathique même à ses ennemis.

Valentin resta à Ehrenbreitstein jusqu'à l'armistice ; rendu à la liberté, il partit immédiatement pour Bordeaux, afin de se mettre à la disposition du gouvernement. En passant à Lyon, il y trouva le décret qui l'appelait à la préfecture du Rhône et joignait à ce titre celui de commissaire extraordinaire de la République. Il fut remplacé dans ce poste le 24 janvier 1872 ; le 10 février suivant il fut nommé commandeur de la Légion d'honneur. M. Valentin vivait dans la retraite à Versailles, lorsque les électeurs de Seine-et-Oise l'élurent député le 7 février 1875 ; puis, le 30 janvier 1876, il devint un des sénateurs du département du Rhône. M. Valentin mourut à Paris le 31 octobre 1879. (D. L.)

avaient été renforcées par une puissante batterie de ricochet armée de huit canons de 24 longs, dirigée contre les ouvrages de la Finkmatt. En outre, quatre pièces de 24 court destinées à faire brèche avaient été placées à 300 mètres environ, de façon à diriger leurs coups obliquement dans l'espace de la face droite de la lunette 53. Le feu de cette batterie de brèche fut ouvert le 14 septembre, et le 16, on avait obtenu une brèche praticable d'environ 15 mètres de largeur. Pendant que ce tir s'exécutait, le couronnement du chemin couvert avait eu lieu dans la nuit du 15 septembre. Le général Uhrich avait fait sauter la lunette 53, et prescrit à l'artillerie de concentrer son feu sur cet ouvrage, pour empêcher l'ennemi de s'y loger.

Dans la nuit du 18 au 19, une reconnaissance du 21e de ligne fut dirigée dans l'île des Epis, à l'est de la citadelle, entre le petit et le grand Rhin, et le même jour la lunette 44 fut évacuée. L'ennemi put procéder à la construction d'une digue en fascines, au travers du fossé de la lunette 53 large d'environ 60 pieds. Dans la nuit du 21 au 22, les Allemands trouvèrent la lunette 52 abandonnée : le passage du fossé fut exécuté au moyen d'un pont de tonneaux. L'artillerie profite de cet avantage pour s'avancer plus près encore ; le 23 septembre, six pièces de 24 court battent en brèche la face droite du bastion XI, le lendemain quatre autres pièces entament la même opération contre la face gauche du bastion XII : encore quelques coups et la brèche est ouverte.

Les remparts du front d'attaque étaient à ce point ruinés, dit Borbstaedt, que le défenseur ne pouvait plus y trouver un abri, et qu'il lui devenait impossible dès lors, de songer à les occuper régulièrement. Les terre-pleins, les traverses, les abris, n'étaient plus qu'un amas informe, sous lequel gisaient enfouies les pièces renversées et démontées... La brèche du bastion XI était entièrement praticable sur une largeur de 80 pieds.

Le 26 septembre, soixante-huit batteries étaient construites : cent dix-neuf canons rayés, quarante-deux gros mortiers étaient en mesure de continuer le feu. 162,600 obus avaient été lancés par les pièces de siège; il convient d'ajouter 12,000 projectiles envoyés dans la place, et 31,122 dont les batteries de Kehl couvrirent la citadelle. Il faut tenir compte encore de la canonnade incessante des batteries de campagne. Le total peut donc être fixé à 300,000 projectiles.

Le 27 au matin, deux cents pièces ouvrent le feu avec une violence inouïe. A deux heures de l'après-midi, le colonel Sabatier, directeur des fortifications, et le lieutenant-colonel Maritz, chef du génie, vinrent prévenir le général Uhrich « que la brèche du bastion XI était praticable; que l'assaut pouvait être donné le lendemain matin, le soir même, dans deux heures; que nous étions à la merci de l'ennemi. »

Le conseil de défense fut aussitôt réuni. La discussion épuisée, chacun des membres du conseil exprima son avis, et il fut déclaré, à l'unanimité, que la résistance était arrivée à son terme, et qu'il y

avait lieu d'entrer immédiatement en négociation avec l'assiégeant.

Seul, écrit le général Ulrich, le général Barral fit observer que, peut-être, on pouvait tenir, *un jour* de plus; mais aussitôt il se rallia à l'opinion commune. Plus tard, il m'a dit que le cœur lui battait lorsqu'il avait parlé comme il l'avait fait; qu'il avait craint de voir son avis adopté, et la ville enlevée avant vingt-quatre heures.

Le colonel Blot, du 87e, blessé le 13 septembre, se trouvait à l'ambulance. Il écrivit aussitôt au général Uhrich, pour déclarer qu'il s'associait à l'avis unanime du conseil de défense, et pour réclamer sa part de responsabilité. Le drapeau blanc fut arboré, et, le lendemain, la capitulation fut signée (1).

(1) Voici le texte de ce document:

« Le comte de Werder, lieutenant-général de S. M. le roi de Prusse, commandant de l'armée assiégeante de Strasbourg, ayant été requis par M. le général de division français Uhrich, gouverneur de Strasbourg de faire cesser les hostilités contre la place, est convenu avec lui de conclure la capitulation dont les termes suivent, en considération de la défense honorable et courageuse de cette place de guerre.

« Article premier. — Le 28 septembre 1870, à huit heures du matin, M. le général de division Uhrich évacuera la citadelle, la porte d'Austerlitz, la porte Nationale, celle des Pêcheurs. En même temps, ces divers points seront occupés par les troupes allemandes.

« Art. 2. — Le même jour, à onze heures, la garnison française et la garde mobile quitteront la place par la porte Nationale, se placeront entre la lunette 44 et le réduit 37, et déposeront les armes.

« Art. 3. — Les troupes de ligne et la garde mobile seront prisonnières de guerre, et se mettront immédiatement en marche avec leurs bagages. Les gardes nationaux et les francs-tireurs resteront libres au moyen d'un revers (déclaration écrite de ne pas servir pen-

Plus de quatre cents maisons étaient complètement ruinées ; *trente-quatre seulement n'avaient pas été atteintes.* Dans la population civile, on comptait 261 morts et 1,100 blessés ; la garnison avait perdu 661 tués et 2,100 blessés. Il ne sera pas inutile de faire remarquer qu'à elle seule la ville de Strasbourg a eu plus d'habitants atteints que toutes les autres places de France *réunies*, y compris Belfort et Paris. On s'explique donc difficilement que la commission d'en-

dant la guerre). Ils devront déposer les armes à la mairie avant onze heures du matin. A la même heure, les listes nominatives des officiers de ces troupes devront être remises à M. le général de Werder.

« Art. 4. — Les officiers et les fonctionnaires ayant rang d'officiers de tous les corps de troupes de l'armée française, pourront se rendre à la résidence qu'ils choisiront, à charge de fournir un revers dont la formule est annexée au présent document. Les officiers qui refuseront de signer ce revers seront conduits en Allemagne, avec la garnison, comme prisonniers de guerre. Tous les médecins militaires français conserveront leurs fonctions jusqu'à nouvel ordre.

« Art. 5. — M. le général de division Uhrich s'engage, dès que les armes auront été déposées, à remettre tous effets militaires, caisses du trésor, etc., par l'intermédiaire des agents que cette remise concerne, aux fonctionnaires allemands, dans la forme usitée.

« Les officiers et fonctionnaires qui, des deux côtés auront été chargés de cette mission, se trouveront, le 28 septembre, à midi, sur la place Broglie, à Strasbourg.

« La présente capitulation a été signée par les fondés de pouvoirs suivants :

« Du côté allemand : le lieutenant-colonel, chef de l'état-major de l'armée de siège ; le capitaine et aide de camp, comte Henkel de Donnesmarck. — Du côté français : le colonel Ducasse, commandant de Strasbourg, et le lieutenant-colonel Mengin, sous-directeur d'artillerie. ».

quête, présidée par le maréchal Baraguey d'Hilliers, ait rapporté inexactement la plupart des faits, affirmé, par exemple, que les drapeaux avaient pas été détruits, soutenu que la brèche n'était pas praticable, etc. Enfin le conseil d'enquête a fait entendre une parole sévère contre cette malheureuse population, si cruellement éprouvée par les obus allemands, ruinée par l'incendie, et, par-dessus tout, livrée à l'étranger comme rançon de la France.

De nombreuses protestations se sont produites à Strasbourg, et la France tout entière s'est associée à ces réclamations. L'opinion publique ne pouvait savoir si la défense avait été active ou passive, si le palissadement avait ou non été fait, mais elle sentait, elle affirmait, elle savait que la noble citée avait, jusqu'à la dernière heure, fait son devoir.

Lorsqu'après la capitulation de Paris, les Allemands eurent le droit de défiler sur nos places, ils purent voir la statue de Strasbourg voilée d'un crêpe. Pour cette population parisienne, vaincue, elle aussi, la plus grande douleur, c'était la perte de la chère cité d'Alsace (1).

(1) Pendant les jours qui suivirent la proclamation, à l'Hôtel de Ville, du Gouvernement de la Défense nationale, la statue de la ville de Strasbourg, — bombardée par le corps d'armée badois avec une sauvage violence, — devint le but d'un véritable pèlerinage patriotique,

La statue disparut presque sous les drapeaux cravatés de crêpes, les palmes, les couronnes d'immortelles, les inscriptions votives, les bouquets noués de rubans tricolores.

Le 10 septembre on ouvrit, sous la porte de l'édicule qui lui

III

La prise de Soissons avait une importance extrême pour les Allemands : elle leur assurait, en effet, la possession de la ligne de chemin de fer Reims-Soissons-Paris.

Située à 90 kilomètres de Paris, sur la rive gauche de l'Aisne, avec un faubourg sur la rive droite, la place de Soissons barre les six routes qui traversent dans toutes les directions la région de collines ondulées d'entre Marne et Oise.

Malheureusement, la ville de Soissons n'était que peu susceptible d'une sérieuse résistance. La fortification forme un rectangle d'environ 1,200 mètres sur 800. Le front sud n'a pas à craindre l'escalade, ses

servait de piédestal, un registre sur la première page duquel on lisait :

« Les Parisiens.
« Honneur à nos frères de Strasbourg
« Et à leur brave général Uhrich ! »

Plus d'un million de Parisiens vinrent s'y inscrire et déposer leur obole dans le tronc destiné à soulager nos infortunés compatriotes. Les bataillons de la garde nationale, les francs-tireurs tout nouvellement organisés s'y succédaient, musique en tête, des bouquets d'immortelles ou de cyprès dans le canon du fusil. D'ordinaire, devant ses camarades rangés en bataille, un officier prononçait quelques paroles, bientôt couvertes par les acclamations de : « Vive la République ! Vive les défenseurs de Strasbourg ! ».

Depuis cette époque la statue de Strasbourg est le rendez-vous des manifestations patriotiques et chaque année les monomes des Écoles ne manquent pas d'y apporter leur drapeau. (D. L.)

escarpes ont 7 mètres de haut ; mais ses contrescarpes ne sont pas revêtues.

Les fronts ouest et nord sont flanqués par deux demi-lunes qui croisent leurs feux sur l'angle nord-ouest, le point faible de la place. Le côté est se trouve couvert par l'Aisne : il est défendu par un mur crénelé de 5 à 6 mètres de hauteur et de 1 mètre d'épaisseur. Ce front et les deux ponts jetés sur l'Aisne sont protégés par la tête de pont de Saint-Wast, quadrilatère bastionné. En avant du bastion de l'angle sud-ouest, on a construit un ouvrage à cornes qui renferme un réduit organisé pour la mousqueterie, et communique avec le corps de place par un souterrain.

La place est, à peu de distance, dominée par des hauteurs ; ses maisons touchent presque les remparts.

La population était réduite à 5,000 habitants ; mais un millier de paysans s'étaient réfugiés dans la ville. La garnison comprenait 2,200 hommes du 15e de ligne, 2 bataillons de mobiles de l'Aisne, à peine vêtus, 200 artilleurs inexpérimentés, 4 batteries de gardes nationaux mobiles, et 30 sapeurs du génie sous les ordres de deux officiers.

La discipline laissait à désirer, il était d'autant plus difficile de réagir que, par suite de l'insuffisance du casernement, on était obligé de cantonner en partie la garnison chez l'habitant.

La place possédait 128 pièces d'artillerie, dont 47 rayées.

Le 14 septembre, nous avons vu le 4e corps, opérant sa marche sur Paris, sommer la place de se

rendre. Sur le refus du commandant, les Allemands passèrent outre. Mais, peu de jours après, le grand-duc de Mecklembourg, gouverneur général de Reims, et commandant le 13e corps d'armée, reçut l'ordre d'investir Soissons. La chute prochaine de Toul permettait au grand-duc de disposer de la division de landwehr. Il envoya donc trois bataillons, un escadron, une batterie et une compagnie de pionniers. La faiblesse de ce détachement obligea les Allemands à se borner à l'occupation du plateau au sud-est de l'Aisne.

La garnison disputa vivement la possession de cette position et opéra diverses sorties. Le 3 octobre notamment, elle réussit à enlever un convoi.

Dans les premiers jours d'octobre, d'importants renforts arrivèrent aux Allemands : 7 bataillons de landwehr, 4 escadrons, 2 batteries de réserve de campagne, 2 compagnies de pionniers et 4 compagnies d'artillerie sous les ordres du général-lieutenant von Selchow.

L'investissement de la place ne fut complet que le 9, et, le 11 octobre seulement, le matériel de siège, qu'il fallut transporter de Reims par voitures, fut réuni. L'attaque disposait de : dix canons prussiens de 15 centimètres long, seize canons prussiens de 12 cent. en bronze, dix mortiers français de 15, 22 et 27 centim., soit trente-six pièces provenant du parc de siège de Toul ou trouvées dans cette place.

Le 12 au matin, 32 pièces étaient en batterie au sud-ouest de la place ; la batterie de brèche armée de

6 canons de 15 cent. long, était établie au nord de Vauxbuin, à 1,350 mètres de la face gauche du bastion de l'angle sud-ouest qui avait été désignée par le génie.

A six heures du matin, les batteries ouvrent le feu continué jusqu'au soir : la place répond vivement et s'attaque surtout à la batterie de brèche. Le 13 et le 14, le bombardement se poursuit : plusieurs maisons brûlent, l'hospice qui contient 300 vieillards et des enfants est atteint. Le 15, une partie de l'escarpe de la courtine s'écroule, la garnison tente d'établir un abatis devant la brèche, mais les projectiles y mettent le feu.

Le grand-duc de Mecklembourg, venu pour signer la capitulation, manifeste le désir de voir la parallèle ouverte dans la soirée même ; mais le commandant allemand fait observer que le temps manque. Ce travail est d'ailleurs inutile, car le 15 octobre à huit heures du soir, le drapeau blanc est arboré.

Le bombardement avait duré quatre jours et demi-l'artillerie allemande avait tiré 8,386 projectiles, la batterie de brèche seule avait envoyé 1,402 obus de 15 cent. et 172 à balle. La brèche pratiquée dans un rentrant avait 33 mètres environ de largeur à sa partie supérieure, elle était suffisamment praticable, car la rampe formée par les décombres était inclinée a peu près à 45 degrés.

17 habitants avaient été tués : le nombre des blessés n'est pas connu

CHAPITRE IX

Subsistances de l'armée allemande devant Paris. — Gouvernements généraux des pays occupés. — Troupes d'étapes. — Francs-tireurs. — Réquisitions. — Mouvements de la cavalerie allemande autour de Paris. — 12e division (Saxonne). — Détachement du prince Albrecht fils. — 6e division. — 5e division. — 4e division.

I

Pendant leur marche de Sedan sur Paris, les Allemands, privés du secours des chemins de fer, n'avaient pu que difficilement se ravitailler ; devant Paris, la question des subsistances allaient prendre une nouvelle importance.

La résistance de Toul empêchait de se servir de la principale voie de communication. La capitulation de cette place, qui se produisit le 23 septembre, rendit inutiles les travaux du tronçon provisoire qui devait tourner la ville depuis Fontenoy jusqu'à Commercy, et qui, commencé depuis le 28 août, n'était pas encore achevé. Le 28 septembre, les premiers trains allemands purent arriver un peu au-delà de Château-Thierry : ils étaient pour longtemps astreints à ne pas dépasser ce point, car la destruction du tunnel

de Nanteuil devait exiger deux mois d'efforts incessants.

L'impossibilité de faire servir la voie ferrée aux nécessités du ravitaillement, créait pour les Allemands devant Paris, une complication d'autant plus grave, que par les ordres du gouvernement de la Défense nationale, le vide avait été fait partout autour de l'armée d'investissement. Les villages avaient été abandonnés, les bestiaux, les farines, les denrées fourragères rentrés dans la capitale. Impuissants à faire venir leurs subsistances de Nancy et de Pont-à-Mousson qui étaient leurs grands centres de ravitaillement, les Allemands ne pouvaient donc que difficilement appliquer les ordres du roi, précédemment rapportés, et vivre sur le pays. De là, des privations très réelles. Les mesures les plus énergiques furent prises ; chaque corps eut sa zone d'occupation et de réquisition ; chaque division eut l'ordre « d'exploiter sur place (1) le terrain qui lui était assigné ; « chaque corps d'armée dut, en arrière de lui, et en un point central, organiser un magasin de réserve destiné à secourir les services divisionnaires. L'approvisionnement de ces magasins fut, au début, assuré par le produit des réquisitions que pouvait effectuer au loin la cavalerie de chaque corps, et par des achats locaux.

Les réquisitions furent, comme on pouvait s'y attendre, poussées à l'extrême : les Allemands ne se préoccupaient pas de laisser aux habitants le néces-

(1) Baratier: *L'Art de ravitaillier les grandes armées.*

saire : ils prenaient tout. Quand ils ne découvraient pas de subsistances, ils imposaient des contributions qui leur servaient à acheter plus loin les denrées dont ils étaient dépourvus. Tout était prétexte à contribution : à défaut de fait précis, un soupçon suffisait. Citons un seul exemple vraiment extraordinaire (1) : le général de cavalerie de Redern rendit la ville de Saint-Germain pécuniairement responsable du passage d'un ballon.

Des agents spéciaux se procuraient sur la partie du territoire non occupé les approvisionnements utiles : il faut malheureusement constater que des Français se sont prêtés à ces honteux marchés. De nombreux procès faits après la guerre, ont donné sur ce point de scandaleux détails sur lesquels nous ne voulons pas insister.

Grâce à ces moyens, l'armée allemande put, durant les premiers jours de siège, faire face aux besoins les plus urgents.

Vers la fin de septembre, les magasins de Nancy et de Pont-à-Mousson s'écoulèrent vers Château-Thierry et Nogent-l'Artaud. La distance était encore bien grande de ces stations aux magasins des corps, car certains convois employaient plus de huit jours pour aller et revenir ; mais la situation devint moins difficile, et il fut possible d'approvisionner de grands magasins de réserve à Dammartin, à Clayes, Meaux, Corbeil et Chantilly. La capitulation de Soissons per-

(1) Desjardins : *Tableau de la guerre dans Seine-et-Oise.*

mit d'exploiter la ligne Reims-Soissons. Cette dernière ligne devenait pour l'armée de la Meuse, tête des étapes routières et centre de ravitaillement. La fraction du réseau Epernay-Nanteuil était exclusivement réservée à la 3e armée. Le 17 novembre, le tunnel de Vierzy était réparé, et le 23, l'exploitation se continuait jusqu'à Mitry, au milieu de l'armée de la Meuse.

Les cantonnements se trouvaient en communication directe avec le grand magasin de rassemblement.

Le 20 novembre, le tunnel de Nanteuil étant rétabli, la première machine allemande entrait dans la gare de Lagny, et les vivres étaient accumulés dans cette station, où les différents corps venaient se ravitailler.

Le service sur la ligne Nancy-Lagny ne se faisait pas, du reste, sans dangers : des troupes de francs-tireurs attaquaient et faisaient dérailler les trains. Pendant longtemps, il fallut se résoudre à ne marcher que le jour, et à réduire la vitesse. On mettait cinq jours pour venir de Wissembourg à Nanteuil.

Dans le but de réprimer les tentatives des francs-tireurs, les Allemands firent usage du système odieux des otages sur les machines.

Le premier document officiel que nous trouvons à ce sujet est daté de Nancy, 18 octobre ; il est signé d'un nom autrefois français : marquis de Villiers.

Ce personnage, commissaire civil allemand, informait la population que « plusieurs *endommagements* ayant eu lieu sur les chemins de fer, le commandant

en chef avait donné l'ordre de faire accompagner les trains par des habitants connus et jouissant de la considération générale, lesquels seraient placés sur la locomotive, de manière à faire comprendre que tout accident causé par l'hostilité des habitants frapperait, en premier lieu, leurs nationaux. Les préfets allemands étaient chargés d'organiser, d'accord avec la direction des chemins de fer et les commandants des étapes, un service régulier *d'accompagnement* ».

« Ce système, dit M. le baron Ernouf (1), fut appliqué avec rigueur, non seulement à Nancy, mais à Mulhouse, à Reims et dans plusieurs autres villes. »

L'emploi de cette mesure n'empêcha pas l'exécution d'un hardi coup de main, qui, s'il avait pu être accompli un mois plus tôt, aurait certainement exercé une grande influence sur les événements.

Le 22 janvier 1871, quelques hommes énergiques, conduits par deux officiers dont les noms méritent d'être conservés : le commandant Bernard et le lieutenant Coumès, firent sauter le pont de Fontenoy-sur-Moselle.

Les Prussiens se vengèrent en incendiant quarante-neuf maisons, et en tuant plusieurs habitants ; mais la principale communication entre l'Allemagne et les troupes employées au siège de Paris était interrompue.

Ajoutons ce fait que les Allemands, qui, on ne

(1) *Histoire des chemins de fer français pendant la guerre.*

peut leur refuser cet hommage, admirent profondément la bravoure, eurent pour les francs-tireurs de Fontenoy-sur-Moselle l'accueil le plus flatteur. Par une convention militaire, signée à Dôle le 14 février 1871, le général de Manteuffel accorda aux troupes françaises sous les ordres du commandant Bernard (*il n'y avait que des francs-tireurs*) le passage libre, avec escorte d'honneur à travers les armées prussiennes. « La légion des Vosges traversa les lignes ennemies, fanfare en tête et enseignes déployées. L'avant-garde avait un drapeau sur lequel étaient écrits les mots *Alsace* et *Lorraine*. Le général Werder les salua à Dôle à la tête de son état-major. Partout les postes prussiens leur présentèrent les armes » (1).

Les troupes d'étapes étaient impuissantes à venir à bout des francs-tireurs (2).

(1) Nous avons insisté sur cet incident, d'abord à cause de son importance très réelle, ensuite et surtout parce qu'il y a là un enseignement qu'il est utile de méditer. — Le récit très circonstancié de la rupture du pont de Fontenoy-sur-Moselle se trouve dans l'ouvrage déjà cité du baron Ernouf, et dans une brochure publiée par le curé de Fontenoy et celui de Gondreville.

(2) L'histoire des francs-tireurs est encore à écrire aujourd'hui, et il est profondément regrettable qu'un livre sincère et exact n'ait pas été publié sur cet important sujet.

Les excès commis par la plupart des compagnies franches ont été si nombreux ; les actes de défaillance malheureusement si fréquents, qu'une réprobation presque unanime s'est attachée à ce nom de francs-tireurs. Ces individus bariolés, ornés de plumes noires, terribles surtout pour les populations, très empressés à fuir les lieux où

Au début de la guerre, au moment même de la mobilisation, on avait institué une *inspection générale d'étapes* destinée à protéger les derrières des

s'échangeaient des coups de feu, ont amené cette conviction qu'il n'y avait aucun service à espérer des compagnies franches, et qu'il était indispensable, pour l'avenir, de ne plus autoriser leur formation. Nous ne pensons pas que ce jugement soit bien rationnel. Il s'appuie, il est vrai, sur l'expérience de la dernière guerre ; mais il est hors de doute qu'outre leur mode de recrutement désastreux, les francs-tireurs ont été toujours et partout mal employés. On s'en est servi comme d'éclaireurs, et il est bien certain que des troupes régulières sont plus aptes à ce service.

Mais, pour couper les lignes de communication de l'ennemi, pour entraîner les populations, pour grouper toutes les forces éparses, pour agir énergiquement enfin, en arrière, la question des francs-tireurs mérite un examen plus sérieux. L'exemple du pont de Fontenoy n'est-il pas bien fait pour montrer ce que peuvent quelques hommes résolus ? Il ne faut pas se hâter de conclure, lorsque l'on réfléchit aux conséquences qu'aurait pu avoir la destruction du tunnel de Saverne.

Qu'opposer aux troupes d'étapes ? Des régiments réguliers? Cela n'est pas admissible. Faut-il donc se borner à combattre par masses, et ne pas inquiéter les lignes de communication de l'ennemi ? Que d'occasions cependant ! que de coups de main à tenter, lorsque ces troupes d'étapes s'étendent sur un espace de plus de 300 kilomètres ! que de services à rendre à la défense !

La rigueur excessive déployée par les Allemands à l'égard des francs-tireurs ne montre-t-elle pas ce que l'on peut attendre des compagnies franches, le jour où aux soldats de hasard on substituera des hommes énergiques, disciplinés, sévèrement choisis, conduits par des officiers d'élite, et ne cherchant dans cette guerre d'aventures que l'occasion de servir leur pays ?

L'exemple du commandant Bernard, de Lipowski et de tant d'autres prouve qu'il y a intérêt pour nous à étudier la question de près (*Note de la première édition.*)

trois armées, et à assurer, leurs communications. Un certain nombre de bataillons de garnison avaient été affectés à ces inspections : 5 bataillons, 4 escadrons, une batterie pour la 1re armée ; 8 bataillons, 4 escadrons pour la seconde, 17 bataillons et 5 escadrons pour la troisième, au total donc, 27 bataillons, 13 escadrons, une batterie, plus 3 compagnies du génie de place, et 3 divisions de chemins de fer et des télégraphes, environ 35,000 hommes. La formation de la 4e armée rendant cette organisation insuffisante, on faisait venir de la Saxe 4 bataillons de landwehr. A la fin d'août, on formait à Sarrebourg, sous le commandement du général de Bothmer, un corps spécial composé du 65e régiment d'infanterie 4e rhénan, des 28e et 68e régiments de landwehr, du régiment de hussards de réserve et d'une batterie. Ce corps de troupe avait pour mission de surveiller les places françaises, en arrière des communications et de protéger les lignes d'étapes. Le 8 septembre, le 13e corps d'armée quittait les environs de Metz pour venir occuper la région entre Metz et Paris. Nous avons vu que ce corps avait été chargé du siège de Toul et de Soissons. Les troupes du général Bothmer passaient en même temps sous les ordres du commandant du 13e corps (grand duc de Mecklembourg-Schwerin) et ne tardaient pas à être renforcées de façon à présenter un effectif de 13 bataillons, 7 escadrons et 2 batteries. Enfin, dès le début de septembre, les bataillons d'étapes étaient portés à 6 compagnies de 200 hommes, et chacune

des quatre inspections générales recevait en outre quatre escadrons.

En même temps que le grand quartier général allemand se préoccupait de protéger ses lignes de communication, il instituait des gouverneurs généraux pour les parties occupées du territoire français, et leur attribuait des pouvoirs militaires et civils. Le lieutenant général comte de Bismarck-Bohlen avait été nommé gouverneur général de l'Alsace, et le général Bonin gouverneur général de la Lorraine. Par suite d'un ordre daté du 21 août, les arrondissements de Sarrebourg, Château-Salin, Sarreguemines, Metz et Thionville passaient du ressort administratif du gouvernement général de la Lorraine dans celui du gouvernement général de l'Alsace « de telle sorte, dit Blume, qu'à partir de cette époque, le district de ce dernier ne comprenait plus à peu près que les parties du territoire dont la cession devait être demandée plus tard à la France, lors de la conclusion de la paix (1) ».

Le 16 septembre, un troisième gouverneur général était nommé : le grand-duc de Mecklembourg, commandant du 13e corps d'armée et du détachement Bothmer (plus tard de Gayl) « avait autorité sur tous les pays occupés non compris dans les deux

(1) Nous avons eu précédemment déjà à citer cette modification significative, pour prouver que les prétentions de la Prusse étaient en septembre aussi excessives qu'au moment de la conclusion de la paix.

gouvernements déjà créés; le nouveau gouvernement avait son siége à Reims ».

Le 13 septembre, enfin, une dernière modification fut adoptée : le gouverneur de la Lorraine recevait



Le général de Werder (1).

4 bataillons et 2 escadrons de la 2e armée, le gouvernement de l'Alsace empruntait à la 3e armée 9 bataillons et 4 escadrons, dans le but d'assurer la sécurité militaire de leurs districts, et plus particulièrement

(1) Werder (Auguste-Charles-Frédéric-Guillaume-Léopold, comte de), né à Schlosberg en 1808, mort en 1887.

celle des lignes d'étapes qui les traversaient « et de rapprocher ainsi les points à partir desquels devait s'exercer l'action des inspections générales d'étapes. »

La protection des communications entre Metz et la frontière allemande était confiée aux troupes d'étapes de la 1re et de la 2e armée. Le gouverneur de Reims couvrait la voie ferrée de Nancy à Châlons. L'inspection d'étapes de la 3e armée et de l'armée de la Meuse exerçait son action à l'ouest de cette ligne.

Ainsi, à mesure que l'invasion gagne du terrain, les vainqueurs sont obligés d'appeler à eux de nouvelles troupes d'Allemagne : trente mille hommes leur ont suffi d'abord pour assurer leurs communications avec la mère-patrie ; successivement, ce chiffre a été augmenté, il atteint, dépasse même peut-être cent mille hommes en ce moment. La lutte va se prolonger, elle va s'étendre à l'ouest, au nord, au centre, les Allemands se verront dans l'obligation d'employer toute leur landwehr, d'allonger démesurément leurs lignes d'étapes, d'immobiliser enfin de nombreux contingents qui n'ont aucune puissance active, qui ne paraissent pas sur le champ de bataille.

Là est, peut-être, l'explication la plus simple de la durée de la résistance, là est aussi la raison d'être de la continuation de la lutte après Sedan.

Au début de la guerre, nous avons vu les armées adverses garder le contact, le coude à coude pour ainsi dire, elles ne se quittent pas : le vaincu n'a pas

un jour de répit : après Wissembourg, Woerth, après Forbach, les batailles autour de Metz. La lutte s'étendant, les Allemands sont moins actifs à la poursuite, ils donnent le temps au maréchal de Mac-Mahon d'organiser une armée à Châlons.

Mais, on ne combat plus seulement sur deux points : la guerre est partout, demain elle s'étendra sur tout le territoire. Le million d'hommes que l'Allemagne a jeté sur la France, million trop réel quoi qu'on ait pu dire, — ne suffira plus — il sera impossible de garder le contact, de poursuivre ses avantages, d'écraser le vaincu. Sollicité entre le nord, l'ouest, puis l'est, le général Manteuffel n'obtiendra que des victoires négatives. Partagé entre la 1re et la 2e armée de la Loire, le prince Charles laissera échapper l'occasion d'accabler les jeunes armées de la République.

Ce peuple qui combat non plus pour la conquête, mais pour la défense de son sol, a trouvé un allié, allié fidèle, qui immobilise 200,000 hommes à l'ennemi, coupe ses convois, retarde l'arrivée de son parc de siège, le prive de munitions : *la distance.*

II

La guerre n'est pas encore commencée en province ; les Allemands en profitent pour faire rayonner leur nombreuse cavalerie dans tous ces riches pays qui environnent la capitale. Par ce moyen, il

sera possible de faire rentrer quelques vivres, et d'alimenter les magasins.

En outre, le grand quartier général pourra obtenir quelques renseignements sur les préparatifs militaires de la France.

En troisième lieu, enfin — et pour n'avoir pas été signalée jusqu'ici, cette considération n'en est pas moins puissante, — en s'emparant de tous les approvisionnements à vingt ou trente lieues de Paris, on atteindra un double résultat : on gênera considérablement la marche en avant des armées de province, qui sûres de ne rien trouver dans un pays dévasté — et dévasté par les Allemands ! seront obligées de se précautionner de nombreux convois; on rendra impossible, enfin, une sortie de l'armée de Paris qui, manquant de base d'opération et de ravitaillement, ne pourra guère s'aventurer dans un *désert*.

Ainsi : 1° nécessité de se procurer des vivres ; 2° urgence de renseignements ; 3° utilité de faire le vide autour des armées de province et de Paris : tels sont les divers mobiles qui vont pousser les nombreux escadrons de l'ennemi en avant.

On a voulu comparer ces expéditions aux *raids* des Américains dans la guerre de Sécession : le rapprochement nous semble médiocrement exact. Lorsque les fédéraux Sheridan, Wilson, Stoneman et tant d'autres, les confédérés Forrest et Buford risquaient ces pointes hardies qui sont demeurées classiques, ils allaient à l'ennemi, chaque jour amenait un combat.

Tout autre était la nature des opérations prussiennes : volontiers, les cavaliers eussent pu laisser leurs grands sabres au camp; ils ne devaient rencontrer que quelques francs-tireurs, des paysans armés de mauvais fusils. Il s'agissait non de combattre, mais de réquisitionner, disons le mot, de piller. Pourvu que le détachement fût muni de voitures solidement construites, pour enlever le butin, et de tonneaux de pétrole, pour incendier, de ci de là, un village récalcitrant, tout était bien.

Ainsi, n'est-il guère possible de suivre pas à pas ces colonnes nombreuses qui vont sans règle fixe, s'avancent tant qu'elles ne trouvent pas de résistance, et s'éloignent, mais pour revenir plus nombreuses, lorsqu'elles sont accueillies à coup de feu. Point de combat important, mais des *exécutions* nombreuses : un uhlan a-t-il disparu, un cuirassier a-t-il été enlevé, un hussard tué par quelque franc-tireur étranger au pays? les Allemands fusillent tout ce qui leur tombe sous la main.

Nous ne consacrerons donc pas de longs récits à ces expéditions qui, par leur diffusion, sont presque impossible à saisir ; nous ne nous attacherons qu'à retenir les lignes principales, les directions générales.

Le grand quartier général allemand pouvait d'autant plus facilement lancer sa cavalerie en avant, que l'armée d'investissement devant Paris avait été renforcée du 11e corps et du 1er bavarois, restés en arrière, comme nous l'avons dit, pour la garde des prisonniers de Sedan.

Arrivé le 22 septembre à Boissy-Saint-Léger, le 11e corps venait occuper sur le périmètre du blocus l'espace compris entre Choisy-le-Roi et Ormesson, entre le 6e corps et la division wurtembergeoise. Quant au 1er bavarois, il demeurait entre Montlhéry et Longjumeau, comme réserve de la 3e armée, et fournissait des renforts d'infanterie aux diverses colonnes expéditionnaires.

Dès le 15 septembre, Creil et Chantilly avaient été visités par des détachements de la 6e division de cavalerie.

Le 25, un piquet de dragons ennemis et une escouade de fantassins furent reçus à coups de feu par les habitants de Liancourt. Le lendemain, une colonne allemande partie de Creil et se dirigeant sur Clermont fut assaillie à la Maison Blanche par 1,200 mobiles de la Marne et dut se replier en toute hâte.

L'ennemi allait recevoir malheureusement de puissants renforts. Sur la demande du capitaine de Massow, qui se trouvait à la tête du détachement de Creil, la division de cavalerie saxonne reçut l'ordre de se diriger sur Chantilly. Commandée par le major comte de Lippe, cette colonne détachée du 12e corps, et placée sous la direction du quartier général de la 4e armée, avait pour mission d'étendre son rayon d'occupation dans le nord. Le bataillon de fusiliers du 2e régiment de la Garde était adjoint à la cavalerie, et les autres bataillons du même régiment allaient bientôt recevoir la même destination.

Le général Krug de Nidda, commandant la 23e brigade, fut chargé de l'expédition. Il partit le 27 septembre, avant le jour, avec environ 2,000 hommes des trois armes. Arrivé aux environs de Rousseloy, l'ennemi plaça son artillerie sur les hauteurs entre Laigneville et Soutraine, et ouvrit le feu. En face des Saxons, il ne se trouvait que quelques gardes nationaux, car les mobiles de la Marne, prévenus de l'arrivée des renforts allemands, avaient battu en retraite sur Breteuil. La lutte ne fut pas longue : au bout d'un instant, les gardes nationaux se dispersèrent. L'ennemi envahit alors les villages de Rantigny et d'Angy et se livra à des actes odieux : les maisons furent incendiées, les habitants percés de coups ou frappés à coups de bâton (1). Le général Krug entra dans la journée à Clermont, et le soir même, 60 lourds chariots gagnaient Creil chargés des réquisitions. Le 29e régiment de dragons de la Garde prenait garnison à Clermont.

Tandis que la 23e brigade de cavalerie saxonne faisait cette expédition, la 24e sous les ordres du général Senfft de Pilsach se dirigeait sur Beauvais. Le 30, l'ennemi entra dans la ville, et s'empressa de pousser des reconnaissances de tous côtés. La crainte de voir les Saxons occuper Breteuil, conduisit à détruire le viaduc de Courcelles, sans prendre le temps d'évacuer le matériel du chemin de fer qui fut

(1) *Das K. Sachs-garde-Reiter — regiment im Feldzuge* 1870-71. Pirna.

pris. Le 2 octobre, les Allemands envoyèrent un détachement à Gournay, sur la limite même de la Seine-Inférieure. La ville avait pour garnison deux bataillons de mobiles et deux escadrons de hussards qui ne permirent pas à l'ennemi d'approcher. Quelques cavaliers saxons furent surpris le lendemain à Armentières et à Héricourt. L'ennemi s'en vengea à sa manière, en incendiant les villages d'Héricourt, d'Armentières et de la Frénaye.

Avant de continuer le récit des tristes exploits de la division du comte de Lippe, il nous faut du nord incliner vers l'ouest. Dès le 21 septembre, le général d'Alvensleben commandant le 4[e] corps allemand, lançait ses détachements dans la direction de Pontoise et de l'Isle-Adam. Le 23 septembre, les habitants des communes environnantes, exaspérés par la conduite des pillards, dressèrent des embuscades sur la rive gauche de l'Oise, et tuèrent ou blessèrent plusieurs hommes à l'ennemi qui s'enfuit précipitamment, abandonnant 13 fourgons chargés. Le 27, les Prussiens arrivent plus nombreux, et marchent sur l'Isle-Adam, mais les francs-tireurs ont improvisé une barricade à l'extrémité du pont rompu qui reliait l'Isle-Adam au village de Parmain : les 300 hommes du 71[e] régiment prussien qui composent la colonne expéditionnaire ne peuvent passer. Le 29, le prince de Hohenlohe accourt avec de nouvelles troupes ; après un court combat, les francs-tireurs menacés sur leur flanc se retirent en toute hâte. Le 30 septembre, le village de Parmain est brûlé au pétrole,

et plusieurs francs-tireurs parmi lesquels un ancien magistrat plus que septuagénaire sont fusiliés (1).

Le 4 octobre, les Prussiens qui occupent fortement la vallée basse de l'Oise, sont renforcés par le 3e régiment de uhlans de la Garde commandé par le prince Albrecht (fils). Le prince Albrecht a pour mission d'agir de concert avec les Saxons du comte de Lippe que nous venons de voir à l'œuvre, et de se diriger sur Gisors.

Le 8 octobre, une patrouille prussienne se présente devant Gisors. Un détachement de 500 mobiles des Landes, soutenu par quelques franc-tireurs, et renforcé par 2 ou 300 gardes nationaux, avait pris position sur le mont de Laigle, qui domine la ville au nord-ouest. L'ennemi se retira donc ; mais, dès le lendemain, le prince Albrecht, à la tête de 5,000 hommes et de seize canons, attaqua les Français qui ne purent faire une longue résistance. Au nord de la ville, quelques gardes nationaux, mal armés, sans uniforme, se firent héroïquement tuer à

(1) Un monument a été élevé au mois de septembre 1887 dans la ville de l'Isle-Adam pour perpétuer ce glorieux épisode. Ce monument, bien simple, se compose d'un soubassement de 1 m, 25, surmonté d'une stèle de 1 m. 50. Il est l'œuvre de MM. Leclerc, architecte, et Ferret, entrepreneur. La façade principale porte l'inscription :

R. F. 1870-1871. DÉFENSE DU PASSAGE DE L'OISE, SEPTEMBRE 1870. Sur les façades latérales on lit : MORTS POUR LA PATRIE : BESNARD, DURNAD, MAITRE, AVARD, DESMOUTIERS, ROMILLON, LAVIER, GRAY.

Ce monument se trouve rue de Conti, adossé au pont de l'Oise. (D. L.)

Bazincourt pour empêcher un mouvement tournant. Cinq d'entre eux, pris au milieu de la lutte, furent fusillés le lendemain.

De Gisors, le prince Albrecht remonta le cours de l'Ept, de concert avec les Saxons du général Senfft.

Le 12, l'ennemi s'achemina sur Breteuil. Vigoureusement défendue par les mobiles, les gardes nationaux et les pompiers, la ville fut prise.

Le 14, de Gisors, le prince Albrecht détacha quelques patrouilles sur Écouis, où elles rencontrèrent des cavaliers du 3e hussards français.

Vers le millieu d'octobre, l'ennemi menaçait donc à la fois Amiens avec les Saxons, et Rouen avec les Prussiens du prince Albrecht.

La 5e division de cavalerie n'était pas demeurée inactive. Partie de Nanteuil-le-Haudoin, le 17 septembre, elle franchit la Seine à Triel, et porta son quartier général à Saint-Nom. Le 21 septembre, les éclaireurs de la 12e brigade Bredow s'avancèrent dans la direction de Mantes. En traversant le village de Mézières, deux uhlans furent blessés par des francs-tireurs. Le général Bredow accourut, aussitôt, à la tête d'une colonne de cavalerie, appuyée par de l'artillerie. Criblé d'obus, le village de Mézières fut incendié ; six personnes périrent dans les flammes. A Mantes, le général prussien, après avoir tiré quelques coups de canon, lança sur la ville le 2e régiment bavarois (Prince Royal), qui, après avoir tué ou blessé plusieurs employés de chemins de fer, emmena des otages.

Après cette apparition aux portes de Mantes, le général de Bredow regagna ses cantonnements. Les francs-tireurs parisiens résolurent de pousser une pointe en avant. Deux bataillons traversèrent Mantes le 24, chassèrent les patrouilles prussiennes des communes voisines, et prirent position le 30 dans le bois des Alluets.



Le général Vogel de Falkenstein (1).

Mais, le général de Bredow s'était hâté de revenir : son artillerie chasse les francs-tireurs qui se retirent en combattant par Ecquevilly et Mareil-sur-Mauldre, où ils coupent un pont. L'ennemi les suit de près, pille Maule, saccage la gare de Mantes, qu'il occupe jusqu'au 4. Le

(1) Vogel de Falkenstein, était officier en 1814 lors de la campagne de France; puis, successivement il fut chef d'état-major et chef de corps d'armée après la déclaration de la guerre contre la Prusse, il devint aussitôt gouverneur de l'ex-royaume de Hanovre et du duché de

5, il marche sur Évreux, et ses patrouilles s'avancent jusqu'aux abords de la ville. Le 7 octobre, Évreux est de nouveau occupé par quelques bataillons de mobiles.

Les hauts faits des Saxons et du général Bredow allaient s'effacer devant ceux de la 6e division de cavalerie allemande (1), qui avait pour objectif Houdan et Rambouillet. Cette dernière ville est frappée d'une contribution le 27 septembre. Poussant en avant, l'ennemi occupe Saint-Hilarion le 1er octobre, et Épernon le 3, après de légers combats.

Mais, dans ce pays de bois, la résistance s'organise de toutes parts; les détachements ennemis sont partout accueillis à coups de fusil, et les Allemands sont obligés de faire une battue dans la forêt. La chasse est mince pour des veneurs de cette force : deux bergers dans la hutte desquels on a découvert un vieux fusil sont frappés, percés de coups de sabre, puis pendus par les pieds. Quelques prisonniers ont

l'Elbe et commandant en chef des forces militaires chargées de défendre les côtes de la Baltique en cas de débarquement d'une armée française. « Dans ce but, il fit éteindre les phares et bouées lumineuses du littoral, organisa des corps de marins et fit harceler la flotte française par de légers bateaux. Cette flotte, du reste, qui ne portait aucun corps expéditionnaire, fut une expédition sans résultat, et, lorsque l'écrasement de nos armées eut réduit la France à utiliser toutes ses forces, les troupes du général Vogel vinrent occuper des villes du territoire français. » Après la guerre et vu son grand âge, il était né en 1797, le général Vogel, fut mis à la retraite; il mourut en 1885. (D. L.)

(1) Desjardins. — *Tableau de la guerre des Allemands.*

été faits; deux d'entre eux essaient de fuir : ils sont massacrés sur place, puis suspendus à des arbres, pour l'exemple sans doute. Une histoire allemande de la dernière guerre (1) nous apprend le nom de celui qui présidait à ces atrocités : c'était un Bavarois, le major de Beumen.

Ces cruautés soulèvent dans tout le pays une rage indicible. Le 30 octobre, les cavaliers prussiens, soutenus par de l'infanterie bavaroise, sont dans Ablis, lorsqu'ils sont énergiquement attaqués.

Après un combat d'une demi-heure, les Français emmènent 70 hussards prisonniers. Quatre heures après, une colonne ennemie envahit la commune, brise les portes et les fenêtres, et commence le pillage. Quatre paysans sont rencontrés dans la rue, on les tue. Le village est frappé d'une contribution « pour éviter l'incendie ». L'argent versé, le feu est mis aux maisons. Vingt-deux hommes sont enchaînés et conduits au Mesnil-Saint-Denis.

Comme ils passent sur la route, un des paysans fusillés le matin, et laissé sur place, se dresse sur son séant : on lui casse la tête d'un coup de mousqueton (2).

Les excès commis par les Prussiens, — le 16e hussards notamment, — sont tels, que le général allemand, après quelques explications, fait mettre les prisonniers en liberté !

(1) Hiltl. — *Der Franzosische Krieg von* 1870 *und* 1871 — Bielefeld.

(2) Desjardins.

... L'incendie d'Ablis, dit un historien allemand, ne s'éteint pas dans l'histoire... Il reste une tache ineffaçable pour ceux que leur aveugle passion a entraînés à donner un ordre barbare, pour ceux qui ont contraint leurs soldats à mettre tout à feu et à sang... (1)

Tandis qu'au nord et à l'ouest s'accomplissaient ces sanglantes exécutions, le prince Albert de Prusse s'avançait de Melun dans la direction de Toury, avec la 4e division de cavalerie. Le 18 septembre, il est arrêté aux environs de Dannemois par la 8e compagnie du 1er bataillon des francs-tireurs de Paris, embusquée dans un bois avec les gardes nationaux des communes environnantes. Une centaine de hussards du 2e régiment et le lieutenant-colonel prince Horn sont mis hors de combat. Les Allemands se vengent en incendiant plusieurs villages et continuent leur route. Mais, partout les populations sont soulevées : à Milly, à la Montignotte, les éclaireurs ennemis sont attaqués, et les gardes nationaux vont jusqu'à ouvrir le feu contre une colonne de 800 hommes envoyée de Melun pour assurer les communications de la 4e division de cavalerie.

L'expédition de cette division ne dure pas longtemps. Le 5 octobre, elle se retire sur Angerville, Étampes et Authon ; elle est venue se heurter, aux environs de Toury, à un fort parti français, et, après un court engagement, elle a précipitamment battu en retraite.

Vers le milieu d'octobre, l'ennemi avait donc, du

(1) Zimmermann. — *La Guerre franco-allemande.* — Stuttgard.

nord au sud, battu tout le pays aux environs de la capitale et, après de faciles triomphes sur des paysans à peine armés, était parvenu à alimenter les magasins de l'armée d'investissement. Mais ces quelques jours n'ont pas été perdus : de nouvelles armées françaises sont en formation. D'ici peu, elles vont entrer en ligne :

La guerre en province va commencer.

FIN DU TOME II

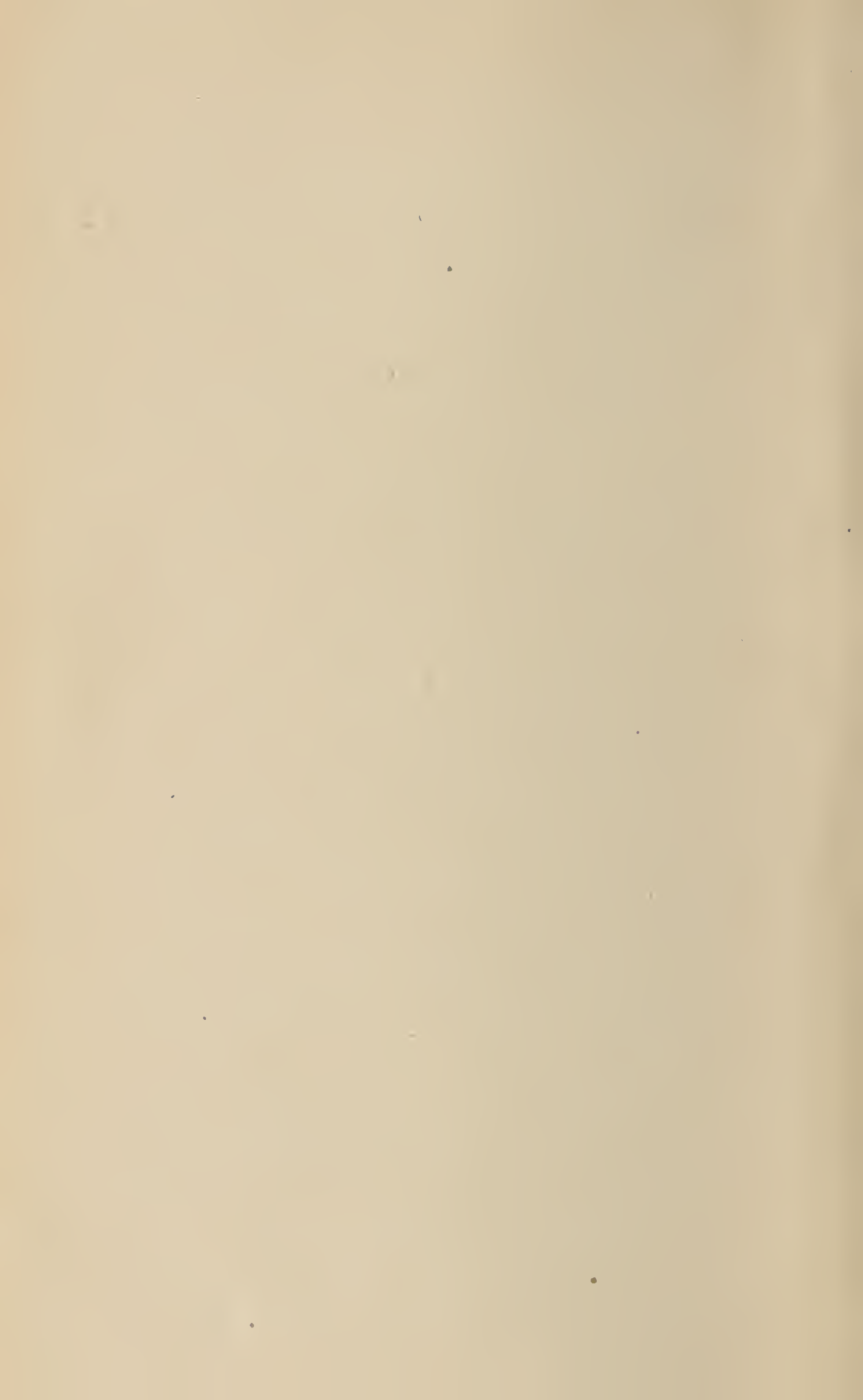


TABLE DES CHAPITRES

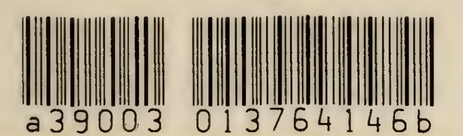
Paris. — Librairie GARNIER Frères, Editeurs, 6, rue des Saint-Pères.












U D' / OF OTTAWA
COLL ROW MODULE SHELF BOX POS C
333 07 04 07 09 04 0